

Rapport annuel Jahresbericht

—

2014



**POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

**Conseil de la magistrature CM
Justizrat JR**

Table des matières

page

I.	Le Conseil de la magistrature	4
1.	Conseil et secrétariat	4
2.	Activités	4
2.1	Elections	5
2.2	Pouvoir de surveillance	5
2.3	Nominations	12
2.4	Formation	13
2.5	Communication	13
2.6	Divers	13
2.7	Enquête auprès des autorités judiciaires 2014 - récapitulatif	15
II.	Les autorités judiciaires	34
1.	Le Tribunal cantonal	34
1.1	Partie générale	34
1.2	Partie statistique	65
	Annexe: Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour 2014	60
2.	Le Ministère public	99
2.1	Partie générale	99
2.2	Tableaux statistiques – Ministère public	109
3.	Les Tribunaux d’arrondissement	123
3.1	Partie générale	123
3.2	Partie statistique	168
4.	Le Tribunal des mesures de contrainte	184
4.1	Partie générale	184
4.2	Partie statistique	190
5.	Les Justices de paix	193
5.1	Partie générale	193
5.2	Partie statistique	230
6.	Le Tribunal pénal des mineurs	234
6.1	Partie générale	234
6.2	Partie statistique	238
7.	Commissions et autres autorités	248
7.1	Préfectures	248
7.2	Commission de recours de l’Université	275
7.3	Commission de recours en matière d’améliorations foncières	277
7.4	Commission de recours en matière de nouvelles mensurations parcellaires	279
7.5	Commission d’expropriation	281

7.6	Autorité de surveillance du registre foncier.....	284
7.7	Tribunal arbitral en matière d'assurance maladie et accident.....	287
7.8	Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail.....	289
7.9	Commission de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif de la Sarine.....	291
7.10	Commission de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif de la Singine et du Lac...293	
7.11	Commission de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse.....	296
Annexe	Rapport du Tribunal cantonal au Conseil d'Etat en matière de poursuites pour dettes et faillites.....	300

Inhaltsverzeichnis		Seite
I.	Der Justizrat.....	19
1.	Rat und Sekretariat.....	19
2.	Tätigkeit.....	19
2.1	Wahlen.....	20
2.2	Aufsichtsbefugnis.....	20
2.3	Ernennungen.....	27
2.4	Ausbildung.....	28
2.5	Mitteilungen.....	28
2.6	Verschiedenes.....	28
2.7	Untersuchung bei den Gerichtsbehörden 2014 – Zusammenfassung.....	30
II.	Die Gerichtsbehörden.....	47
1.	Das Kantonsgericht.....	47
1.1	Allgemeiner Teil.....	47
1.2	Statistischer Teil.....	65
	Beilage: Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Höfe 2014.....	60
2.	Die Staatsanwaltschaft.....	111
2.1	Allgemeines.....	111
2.2	Statistische Tabelle – Staatsanwaltschaft.....	121
3.	Bezirksgerichte.....	145
3.1	Allgemeiner Teil.....	145
3.2	Statistischer Teil.....	168
4.	Zwangsmassnahmengericht.....	187
4.1	Allgemeiner Teil.....	187
4.2	Statistischer Teil.....	190
5.	Friedensgerichte.....	212

5.1	Allgemeiner Teil	212
5.2	Statistischer Teil	230
6.	Jugendstrafgericht	236
6.1	Allgemeiner Teil	236
6.2	Statistischer Teil	238
7.	Kommissionen und andere Behörden	248
7.1	Oberämter	261
7.2	Rekurskommission der Universität	275
7.3	Rekurskommission für Bodenverbesserungen	277
7.4	Rekurskommission für neue Parzellarvermessungen	279
7.5	Enteignungskommission	281
7.6	Aufsichtsbehörde über das Grundbuch	284
7.7	Schiedsgericht in Sachen Kranken- und Unfallversicherung	287
7.8	Schlichtungskommission für Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben	289
7.9	Schlichtungskommission für Missbräuche im Mietwesen des Saanebezirks	291
7.10	Schlichtungskommission für Missbräuche im Mietwesen des Sense- und Seebezirks	293
7.11	Schlichtungskommission für Missbräuche im Mietwesen des Greyerz-, Glane, Broye- und Vivisbachbezirks	296
Beilage	Jahresbericht des Kantonsgerichts zuhanden des Staatsrates über die Tätigkeit der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	300

Rapport pour l'exercice 2014 au Grand Conseil du canton de Fribourg

—
Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Députés,

Le Conseil de la magistrature (ci-après le Conseil), autorité indépendante de surveillance du pouvoir judiciaire (art. 125 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004, ci-après Cst), a l'honneur, conformément à l'art. 127 al. 3 Cst, de vous adresser son rapport annuel sur son activité (Partie I) et celui sur l'administration de la justice dans le canton (Partie II).

I. Le Conseil de la magistrature

1. Conseil et secrétariat

Au cours de cet exercice, la composition du Conseil a subi des modifications de taille. Après trois ans à la présidence, M. Josef Hayoz a démissionné au 30 juin 2014. Sa parfaite connaissance du tissu judiciaire fribourgeois, sa rigueur et son sens des priorités en ont fait un président très apprécié. Qu'il soit ici vivement remercié pour l'énergie et les compétences consacrées à l'exercice d'un mandat marqué par plusieurs dossiers délicats. Mme Bettina Hürlimann-Kaup, Vice-présidente, n'a pour sa part pas souhaité se représenter à l'issue des cinq années passées au sein du Conseil qu'elle a quitté le 31 juillet suivant. Ses avis réfléchis et son indépendance ont contribué activement au bon fonctionnement de cette autorité. Le Conseil lui exprime également toute sa reconnaissance et forme ses vœux les meilleurs pour la suite de sa carrière professionnelle. Pour remplacer les démissionnaires et sur proposition des corps concernés, le Grand Conseil a élu en mai M. Jérôme Delabays, représentant du Tribunal cantonal, et M. Walter Stoffel, représentant de l'Université. Le premier a été par ailleurs élu désigné par ses pairs à la présidence de l'autorité de surveillance dès le 1^{er} juillet. La Vice-présidence est assumée depuis août par Mme Nadine Gobet, Députée représentant le Grand Conseil. M. Delabays est également membre de la Commission de surveillance administrative et M. Stoffel membre de la Commission de surveillance disciplinaire.

Le personnel du secrétariat quant à lui est resté stable au cours de cette année.

A la fin août, le Conseil a échangé ses locaux avec ceux du Tribunal des mesures de contrainte, devenus trop exigus suite à l'entrée en fonction d'une juge supplémentaire. Ses bureaux sont désormais situés au 1^{er} étage de l'immeuble sis Place Notre-Dame 8, à Fribourg.

2. Activités

En 2014, le Conseil a tenu 16 séances plénières. Les commissions se sont réunies en fonction des besoins. Comme par le passé, des délégations ont été formées pour les auditions des candidats aux fonctions judiciaires à titre professionnel et pour les inspections.

La charge de travail des membres du Conseil, qui exercent par ailleurs tous une activité professionnelle propre très chronophage, s'avère relativement lourde. Le Conseil a engagé une réflexion permanente pour améliorer son fonctionnement, respectivement l'efficacité des tâches qui lui incombent.

2.1. Elections

Au cours de l'année 2014, le Conseil a préavisé 35 élections, dont 1 pour un poste à titre professionnel.

2.2. Pouvoir de surveillance

L'art. 127 de la Constitution (Cst.) charge le Conseil de la surveillance administrative et disciplinaire du pouvoir judiciaire et du Ministère public (al.1). Le Conseil est autorisé à déléguer au Tribunal cantonal la surveillance administrative des autorités judiciaires de première instance (al. 2).

2.2.1. Surveillance administrative

Outre l'inspection du Tribunal cantonal qui lui revient d'office, le Conseil a inspecté les Justices de paix et les Tribunaux d'arrondissement du Lac, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse, les présidents pénaux du Tribunal de la Sarine, le Tribunal pénal des mineurs et le Tribunal des mesures de contrainte. Il a également procédé aux inspections de cinq procureurs, du Procureur général, de son adjoint, de la Commission de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif de la Singine et du Lac ainsi que celle de la Sarine et de la Commission d'expropriation.

L'inspection des autres autorités a été déléguée au Tribunal cantonal comme l'autorise l'art. 127 al. 2 Cst. (cf. Partie II, Tribunal cantonal, point 1.1.2.1.3).

Faute d'affaires, les inspections de la Commission de recours en matière de nouvelles mensurations parcellaires, de la Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail ainsi que de l'Autorité de surveillance du registre foncier ont été annulées.

2.2.1.1. Tribunal cantonal

Personnel - formation

Le bilan de la réunification s'avère positif. L'ambiance régnant au sein de l'autorité est excellente et de nombreux processus communs ont été élaborés. Au niveau du personnel, le Conseil salue tout particulièrement le fait que le Tribunal cantonal a su s'adapter aux effectifs réduits qui lui ont été alloués. Si cet exercice enregistre une certaine stabilisation des collaborateurs, le taux de roulement demeure cependant non négligeable.

S'agissant de la formation, le budget y afférant alloué à cette autorité a été réduit d'un tiers. Cette réduction risque de ne pas permettre aux magistrats de se conformer aux directives édictées en la matière.

Locaux - informatique

Moyennant certains aménagements, le nouveau bâtiment abritant le Tribunal cantonal permet son fonctionnement. Des problèmes réels d'humidité et de température de certaines pièces, notamment la bibliothèque, subsistent néanmoins. Des solutions devront être trouvées avec le Service des bâtiments.

Le Tribunal a été confronté par ailleurs à des problèmes informatiques de taille qui n'ont pas permis l'anonymisation automatique des arrêts destinés à publication. Ces opérations ont dû être effectuées manuellement, ce qui a monopolisé de nombreuses ressources en personnel. Nonobstant ces difficultés, l'objectif de publication a été maintenu.

Juges et assesseur/e-s

Suite à un changement professionnel, M. Pascal Richard pour sa part a démissionné de sa fonction de Juge suppléant au 30 septembre 2014. Il a été remplacé par Mme Caroline Gehring, élue en novembre suivant.

Sections civile et pénale

Le volume d'affaires de la Cour de protection de l'enfant et de l'adulte est toujours en augmentation. La charge civile et pénale est lourde mais elle est maîtrisée notamment grâce à l'aide des juges suppléants soulignée positivement par les présidents de cours.

La Cour d'appel pénal quant à elle a subi des réaménagements ayant entraîné une augmentation du taux de liquidation.

Section administrative

Les deux cours des assurances sociales, qui cette année ont consenti un effort tout particulier sur les anciennes affaires, sont à nouveau surchargées. A la fin de l'été, signalant au Conseil la hausse inquiétante des nouvelles affaires de leur compétence, avec pour corolaire un accroissement des retards, le Tribunal cantonal a demandé la mise au concours d'un nouveau poste de juge suppléant spécialisé en la matière. Favorable à cette solution qui respecte le blocus du personnel, le Conseil a proposés au Grand Conseil l'élection de deux candidats en mesure d'aider très concrètement ces deux cours. Ont ainsi été élus lors de la session du mois de novembre Mme Suzanne Genner et M. Yann Hofmann.

L'évolution de la situation devra être suivie attentivement pour éviter que les Cours d'assurances sociales se retrouvent, comme par le passé, en grande difficultés.

2.2.1.2. *Ministère public*

Le Ministère public maîtrise sa charge de travail. Un sondage interne a mis en évidence un bon niveau de satisfaction de l'ensemble du personnel.

Le Conseil a nommé deux procureurs ad hoc pour l'instruction de procédures dans lesquelles le Ministère public a dû se récuser (cf. point 2.3). Le Procureur ad hoc André Waeber a quant à lui résilié ses mandats à fin octobre. Il n'a pas été possible de lui trouver un remplaçant avant la fin de l'exercice. Son successeur sera désigné en 2015.

2.2.1.3. *Tribunaux d'arrondissement*

En 2014 ont quitté leur fonction judiciaire à titre accessoire les personnes suivantes :

- > M. Benoît Rohrbasser, Assesseur au Tribunal de la Sarine,
- > Mme Nelly Meier-Ritz, Assesseure au Tribunal de la Singine,
- > M. Jean-François Etter, Assesseur au Tribunal des baux de la Singine et du Lac,
- > M. Arsène Gremaud et Mme Carmen Sudan, Assesseurs au Tribunal de la Gruyère,
- > Mme Josiane Suchet, Assesseure au Tribunal de la Veveyse,
- > M. Norbert Chardonnens et Mme Virginie Sauterel, Assesseurs suppléants au Tribunal des baux de la Gruyère, Glâne, Broye et Veveyse,
- > M. Franz Notz, Assesseur suppléant au Tribunal des prud'hommes du Lac,

1. Tribunal d'arrondissement de la Sarine

a. Tribunal civil

La situation d'un président présentant des affaires en souffrance s'est améliorée, de sorte que le suivi administratif instauré en 2012 a pu être levé au printemps.

Si la gestion des dossiers est bonne et ne donne lieu à aucune remarque particulière, les forces rédactionnelles mériteraient toutefois d'être renforcées, notamment pour le traitement très chronophage d'affaires conséquentes.

Il est à relever que le roulement du personnel a beaucoup diminué cette année.

b. Tribunal pénal et Tribunal pénal économique

La charge de travail du Tribunal pénal est maîtrisée et ne donne lieu à aucune remarque particulière.

Les affaires du Tribunal pénal économique sont chronophages. Les délais d'assignation sont en règle générale de six mois.

2. Tribunal d'arrondissement de la Gruyère

La charge de travail des pénalistes est importante. Les dossiers sont de plus en plus volumineux et complexes. On observe des retards significatifs s'agissant de la rédaction des jugements. Les délais d'assignation sont également très longs. Si le volume d'affaires des civilistes est moins critique, la cadence de travail n'en est pas moins soutenue. La situation justifierait la pérennisation d'un poste de secrétaire et de greffier sous contrat de durée déterminée ainsi que l'octroi de forces rédactionnelles supplémentaires.

Le remplacement de la Présidente Perroud Sugnaux durant son congé maternité a été assuré par la Présidente Bütikofer Repond qui a augmenté de 50% son taux d'activité durant cette période.

Depuis l'automne, le Tribunal a quitté le château de Bulle pour emménager dans de nouveaux locaux modernes et fonctionnels.

3. Tribunal de la Broye

Au début de l'été, en prise à un volume d'affaires critique tant sur le plan civil que pénal, ce tribunal a tiré la sonnette d'alarme. Surchargé et s'estimant sous doté, il a sollicité la nomination d'un président ad hoc.

Après analyse de la situation et considérant notamment les délais de citation anormalement longs préjudiciables à une saine administration de la justice, le Conseil a jugé nécessaire d'accorder une aide temporaire à cette autorité. Il a par conséquent nommé Mme Marlène Collaud Présidente ad hoc pour six mois, soit du 1^{er} décembre 2014 au 31 mai 2015. Si ce soutien devrait permettre de détendre provisoirement la situation, les inquiétudes demeurent toutefois bien réelles pour le futur, la pérennisation de ce poste ne pouvant être assurée à l'échéance de cette mesure, compte tenu du gel de l'engagement de personnel décrété par l'Etat. A l'avenir, la dotation de ce tribunal devrait être revue eu égard à la très nette augmentation du volume de travail liée notamment à l'important essor démographique du district de la Broye.

4. Tribunal du Lac

Le volume des affaires de ce tribunal augmente très sensiblement, sans que pour l'heure la situation soit préoccupante. Son évolution mérite toutefois d'être suivie avec attention.

Cette autorité a par ailleurs connu plusieurs problèmes de personnel au cours de cet exercice.

5. Autres tribunaux d'arrondissement

Le Conseil n'a pas de remarque particulière à formuler sur les autres tribunaux d'arrondissement.

2.2.1.4. Tribunal des mesures de contrainte

La charge de travail de ce tribunal, qui ne pose pas de problème particulier, est maîtrisée. Il a bénéficié à compter du 1^{er} août 2014 d'une nouvelle juge à 50 % en la personne de Mme Géraldine Pontelli-Barras, le Juge Michel Wuilleret ayant sollicité et obtenu une réduction de son taux d'activité d'autant. L'entrée en fonction de cette nouvelle magistrate a nécessité l'échange le 1^{er} septembre 2014 des locaux devenus trop exigus de cette autorité avec ceux du Conseil situés au rez-de-chaussée.

2.2.1.5. Tribunal pénal des mineurs

Cette autorité n'a pas de retard et ne suscite pas d'observation particulière.

Mme Béatrice Ackermann a démissionné de sa fonction d'assesseure suppléante au 31 janvier 2014. C'est Mme Sylvie Gobet qui lui a succédé le 1^{er} avril suivant.

2.2.1.6. Justices de paix

En 2014 ont quitté leur fonction judiciaire à titre accessoire les personnes suivantes :

- > M. Bernard Aebischer, Assesseur à la Justice de paix de la Sarine,
- > MM. Andreas Bapst, Heinrich Meier, Albert Schaller, Assesseurs à la Justice de paix de la Singine,
- > M. Jean-François Etter, Assesseur à la Justice de paix du Lac,
- > M. Bernard Monney, Assesseur à la Justice de paix de la Glâne,
- > Mme Barbara Savoy, Assesseure à la Justice de paix de la Veveyse.

A l'instar des années précédentes, le Conseil a continué de suivre attentivement les justices de paix toujours soumises à une situation critique. L'analyse approfondie de leur fonctionnement et de leur charge de travail, établie dans le courant du printemps par une consultante externe mandatée par le Conseil d'Etat, a corroboré ses craintes à l'égard de ces autorités surchargées et sous dotées dès leur professionnalisation. Grâce à l'engagement hors norme de tous les collaborateurs, elles n'accusent pour l'heure pas de retard significatif. Leur situation n'en demeure pas moins particulièrement préoccupante. A ce propos, il appert d'ores et déjà, vu leur surcharge, qu'il ne sera pas aisé de respecter le délai fixé au 31 décembre 2015 par l'art. 14 al. 3 Titre final du Code civil pour adapter les curatelles et conseils légaux au nouveau droit.

Se fondant sur l'analyse précitée ainsi que sur sa connaissance propre de ce dossier, le Conseil a formulé plusieurs propositions concrètes à l'Exécutif cantonal. Si des forces de travail supplémentaires s'avèrent nécessaires dans certaines justices de paix à très court terme (Singine, Gruyère et Sarine), le Conseil a estimé que pour deux d'entre elles (Broye et Veveyse), un soutien sous forme de coaching externe visant à clarifier la situation et à définir les rôles de chacun s'imposait préalablement à l'octroi éventuel de renforts en personnel. Pour l'ensemble des justices de paix toutefois, la pérennisation des postes actuellement sous contrat de durée déterminée, qui se montent à 34% de leur effectif total, est prioritaire sachant qu'ils sont absolument indispensables à leur fonctionnement courant. A ce propos, il est utile de souligner que ce personnel n'est toutefois pas suffisant pour pallier les retards ou permettre une « remise à flot du bateau ».

Le Conseil a par ailleurs constaté un degré variable de disponibilité des assesseurs de certaines justices de paix, ce qui pose des problèmes très concrets d'organisation. Ceux-ci ont ainsi contraint l'autorité de surveillance à nommer des assesseurs ad hoc ou à faire élire des assesseurs supplémentaires, afin de permettre aux autorités concernées de mener à bien les tâches qui leur incombent. La fonction d'assesseur est exigeante. Si la personne élue n'est plus en mesure de lui consacrer l'engagement et le temps nécessaire, il lui appartient de se retirer, afin de permettre à d'autres personnes de prendre le relais, dans l'intérêt bien compris du bon fonctionnement de l'autorité.

Au chapitre informatique, des changements organisationnels au sein du Sitel et un dialogue renforcé avec les justices de paix ont eu des effets positifs. Ils ont permis une optimisation du système Tribuna qui donne aujourd'hui satisfaction à la majorité d'entre elles.

Par ailleurs, considérant désormais les juges de paix comme des magistrats de première instance eu égard à l'évolution de leur fonction et aux responsabilités assumées, le Conseil a soutenu la démarche de la Direction de la sécurité et de la Justice tendant à une revalorisation de leur classification salariale, afin de les mettre sur un pied d'égalité avec les présidents de Tribunaux d'arrondissement et du Tribunal pénal des mineurs, les procureurs et les juges du Tribunal des mesures de contrainte.

D'une manière plus générale, dans le but bien compris de rationaliser les ressources et de décharger d'autant les justices de paix, le Conseil est d'avis qu'une réflexion sur l'opportunité d'une régionalisation de ces autorités devrait être envisagée.

1. Justice de paix de la Sarine

Toujours très chargés, les juges et collaborateurs de cette autorité souffrent d'une situation qui perdure. Les soldes de vacances sont importants et les heures supplémentaires nombreuses. Au cours de cet exercice, la Justice de paix a consenti de nombreuses mesures ré-organisationnelles fondées sur un audit externe très positif mené en 2013. Le greffier-chef, engagé en avril, et la cheffe de bureau assument désormais toute la gestion des ressources humaines et celle du budget. Après avoir subi des travaux, les locaux sont quant à eux adéquats et fonctionnels.

M. Trimor Mehmetaj, nommé Juge de paix ad hoc à la fin 2013, pour permettre à cette autorité de résorber ses importants retards, a travaillé du 1^{er} janvier au 30 juin 2014. L'essentiel de son mandat a été consacré à l'adaptation des mesures au nouveau droit, ce qui a grandement soulagé ses collègues leur permettant de travailler dans des conditions normales. Sans l'octroi d'un EPT de juge supplémentaire, il est à toutefois à craindre que l'amélioration enregistrée au cours du premier semestre ne soit que temporaire. On observe du reste déjà une péjoration de la situation en fin d'exercice.

M. Bernard Aebischer a mis un terme à son activité d'assesseur à la fin janvier 2014. Il a été remplacé par Mme Béatrice Ackermann, élue en mars suivant.

2. Justice de paix de la Singine

Le 1^{er} février 2014, la nouvelle Juge de paix Béatrice Kaeser, a succédé aux Juges de paix ad hoc Werner Zimmerli et Johanna Mayer-Ladner. Confrontée dès le départ à une charge de travail hors norme et nonobstant les mesures concrètes prises pour améliorer le fonctionnement du greffe, la nouvelle magistrate a très rapidement accumulé un grand nombre d'heures supplémentaires.

N'ayant matériellement pas le temps de traiter trois volumineux dossiers successoraux complexes pendant depuis plusieurs années, elle a sollicité la nomination d'un juge de paix ad hoc pour s'en charger. Après s'être assuré que ni ses suppléants ordinaires, ni les autres justices de paix n'étaient en mesure de les assumer, le Conseil a nommé, le 3 septembre 2014, M. Elias Moussa, Juge de paix ad hoc pour le traitement complet de ces trois dossiers (art. 22 al. 3 et 4 LJ).

Quant à MM. Andreas Bapst, Heinrich Meyer et Albert Schaller, ils ont quitté la Justice de paix à la fin de l'année. Sur demande de la Justice de paix, seul le premier assesseur a été remplacé. C'est M. Bruno Tinguely qui lui succédera dès le 1^{er} janvier 2015.

3. Justice de paix de la Gruyère

Cette autorité, sise dans de nouveaux locaux depuis l'automne, n'a pas de retard mais travaille à flux tendu. Accidentée au début août, la Juge de paix Sophie Margueron Gumy a subi une incapacité de travail de plusieurs semaines. Avant de procéder à la nomination d'un remplaçant, le Conseil a cherché une autre solution en sollicitant vainement des juges de paix travaillant à temps partiel. Il a finalement nommé la Greffière Alexandra Fabbro, Juge de paix ad hoc à 70% à compter du 1^{er} septembre 2014 pour une durée de trois mois, afin de pallier l'absence de la titulaire et éviter l'accumulation de retards préjudiciables aux justiciables.

En novembre, la Justice de paix a demandé au Conseil de renforcer son équipe d'assesseurs de deux unités pour la vérification et l'approbation des comptes. Ces postes seront mis au concours au début de l'année 2015.

4. Justice de paix du Lac

Cette justice de paix ne donne lieu à aucune remarque particulière. Elle n'enregistre pas de retard mais sa charge de travail nécessite un engagement très important de tous ses membres. Si elle ne demande pas de personnel supplémentaire, elle sollicite néanmoins, à l'instar de toutes les autres justices de paix, la pérennisation des postes des personnes sous contrat de durée déterminée.

5. Justice de paix de la Glâne

Depuis le 1^{er} janvier 2014, la Justice de paix est dirigée par le nouveau Juge de paix Marc Butty. Le commentaire formulé ci-dessus pour la Justice de paix du Lac concernant le personnel vaut également pour cette autorité.

En décembre, le Grand Conseil a élu MM. Alexis Carrel et Michel Seydoux pour renforcer l'équipe d'assesseurs spécialisés en gestion des biens.

6. Justice de paix de la Broye

L'année 2014 a été marquée par un climat de tension lié à des problèmes de personnel et à une charge de travail très lourde. La Juge de paix comptabilise un solde de vacances considérable et, à l'instar de ses greffières, de nombreuses heures supplémentaires. Afin de soutenir cette autorité, le Conseil lui a proposé un coaching externe visant à l'instauration d'un management et d'une organisation efficace ainsi qu'au rétablissement d'un climat de travail de qualité pour l'ensemble du personnel. Cette mesure servira également à évaluer les besoins en dotation supplémentaire aux différents niveaux de fonction.

Lors de l'inspection annuelle du mois de novembre, le Conseil s'est réjoui de constater des changements positifs et une dynamique nouvelle au sein de cette autorité.

7. Justice de paix de la Veveyse

Cette autorité a également été confrontée à des problèmes structurels et de personnel, de sorte qu'à la fin novembre et avec l'assentiment de la Juge de paix, le Conseil a demandé à la Direction de la sécurité et de la Justice de lui accorder une mesure de coaching externe, similaire à celle accordée à la Justice de paix de la Broye. Ce soutien, qui devrait être effectif au début de l'année 2015, aura également pour but d'évaluer les réels besoins en termes de personnel supplémentaire de cette autorité.

Suite à la démission de Mme Barbara Savoy à la fin février 2014, afin de pallier le manque d'assesseurs en mesure de contrôler les comptes et dans l'attente de l'élection de nouveaux membres, le Conseil a immédiatement nommé pour une durée de six mois Mmes Maryline Werro et Marie-Claude Genoud Assesseures ad hoc. C'est cette dernière qui a été élue en mai pour succéder à Mme Savoy.

A la fin de l'été, la Juge de paix se retrouvant à nouveau confrontée à l'indisponibilité de certains assesseurs pour contrôler des comptes, le Conseil a, après mise au concours, proposé deux nouveaux membres spécialisés en gestion des biens. Mmes Annelise Chaperon et Maryline Werro ont été élues par le Grand conseil en décembre 2014.

S'agissant de la suppléance de la Justice de paix de la Veveyse le jour de sa fermeture hebdomadaire, la Conférence des juges de paix a considéré qu'elle devait être assumée par la Justice de paix de la Glâne, sa suppléante ordinaire. Le Conseil a ainsi demandé à ces deux autorités de se coordonner afin d'éviter que les deux greffes soient fermés le même jour.

2.2.1.7. Préfectures

Ces autorités, inspectées en 2014 par le Tribunal cantonal, ne donnent lieu à aucune remarque particulière. A relever que certaines d'entre elles déplorent une baisse du taux de réussite des conciliations.

2.2.1.8. Commission de recours de l'Université

Si le nombre des affaires traitées par cette commission demeure plutôt stable, leur nature se complexifie. La charge de travail augmente ainsi notablement, de sorte qu'il devient difficile pour un magistrat exerçant à plein temps d'en assumer la présidence.

L'adoption en juin par le Grand Conseil de la loi modifiant la loi sur l'Université aura une incidence sur la composition de cette commission qui se muera en une commission judiciaire externe à compter du 1^{er} janvier 2015. Si jusqu'à lors, ses membres devaient représenter les différents corps de l'Université, cette exigence tombera l'an prochain, ses assesseurs et assesseurs suppléants devant désormais uniquement être titulaires d'une licence ou d'un master et être domiciliés dans le canton. Dès l'automne, plusieurs mises au concours ont été publiées, afin de remplacer les démissionnaires et pourvoir la Commission conformément aux nouvelles exigences légales.

Ont quitté la Commission en 2014 MM. Lucas Bächtold, Stefan Kölbener, François Meier, Baptiste Favez, Chad Jorgenson, Michael Nollert, Fabien Truffer ainsi que Mme Fanette Sardet, respectivement Assesseurs ou Assesseurs suppléants.

Ont été élus Mmes Sophie Marchon Modolo, Isabelle Théron, Laure Zbinden, Marina Eggelhöfer ainsi que MM. Ambroise Bulambo, Sasha Bischof et Lucas Chocomeli. Toutes ces personnes entreront en fonction en qualité d'assesseurs et assesseurs suppléants le 1^{er} janvier 2015.

2.2.1.9. Commissions de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif

Président suppléant des trois commissions du canton, M. Christoph Rohrer a démissionné de ses fonctions à la fin février 2014 suite à un changement professionnel. En mars, afin d'éviter une vacance à la tête de ces autorités et dans l'attente de l'élection de ses successeurs, le Conseil de la magistrature a nommé Mme Séverine Zehnder, Présidente suppléante ad hoc de la Commission du sud, M. Alexandre Vial, Président suppléant ad hoc de la Commission de la Sarine pour les affaires en français et M. Yann Hofmann, Président suppléant ad hoc de la Commission de la Singine et du Lac ainsi que de celle de la Sarine pour les affaires en allemand. En mai, ce dernier a été élu Président suppléant la Commission de la Sarine alors que Mmes Séverine Zehnder et Sarah Reitze étaient choisies par le Grand Conseil pour être Présidentes suppléantes respectivement de celle du sud et de celle de la Singine et du Lac.

Au nombre des démissionnaires figure également M. Christophe Bertschy, Assesseur à la Commission de conciliation de la Singine et du Lac. Il sera remplacé par Mme Gabriella Waeber Morf à compter du 1^{er} janvier 2015.

La gestion des dossiers de ces autorités ne suscite aucune remarque particulière.

2.2.1.10. Commission d'expropriation

M. Claude Suard, Assesseur, a quitté la Commission pour raison d'âge au 31 décembre. Plusieurs mises au concours ont été nécessaires pour lui trouver un successeur répondant au profil spécialisé recherché. C'est M. Pascal Chassot, élu en novembre, qui entrera en fonction en 2015.

2.2.1.11. Remerciements

Le Conseil exprime ici sa gratitude à toutes les personnes mentionnées dans ce rapport qui ont quitté leur fonction judiciaire accessoire au cours de cet exercice. Il les remercie pour leur travail et leur engagement indispensables au bon fonctionnement de la justice fribourgeoise.

2.2.2. Surveillance disciplinaire

	Nouveaux dossiers ouverts	Dossiers reportés de l'année précédente	Nombre total de dossiers	Dossiers transmis à autres autorités	Dossiers clos sans échange d'écritures	Dossiers clos après échange écritures/enq.	Dossiers reportés à l'année suivante
2011	18	3	21	-	10	8	3
2012	27	3	30	2	17	6	5
2013	21	5	26	-	14	8	4
2014	21	4	25	2	11	7	5

Sur les vingt et une dénonciations reçues en 2014, trois ont donné lieu à une procédure préliminaire au sens de l'art.101 al. 4 LJ. Des problèmes avec son personnel ont valu à une Procureure l'ouverture de l'une d'elles à la fin de l'été. Après audition des personnes concernées, le Conseil n'a pas donné de suite disciplinaire à cette enquête. Il a toutefois mis en garde la magistrate contre certains comportements, lui rappelant ses devoirs envers son personnel. Deux autres dénonciations concernant une autre personne font l'objet d'une seule procédure préliminaire. Son instruction étant toujours en cours, aucune information supplémentaire n'est communiquée à ce stade. La même remarque vaut pour l'unique procédure disciplinaire ouverte en 2014.

Par ailleurs, six dénonciations portant sur le fonctionnement administratif de certaines autorités judiciaires ont été adressées au Conseil au cours de cet exercice. Elles ont toutes pu être classées, une seule d'entre elles après échange d'écritures.

2.3. Nominations

Il est rappelé que seules des situations exceptionnelles et urgentes peuvent donner lieu à des nominations temporaires au sens de l'art. 91 al.1 let. d LJ. A l'échéance d'une durée maximale de six mois, le Conseil n'est par ailleurs pas autorisé à reconduire cette mesure pour le même poste.

En 2014, le Conseil a procédé à sept de ces nominations. Celles-ci ayant déjà été évoquées précédemment, prière de se référer aux points 2.2.1.3/3 concernant Mme Marlène Collaud, 2.2.1.6/3 concernant Mme Alexandra Fabbro, 2.2.1.6/7 concernant Mmes Marie-Claude Genoud et Maryline Werro et 2.2.1.9 concernant MM. Alexandre Vial, Yann Hofmann et Mme Séverine Zehnder.

Faisant usage de l'art. 22 LJ, le Conseil a par ailleurs nommé deux procureurs ad hoc, soit M. Arthur Lehmann et Mme Sandrine Schaller-Walker, pour traiter des procédures pénales pour lesquelles le Ministère public a dû se récuser (cf. point 2.2.1.2).

Il est référé au point 2.2.1.6/2 s'agissant de la nomination de M. Elias Moussa en tant que Juge de paix ad hoc de la Singine.

2.4. Formation

Le Conseil poursuit le contrôle des formations que se doivent de suivre chaque année les magistrats. Il se réjouit de l'intérêt manifesté en 2014 par deux juges de paix pour la formation sur deux ans proposée par l'Ecole suisse de la magistrature à Neuchâtel et les a autorisés à la suivre en 2017.

Il s'inquiète par ailleurs de la réduction des budgets alloués à certaines autorités pour la formation, ce qui pourrait empêcher les magistrats de se conformer à leur obligations de se former découlant de ses directives en la matière (cf. point 2.2.1.1).

2.5. Communication

La parution du rapport annuel du Conseil a donné lieu à une conférence de presse le 12 juin 2014. A cette occasion, l'autorité de surveillance a présenté le résultat des enquêtes menées lors des inspections de l'automne précédent concernant la mise à disposition du public par les autorités judiciaires de leurs jugements et l'annonce de leurs débats publics. Elle a également informé la presse des enquêtes spécifiques menées au sein de chaque type d'autorité visant à s'assurer que la loi était appliquée correctement.

Comme le veut la loi (art. 198a de la loi sur le Grand Conseil), le Président du Conseil a assisté à la présentation du rapport annuel devant le Grand Conseil lors de la session du mois de juin.

2.6. Divers

2.6.1. Déterminations - questions

Le Conseil s'est déterminé sur l'avant-projet de loi sur les archives de l'Etat et sur celui modifiant la loi concernant l'exécution de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et faillites.

Il a également été invité à se prononcer sur une question déposée par un député portant sur « une justice à deux vitesses ».

2.6.2. Statistiques

Un groupe de travail, composé d'un membre du Conseil et des greffiers-chefs des Tribunaux de la Sarine et du Lac, a été chargé à la fin du printemps de mettre à jour les statistiques des tribunaux de première instance. De ses réflexions est issue une nouvelle mouture des statistiques qui sera appliquée dès l'exercice 2015.

2.6.3. Révision de la loi sur la justice

Alors qu'actuellement le Conseil a la compétence de nommer seul des magistrats ad hoc pour une durée maximale de six mois (cf. point 2.3), le projet de révision de la loi sur la justice prévoyait une extension de celle-ci jusqu'à douze mois au maximum dans les cas exceptionnels et urgents où il est vraisemblable que l'empêchement d'un magistrat sera durable (pour cause de maladie ou de procédure pénale intentée contre lui par exemple). La Commission de justice s'y est opposée en déposant à la fin de l'année un amendement visant à soumettre toutes les décisions de nomination du Conseil, y compris celles inférieures à six mois, à son approbation. Rappelant sa nature constitutionnelle et son indépendance, le Conseil y a vu une restriction notable de ses prérogatives. Le Grand Conseil a finalement décidé de ne soumettre à sa propre approbation que les décisions de nomination supérieures à six mois. Si cette solution de compromis a le mérite de préserver l'indépendance de l'autorité de surveillance, elle risque néanmoins de poser des problèmes concrets notamment de confidentialité des données. Lors de l'approbation par le Grand Conseil de la décision de nomination, il conviendra par conséquent de veiller à garantir la protection des données des personnes dont les dossiers seront confiés au magistrat ad hoc.

2.6.4. Secret de fonction

Dans l'attente de la révision de la loi sur la justice, le Conseil a libéré les magistrats qui en faisaient la demande de leur secret de fonction pour pouvoir dénoncer des délits dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leur fonction.

2.6.5. Enquête auprès des autorités judiciaires

Cette année, c'est sur la charge de travail des justices de paix et des tribunaux d'arrondissement que l'enquête du Conseil a porté lors des inspections annuelles. Il a également posé des questions plus spécifiques à chacune de ces autorités ainsi qu'aux commissions de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif. Les résultats de ces enquêtes peuvent être consultés ci-après.

Annexe:

2.7. Enquête auprès des autorités judiciaires 2014 - récapitulatif

1. Questionnaires

1.1. Questionnaires communs aux Tribunaux d'arrondissement et aux Justices de paix

Charge de travail

1. Dans quels délais assignez-vous les causes (mesures protectrices, audiences de conciliation, dossiers au fond) ?	
Tribunaux d'arrondissement	Tout dépend du type d'affaire. Pour les affaires urgentes, le délai varie de 3 semaines à 3 mois. Pour les affaires au fond, les délais sont de 1 à 4 mois en moyenne dès la fin de l'échange des écritures. Deux tribunaux annoncent des délais sensiblement plus longs, soit ceux de la Gruyère et de la Broye. Au Tribunal pénal économique, les délais sont de 6 à 8 mois.
Justices de paix	Les délais sont variables selon l'urgence et la nature des causes ainsi que selon les autorités. Les plus longs mentionnés sont de 3 mois.
2. Les juges/présidents et les greffiers ont-ils des heures supplémentaires ? Le cas échéant, à combien se montent-elles et depuis quand en totalisent-ils ?	
Tribunaux d'arrondissement	Tous les magistrats ne comptabilisent pas leurs heures supplémentaires. Les Présidents des Tribunaux de la Gruyère, du Lac, de la Broye ainsi que du Tribunal pénal économique en totalisent le plus grand nombre.
Justices de paix	Tous les juges et les greffiers ont des heures supplémentaires dans des proportions très variables, de quelques unes à plus de 300, pour certains depuis 2009.
3. Toutes les vacances sont-elles prises ?	
Tribunaux d'arrondissement	Dans l'ensemble, les vacances sont prises dans l'année. Les éventuels reports de solde sont pris en début d'année suivante.
Justices de paix	En principe, les vacances sont prises d'ici à la fin de l'année courante, au plus tard d'ici la fin du premier semestre de l'année suivante.

4. En cas de surcharge, quelles mesures d'ordre procédural/organisationnel ont été prises pour accélérer les procédures (par ex. recours systématique à des propositions de jugements, avis de dispositif etc.)?	
Tribunaux d'arrondissement	Les avis de dispositifs et les propositions de jugement sont les moyens les plus fréquemment utilisés par la majorité des tribunaux. Sont cités également le recours aux conciliations, la rationalisation des séances ainsi que les propositions faites aux parties de statuer sans audience. Seul le tribunal de la Singine, qui n'a pas de retard notable, ne recourt pas à ce type de mesures.
Justices de paix	Le recours aux avis de dispositifs et l'utilisation des modèles communs à toutes ces autorités sont les moyens les plus adoptés par les justices de paix pour accélérer les procédures. La délégation de certaines tâches aux assesseurs ou à divers services de l'Etat est également citée par plusieurs d'entre elles.

5. Dans la mesure du possible, y a-t-il, en cas de surcharge d'un magistrat, une nouvelle répartition des dossiers avec ses collègues ?	
Tribunaux d'arrondissement	Les possibilités de décharges sont limitées dans les tribunaux déjà surchargés, dans ceux qui travaillent en deux langues ou qui ne comptent qu'un président ou des magistrats travaillant à temps partiel.
Justices de paix	Cette question est sans objet pour la majorité des justices de paix vu leur effectif en magistrat et/ou leur surcharge de travail globale.

6. La suppression des chambres des tutelles d'arrondissement, respectivement le transfert au Tribunal cantonal des recours en matière de mesures provisionnelles et de mesures protectrices de l'union conjugale a-t-elle diminué la charge de travail des magistrats ?	
Tribunaux d'arrondissement	Dans l'ensemble, la suppression de ces compétences n'a eu aucune influence sur la charge de travail des tribunaux. La légère diminution qu'elle a pu engendrer a été compensée par l'augmentation des affaires.
Justices de paix	Pour l'ensemble des justices de paix, cela n'a en rien diminué leur charge de travail.

1.2. Questionnaires aux Tribunaux d'arrondissement

1. Combien de jours de séance par mois chaque président réserve-t-il ?	
Sarine	Civil : 8-10 jours/ mois pour les présidents à 100%, 4 jours/mois pour une présidente à 10-20%. Pénal : De 6 à 8 jours par mois, 12 pour le Président du Tribunal pénal économique.
Singine	4 jours/mois pour les présidents à 100%.
Gruyère	4 jours/mois pour les présidentes à 50%, 8 jours/mois pour les présidents à 100%.
Lac	6 jours/mois pour la présidente à 50% et 8 jours/mois pour le président à 100%.
Glâne	4 jours/mois.
Broye	4 jours/mois pour la présidente à 50% et 8 jours/mois pour le président à 100%.
Veveyse	Environ 10 jours/mois.

2. En civil, des séances de délibérations sont-elles systématiquement assignées ?	
Sarine	Oui.
Singine	Autant que possible, les décisions sont prises immédiatement après les débats. Si des éclaircissements complémentaires sont nécessaires, un projet de décision est établi et une séance est fixée.
Gruyère	Les pratiques sont différentes selon les magistrats. Un président soumet les projets de jugement par circulation. Un autre le fait en matière matrimoniales uniquement.
Lac	Pour autant que nécessaire oui. Dans certains cas, des délibérations ont lieu par mail/téléphone.
Glâne	Non.
Broye	Si possible les délibérations ont lieu immédiatement après les séances. Des séances pour délibérations uniquement sont rarement citées.
Veveyse	Non.

1.3. Questionnaires aux Justices de paix

1. Quelle part de transformation des mesures reste-t-il à effectuer au moment de l'inspection ?	
Sarine	Il reste 467 mesures à transformer au 12.11.2014. Elles nécessiteront la tenue d'une séance.
Singine	Il en reste encore 217 à adapter au 24.10.2014 (227 mesures ont été adaptées au 30.09.2014).
Gruyère	Il reste 211 mesures à adapter au 24.09.2014.
Lac	Il reste 158 mesures à adapter au 01.10.2014.
Glâne	Il reste 212 mesures à adapter (soit le 62,5% des mesures à adapter) au 06.11.2014.
Broye	Il reste 122 mesures à adapter (soit le ¾ des mesures) au 26.11.2014. Sans personnel supplémentaire, le délai ne sera pas tenu.
Veveyse	Il reste 86 mesures à adapter au 18.11.2014. Il est peu probable que le délai puisse être tenu.

2. Quelle est la qualité de vos relations avec les services sociaux ?	
Sarine	Les relations avec les services sociaux sont bonnes. Des difficultés de communication avec certains chefs de service officiel des curatelles sont signalées.
Singine	Bonne.
Gruyère	Bonne.
Lac	Les relations avec les 3 services sociaux du district sont bonnes.
Glâne	Les relations sont bonnes avec le SEJ et les Services sociaux. Elles sont bonnes également mais compliquées avec le Service officiel des curatelles de la Glâne.
Broye	Bonne.
Veveyse	Bonne.

1.4. Questionnaires aux Commissions de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif

1. Quelle est la part des propositions de jugement?	
Sarine	Cette procédure n'est pas utilisée.
Singine - Lac	4 à 5 sur 100 cas.
Gruyère –Glâne – Broye -Veveyse	La Commission fait très peu de propositions de jugement, entre 5 et 10/an.

2. L'autorité est-elle sollicitée pour statuer sur des causes dont la valeur litigieuse est inférieure à 2'000 frs ? Le cas échéant, quelle suite y est donnée et combien de décisions de la sorte avez-vous rendues en 2014 ?	
Sarine	Très rarement. Le Vice-Président en a rendue 1 seule.
Singine - Lac	Pratiquement jamais.
Gruyère –Glâne – Broye -Veveyse	La Commission n'a pas rendu de décision dans de telles causes.

Jahresbericht 2014 an den Grossen Rat des Kantons Freiburg

—
Sehr geehrter Herr Präsident

Sehr geehrte Damen und Herren Grossrätinnen und Grossräte

Der Justizrat (hiernach der Rat), die unabhängige Aufsichtsbehörde über die Justiz (Art. 125 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004, hiernach KV), hat die Ehre, Ihnen gemäss Art. 127 Abs. 3 KV den Jahresbericht über seine Tätigkeit (Teil I) und diejenige der Gerichtsbehörden des Kantons (Teil II) zu unterbreiten.

I. Der Justizrat

1. Rat und Sekretariat

Hinsichtlich der Zusammensetzung des Rates hat es 2014 umfangreiche Änderungen gegeben. Nach dreijähriger Tätigkeit ist Josef Hayoz per 30. Juni 2014 von seinem Amt als Präsident des Justizrates zurückgetreten. Seine perfekten Kenntnisse des Freiburger Rechtssystems, seine Entschlossenheit und sein Sinn für Prioritäten haben aus ihm einen hoch geschätzten Präsidenten gemacht. Der Rat dankt ihm an dieser Stelle aufrichtig für die Energie und Kompetenz, die er seiner Amtstätigkeit, welche von mehreren anspruchsvollen Fällen gezeichnet war, gewidmet hat. Vizepräsidentin Bettina Hürlimann-Kaup, stellte sich nach fünf Jahren Amtszeit nicht für eine weitere Amtsperiode zur Verfügung und ist per 31. Juli 2014 zurückgetreten. Ihre durchdachte Sichtweise und ihre Sachlichkeit haben rege zum guten Betrieb dieser Behörde beigetragen. Der Rat spricht auch ihr seine aufrichtige Anerkennung aus und wünscht ihr für ihre weitere berufliche Laufbahn alles Gute. Als Nachfolge für die beiden zurückgetretenen Mitglieder hat der Grosse Rat im Mai auf Vorschlag der betroffenen Körperschaften Jérôme Delabays, Vertreter des Kantonsgerichts, und Walter Stoffel, Vertreter der Universität, gewählt. Jérôme Delabays wurde ausserdem per 1. Juli 2014 vom Ratskollegium zum Präsidenten ernannt. Das Vizepräsidium wird seit August 2014 von Nadine Gobet, Grossrätin und Vertreterin des Grossen Rates, wahrgenommen. Jérôme Delabays ist gleichzeitig Mitglied der Kommission für Administrativaufsicht und Walter Stoffel Mitglied der Kommission für Disziplinaraufsicht des Rates.

Beim Personal des Sekretariats gab es im Verlauf dieses Jahres keine Änderungen.

Ende August hat der Rat seine Büroräume mit den Räumlichkeiten des Zwangsmassnahmengerichts getauscht, weil die Räume des Zwangsmassnahmengerichts nach Amtsantritt einer weiteren Richterin zu eng wurden. Die Büroräume des Rates befinden sich nun im ersten Stock des Gebäudes Liebfrauenplatz 8, in Freiburg.

2. Tätigkeit

Der Rat hat im Jahr 2014 16 Plenarsitzungen abgehalten. Die Kommissionen sind jeweils nach Bedarf zusammengekommen. Es wurden, wie bereits in den vergangenen Jahren, Delegationen für die Vorstellungsgespräche in Bezug auf die neu zu besetzenden Berufsrichterstellen sowie die Inspektionen gebildet.

Die Arbeitslast der Ratsmitglieder, die alle zusätzlich einer zeitaufwendigen beruflichen Tätigkeit nachgehen, ist relativ gross. Der Rat ist fortlaufend bestrebt, seinen Betrieb zu verbessern und eine effiziente Abwicklung seiner Aufgaben zu gewährleisten.

2.1. Wahlen

Im Verlauf des Jahres 2014 hat der Rat zu 35 Wahlen Stellung genommen, 1 davon betraf eine hauptberufliche Stelle.

2.2. Aufsichtsbefugnis

Gemäss Art. 127 KV übt der Rat die Administrativ- und Disziplinaufsicht über die richterliche Gewalt sowie die Staatsanwaltschaft aus (Abs. 1). Der Rat ist befugt, die Administrativaufsicht über die erstinstanzlichen Gerichtsbehörden dem Kantonsgericht zu übertragen (Abs. 2).

2.2.1. Administrativaufsicht

Nebst der ihm von Amtes wegen obliegenden Inspektion des Kantonsgerichts hat der Rat die Friedens- und die Bezirksgerichte See, Glane, Broye und Vivisbach, die Präsidenten des Strafgerichts des Saanebezirks, das Jugendstrafgericht sowie das Zwangsmassnahmengericht inspiziert. Er hat ferner fünf Staatsanwältinnen und Staatsanwälte, den Generalstaatsanwalt und dessen Stellvertreter sowie die beiden Schlichtungskommissionen für Missbräuche im Mietwesen des Saanebezirks sowie des Sense- und Seebezirks und die Enteignungskommission geprüft.

Die Inspektion der restlichen Behörden wurde gemäss Art. 127 Abs. 2 KV dem Kantonsgericht übertragen. (vgl. Teil II, Kantonsgericht, Punkt 1.1.2.1.3.)

Bei folgenden Behörden hat keine Inspektion stattgefunden, weil sie keine Fälle zu verzeichnen hatten: Rekurskommission für neue Parzellarvermessung, Schlichtungskommission für Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben und Aufsichtsbehörde für das Grundbuch.

2.2.1.1. Kantonsgericht

Personal – Aus- und Weiterbildung

Aus dem Zusammenschluss der Abteilungen wird eine positive Bilanz gezogen. Man hat zahlreiche gemeinsame Vorgänge ausgearbeitet und es herrscht ein ausgezeichnetes Klima innerhalb dieser Behörde. Es freut den Rat besonders, dass es dem Kantonsgericht gelungen ist, sich an den gekürzten Personalbestand anzupassen. Beim Bestand der Mitarbeiter/-innen wurde in diesem Jahr eine gewisse Stabilität verzeichnet, die Quote der Personalwechsel darf jedoch nach wie vor nicht unterschätzt werden.

Das Budget für die Aus- und Weiterbildung dieser Behörde wurde um einen Drittel gekürzt. Dadurch besteht das Risiko, dass sich die Magistratspersonen nicht nach den entsprechenden Richtlinien aus- und weiterbilden können.

Räumlichkeiten – Informatik

Nach gewissen Anpassungen kann das neue Gebäude des Kantonsgerichts nun seinen Nutzen erfüllen. Es bestehen immer noch Feuchtigkeits- und Temperaturprobleme in einigen Räumen, namentlich in der Bibliothek. Hier müssen mit dem Hochbauamt Lösungen gefunden werden.

Das Gericht war ausserdem mit umfangreichen Informatikproblemen konfrontiert. Die automatische Anonymisierung der zu veröffentlichenden Urteile war nicht mehr möglich. Dieser Arbeitsgang musste manuell vorgenommen werden, was zahlreiche Personalressourcen in Anspruch genommen hat. Trotz dieser Schwierigkeiten konnten die Publikationen entsprechend erfolgen.

Richterinnen/Richter und Beisitzerinnen/Beisitzer

Pascal Richard ist aufgrund einer beruflichen Veränderung per 30. September 2014 von seinem Amt als Ersatzrichter zurückgetreten. Als Nachfolge wurde im November Caroline Gehring gewählt.

Zivil- und Strafrechtliche Abteilung

Das Arbeitsvolumen des Kindes- und Erwachsenenschutzhofes nimmt weiter zu. Die Belastung der Zivil- und Strafrechtlichen Abteilung ist gross, wird jedoch bewältigt, insbesondere dank Unterstützung der Ersatzrichter/-innen, welche die Präsidenten der Höfe positiv hervorheben.

Nach einer Neuorganisation konnte man beim Strafappellationshof mehr Dossiers abwickeln.

Verwaltungsrechtliche Abteilung

Die beiden Sozialversicherungsgerichtshöfe, die sich dieses Jahr besonders auf die älteren hängigen Angelegenheiten konzentriert haben, sind wieder überlastet. Ende Sommer hat das Kantonsgericht den Rat auf den beunruhigenden Anstieg der neuen Fälle und die daraus resultierenden Rückstände aufmerksam gemacht und die Ausschreibung eines neuen Ersatzrichteramtes für diese Abteilung beantragt.

Der Rat hat diese Lösung, mit welcher der bestehende Personalstopp eingehalten wird, gutgeheissen und dem Grossen Rat zwei geeignete Personen zur Wahl vorgeschlagen. Dementsprechend wurden anlässlich der Novembersession Suzanne Genner und Yann Hofmann gewählt.

Die Entwicklung der Situation muss aufmerksam verfolgt werden, damit die Sozialversicherungsgerichtshöfe nicht wie bereits in der Vergangenheit wieder vor einem grossen Engpass stehen.

2.2.1.2. Staatsanwaltschaft

Die Staatsanwaltschaft bewältigt ihre Arbeitslast. Laut einer internen Umfrage wird die Zufriedenheit der gesamten Belegschaft als gut eingestuft.

Der Rat hat für Untersuchungsverfahren, in denen sich die Staatsanwaltschaft in Ausstand begeben musste, zwei Staatsanwälte ad hoc ernannt (vgl. Punkt 2.3). Staatsanwalt ad hoc André Waeber ist per Ende Oktober von seinem Mandat zurückgetreten. Es war nicht möglich, vor Ende Jahr eine Nachfolge zu finden. Diese wird 2015 bestimmt.

2.2.1.3. Bezirksgerichte

Folgende Personen haben 2014 ihr nebenberufliches Richteramt niedergelegt:

- > Benoît Rohrbasser, Beisitzer beim Bezirksgericht Saane,
- > Nelly Meier-Ritz, Beisitzerin beim Bezirksgericht Sense,
- > Jean-François Etter, Beisitzer beim Mietgericht des Sense- und Seebezirks,
- > Arsène Gremaud und Carmen Sudan, Beisitzer/-in beim Bezirksgericht Greyerz,
- > Josiane Suchet, Beisitzerin beim Bezirksgericht Vivisbach,
- > Norbert Chardonnens und Virginie Sauterel, Ersatzbeisitzer/-in beim Mietgericht des Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirks,
- > Franz Notz, Ersatzbeisitzer beim Arbeitsgericht des Seebezirks.

1. Bezirksgericht Saane

a. Zivilgericht

Die Situation eines Gerichtspräsidenten, der mit einigen Dossiers im Rückstand war, hat sich verbessert, so dass der Rat seine im Jahr 2012 eingeführte Überwachung der administrativen Abläufe im Frühling aufheben konnte.

Die Dossierverwaltung wird als gut bezeichnet und gibt keinen Anlass zu besonderen Bemerkungen. Dennoch bedarf es einer Verstärkung im redaktionellen Bereich, insbesondere für die zeitaufwendige Bearbeitung von umfassenden Fällen.

Es gilt ausserdem zu bemerken, dass es in diesem Jahr viel weniger Personalwechsel gegeben hat.

b. Strafgericht und Wirtschaftsstrafgericht

Die Arbeitslast des Strafgerichts kann bewältigt werden und gibt keinen Anlass zu besonderen Bemerkungen.

Die Fälle des Wirtschaftsstrafgerichts sind zeitaufwendig. Die Fristen für die Vorladungen betragen in der Regel sechs Monate.

2. Bezirksgericht Greyerz

Die Arbeitslast des Strafgerichts ist gross. Die Dossiers werden immer umfangreicher und komplexer. Es gibt bedeutende Rückstände hinsichtlich Redaktion der Urteile. Auch die Fristen für die Vorladungen sind sehr lang. Das Arbeitsvolumen des Zivilgerichts ist weniger kritisch. Auch hier muss jedoch das Arbeitstempo eingehalten werden. Die Situation würde es rechtfertigen, eine derzeitige Sekretariats- und Gerichtsschreiberstelle mit befristetem Arbeitsvertrag dauerhaft sicherzustellen und eine zusätzliche Verstärkung im redaktionellen Bereich zu bewilligen.

Präsidentin Bütikofer Repond hat die Vertretung von Präsidentin Perroud Sugnaux für die Dauer ihres Mutterschaftsurlaubs wahrgenommen und dafür während dieser Zeit ihr Arbeitspensum um 50% erhöht.

Im Herbst ist das Gericht vom Schloss Bulle in seine neuen, modernen und funktionellen Räumlichkeiten umgezogen.

3. Bezirksgericht Broye

Zu Beginn des Sommers hat dieses Gericht sowohl im Zivil- als auch im Strafbereich ein kritisches Arbeitsvolumen erreicht und Alarm geschlagen. Überlastet und sich als unzureichend dotiert befunden, hat das Gericht die Ernennung eines Präsidenten ad hoc beantragt.

Nach entsprechender Analyse der Situation und insbesondere aufgrund der aussergewöhnlich langen Fristen für Vorladungen, die sich abträglich auf eine gesunde Justizverwaltung auswirken, hat der Rat es für nötig erachtet, dieser Behörde eine temporäre Hilfe zuzusprechen. Er hat folglich Marlène Collaud für eine Dauer von sechs Monaten, d.h. vom 1. Dezember 2014 bis 31. Mai 2015, zur Präsidentin ad hoc ernannt. Diese Unterstützung sollte es erlauben, die Situation vorläufig zu entspannen. Dennoch gibt es auch weiterhin Grund zur Sorge, weil die besagte Anstellung nach Ablauf dieser Massnahme aufgrund des vom Staat erlassenen Anstellungsstopps nicht dauerhaft sichergestellt werden kann. Die Dotierung dieses Gerichts müsste für die Zukunft angesichts der deutlichen Zunahme des Arbeitsvolumens, die insbesondere mit dem bedeutenden Bevölkerungszuwachs im Broyebezirk zusammenhängt, neu geprüft werden.

4. Bezirksgericht See

Das Arbeitsvolumen dieses Gerichts steigt spürbar an. Die Situation ist jedoch im Moment nicht beunruhigend. Dennoch gilt es, die Lage aufmerksam weiterzuverfolgen.

Diese Behörde war ausserdem im Verlauf des vergangenen Jahres mit mehreren Problemen im Personalbereich konfrontiert.

5. Übrige Bezirksgerichte

Der Rat hat keine besonderen Bemerkungen bezüglich der übrigen Bezirksgerichte anzubringen.

2.2.1.4. *Zwangsmassnahmengericht*

Die Arbeitslast dieses Gerichts kann bewältigt werden und stellt keine besonderen Probleme dar. Richter Michel Wuilleret hat sein Arbeitspensum um 50% reduziert. Das Gericht zählt folglich seit dem 1. August 2014 mit Géraldine Pontelli-Barras eine neue zusätzliche Richterin zu 50%. Mit dem Eintritt der neuen Richterin per 1. September 2014 sind die im ersten Stock zu eng gewordenen Räumlichkeiten mit jenen des Justizrates im Erdgeschoss getauscht worden.

2.2.1.5. *Jugendstrafgericht*

Diese Behörde verzeichnet keine Rückstände und gibt keinen Anlass zu besonderen Bemerkungen.

Beatrice Ackermann ist per 31. Januar 2014 aus ihrem Amt als Ersatzbeisitzerin zurückgetreten. An ihre Stelle ist per 1. April 2014 Sylvie Gobet getreten.

2.2.1.6. *Friedensgerichte*

Folgende Personen haben 2014 ihr nebenberufliches Richteramt niedergelegt:

- > Bernard Aebischer, Beisitzer beim Friedensgericht des Saanebezirks,
- > Andreas Bapst, Heinrich Meier, Albert Schaller, Beisitzer beim Friedensgericht des Sensebezirks,
- > Jean-François Etter, Beisitzer beim Friedensgericht des Seebezirks,
- > Bernard Monney, Beisitzer beim Friedensgericht des Glanebezirks,
- > Barbara Savoy, Beisitzerin beim Friedensgericht des Vivisbachbezirks.

Wie bereits in den vergangenen Jahren hat der Rat die nach wie vor kritische Situation der Friedensgerichte weiter aufmerksam verfolgt. Eine vom Staatsrat beauftragte externe Unternehmensberatung hat im Frühling den Betrieb und die Arbeitslast dieser Gerichte eingehend untersucht. Das Ergebnis dieser Analyse hat die Befürchtungen im Zusammenhang mit diesen überlasteten und seit ihrer Professionalisierung unzureichend dotierten Behörden bestätigt. Dank des enormen Einsatzes aller Mitarbeiter/-innen müssen im Moment keine bedeutenden Rückstände beklagt werden. Die Situation dieser Behörden gibt jedoch auch weiterhin Anlass zur Sorge. So zeichnet sich angesichts ihrer Überlastung bereits jetzt ab, dass es nicht einfach wird, die in Art. 14 Abs. 3 Schlusstitel des Zivilgesetzbuches festgelegte Frist vom 31. Dezember 2015 für die Anpassung der Beistand- und Bereitschaften an das neue Recht einzuhalten.

Gestützt auf die vorgenannte Analyse sowie seine eigenen Dossierkenntnisse hat der Rat dem Staatsrat mehrere konkrete Vorschläge unterbreitet. Für einige Friedensgerichte hat sich herausgestellt, dass sehr rasch zusätzliche Arbeitskräfte von Nöten sind (Sense-, Greyerz- und Saanebezirk). Für andere (Broye- und Vivisbachbezirk) hat der Rat eine Unterstützung in Form eines externen Coachings als erforderlich befunden, um vorab die Situation zu klären und die internen Aufgaben zu definieren, bevor einer allfälligen Personalaufstockung zugestimmt wird. Für alle Friedensgerichte ist jedoch die dauerhafte Sicherstellung der derzeit befristeten Anstellungsverhältnisse, die 34 % des gesamten Personalbestandes betragen, vorrangig, weil diese für den laufenden Betrieb absolut unentbehrlich sind. Hier gilt es jedoch hervorzuheben, dass auch dieses Personal nicht ausreicht, um die Rückstände zu beheben und „wieder klar Schiff zu machen“.

Den Rat hat ausserdem festgestellt, dass die Disponibilität der Beisitzer/-innen in gewissen Friedensgerichten variiert. Für die betroffenen Gerichte entstehen dadurch konkrete Organisationsprobleme. Der Rat musste deshalb bereits Beisitzer/-innen ad hoc ernennen oder zusätzliche Beisitzer/-innen wählen lassen, damit die betroffenen Behörden ihre Aufgaben entsprechend wahrnehmen können. Das Amt als Beisitzer/-in ist anspruchsvoll. Ist es einer gewählten Person nicht mehr möglich, dem Amt den nötigen Einsatz und die nötige Zeit zu widmen, obliegt es ihr zurückzutreten, um die Nachfolge anderen zu überlassen - dies wohlverstanden im Interesse eines guten Funktionierens der Behörde.

Im Informatikbereich hatten organisatorische Änderungen beim Amt für Informatik und Kommunikation ITA und ein verstärkter Dialog mit den Friedensgerichten einen positiven Effekt. Das System Tribuna wurde optimiert und funktioniert nun für die meisten Friedensgerichte zufriedenstellend.

Die Friedensrichter/-innen haben nunmehr den Status einer erstinstanzlichen Magistratspersonen. Der Rat hat das Vorhaben der Sicherheits- und Justizdirektion unterstützt, die Lohnklasse der Friedensrichter/-innen angesichts der Entwicklung ihrer Funktion und der ihnen übertragenen Verantwortung anzupassen, damit sie mit den Präsidentinnen und Präsidenten der Bezirksgerichte sowie des Wirtschaftsstrafgerichts, den Staatsanwältinnen und Staatsanwälten sowie mit den Richterinnen und Richtern des Zwangsmassnahmengerichts gleichgestellt sind.

Der Rat ist generell der Meinung, dass man Überlegungen hinsichtlich Zweckmässigkeit einer allfälligen Regionalisierung dieser Behörden ins Auge fassen müsste – dies wohlgermerkt mit dem Ziel, die Ressourcen zu rationalisieren und die Friedensrichter/-innen zu entlasten.

1. Friedensgericht des Saanebezirks

Die Richter/-innen und Mitarbeiter/-innen dieser Behörde sind nach wie vor sehr belastet und leiden unter der anhaltenden Situation. Es bestehen beträchtliche Ferienguthaben und zahlreiche Überstunden. Im Verlauf dieses Jahres hat das Friedensgericht, gestützt auf eine 2013 durchgeführte externe Prüfung, zahlreichen Reorganisationsmassnahmen zugestimmt. Der im April angestellte Chefgerichtsschreiber und die Bürochefin sind nunmehr für die gesamte Personalverwaltung und das Budget zuständig. Die Räumlichkeiten des Gerichts sind nach den erfolgten Arbeiten zweckmässig und funktional.

Um dieser Behörde zu ermöglichen, die erheblichen Rückstände aufzuarbeiten, wurde Tramor Mehmetaj Ende 2013 zum Friedensrichter ad hoc ernannt. Er war vom 1. Januar bis 30. Juni 2014 in diesem Amt tätig. Seine Aufgabe bestand hauptsächlich darin, die Massnahmen an das neue Gesetz anzupassen. Seine Kolleginnen und Kollegen wurden dadurch in hohem Masse entlastet und konnten unter normalen Bedingungen arbeiten. Ohne Gutheissung eines VZE für eine zusätzliche Richterin oder einen zusätzlichen Richter muss jedoch befürchtet werden, dass die hier im ersten Semester verzeichnete Besserung nur von kurzer Dauer ist. Man hat übrigens bereits per Jahresende eine Verschlechterung der Situation festgestellt.

Bernard Aebischer hat seine Tätigkeit als Beisitzer per Ende Januar 2014 niedergelegt. Als seine Nachfolgerin wurde im März Béatrice Ackermann gewählt.

2. Friedensgericht des Sensebezirks

Am 1. Februar 2014 hat die neue Friedensrichterin Béatrice Kaeser die Friedensrichter ad hoc Werner Zimmerli und Johanna Mayer-Ladner abgelöst. Die neue Richterin war bereits von Beginn an mit einer enormen Arbeitslast konfrontiert. Trotz der konkreten Massnahmen für die Verbesserung des Betriebs der Gerichtsschreiberei haben sich bei ihr schnell zahlreiche Überstunden angehäuft.

Da es ihr zeitlich nicht möglich war, drei umfangreiche, komplexe und bereits seit einigen Jahren hängige Erbschaftsdossiers zu bearbeiten, hat sie dafür die Ernennung eines Friedensrichters ad hoc beantragt. Weder die ordentliche Stellvertretung noch ein anderes Friedensgericht konnte sich dieser drei Dossiers annehmen. Folglich hat der Rat am 3. September 2014 zu diesem Zweck Elisas Moussa zum Friedensrichter ad hoc ernannt (Art. 22 Abs. 3 und 4 JG).

Andreas Bapst, Heinrich Meyer und Albert Schaller sind per Ende Jahr zurückgetreten. Auf Antrag des Friedensgerichts wurde nur der erste demissionierende Beisitzer ersetzt. Bruno Tinguely wird per 1. Januar 2015 seine Nachfolge antreten.

3. Friedensgericht des Greyerzbezirks

Diese Behörde verfügt seit Herbst über neue Räumlichkeiten. Sie verzeichnet keine Rückstände, arbeitet jedoch im „Just-in-time-Verfahren“. Friedensrichterin Sophie Margueron Gumy war Anfang August infolge einer Verletzung für mehrere Wochen arbeitsunfähig. Vor Ernennung einer Vertretung hat der Rat nach einer anderen Lösung gesucht und entsprechende Anfragen bei verschiedenen Friedensrichter/-innen mit Teilzeitpensum gemacht. Dieser Versuch blieb ohne Erfolg. Schliesslich hat der Rat per 1. September 2014 für die Dauer von drei Monaten Gerichtsschreiberin Alexandra Fabbro zur Friedensrichterin ad hoc zu 70% ernannt - dies um die Abwesenheit der Amtsträgerin zu überwinden und die Anhäufung von Rückständen, die sich für die Rechtsuchenden abträglich auswirken, zu vermeiden.

Im November hat das Friedensgericht den Rat ersucht, das Team seiner Beisitzer/-innen durch zwei zusätzliche Mitglieder für die Rechnungsprüfung und Genehmigung der Jahresrechnung zu verstärken. Diese Ämter werden Anfang 2015 zur Bewerbung ausgeschrieben.

4. Friedensgericht des Seebezirks

Das Friedensgericht des Seebezirks gibt keinen Anlass zu besonderen Bemerkungen. Es verzeichnet keine Rückstände, seine Arbeitslast verlangt jedoch einen bemerkenswerten Einsatz aller Mitarbeitenden. Das Gericht fordert kein zusätzliches Personal, beantragt jedoch wie alle anderen Friedensgerichte die dauerhafte Sicherstellung der Stellen für die Personen mit einem befristeten Arbeitsvertrag.

5. Friedensgericht des Glanebezirks

Seit dem 1. Januar 2014 wird das Friedensgericht vom neuen Friedensrichter Marc Butty geleitet. Der Vermerk des Friedensgerichts des Seebezirks betreffend Personal gilt ebenso für diese Behörde.

Im Dezember hat der Grosse Rat Alexis Carrel und Michel Seydoux als Beisitzer gewählt. Sie sollen das Team der Beisitzer/-innen im Fachbereich Vermögensverwaltung verstärken.

6. Friedensgericht des Broyebezirks

Das Jahr 2014 war gezeichnet von Spannungen, die im Zusammenhang mit Problemen im Personalbereich und einer schweren Arbeitslast standen. Die Friedensrichterin verbucht einen beträchtlichen Feriensaldo und, wie auch ihre Gerichtsschreiberinnen, zahlreiche Überstunden. Der Rat hat dieser Behörde als Unterstützung ein externes Coaching vorgeschlagen, das auf die Einführung eines Managements und einer effizienten Organisation sowie die Wiederherstellung eines guten Arbeitsklimas für das gesamte Personal hinzielt. Diese Massnahme wird ebenfalls dazu dienen, den Bedarf einer zusätzlichen Dotierung in den verschiedenen Funktionsstufen zu evaluieren.

Anlässlich der Jahresinspektion im November konnte der Rat erfreulicherweise positive Änderungen und neue Dynamik innerhalb dieser Behörde feststellen.

7. Friedensgericht des Vivisbachbezirks

Auch diese Behörde war mit Struktur- und Personalproblemen konfrontiert, so dass der Rat mit Zustimmung der Friedensrichterin Ende November die Sicherheits- und Justizdirektion ersucht hat, wie beim Friedensgericht des Broyebezirks, auch für diese Behörde ein externes Coaching zu bewilligen. Diese Unterstützung ist für Anfang 2015 vorgesehen und bezweckt ebenfalls, den effektiven Bedarf an zusätzlichem Personal für diese Behörde zu evaluieren.

Infolge des Rücktritts von Frau Barbara Savoy per Ende Februar 2014 hat der Rat umgehend Maryline Werro und Marie-Claude Genoud für die Dauer von sechs Monaten zu Beisitzerinnen ad hoc ernannt, um die fehlenden Beisitzer/-innen im Bereich Rechnungsprüfung bis zur Wahl neuer Mitglieder zu ersetzen. Marie-Claude Genoud wurde schliesslich im Mai auch als Nachfolgerin von Barbara Savoy gewählt.

Ende Sommer war die Friedensrichterin wiederum mit der Unverfügbarkeit gewisser Beisitzer/-innen für die Rechnungsprüfung konfrontiert. Der Rat hat daraufhin nach entsprechender Ausschreibung zwei neue, im Bereich Vermögensverwaltung spezialisierte Mitglieder, vorgeschlagen. Im Dezember 2014 hat der Grosse Rat Annelise Chaperon und Maryline Werro in diese neuen Ämter gewählt.

Die Konferenz der Friedensrichter/-innen hat befunden, dass das Friedensgericht des Glanebezirks in seiner Eigenschaft als ordentliche Stellvertretung auch die Vertretung für den wöchentlichen Ruhetag des Friedensgerichts des Vivisbachbezirks sicherstellen muss. Der Rat hat ausserdem die beiden Behörden angehalten, sich so zu koordinieren, dass nicht etwa beide Gerichtsschreibereien am selben Tag geschlossen sind.

2.2.1.7. Oberämter

Diese Behörden, die 2014 vom Kantonsgericht inspiziert wurden, geben keinen Anlass zu besonderen Bemerkungen. Einige Oberamtänner beklagen einen Rückgang bei den erzielten Versöhnungen.

2.2.1.8. Rekurskommission der Universität

Die Zahl der zu behandelnden Fälle dieser Kommission bleibt eher stabil, die Fälle werden jedoch komplexer. Die Arbeitslast steigt daher merklich, so dass es für eine Magistratsperson mit Vollzeitpensum schwierig wird, das Präsidium zu übernehmen.

Im Juni 2014 hat der Grosse Rat das Gesetz zur Änderung des Gesetzes über die Universität verabschiedet. Die neuen Bestimmungen wirken sich auf die Zusammensetzung der Kommission aus. Die Kommission wird ab dem 1. Januar 2015 in eine besondere Verwaltungsjustizbehörde mit dem Status einer Gerichtsbehörde umgewandelt. Bisher mussten die Mitglieder der Kommission die verschiedenen Körperschaften der Universität vertreten. Diese Anforderung wird ab dem kommenden Jahr hinfällig. Die Beisitzer/-innen und Ersatzbeisitzer/-innen müssen künftig lediglich über einen Lizentiat- oder Masterabschluss verfügen und im Kanton wohnhaft sein. Im Herbst sind mehrere Ausschreibungen erfolgt, um die ausscheidenden Personen zu ersetzen und die Kommission entsprechend den neuen gesetzlichen Anforderungen zu besetzen.

2014 sind folgende Personen als Beisitzer oder Ersatzbeisitzer/-in zurückgetreten: Lucas Bächthold, Stefan Kölbener, François Meyer, Baptiste Favez, Chad Jorgenson, Michael Nollert, Fabien Truffer sowie Fanette Sardet.

Folgende Personen wurden neu gewählt: Sophie Marchon Modolo, Isabelle Théron, Laure Zbinden, Marina Eggelhöfer sowie Ambroise Bulambo, Sasha Bischof und Lucas Chocomeli. Sie alle werden ihr Amt als Beisitzer/-in oder Ersatzbeisitzer/-im am 1. Januar 2015 antreten.

2.2.1.9. Schlichtungskommissionen für Missbräuche im Mietwesen

Der Stellvertretende Präsident dieser drei Kommissionen, Christophe Rohrer, ist infolge eines Stellenwechsels per Ende Februar 2014 aus seinem Amt zurückgetreten. Um bis zur Wahl einer entsprechenden Nachfolge eine Vakanz zu vermeiden, hat der Rat folgende Personen als Stellvertretende Präsidentin/Präsidenten ad hoc ernannt: Séverine Zehnder für die Schlichtungskommission des Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirks, Alexandre Vial für die französischen Fälle der Schlichtungskommission des Saanebezirks und Yann Hofmann für die Schlichtungskommission des Sense- und Seebezirks sowie für die deutschen Fälle des Saanebezirks. Der Grosse Rat hat schliesslich im Mai Yann Hofmann zum Stellvertretenden Präsidenten der Schlichtungskommission des Saanebezirks, Séverine Zehnder, zur Stellvertretenden Präsidentin der Schlichtungskommission des Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirks und Sarah Reitze zur Stellvertretenden Präsidentin der Schlichtungskommission des Sense- und Seebezirks gewählt.

Ferner ist Christophe Bertschy, Beisitzer bei der Schlichtungskommission des Sense- und Seebezirks zurückgetreten. Er wird ab dem 1. Januar 2015 durch Gabriella Waeber Morf ersetzt.

Die Dossierverwaltung dieser Behörden gibt keinen Anlass zu besonderen Bemerkungen.

2.2.1.10. *Enteignungskommission*

Claude Suard ist aus Altersgründen per 31. Dezember aus seinem Amt als Beisitzer ausgeschieden. Es waren mehrere Ausschreibungen nötig, um einen Nachfolger zu finden, der dem gesuchten fachlichen Profil entspricht. Schliesslich wurde im November Pascal Chassot gewählt, der sein Amt 2015 antreten wird.

2.2.1.11. *Verdankungen*

Der Rat spricht an dieser Stelle allen in diesem Bericht erwähnten Personen seinen aufrichten Dank aus, die ihr nebenberufliches Amt im Verlauf dieses Jahres niedergelegt haben. Er bedankt sich für ihre Arbeit und ihren Einsatz, die für das gute Funktionieren der Freiburger Justiz unerlässlich sind.

2.2.2. Disziplinaraufsicht

	Neu erfasste Dossiers	Vom ver- gangenen Jahr über- tragene Dossiers	Total Dossiers	An andere Behörden weiterge- leitete Dossiers	Ohne Schriften- wechsel ab- geschlossene Dossiers	Nach Schrif- tenwechsel/ Untersuchung abgeschlossene Dossiers	Ins folg. Jahr über- tragene Dossiers
2011	18	3	21	-	10	8	3
2012	27	3	30	2	17	6	5
2013	21	5	26	-	14	8	4
2014	21	4	25	2	11	7	5

Drei der insgesamt einundzwanzig Beschwerden, die 2014 eingegangen sind, hatten eine Untersuchung im Sinn von Art. 101 Abs. 4 JG zur Folge. Eine Untersuchung wurde Ende Sommer eröffnet und betraf Differenzen zwischen einer Staatsanwältin und ihrer Belegschaft. Nach Befragung der betroffenen Personen hat der Rat dieser Untersuchung keine disziplinarische Folge gegeben. Dennoch hat er die Magistratin hinsichtlich gewisser Verhaltensweisen ermahnt und sie an ihre Pflichten gegenüber ihren Mitarbeitenden erinnert. Zwei zusätzliche Beschwerden gegen eine andere Person betreffen eine weitere Untersuchung. In diesen Verfahren sind die Untersuchungen noch nicht abgeschlossen. Es werden deshalb zum jetzigen Zeitpunkt keine weiteren Informationen bekanntgegeben. Dasselbe gilt für das einzige Disziplinarverfahren, das 2014 eröffnet wurde.

2014 sind ausserdem beim Rat sechs Beschwerden hinsichtlich der administrativen Tätigkeit einiger Gerichtsbehörden eingegangen. Es konnten alle geschlossen werden - eine davon nach einem Schriftenwechsel.

2.3. Ernennungen

Der Rat kann nur in Ausnahme- und Notsituationen befristete Ernennungen im Sinn von Art. 91 Abs. 1 Bst. d JG vornehmen. Ausserdem ist er nicht befugt, eine solche Massnahme für dasselbe Amt nach Ablauf einer Maximaldauer von sechs Monaten zu wiederholen.

2014 hat der Rat sieben solcher Ernennungen durchgeführt. Diese wurden bereits hiervoor erwähnt. Es wird daher betreffend Marlène Collaud auf Punkt 2.2.1.3./3., Alexandra Fabbro auf Punkt 2.2.1.6./3., Marie-Claude Genoud und Maryline Werro auf Punkt 2.2.1.6/7 sowie Alexandre Vial, Yann Hofmann und Séverine Zehnder auf Punkt 2.2.1.9, verwiesen.

Der Rat hat ausserdem in Anwendung von Art. 22 JG Arthur Lehmann zum Staatsanwalt ad hoc und Sandrine Schaller Walker zur Staatsanwältin ad hoc ernannt, um Strafverfahren zu behandeln, in denen die Staatsanwaltschaft in den Ausstand treten musste (vgl. Punkt 2.2.1.2).

Was die Ernennung von Elisas Moussa zum Friedensrichter ad hoc des Sensebezirks betrifft wird auf Punkt 2.2.1.6/2 verwiesen.

2.4. Ausbildung

Der Rat überwacht auch weiterhin die jährliche Weiterbildung der Magistratspersonen. Es freut ihn, dass 2014 zwei Friedensrichterinnen ihr Interesse für die zweijährige Ausbildung der Schweizerischen Richterakademie in Neuenburg angemeldet haben. Er hat diesen Antrag für das Jahr 2017 gutgeheissen.

Der Rat ist besorgt darüber, dass das Budget für die Aus- und Weiterbildung einiger Behörden gekürzt wurde. Diese Einschränkung könnte dazu führen, dass sich die Magistratspersonen nicht den Richtlinien entsprechend aus- und weiterbilden können (vgl. Punkt 2.2.1.1).

2.5. Mitteilungen

Am 12. Juni 2014 hat anlässlich der Veröffentlichung des Jahresberichts des Rates eine Pressekonferenz stattgefunden. Der Rat hat die Gelegenheit genutzt, um die Ergebnisse seiner Befragung zum Thema „Veröffentlichung von Urteilen und Ankündigung von Publikumsöffentlichen Verhandlungen durch die Gerichtsbehörden“ zu präsentieren, die er im Herbst im Rahmen seiner Inspektionen durchgeführt hat. Gleichzeitig hat er die Presse über die individuelle, fachspezifische Befragung der verschiedenen Behörden informiert, die darauf hinzielt, Gewissheit zu schaffen, dass die Gesetzesbestimmungen korrekt angewendet werden.

Wie es das Gesetz verlangt (Art. 198a Grossratsgesetz), hat der Präsident des Rates der Präsentation des Jahresberichts anlässlich der Junisession des Grossen Rates beigewohnt.

2.6. Verschiedenes

2.6.1. Vernehmlassungen - Fragen

Der Rat hat zum Vorentwurf des Gesetzes über die Archivierung und das Staatsarchiv sowie zum Vorentwurf des Gesetzes betreffend Einführung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs Stellung genommen.

Er hat überdies eine Frage eines Grossratsmitgliedes zum Thema „Zweiklassenjustiz“ beantwortet.

2.6.2. Statistik

Eine Arbeitsgruppe, bestehend aus einem Ratsmitglied und Chefgerichtsschreibern der Bezirksgerichte Saane und See, wurde Ende Frühling damit beauftragt, die Statistik der erstinstanzlichen Gerichte zu aktualisieren. Aus dieser Überarbeitung ist eine neue Statistikversion hervorgegangen, die für das Jahr 2015 Anwendung finden wird.

2.6.3. Revision des Justizgesetzes

Der Rat ist derzeit befugt, nur Ernennungen für eine Maximaldauer von sechs Monaten durchzuführen (vgl. 2.3). Der Revisionsentwurf des Justizgesetzes hat eine Erweiterung dieser Kompetenz auf bis maximal zwölf Monate vorgesehen, dies für Ausnahme- und Notfälle, in denen angenommen werden kann, dass eine Magistratsperson dauerhaft verhindert ist (z.B. infolge Krankheit oder eines Strafverfahrens gegen die Magistratsperson). Die Justizkommission hat sich dem entgegengesetzt und Ende Jahr einen Änderungsantrag gestellt. Sie hat beantragt, dass sämtliche Ernennungen des Rates, auch diejenigen für eine Dauer von weniger als sechs Monaten, durch die Justizkommission genehmigt werden müssen. Angesichts seiner verfassungsgemässen Stellung und seiner Unabhängigkeit hat der Rat dies als eine wesentliche Einschränkung seiner Befugnisse erachtet. Schliesslich hat der Grosse Rat entschieden, lediglich die Ernennungsbeschlüsse für eine Dauer von mehr als sechs Monaten einer Genehmigung durch den Grossen Rat selbst zu unterstellen. Durch diese Kompromisslösung wird zwar die Unabhängigkeit der Aufsichtsbehörde geschützt, es können jedoch konkrete Probleme hinsichtlich Vertraulichkeit der Daten entstehen. Es gilt daher, bei der Genehmigung der Ernennungsbeschlüsse durch den Grossen Rat darauf zu achten, dass für die Personen, deren Dossier den Richter/-innen ad hoc anvertraut werden, der Datenschutz gewährleistet ist.

2.6.4. Amtsgeheimnis

In Erwartung der Revision des Justizgesetzes hat der Rat verschiedene Magistratspersonen auf deren Antrag von ihrem Amtsgeheimnis befreit, damit sie Delikte zur Anzeige bringen konnten, von denen sie während der Ausübung ihres Amtes erfahren haben.

2.6.5. Untersuchung bei den Gerichtsbehörden

In diesem Jahr hat der Rat im Rahmen der Jahresinspektionen die Arbeitslast der Friedensgerichte und der Bezirksgerichte näher analysiert und bei diesen Behörden eine entsprechende Befragung durchgeführt. Zusätzlich wurden die Schlichtungskommissionen für Missbräuche im Mietwesen fachspezifisch befragt. Die Ergebnisse dieser Untersuchungen können hiernach eingesehen werden.

Beilage:

2.7. Untersuchung bei den Gerichtsbehörden 2014 - Zusammenfassung

1. Fragenkatalog

1.1. Gemeinsamer Fragenkatalog Bezirks- und Friedensgerichte

Arbeitslast

<i>1. Innerhalb welcher Fristen werden die Fälle angesetzt (Schutzmassnahmen, Schlichtungsverhandlungen, Hauptsachen)?</i>	
Bezirksgerichte	Es hängt alles von der Art der Fälle ab. Für dringende Angelegenheiten variiert die Frist zwischen 3 Wochen und 3 Monaten. Für die materiellen Streitsachen betragen die Fristen durchschnittlich 1 bis 4 Monate ab Ende des Schriftenwechsels. Die beiden Gerichte Greyerz und Broye geben deutlich längere Fristen an. Beim Wirtschaftsstrafgericht betragen die Fristen 6 bis 8 Monate.
Friedensgerichte	Die Fristen variieren je nach Behörde, nach Dringlichkeit und Art der Fälle. Die längsten Fristen, die angegeben wurden, betragen 3 Monate.

<i>2. Haben die Richter/-innen/Präsidentinnen/Präsidenten und die Gerichtsschreiber/-innen Überstunden? Wenn ja, wie viele und seit wann?</i>	
Bezirksgerichte	Nicht alle Magistraten erfassen ihre Überstunden. Die Gerichtspräsidenten des Greyerz-, See- und Broyebezirks sowie des Wirtschaftsstrafgerichts verbuchen am meisten.
Friedensgerichte	Alle Richter/-innen und Gerichtsschreiber/-innen verzeichnen Überstunden in sehr unterschiedlichem Ausmass – von ein paar bis hin zu über 300 Überstunden – einige seit 2009.

<i>3. Wurden alle Ferientage bezogen?</i>	
Bezirksgerichte	Im Grossen und Ganzen werden die Ferientage übers laufende Jahr bezogen - allfällige Saldoüberträge zu Beginn des folgenden Jahres.
Friedensgerichte	Im Prinzip werden die Ferientage bis zum Ende des laufenden Jahres bezogen - spätestens bis zum Ende des ersten Semesters des folgenden Jahres.

4. Welche Massnahmen werden in verfahrens- und organisationstechnischer Hinsicht bei Überlastung getroffen, um das Verfahren zu beschleunigen (z.B. indem bei gegebenen Voraussetzungen systematisch Urteilstvorschläge gemacht oder die Entscheide ohne schriftliche Begründung eröffnet werden)?	
Bezirksgerichte	Die von den meisten Gerichten am häufigsten angewendeten Massnahmen sind „Entscheide ohne schriftliche Begründung“ und „Urteilstvorschläge“. Es werden außerdem genannt: Schlichtungsanträge, Rationalisierung der Sitzungen sowie Antrag an die Parteien auf Entscheid ohne Verhandlung. Nur das Bezirksgericht Sense, das keine nennenswerte Verspätung verzeichnet, greift nicht auf solche Massnahmen zurück.
Friedensgerichte	Der Antrag auf Entscheide ohne schriftliche Begründung und die Anwendung gemeinsamer Vorlagen sind die Massnahmen, die die Friedensgerichte am häufigsten anwenden, um die Verfahren zu beschleunigen. Mehrere nennen ausserdem: die Übertragung gewisser Aufgaben an die Beisitzer/-innen oder verschiedene öffentliche Dienste.

5. Werden die Dossiers nach Möglichkeit unter den Kolleginnen und Kollegen neu aufgeteilt, wenn eine Magistratin/ein Magistrat überlastet ist?	
Bezirksgerichte	In den bereits überlasteten Gerichten und den zweisprachigen Gerichten oder den Gerichten, die nur einen Präsidenten oder Präsident/-innen mit Teilzeitpensum zählen, sind die Entlastungsmöglichkeiten begrenzt.
Friedensgerichte	Angesichts ihres Richter/-innen-Bestandes und/oder ihrer globalen Arbeitsüberlastung erübrigt sich diese Frage für die Mehrheit der Friedensgerichte.

6. Hat die Arbeitslast der Magistratinnen und Magistraten mit der Aufhebung der Vormundschaftskammern und der Verlagerung der Beschwerden im Bereich der vorsorglichen Massnahmen und der Eheschutzmassnahmen an das Kantonsgericht abgenommen?	
Bezirksgerichte	Im Grossen und Ganzen hat der Wegfall dieses Bereichs keinerlei Einfluss auf die Arbeitslast der Gerichte. Der diesbezügliche leichte Rückgang wurde durch den Anstieg der Fälle ausgeglichen.
Friedensgerichte	Für die Friedensgerichte ist dadurch die Arbeitslast in keiner Weise geringer geworden.

1.2. Fragen an die Bezirksgerichte

1. Wie viele Sitzungstage reserviert jede Präsidentin/jeder Präsident monatlich für Verhandlungen?	
Saane	Zivilgericht : 8-10 Tage/ Mt. für die Präsidenten mit 100% Pensum, 4 Tage/Mt. für eine Präsidentin mit 10-20% Pensum. Strafgericht : 6 bis 8 Tage/Mt., 12 für den Präsidenten des Wirtschaftsstrafgerichts.
Sense	4 Tage/Mt. für die Präsidenten mit 100% Pensum.
Greyerz	4 Tage/Mt. für die Präsidentinnen mit 50% Pensum, 8 Tage/Mt. für die Präsidenten mit 100% Pensum.
See	6 Tage/Mt. für die Präsidentin mit 50% Pensum und 8 Tage/Mt. für den Präsidenten mit 100% Pensum.
Glane	4 Tage/Mt.
Broye	4 Tage/Mt. für die Präsidentin mit 50% Pensum und 8 Tage/Mt. für den Präsidenten mit 100% Pensum.
Vivisbach	Ca. 10 Tage/Mt.

2. Werden in Zivilsachen systematisch Sitzungen für die Urteilsberatung vorgesehen?	
Saane	Ja.
Sense	Wenn möglich werden die Entscheide unmittelbar nach der Parteiverhandlung beraten. Wenn noch Abklärungen erforderlich sind, wird ein Entscheidentwurf erstellt und eine Entscheidung abgehalten.
Greyerz	Das Verfahren hängt vom Magistraten ab. Ein Präsident unterbreitet die Urteilsentwürfe auf dem Zirkulationsweg. Ein anderer geht nur in Ehesachen so vor.
See	Wenn nötig ja. In gewissen Fällen finden die Beratungen per Mail/Telefon statt.
Glane	Nein.
Broye	Soweit möglich finden die Beratungen unmittelbar nach den Verhandlungen statt. Es werden selten Sitzungen ausschliesslich für die Urteilsberatung einberufen.
Vivisbach	Nein.

1.3. Fragen an die Friedensgerichte

1. Welche Massnahmen müssen zum Zeitpunkt der Inspektion noch umgewandelt werden?	
Saane	Am 12.11.2014 sind noch 467 Massnahmen umzuwandeln. Es wird dafür eine Sitzung stattfinden müssen.
Sense	Am 24.10.2014 sind noch 217 Massnahmen umzuwandeln (Bis zum 30.09.2014 wurden 227 Massnahmen umgewandelt).
Greyerz	Am 24.09.2014 sind noch 211 Massnahmen umzuwandeln.
See	Am 01.10.2014 sind noch 158 Massnahmen umzuwandeln.
Glane	Am 06.11.2014 sind noch 212 Massnahmen umzuwandeln (d.h. es sind noch 62,5% der Massnahmen umzuwandeln)
Broye	Am 26.11.2015 sind noch 122 Massnahmen umzuwandeln (d.h. $\frac{3}{4}$ der Massnahmen). Ohne zusätzliches Personal wird die Frist nicht eingehalten werden.
Vivisbach	Am 18.11.2014 sind noch 86 Massnahmen umzuwandeln. Es ist unwahrscheinlich, dass die Frist eingehalten werden kann.

2. Wie sind Ihre Beziehungen zu den Sozialdiensten?	
Saane	Die Beziehungen mit den Sozialdiensten sind gut. Es wird auf Kommunikationsschwierigkeiten mit gewissen Vorstehern der öffentlichen Berufsbeistandschaft hingewiesen.
Sense	Gut.
Greyerz	Gut.
See	Die Beziehungen mit den 3 Sozialdiensten des Bezirks sind gut
Glane	Die Beziehungen mit dem JA und den Sozialdiensten sind gut. Die Beziehungen mit der öffentlichen Berufsbeistandschaft Glane sind auch gut aber kompliziert.
Broye	Gut.
Vivisbach	Gut.

1.4. Fragen an die Schlichtungskommission für Mietverhältnisse

1. Wie hoch ist der Anteil der Urteilsvorschläge?	
Saane	Dieses Verfahren wird nicht angewendet
Sense – See	4 bis 5 von 100 Fällen.
Greyerz –Glane – Broye – Vivisbach	Die Kommission macht sehr wenige Urteilsvorschläge – zwischen 5 und 10/Jahr.

2. Wird die Schlichtungsbehörde bei einem Streitwert von unter Fr. 2000.-- darum ersucht, einen Entscheid zu fällen? Wenn ja, wird diesen Anträgen Folge gegeben und wie viele solche Entscheide haben Sie im Jahr 2014 gefällt?	
Saane	Sehr selten. Der Vizepräsident hat nur einen einzigen solchen Entscheid gefällt.
Sense – See	So gut wie nie.
Greyerz –Glane – Broye –Vivisbach	Die Kommission hat keinen solchen Entscheid gefällt.

II. Les autorités judiciaires

Considérant que le rapport annuel sur l'administration de la justice a valeur de document d'archive reflétant la marche de la justice du canton, le Conseil de la magistrature y insère désormais les rapports des différentes autorités in extenso.

1. Le Tribunal cantonal

—

1.1. Partie générale

1.1.1. Remarques générales

En 2014, le Tribunal cantonal a rendu 2960 arrêts. 284 d'entre eux ont fait l'objet d'un recours auprès de l'autorité supérieure qui en a admis 31, soit environ un pourcent des décisions du Tribunal cantonal. Sur le plan administratif, l'année a été marquée par un travail important de réorganisation à la suite de la réunification des trois sections aux Augustins. Diverses mesures ont été entreprises afin d'améliorer le rendement du Tribunal cantonal. Celui-ci a dû s'adapter aux effectifs, gérer la fin du système des assesseurs et assumer les nouvelles compétences juridictionnelles qui lui ont été dévolues. Pour endiguer la hausse des affaires, le Tribunal cantonal a cherché à l'interne des moyens et des ressources supplémentaires. Il a notamment été fait appel plus régulièrement aux juges suppléants. Sur le plan organisationnel, la mise en œuvre de la directive sur le statut et le cursus des greffiers, adoptée en juin 2013, a été poursuivie et les processus de travail du secrétariat ont été largement unifiés. D'une manière générale, le bilan tiré de la réunification du Tribunal cantonal est positif; l'ensemble du personnel, encore davantage sollicité, a grandement contribué à ce résultat.

1.1.1.1. Administration de la justice

Le Tribunal plénier s'est réuni à 7 reprises et la Commission administrative à 15 reprises, plusieurs décisions ayant pu être prises par voie de circulation. Le Tribunal plénier et la Commission administrative se sont occupés des tâches générales de gestion, relatives notamment au personnel et au budget, ont traité de questions concernant la réorganisation du tribunal et se sont déterminés dans le cadre de 18 consultations législatives. Par ailleurs, le Tribunal cantonal a organisé une conférence de presse lors de la présentation de son rapport annuel ainsi que deux journées d'études consacrées aux archives judiciaires en collaboration avec les Archives de l'Etat de Fribourg et la Société d'histoire du canton de Fribourg. Il a participé à la quatrième Conférence de la justice suisse organisée par le Tribunal fédéral, à Zurich, aux Journées des Juges administratifs de Suisse, à Zoug, à la Journée des Juges organisée par l'Association suisse des magistrats de l'ordre judiciaire (ASM), à Lucerne, et à l'assemblée annuelle de la Société suisse de droit pénal dont l'organisation a été confiée au canton de Fribourg. Enfin, les juges cantonaux ont procédé aux inspections annuelles, sur délégation du Conseil de la magistrature.

Organisation et fonctionnement

L'organisation et le fonctionnement du Tribunal cantonal sont fixés dans le règlement du 22 novembre 2012 (RTC ; RSF 131.11). Sur cette base, il est procédé aux constats suivants :

Sur le plan juridictionnel :

- > Les **deux Cours des assurances** sociales font face à une charge de travail importante. La fin du système des assesseurs et des mesures extraordinaires à fin 2012 a entraîné des tâches supplémentaires pour tous les juges de la section administrative. Il convient de souligner le poids psychologique important que représentent les retards permanents dont souffrent les affaires d'assurances sociales. Après plusieurs années de baisse du nombre des affaires pendantes, celles-ci augmentent à nouveau de manière inquiétante. Il manque toujours des forces de travail pour la rédaction des arrêts. En 2014, au-delà d'une nouvelle répartition des forces de travail existantes, les Cours des assurances sociales ont pu bénéficier, grâce à un crédit forfaitaire, d'un 0.35 % EPT de greffier supplémentaire sur l'année, apport qu'il serait nécessaire de pérenniser.
- > Le nouveau droit de la protection de l'adulte est entré en vigueur en 2013. L'augmentation prévisible du nombre de dossiers de la **Cour de protection de l'enfant et de l'adulte**, signalée l'année précédente, s'est effectivement et logiquement réalisée. Il s'agit de dossiers qui impliquent des déplacements de juges, principalement au Centre de soins hospitaliers du Réseau fribourgeois de santé mentale à Marsens, ce qui constitue une charge supplémentaire. A cela s'ajoute la nécessité de fonctionner dans l'urgence. Ces contraintes, ainsi que l'explosion de dossiers, ont des effets collatéraux sur la gestion des autres causes traitées par le Tribunal cantonal. Néanmoins, celui-ci relève avec satisfaction que le nombre d'affaires pendantes de cette Cour est très faible.

En ce qui concerne le greffe :

- > Les **Services centraux** du Tribunal cantonal fonctionnent sous la direction du Secrétaire général, M. Frédéric Oberson. Celui-ci est assisté par la Cheffe de bureau et adjointe administrative, Mme Françoise Rosales, pour ce qui concerne la gestion de différentes tâches administratives (budget, planification financière, personnel, organisation des processus et développement de projets). M. Henri Angéloz – qui a quitté son poste à la fin de l'année – ainsi que Mme Muriel Zingg assurent la suppléance du Secrétaire général. Compte tenu des mesures de réorganisation – et de la charge et des conséquences qu'elles représentent pour le Tribunal cantonal – des groupes de travail ont été constitués pour renforcer la gestion unifiée des trois sections.
- > La mise en œuvre de la **directive sur le statut et le cursus des greffiers** a été poursuivie, notamment en ce qui concerne les engagements des nouveaux greffiers et les premières promotions de fonction, de greffier (classes de traitement 23-24) à celle de greffier-rapporteur I (classes de traitement 26-27), à la suite d'années d'expérience acquises au sein du tribunal ou dans une fonction équivalente.
- > Les **processus de travail du secrétariat** ont fait l'objet de plusieurs réflexions au sein d'un groupe de travail. En parallèle, un autre groupe de travail a analysé les questions relatives à l'envoi des arrêts et autres actes de procédure (notifications). Leurs propositions ont été soumises à la Commission administrative qui les a adoptées sous la forme de directives.
- > Les **outils informatiques** ont été uniformisés entre les trois sections. L'arborescence commune concernant les activités juridictionnelles et non juridictionnelles a été mise en œuvre dès janvier 2014. **S'agissant de la publication de tous les arrêts du Tribunal cantonal** sur le fond, le fournisseur de logiciels des tribunaux Delta Logic, mandaté par le Service informatique et des télécommunications (SITel), a dû constater que le nouveau système proposé initialement ne fonctionnait pas. Il a dès lors été décidé à l'interne de reporter la publication systématique des arrêts (Ordonnance du 26 mai 2014 modifiant le règlement sur l'information du public en matière judiciaire, ROF 2014_055). Dans le but

de poursuivre l'objectif de publication, le groupe de travail chargé de cette problématique a élaboré des règles de rédaction et d'anonymisation, lesquelles sont appliquées depuis juillet 2014 sous la forme de directives. Sur cette base, des arrêts ont été publiés en utilisant l'outil informatique de publication actuel «Contens ». Les arrêts du Tribunal cantonal continueront ainsi à être publiés à l'aide de ce système en 2015, à tout le moins dans la première partie de l'année. En parallèle, Delta Logic et le SITel tentent de mettre à disposition de nouveaux outils d'aide à l'anonymisation et de publication.

En ce qui concerne les infrastructures :

- > A la suite du rapport de la Commission administrative du Tribunal cantonal de novembre 2013, le **bâtiment des Augustins** a fait l'objet de nombreux travaux et mesures d'assainissement dont certains sont actuellement encore en cours. Les problèmes principaux – thermiques – ne sont pas encore réglés. Ils concernent d'une part l'ancienne partie non rénovée du bâtiment dans laquelle il fait froid dès l'automne. Certains bureaux du rez-de-chaussée sont ainsi inutilisables durant l'hiver. D'autre part, les températures des bureaux du 3ème étage sont trop élevées en été. Ces problèmes non résolus sont de nature à entraver la bonne marche du Tribunal cantonal. Par ailleurs, il a été constaté que certaines personnes sont exposées à différentes nuisances dans le bâtiment. L'Institut universitaire romand de la santé au travail (IST), mandaté par le Service du personnel et d'organisation, a procédé à des mesures et prélèvements et a rendu un premier rapport. Ses recommandations ont été suivies et les démarches se poursuivront en 2015.
- > A la suite de la réunification aux Augustins, les **bibliothèques** – cotées au Réseau des bibliothèques de Suisse Occidentale (RERO) – ont été fusionnées et une nouvelle rubrique a été créée dans le catalogue pour rendre visible les nouvelles acquisitions du Tribunal cantonal. En ce qui concerne les **archives**, le Tribunal cantonal a pu bénéficier du soutien ponctuel d'un archiviste judiciaire, M. Charles-Edouard Thiébaud, afin de faciliter le versement des dossiers pré-archivés aux Archives de l'Etat de Fribourg.

1.1.1.2. Volume des affaires

La charge de travail du Tribunal cantonal est restée importante en 2014. La section civile a connu une hausse du nombre de dossiers enregistrés (+ 75 dossiers [+ 6.5 %]) tandis que les sections pénale (- 9 dossiers [- 2 %]) et administrative (-28 dossiers [- 2 %]) une légère baisse par rapport à 2013.

De manière générale, le volume des nouvelles affaires est en constante augmentation ces dernières années (2014: 2957 ; 2013: 2'933; 2012 : 2'812; 2011 : 2'650).

Pour plus de détails et d'explications, il convient de se référer aux chiffres 1.2.1.1, 1.2.1.2 et 1.2.2 à 1.2.13 ci-après.

1.1.2. Activité juridictionnelle

1.1.2.1. En général

1.1.2.1.1. Statistiques générales pour l'ensemble du Tribunal cantonal et les trois sections

Tribunal cantonal			
Statistique générale	2014	2013	2012
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	1323	1207*	1344
b) affaires enregistrées	2957	2933	2812
c) affaires liquidées	2978	2817	2968
d) affaires pendantes au 31 décembre	1302	1323	1209*

*La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12.12 et le 01.01.13 s'explique par le fait que des dossiers ont été liquidés après l'impression des statistiques.

La hausse des affaires enregistrées est de 0.8 % par rapport à 2013 (+ 24 dossiers) et de 5.2 % par rapport à 2012 (+ 145 dossiers). Quant au nombre d'affaires liquidées, il a sensiblement augmenté après une année 2013 marquée par le déménagement et le regroupement des trois sections aux Augustins (+ 161 dossiers [+ 5.7 %]).

Langue des affaires liquidées

Le Tribunal cantonal a rendu 2447 décisions en français et 513 en allemand, sans compter les 18 consultations législatives dans lesquelles le Tribunal plénier a pris position.

Section civile			
Statistique générale	2014	2013	2012
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	216	200*	229
b) affaires enregistrées	1218	1143	1186
c) affaires liquidées	1242	127	1214
d) affaires pendantes au 31 décembre	192	216	201*

*La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12.12 et le 01.01.13 s'explique par le fait qu'un dossier a été liquidé après l'impression des statistiques.

Si le nombre des affaires portées au rôle des Ie et Iie Cours d'appel civil a légèrement diminué (respectivement - 19 dossiers [- 6.5 %] et - 10 dossiers [- 3.4 %]), celui de la Chambre des poursuites et faillites (+ 18 dossiers [+ 12.4 %]), de la Cour de modération (+ 9 dossiers [+ 25 %]) et la Cour de protection de l'enfant et de l'adulte (+ 31 dossiers [+ 21.1 %]) ont augmenté, d'où la hausse globale de 6.5 % des affaires de la section civile par rapport à 2013.

Langue des affaires liquidées

La section a rendu 1098 décisions en français et 144 en allemand.

Section pénale

Statistique générale	2014	2013	2012
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	155	145	129
b) affaires enregistrées	450	459	400
c) affaires liquidées	471	449	384
d) affaires pendantes au 31 décembre	134	155	145

Après avoir connu une augmentation importante de 23 % des affaires portées à son rôle en 2013, la situation de la Chambre pénale s'est stabilisée en 2014 (- 14 dossiers, [- 5.1 %]). Les nouvelles affaires de la Cour d'appel pénal ont quant à elles augmenté de 5.3 % (+ 9 dossiers).

Langue des affaires liquidées

La section a rendu 402 décisions en français et 69 en allemand.

Section administrative

Statistique générale	2014	2013	2012
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	949	862	984
b) affaires enregistrées	1272	1300	1226
c) affaires liquidées	1247	1213	1348
d) affaires pendantes au 31 décembre	974	949	862

Le nombre des affaires enregistrées en 2014 auprès de la section administrative est stable par rapport à 2013 (- 28 dossiers [- 2 %]). Il convient toutefois de rappeler qu'en 2013, une centaine de recours avaient été déposées auprès de la III^e Cour administrative contre une seule décision du Service des ponts et chaussées, ce qui a une incidence évidente sur les statistiques générales de la section. La I^e Cour administrative connaît néanmoins une augmentation des affaires enregistrées (+ 44 dossiers [+ 31.4 %]). Les dossiers de la II^e Cour administrative ont diminué (- 28 dossiers [- 12.9 %]) de même que ceux de la III^e Cour administrative (- 131 dossiers [- 35.2 %]) ; cf. remarque ci-dessus). Le nombre d'affaires enregistrées auprès de la Cour fiscale (+ 16 dossiers [+ 9.9 %]), et des I^e et II^e Cours des assurances sociales (respectivement + 17 dossiers [+ 6.3 %] et + 48 dossiers [+ 25 %]) a augmenté.

Au niveau de la répartition des causes, les deux Cours des assurances sociales comptabilisent 1022 dossiers (Ie Cour : dossiers pendants au 1er janvier 2014 [278] et nouvelles affaires enregistrées [285] ; Iie Cour : dossiers pendants au 1er janvier 2014 [222] et nouvelles affaires enregistrées [237]). Cela représente 46 % des affaires pendantes en 2014 auprès de la section administrative. La Cour fiscale totalise 14.5 % des enregistrements (144 dossiers pendants + 177 nouvelles affaires = 321 dossiers) ; la Ie Cour administrative 12 % (84 dossiers pendants + 184 nouvelles affaires = 268 dossiers), la Iie Cour administrative 11.4 % (105 dossiers pendants + 148 nouvelles affaires = 253 dossiers) et la IIIe Cour 16.1 % (116 dossiers pendants + 241 nouvelles affaires = 357 dossiers).

Il est à relever que le nombre d'affaires liquidées par l'ensemble de la section a augmenté (+ 34 dossiers) par rapport à l'exercice précédent mais reste inférieur à 2012 (- 101 dossiers), notamment en raison de la fin des mesures extraordinaires d'aide à la Cour des assurances sociales. Le nombre d'affaires liquidées au sein de la section a été inférieur à celui des nouvelles causes enregistrées, ce qui a débouché sur une augmentation de 25 du nombre des affaires pendantes au 31 décembre 2014 par rapport au 31 décembre 2013.

D'autres informations détaillées sur l'activité des différentes Cours de la section ressortent de la partie statistique du présent rapport.

Langue des affaires liquidées

La section a rendu 947 décisions en français et 300 en allemand.

1.1.2.1.2. Durée de la procédure

Le tableau suivant rend compte de la durée des procédures dans les principales Cours/Chambres.

	1 à 30 Jours	1 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	1 à 2 ans	Plus de 2 ans
I ^e Cour d'appel civil	98	79	66	61	3	1
II ^e Cour d'appel civil	73	141	40	39	7	1
Chambre des poursuites et faillites	125	27	8	0	0	0
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte	91	62	13	31	0	0
Cour d'appel pénal	57	28	18	52	34	6
Chambre pénale	110	97	42	15	2	0
I ^e Cour administrative	42	34	36	29	14	12
II ^e Cour administrative	30	30	35	45	20	3
III ^e Cour administrative	52	134	34	24	25	4
Cour fiscale	10	41	19	11	95	2
I ^e Cour des assurances sociales	33	46	33	26	71	44
II ^e Cour des assurances sociales	18	43	20	20	73	39

En procédure civile, la durée du traitement d'une cause varie selon qu'elle est soumise à la procédure ordinaire ou sommaire. S'agissant de la Ie Cour d'appel civil, le dossier ne peut pas être remis au juge rapporteur avant le paiement de l'avance requise de la partie recourante (délai de trente jours susceptible de prolongations de même durée). Le traitement des affaires où les parties procèdent à l'assistance judiciaire à cause de leur indigence peut être plus rapide, aucune avance de frais n'étant requise dans ce cas. Ce calcul de la durée moyenne ne tient pas compte du fait que certaines causes n'ont pas pu être traitées plus rapidement en raison d'un motif de suspension (p. ex. à la suite de la faillite d'une partie, en vertu de l'art. 207 LP, ou dans l'attente d'une décision sur une demande de prestations de l'AI). Le nombre de 83 affaires avec une durée de procédure de plus de 2 ans pour les Cours des assurances sociales s'explique par leur surcharge. Après une forte diminution en 2013 (45) et 2012 (157) par rapport à 2011 (257), ce chiffre a à nouveau augmenté. Manifestement, une telle durée des procédures est contraire au principe de célérité qui prévaut dans ces domaines et devient intolérable pour le justiciable.

Compte tenu de sa charge de travail toujours croissante, le Tribunal cantonal se devra cette année encore de réitérer ses requêtes de compléments budgétaires.

1.1.2.1.3. Surveillance directe et déléguée

Sur délégation du Conseil de la magistrature (art. 127 al. 2 Cst. cant.), le Tribunal cantonal a inspecté une partie du Ministère public (8 procureurs) et du Tribunal de l'arrondissement de la Sarine (6 présidents et greffier-chef); les Tribunaux d'arrondissement de Gruyère et de la Singine ; les Justices de paix de la Sarine, de la Singine et de la Gruyère ; les préfetures; les Commissions d'expropriation, de recours de l'Université, de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse. Il a aussi inspecté l'Office des faillites et les sept offices des poursuites. A défaut d'affaires en cours, les Commissions de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail et de recours en matière de nouvelle mensuration parcellaire ainsi que l'Autorité de surveillance du registre foncier n'ont pas été inspectées.

1.1.2.2. Ière Cour d'appel civil

La partie Statistiques qui suit illustre l'activité de la Cour. Après les augmentations sans précédent des années 2010 et 2011, qui ont fait passer le nombre annuel de nouvelles affaires de 100 à 353, ce nombre perdure dans les sommets, malgré une nouvelle légère baisse (de 343 en 2013 à 324, soit - 5.5%). Le nombre de dossiers en cours en fin d'année est repassé à la centaine, tandis que le taux de liquidation en moins de 6 mois est resté stable et favorable (78,9 %), tout comme le nombre des anciennes affaires pendantes (enregistrées avant 2014) qui était de 5 au 31 décembre 2014.

La priorité est accordée aux affaires du droit de la famille, en particulier pour celles qui concernent les enfants, hélas toujours au détriment des affaires volumineuses et complexes.

1.1.2.3. IIème Cour d'appel civil

La Cour traite les appels et recours en matière de bail - à loyer et à ferme -, droit du travail (~ 15 %), droit de la poursuite pour dettes et faillite (~ 60 %) et assistance judiciaire (~ 20 %) ainsi que des procédures complexes en tant qu'instance cantonale unique.

Les parties devant pouvoir compter dans ces domaines sur une décision rapide, la Cour fait en sorte de statuer avec célérité. Ainsi, en 2014, 71 % des affaires ont été liquidées en moins de trois mois et 84 % dans les six mois.

1.1.2.4. Chambre des poursuites et faillites

Un rapport séparé sur l'activité de la Chambre en sa qualité d'autorité de surveillance des offices des poursuites et faillites sera déposé auprès de l'Office fédéral de la justice et du Conseil d'Etat.

Le traitement des affaires de la Chambre n'appelle pas de remarques particulières.

1.1.2.5. Cour de modération

Le traitement des affaires de la Cour n'appelle pas de remarques particulières.

1.1.2.6. Cour de protection de l'enfant et de l'adulte

L'augmentation de la charge de la Cour de protection de l'enfant et de l'adulte, qui avait déjà explosé en 2013 (augmentation de 570 %), se poursuit. Le nombre de recours entrés en 2014 est en effet de 21 % supérieur à l'année précédente. La Cour, composée de trois juges et d'un greffier, s'est par ailleurs déplacée à 12 reprises, principalement au Centre de soins hospitaliers du Réseau fribourgeois de santé mentale à Marsens, pour procéder à l'audition de recourants placés aux fins d'assistance. L'ajout d'un quatrième juge ordinaire en 2013, le recours fréquent à des juges cantonaux suppléants, et le soutien de greffiers compétents, ont permis de maîtriser cette charge de travail, seuls 7 recours étant pendants au 31 décembre 2014. Le traitement de ces dossiers, souvent prioritaires, s'est toutefois effectué au détriment des autres Cours où siègent également ses membres.

1.1.2.7. Cour d'appel pénal

180 affaires ont été enregistrées durant l'année 2014 (171 en 2013 ; 164 en 2012). Malgré cette augmentation, le nombre d'affaires pendantes a pu être ramené de 101 à 86.

Dans un but d'échange d'expériences et d'amélioration des processus de fonctionnement, la Cour a organisé à Fribourg une rencontre de travail fructueuse qui a réuni les Cours d'appel pénal vaudoise, neuchâteloise et fribourgeoise.

Pour le surplus, l'activité de la Cour durant l'année 2014 n'amène pas de remarques particulières.

1.1.2.8. Chambre pénale

La Chambre pénale est principalement autorité de recours contre les décisions et les actes de procédure du Ministère public. De ce fait, elle intervient essentiellement durant la phase de la procédure préliminaire où le principe de célérité revêt une grande importance. En respect de ce principe, elle liquide 78% des affaires en 3 mois et 93% des affaires en 6 mois. Quant aux décisions concernant les recours en matière de détention de prévenus, elles sont rendues en moyenne dans les huit jours suivant la réception du recours.

1.1.2.9. Ière Cour administrative

L'activité de la Ière Cour administrative pour l'année 2014 n'amène pas de remarques particulières.

1.1.2.10. IIème Cour administrative

L'actualité de la IIème Cour administrative en 2014 est marquée par l'arrivée des premiers recours visant des décisions d'aménagement rendue après l'entrée en vigueur de la dernière révision de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire (RS 700), le 1er mai 2014. Nettement plus sévères que par le passé, les nouvelles normes en matière de planification sont de nature à provoquer un nombre conséquent de recours de la part non seulement des propriétaires fonciers, mais également des communes touchées dans ce qu'elles considèrent comme relevant de leur autonomie. Les cas jugés en 2014 montrent que le traitement de ces affaires est plus compliqué que précédemment et implique par conséquent un travail plus important de la part de la Cour, tout au moins jusqu'à ce qu'une jurisprudence bien établie ait été rendue par le Tribunal fédéral.

1.1.2.11. *IIIème Cour administrative*

L'activité de la IIIe Cour administrative pour l'année 2014 n'amène pas de remarques particulières.

1.1.2.12. *Cour fiscale*

L'activité la Cour fiscale pour l'année 2014 n'amène pas de remarques particulières.

1.1.2.13. *Ière et IIème Cour des assurances sociales*

Durant l'année 2014, les deux Cours des assurances sociales ont poursuivi leur mission consistant à tenter de descendre les piles qui s'accumulent toujours, dans des délais raisonnables. Malgré les efforts consentis par tous ses collaboratrices et collaborateurs et des liquidations en hausse de près de 12 % par rapport à l'année précédente, le stock des affaires pendantes a malgré tout une nouvelle fois augmenté pour passer de 500 à 556 dossiers pendants au 31 décembre 2014. Ceci est dû à une augmentation importante des nouvelles entrées de + 14 %, total qui correspond, avec 522 nouveaux recours et actions, à la situation qui a prévalu en 2008. Depuis la fin des mesures extraordinaires et la suppression des assesseurs, la situation se péjore sérieusement, malgré la nouvelle répartition interne des forces de travail existantes et l'apport, en 2014, d'un 0.35 EPT de greffier-rapporteur supplémentaire sur crédit forfaitaire. Les estimations faites en termes de postes de greffiers supplémentaires pour juguler la charge ordinaire en assurances sociales l'ont été sur la base d'entrées plafonnant à 420-450 par année. A l'évidence, les chiffres avancés ne sont plus adaptés avec 522 entrées. Ainsi, les Cours des assurances sociales étant toujours insuffisamment dotées en greffiers-rapporteurs et malgré l'élection de juges suppléants spécialistes en assurances sociales – auxquels il est fait régulièrement appel pour rédiger des jugements –, la durée des procédures ne diminue pas et confine au déni de justice.

1.1.3. **Personnel**

1.1.3.1. *Juges*

Il n'y a pas eu de changements parmi les quinze Juges cantonaux.

Le 18 novembre 2014, Caroline Gehring, Susanne Genner et Yann Hoffmann ont été élus Juges suppléants.

Dina Beti est membre de la Commission du barreau depuis le 1er juillet 2014. Hubert Bugnon préside la Commission d'école du Collège Ste-Croix et est membre suppléant de la Commission du barreau. Hugo Casanova est membre suppléant de la Commission du barreau et membre ordinaire de la Commission de recours de la Convention intercantonale sur les loteries et paris (saisie en général de un à deux cas par année). Il continue en outre à être chargé de cours auprès de l'Institut suisse pour l'enseignement du Droit fiscal dans le cadre de la formation "Master of Advanced Studies Taxation FH" (trois leçons annuellement). Johannes Frölicher continue d'œuvrer en tant que juge de la Commission de recours des Hautes écoles spécialisées de la Suisse occidentale et est toujours membre du comité de direction du service éducatif itinérant (SEI) et du centre de thérapie et traitement spécialisés (CTTS) de la fondation « les Buissonnets ». Josef Hayoz a démissionné de ses fonctions de membre et président du Conseil de la magistrature et de celle de président-suppléant de la Commission fédérale d'estimation, 6ème arrondissement, avec effet au 30 juin 2014. Il est membre de la Commission cantonale de nomenclature et du Conseil scientifique pour le projet de recherche "Grundlagen guten Justizmanagements in der Schweiz". Jérôme Delabays est membre du Conseil de la magistrature depuis le 1er juillet 2014. Il en assume la présidence. Il est par ailleurs toujours membre suppléant de l'Autorité de surveillance du registre foncier. Il a en revanche démissionné de la Commission du barreau et de la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité. Roland Henninger est membre de la Commission d'examen des candidats au barreau. Marianne Jungo et Gabrielle Multone sont membres de la Commission de recours du Gymnase intercantonal de la Broye (GYB). Gabrielle Multone est également membre de la Commission du barreau. Catherine Overney est membre de l'Autorité de surveillance du registre foncier et membre de la Commission du contentieux de la

commune d'Epandes. Christian Pfammatter préside la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité et est membre suppléant de la Commission d'examen des candidats au barreau. Marc Sugnaux est membre suppléant de la Commission des examens du barreau et de la Commission de la médiation en matière civile, pénale et pénale pour les mineurs ; il préside des Commissions arbitrales constituées par les conventions collectives de travail INFRI-FOPIS et HorizonSud-FOPIS (institutions spécialisées) et est formateur en droit du travail et en droit commercial dans le cadre de brevets et diplômes fédéraux. Adrian Urwyler est Président de la direction de l'Académie suisse de la magistrature. Enfin, Anne-Sophie Peyraud est Présidente du Tribunal arbitral en matière d'assurance-maladie et accidents et Vice-présidente de la Commission fédérale d'estimation, 2ème arrondissement.

1.1.3.2. Greffe

En 2014, sans compter les engagements de durée déterminée, l'effectif du greffe du Tribunal cantonal se présente comme suit (positions budgétaires) :

Postes d'équivalents pleins temps (EPT)

Secrétaire général	1.00
Greffiers	7.50
Greffiers-rapporteurs	9.35
Cheffe de bureau	1.00
Secrétaires	7.00
Bibliothécaire	0.10
Total	25.95

Les 25.95 EPT sont répartis, pour les postes de greffiers (greffiers et greffiers rapporteurs), entre 20 personnes et, pour le secrétariat (cheffe de bureau, secrétaires), entre 13 personnes. A cela s'ajoute le poste de greffière engagée pour seconder le Juge Johannes Frölicher. En comparaison avec 2013, les positions budgétaires ont été revues avec l'intégration du secrétaire général, la suppression des deux postes de greffier-chef (un poste de secrétaire général et un poste de greffier-rapporteur), la réduction du nombre de cheffes de bureau et l'intégration d'un 0.35 EPT de greffier-rapporteur sur poste fixe.

Le Tribunal cantonal a également pu bénéficier de 0.35 EPT de greffier-rapporteur, grâce à un crédit forfaitaire, de 0.35 EPT de greffier supplémentaire pour l'année. Le secrétariat compte toujours 8 EPT au total (7 EPT + 1 EPT de cheffe de bureau), complétés par des engagements sur crédits forfaitaires. Des collaboratrices du secrétariat et l'huissier sont ainsi engagés – totalement ou partiellement – sur la base de contrats de durée déterminée, valables une année, éventuellement renouvelables à la suite de l'adoption du budget par le Grand Conseil.

Comme déjà relevé dans ses dernières demandes budgétaires et rapports motivés, le Tribunal cantonal rappelle qu'il est nécessaire de renforcer son personnel, tant par une pérennisation des engagements actuels (situation qui concerne une dizaine de collaborateurs) que par la possibilité d'engager du personnel d'appoint.

La forte charge de travail n'a pas empêché le Tribunal cantonal de poursuivre ses tâches de formation. Ainsi, dans le cadre de leur formation d'avocat/e, douze personnes ont accompli un stage de greffier/ère. Le Tribunal cantonal forme également 3 apprenties employées de commerce et a engagé une jeune demanderesse d'emploi.

Les remplacements suivants sont intervenus à la suite de départs et mises au concours :

Départs/changements de taux

Laetitia Crétin (greffière)	31.05.2014
Elsbeth Fiedler (secrétaire-comptable)	31.08.2014
Leonora Thaqi (secrétaire)	31.08.2014
Benoît Ducry (greffier-rapporteur)	30.09.2014
Cédric Steffen (greffier-rapporteur, réduction à 80%)	01.10.2014
Catherine Faller (greffière, réduction à 80%)	01.11.2014
Henri Angéloz (suppléant du secrétaire général)	31.12.2014

Arrivées:

Daniela Kiener (greffière-rapporteuse)	01.02.2014
Samuel Dougoud (huissier)	01.03.2014
Sandra Mantelli (greffière)	01.03.2014
Philippe Tena (greffier)	01.04.2014
Vanessa Gomes (secrétaire)	01.05.2014
Aleksandra Bjedov (greffière)	16.06.2014
Chantal Charrière (secrétaire-comptable)	01.07.2014
Patricia Flynn (secrétaire)	28.07.2014
Gina Gutzwiller (greffière)	01.11.2014

Taux de roulement du Tribunal cantonal en 2014

$$\frac{9 \text{ employés} \times 100}{53 \text{ employés (Total sans apprenties, stagiaires et jeunes demandeurs d'emploi)}} = 17 \%$$

53 employés (Total sans apprenties, stagiaires
et jeunes demandeurs d'emploi)

Les 9 arrivées représentent environ 17 % de l'effectif des collaborateurs du Tribunal cantonal, sans compter plusieurs départs. Le taux de roulement est inférieur à celui de 2013 (20.75 %). Il ne faut toutefois pas négliger la charge que représentent – encore et régulièrement – l'engagement et la formation de nouveaux collaborateurs. Cette contrainte est d'autant plus marquée en considérant la charge de travail usuelle, les difficultés administratives, le manque d'effectifs et les engagements de durée déterminée.

Plusieurs collaborateurs ont donné leur congé en raison de nouvelles perspectives professionnelles. Après vingt-trois années de service au sein du Tribunal cantonal, Henri Angéloz a décidé de rejoindre le Service de l'action sociale en qualité de conseiller juridique. Benoît Ducry a été nommé chef du service juridique de la Police cantonale et deux collaboratrices ont été engagées dans le secteur privé (Laetitia Crétin et Léonora Thaqi). Elsbeth Fiedler a pris sa retraite après avoir œuvré quatorze années en tant que secrétaire-comptable du Tribunal cantonal.

Le Tribunal cantonal les remercie et leur souhaite plein succès pour leur avenir privé et professionnel.

A la suite du départ d'Henri Angéloz, la suppléance du secrétaire général a été répartie entre Cédric Steffen et Muriel Zingg, qui sont également greffiers de section (sections pénale et administrative). Ludovic Farine a été désigné greffier de section de la section civile.

1.1.4. Autres activités

Le 12 avril 2014, Anne-Sophie Peyraud et Johannes Frölicher ont participé à la Journée des Présidents des Tribunaux des assurances qui s'est déroulée en terres lucernoises.

Les 15 et 16 mai 2014, la Présidente du Tribunal cantonal et Michel Favre ont participé à l'assemblée annuelle de la Société suisse de droit pénal, à Fribourg.

Le 18 juin 2014, la Présidente du Tribunal cantonal et le Secrétaire général ont représenté l'Etat de Fribourg lors de l'élection de Jean-Luc Baechler à la présidence du Tribunal administratif fédéral.

Le 30 juin 2014, le Tribunal cantonal a reçu une délégation de juges chinois de la province de Nanjing.

Les 11 et 12 septembre 2014, Christian Pfammatter, Hugo Casanova, Josef Hayoz, Anne-Sophie Peyraud et Johannes Frölicher ont participé aux Journées des juges administratifs suisses à Zoug.

Les 3 et 4 octobre 2014, le Tribunal cantonal a organisé, en collaboration avec les Archives de l'Etat de Fribourg et la Société d'histoire du canton de Fribourg, deux journées d'études consacrées aux archives judiciaires.

Le 7 novembre 2014, Adrian Urwyler a participé à la quatrième Conférence de la justice suisse organisée par le Tribunal fédéral, à Zurich.

Le 28 novembre 2014, Dina Beti et Marc Sugnaux ont participé à la journée des juges de l'Association suisse des magistrats de l'ordre judiciaire, à Lucerne.

Le 5 décembre 2014, le Tribunal cantonal a accueilli l'ensemble des collaborateurs du Service public de l'emploi pour une présentation des autorités du Pouvoir judiciaire et des procédures administrative, civile et pénale.

Le 10 décembre 2014, la Présidente du Tribunal cantonal et le Secrétaire général ont représenté l'Etat de Fribourg lors de la réélection de Gilbert Kolly à la présidence du Tribunal fédéral.

La Présidente, d'autres Juges cantonaux et le Secrétaire général ont participé aux diverses manifestations auxquelles le Tribunal cantonal a été invité.

Formations suivies par les juges

Les différentes formations suivies par les juges au cours de l'année 2014 figurent dans les formulaires envoyés séparément au Conseil de la Magistrature.

Activités scientifiques des juges/greffiers

Hugo Casanova a continué de rapporter les développements jurisprudentiels fédéraux sur les contributions cantonales et sur la procédure fiscale pour les "Archives de droit fiscal suisse". Son analyse a paru au volume 81, p. 711, et au volume 82, p. 531. Il a également publié une contribution intitulée "Zur Steuerbefreiung privater Kulturorganisationen" (in: Marc Amstutz/Isabelle Chabloz/Michel Heinzmann/Inge Hochreutener [édit], Mélanges en l'honneur de Walter A. Stoffel, Berne 2014, p. 297).

Hugo Casanova, Hubert Bugnon et Frédéric Oberson sont membres du Comité de rédaction de la RFJ.

Jérôme Delabays donne des cours aux avocats-stagiaires portant sur la procédure civile.

Michel Favre est chargé de cours à la Haute école ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) dans le cadre du CAS en magistrature pénale.

Josef Hayoz et Bernhard Schaaf ont donné une conférence aux services sociaux des districts de la Singine et du Lac.

Frédéric Oberson a dispensé un cours auprès de l'Académie suisse de la magistrature en matière de relations entre les tribunaux et les médias. Il a également donné une conférence consacrée à l'informatisation de la justice dans le cadre des journées d'études sur les archives judiciaires.

Marc Sugnaux a donné un cours sur le thème de la publicité de la justice dans le cadre du Certificat d'études approfondies en magistrature mis en place par l'Académie suisse de la magistrature.

Adrian Urwyler a collaboré au Commentaire bâlois, Code de procédure pénale suisse, commentant la première section du chapitre consacré aux règles générales de procédure (art. 66 à 68 CPP). Il a en outre assumé la responsabilité du module d'enseignement "Justice et publicité" dans le cadre d'un cycle de formation auprès de l'Académie suisse de la magistrature et a dispensé un cours intitulé "le juge, gestionnaire de la publicité". Enfin, il a participé le 17 décembre 2014 à la Journée du droit pénal que la Faculté de droit de l'Université de Fribourg a organisée dans le cadre d'un séminaire intensif.

Christian Pfammatter a donné des cours aux avocats-stagiaires portant sur la procédure administrative, l'aménagement du territoire et le permis de construire. Il a également dirigé, conjointement, un séminaire pour les avocats-stagiaires relatif au droit administratif. Le 26 septembre 2014, il a donné à l'Université de Fribourg une conférence sur le droit des étrangers.

II. Die Gerichtsbehörden

Der Rat erachtet den Jahresbericht über die Tätigkeit der Gerichtsbehörden als Archivadokument, das den Betrieb des kantonalen Gerichtswesens widerspiegelt. Er wird daher in diesem Bericht künftig die Jahresberichte der verschiedenen Behörden in extenso wiedergeben.

1. Das Kantonsgericht

—

1.1. Allgemeiner Teil

1.1.1. Allgemeine Bemerkungen

Im Jahre 2014 hat das Kantonsgericht 2960 Urteile gefällt. Gegen 284 dieser Urteile wurde eine Beschwerde beim Bundesgericht eingereicht; in 31 Fällen, also in ungefähr einem Prozent der Entscheide des Kantonsgerichts, wurden sie gutgeheissen. Auf administrativer Ebene war das Jahr geprägt durch eine umfangreiche Reorganisationsarbeit im Anschluss an die Zusammenführung der drei Abteilungen im Augustinergebäude. Es wurden verschiedene Massnahmen für die Optimierung des Geschäftsganges des Kantonsgerichts getroffen. Dieses musste sich an den Personalbestand anpassen, die Aufhebung des Systems der Beisitzer und die neuen Entscheidbefugnisse, die ihm übertragen wurden, bewältigen. Damit die Zunahme der Angelegenheiten nicht überbordert, hat das Kantonsgericht intern nach Mitteln und zusätzlichen Ressourcen gesucht. Namentlich wurden regelmässig Ersatzrichter beigezogen. Auf organisatorischer Ebene wurden die am 13. Juni 2013 angenommenen Richtlinien über die Stellung und die Laufbahn der Gerichtsschreiber weiter umgesetzt sowie die Arbeitsprozesse des Sekretariats grösstenteils vereinigt. Generell fällt die Bilanz der Vereinigung des Kantonsgerichts positiv aus; das gesamte Personal wurde noch stärker gefordert, und es hat in grossem Masse zum genannten Ergebnis beigetragen.

1.1.1.1. Verwaltung der Justiz

Das Gesamtgericht ist zu sieben und die Verwaltungskommission zu fünfzehn Sitzungen zusammengetreten. Mehrere Entscheide konnten auf dem Zirkulationsweg gefällt werden. Das Gesamtgericht und die Verwaltungskommission haben sich um allgemeine Verwaltungsaufgaben namentlich in Bezug auf das Personal und das Budget gekümmert, sich mit Fragen betreffend die Reorganisation des Gerichts befasst und sich an achtzehn Vernehmlassungen im Gesetzgebungsbereich beteiligt. Ausserdem hat das Kantonsgericht anlässlich der Vorstellung seines Jahresberichts eine Pressekonferenz und des Weiteren in Zusammenarbeit mit dem Staatsarchiv des Kantons Freiburg und der Historischen Gesellschaft des Kantons Freiburg zwei Studientage zum Thema Gerichtsarchive organisiert. Es hat an der vierten vom Bundesgericht organisierten Justizkonferenz in Zürich, an der Schweizerischen Verwaltungsrichtertagung in Zug, an dem von der Schweizerischen Vereinigung der Richterinnen und Richter (SVR) organisierten Tag der Richterinnen und Richter in Luzern sowie an der Jahresversammlung der Schweizerischen Kriminalistischen Gesellschaft, deren Organisation dem Kanton Freiburg anvertraut wurde, teilgenommen. Schliesslich haben die Kantonsrichter auf Delegation des Justizrates die jährlichen Inspektionen durchgeführt.

Organisation und Arbeitsweise

Die Organisation und die Arbeitsweise des Kantonsgerichts sind im entsprechenden Reglement des Kantonsgerichts vom 22. November 2012 (RKG; SGF 131.11) geregelt. Gestützt darauf wird Folgendes festgestellt:

Auf gerichtlicher Ebene:

- > Die zwei **Sozialversicherungsgerichtshöfe** haben eine umfangreiche Arbeitslast zu bewältigen. Die Aufhebung des Systems der Beisitzer und das Ende der ausserordentlichen Massnahmen Ende 2012 hatten eine zusätzliche Arbeitslast für alle Richter der Verwaltungsrechtlichen Abteilung zur Folge. Hervorzuheben ist der enorme psychologische Druck, den die ständigen Rückstände in den Sozialversicherungsangelegenheiten auslöst. Nach einem Rückgang der Zahl der hängigen Angelegenheiten während mehrerer Jahre, haben diese erneut in bedenklichem Masse zugenommen. Es fehlen weiterhin Arbeitskräfte für die Urteilsredaktion. 2014 konnte, neben einer neuen Aufteilung der Arbeitskräfte, das Kantonsgericht dank eines Pauschalkredits im Rahmen seines Gerichtsschreiberstabes auf eine zusätzliche Jahres-Gerichtsschreiberstelle im Umfang von 0.35 % VZÄ zählen, die unbedingt dauerhaft eingeführt werden muss.
- > Das neue Erwachsenenschutzrecht ist 2013 in Kraft getreten. Die vorhersehbare Zunahme der Anzahl Dossiers des **Kindes- und Erwachsenenschutzhofs**, die letztes Jahr angekündigt wurde, ist tatsächlich und logischerweise eingetreten. Bei diesen Angelegenheiten müssen sich die Richter an Ort und Stelle, hauptsächlich ins Stationäre Behandlungszentrum des Freiburger Netzwerks für psychische Gesundheit in Marsens, begeben, was einen zusätzlichen Aufwand auslöst. Hinzu kommt die Notwendigkeit der Dringlichkeitsbehandlung der Angelegenheiten. Diese Belastungen und die Explosion der Anzahl Fälle haben eine kollaterale Auswirkung auf die übrigen vom Kantonsgericht behandelten Angelegenheiten. Dennoch betont dieses mit Genugtuung, dass die Zahl der hängigen Fälle dieses Hofes sehr niedrig ist.

Die Gerichtsschreiberei betreffend:

- > Die **Zentralen Dienste** des Kantonsgerichts arbeiten unter der Leitung des Generalsekretärs Frédéric Oberson. Er wird für die Erledigung der verschiedenen administrativen Aufgaben (Budget, Finanzplanung, Personal, Organisation der Prozessschritte und Entwicklung von Projekten) unterstützt durch die Bürochefin und Verwaltungsadjunktin, Françoise Rosales. Henri Angéloz – der auf Ende Jahr von seinem Posten zurückgetreten ist – sowie Muriel Zingg sind die Stellvertreter des Generalsekretärs. In Anbetracht der Reorganisationsmassnahmen – und des Aufwandes und der Konsequenzen, die sie für das Kantonsgericht haben – wurden Arbeitsgruppen gebildet, welche die einheitliche Verwaltung der drei Abteilungen des Kantonsgerichts verstärken sollen.
- > Die Umsetzung der **Richtlinie über die Stellung und die Laufbahn der Gerichtsschreiber** wurde namentlich in Bezug auf die Anstellung von neuen Gerichtsschreibern und die ersten Beförderungen in den Funktionen eines Gerichtsschreibers (Lohnklasse 23-24) bis zu einem Gerichtsschreiber-Berichterstatter I (Lohnklasse 26-27) nach Massgabe der beim Kantonsgericht oder in einer gleichwertigen Funktion erworbenen Berufserfahrung fortgeführt.
- > Die **Arbeitsprozesse des Sekretariats** sind innerhalb einer Arbeitsgruppe mehrfachen Abklärungen unterzogen worden. Parallel dazu hat eine andere Arbeitsgruppe die Fragen in Zusammenhang mit dem Versand der Entscheide und anderen Prozesshandlungen (Zustellungen) analysiert. Ihre Vorschläge sind der Verwaltungskommission unterbreitet worden, die sie in Form von Richtlinien angenommen hat.
- > Die **Informatikwerkzeuge** sind in allen drei Abteilungen vereinheitlicht worden. Die gemeinsame Struktur betreffend die gerichtlichen und die nichtgerichtlichen Tätigkeiten wurde ab Januar 2014 umgesetzt. **Was die Veröffentlichung aller materiellen Entscheide des Kantonsgerichts**

anbelangt, musste der vom Amt für Informatik und Telekommunikation (ITA) beauftragte Lieferant der Gerichtssoftware Delta Logic feststellen, dass das ursprünglich angebotene System nicht funktioniert. Es wurde somit intern beschlossen, die systematische Veröffentlichung der Entscheide zu verschieben (Verordnung vom 26. Mai 2014 zur Änderung des Reglements über die Information der Öffentlichkeit in Gerichtssachen, ASF 2014_055). Um die Zielsetzung der Veröffentlichung weiterzuverfolgen, hat die mit dieser Problematik befasste Arbeitsgruppe Regeln für die Anonymisierung und Redaktion erlassen, die seit Juli 2014 in Form von Richtlinien anwendbar sind. Auf dieser Grundlage wurden die Entscheide unter Benützung des einschlägigen aktuellen Informationswerkzeugs namens «Contens» veröffentlicht. Die Entscheide des Kantonsgerichts werden somit zumindest in der ersten Hälfte von 2015 weiterhin mit Hilfe dieses Systems veröffentlicht werden. Parallel dazu versuchen Delta Logic und das ITA, neue Hilfswerkzeuge für die Anonymisierung und die Veröffentlichung zur Verfügung zu stellen.

Die Infrastruktur betreffend:

- > Im Anschluss an den Bericht der Verwaltungskommission des Kantonsgerichts von November 2013 wurden im **Augustinergebäude** zahlreiche Arbeiten und Sanierungsmassnahmen vorgenommen, von denen einige noch im Gange sind. Die – mit der Thermik zusammenhängenden – Hauptprobleme sind noch nicht geregelt. Sie betreffen einerseits den alten, nicht renovierten Teil des Gebäudes, in dem ab Herbst eine Kälte herrscht. Dadurch sind einige Büroräumlichkeiten im Erdgeschoss im Winter nicht benützbar. Andererseits sind im Sommer die Temperaturen in den Büros im 3. Stock zu hoch. Diese ungelösten Probleme beeinträchtigen den ordentlichen Geschäftsgang des Kantonsgerichts. Zudem wurde festgestellt, dass einige Personen verschiedenen Immissionen im Gebäude ausgesetzt sind. Das vom Amt für Personal und Organisation beauftragte «Institut universitaire romand de la santé au travail (IST)» hat Massnahmen getroffen und Proben entnommen und einen ersten Bericht verfasst. Seine Empfehlungen wurden befolgt, und es werden 2015 weitere Vorkehrungen getroffen.
- > Nach der Zusammenführung des Kantonsgerichts im Augustinergebäude wurden die – im Westschweizer Bibliotheksverband (RERO) kotierten – **Bibliotheken** zusammengeschlossen, und im Katalog wurde eine neue Rubrik eröffnet, damit ersichtlich ist, welche neuen Werke das Kantonsgericht angeschafft hat. Was das **Archiv** anbelangt, konnte das Kantonsgericht auf die punktuelle Unterstützung eines Gerichtsarchivars, Charles-Edouard Thiébaud, zählen, um die Archivierung der vorarchivierten Dossiers im Freiburger Staatsarchiv zu erleichtern.

1.1.1.2. *Arbeitsvolumen*

Die Arbeitslast des Kantonsgerichts ist 2014 sehr hoch geblieben. Die Zivilrechtliche Abteilung hatte gegenüber 2013 eine Erhöhung der Zahl der eingetragenen Angelegenheiten (+ 75 Dossiers [+6.5 %]), die Strafrechtliche Abteilung (mit - 9 Dossiers [- 2 %]) und die Verwaltungsrechtliche Abteilung (mit - 28 Dossiers [- 6 %]) hingegen einen leichten Rückgang zu verzeichnen.

Ganz allgemein lässt sich sagen, dass die Zahl der neuen Angelegenheiten in den letzten Jahren konstant gestiegen ist (2014: 2'957; 2013: 2'933; 2012: 2'812; 2011: 2'650).

Für weitere Einzelheiten und Erklärungen wird auf die Ziffern 1.2.1.1, 1.2.1.2 und 1.2.2 - 1.2.13 weiter unten verwiesen.

1.1.2. Gerichtstätigkeit

1.1.2.1. Allgemeines

1.1.2.1.1. Allgemeine Statistik für das ganze Kantonsgericht und die drei Abteilungen

Kantonsgericht

Allgemeine Statistik	2014	2013	2012
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	1323	1207*	1343
b) eingetragene Angelegenheiten	2957	2933	2812
c) erledigte Angelegenheiten	2978	2817	2968
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	1302	1323	1209*

*Die Differenz der Anzahl hängiger Fälle zwischen dem 31.12.12 und dem 01.01.13 erklärt sich dadurch, dass Dossiers nach dem Ausdruck der Statistik als erledigt abgeschlossen wurden.

Die Zunahme der eingetragenen Angelegenheiten beträgt gegenüber 2013 0.8 % (+ 24 Dossiers) und gegenüber 2012 5.2 % (+ 145 Dossiers). Was die erledigten Angelegenheiten anbelangt, ist deren Zahl nach dem vom Umzug und von der Vereinigung der drei Abteilungen im Augustinergebäude geprägten Jahr 2013 stark angestiegen (+ 161 Dossiers [+ 5.7 %]).

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Das Kantonsgericht hat 2447 Urteile in französischer und 513 in deutscher Sprache gefällt, die achtzehn Vernehmlassungen im Gesetzgebungsbereich nicht mitgezählt, bei denen das Gesamtgericht eine Stellungnahme abgegeben hat.

Zivilrechtliche Abteilung

Allgemeine Statistik	2014	2013	2012
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	216	200*	229
b) eingetragene Angelegenheiten	1218	1143	1186
c) erledigte Angelegenheiten	1242	1127	1214
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	192	216	201*

*Die Differenz der Anzahl hängiger Fälle zwischen dem 31.12.12 und dem 01.01.13 erklärt sich dadurch, dass ein Dossier nach dem Ausdruck der Statistik als erledigt abgeschlossen wurde.

Wenn auch die Zahl der eingetragenen Angelegenheiten des I. und des II. Zivilappellationshofs leicht rückgängig war (um 19 Dossiers [-6.5 %] bzw. 10 Dossiers [-3.4 %]), ist jene der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer (mit + 18 Dossiers [+ 12.4 %]), des Moderationshofs (mit + 9 Dossiers [+ 25 %]) und des Kindes- und Erwachsenenschutzhofs (mit + 31 Dossiers [+ 21.1 %]) angestiegen, was eine Gesamtzunahme der Angelegenheiten der Zivilrechtlichen Abteilung gegenüber 2013 um 6.5 % ergibt.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die Zivilrechtliche Abteilung hat 1098 Urteile in französischer und 144 in deutscher Sprache gefällt.

Strafrechtliche Abteilung

Allgemeine Statistik	2014	2013	2012
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	155	145	129
b) eingetragene Angelegenheiten	450	459	400
c) erledigte Angelegenheiten	471	449	384
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	134	155	145

Nach der Zunahme von 23 % der bei der Strafkammer eingetragenen Angelegenheiten im Jahr 2013, hat sich die Situation 2014 stabilisiert (- 14 Dossiers, [- 5.1 %]). Die neu eingetragenen Angelegenheiten des Strafappellationshofs haben ihrerseits um 5.3 % (+ 9 Dossiers) zugenommen.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die Strafrechtliche Abteilung hat 402 Urteile in französischer und 69 in deutscher Sprache gefällt.

Verwaltungsrechtliche Abteilung

Allgemeine Statistik	2014	2013	2012
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	949	862	984
b) eingetragene Angelegenheiten	1272	1300	1226
c) erledigte Angelegenheiten	1247	1213	1348
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	974	949	862

Die Zahl der 2014 bei der Verwaltungsrechtlichen Abteilung eingetragenen Angelegenheiten ist im Verhältnis zu 2013 stabil geblieben (- 28 Dossiers [- 2 %]). Es ist jedoch daran zu erinnern, dass 2013 an die hundert Beschwerden gegen einen Entscheid des Tiefbauamts beim III. Hof eingereicht worden waren, was eine offensichtliche Auswirkung auf die allgemeine Statistik der Abteilung hatte. Der I. Hof verzeichnet dennoch eine Zunahme der Angelegenheiten (+ 44 Dossiers [+ 31.4 %]). Beim II. Hof hat die Zahl der Dossiers abgenommen (- 28 Dossiers [- 12.9 %]), ebenso wie beim III. Hof (- 131 Dossiers [- 35.2 %]; siehe Bemerkung weiter oben). Die Zahl der beim Steuergerichtshof (mit + 16 Dossiers [+ 9.9 %]) und beim I. und II. Sozialversicherungsgerichtshof (mit + 17 Dossiers [+ 6.3 %] bzw. + 48 Dossiers [+ 25 %]) eingetragenen Angelegenheiten hat zugenommen.

Hinsichtlich der Verteilung der Fälle verzeichnen die beiden Sozialversicherungsgerichtshöfe 1022 Dossiers, (I. Hof: hängige Dossiers per 1. Januar 2014 [278] und neu eingetragene Angelegenheiten [285]; II. Hof: hängige Dossiers per 1. Januar 2014 [222] und neu eingetragene Angelegenheiten [237]). Dies macht 46 % der 2014 bei der Verwaltungsrechtlichen Abteilung hängigen Fälle aus. Der Steuergerichtshof zählt insgesamt 14,5 % der Eintragungen (144 hängige Dossiers + 177 neue Angelegenheiten = 321 Dossiers), der

I. Verwaltungsgerichtshof 12 % (84 hängige Dossiers + 184 neue Angelegenheiten = 268 Dossiers), der II. Verwaltungsgerichtshof 11.4 % (105 hängige Dossiers + 148 neue Angelegenheiten = 253 Dossiers) und der III. Verwaltungsgerichtshof 16.1 % (116 hängige Dossiers + 241 neue Angelegenheiten = 357 Dossiers).

Hervorzuheben ist, dass die Zahl der gesamten in dieser Abteilung erledigten Angelegenheiten gegenüber dem Vorjahr zugenommen hat (+ 34 Dossiers), jedoch unter jener von 2012 (- 101 Dossiers) liegt, dies namentlich aufgrund der Aufhebung der ausserordentlichen Hilfsmassnahmen für den Sozialversicherungsgerichtshof. Die Zahl der erledigten Angelegenheiten war niedriger als die der neu eingetragenen Fälle, was zu einer Zunahme um 25 Dossiers für die hängigen Angelegenheiten per 31. Dezember 2014 gegenüber jenen per 31. Dezember 2013 geführt hat.

Weitere Einzelheiten über die Tätigkeit der verschiedenen Höfe der Abteilung ergeben sich aus dem statistischen Teil dieses Berichts.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die Verwaltungsrechtliche Abteilung hat 947 Urteile in französischer und 300 in deutscher Sprache gefällt.

1.1.2.1.2. Dauer des Verfahren

Die nachfolgende Tabelle gibt Auskunft über die Dauer der Verfahren in den wichtigsten Höfen bzw. Kammern.

	1 bis 30 Tage	1 bis 3 Monate	3 bis 6 Monate	6 bis 12 Monate	1 bis 2 Jahre	Mehr als 2 Jahre
I. Zivilappellationshof	98	79	66	61	3	1
II. Zivilappellationshof	73	141	40	39	7	1
Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	125	27	8	0	0	0
Kindes- und Erwachsenenschutzhof	91	62	13	31	0	0
Strafappellationshof	57	28	18	52	34	6
Strafkammer	110	97	42	15	2	0
I. Verwaltungsgerichtshof	42	34	36	29	14	12
II. Verwaltungsgerichtshof	30	30	35	45	20	3
III. Verwaltungsgerichtshof	52	134	34	24	25	4
Steuergerichtshof	10	41	19	11	95	2
I. Sozialversicherungsgerichtshof	33	46	33	26	124	44
II. Sozialversicherungsgerichtshof	18	43	20	20	20	39

In den Zivilsachen hängt die Verfahrensdauer einer Angelegenheit davon ab, ob diese dem ordentlichen, oder dem summarischen Verfahren unterliegt. Was den I. Zivilappellationshof betrifft ist anzumerken, dass die Akten erst an den Bericht erstattenden Richter weitergeleitet werden, wenn die Beschwerde führende Partei den geforderten Kostenvorschuss geleistet hat (Frist von 30 Tagen, die jeweils um die gleiche Dauer verlängert werden kann). Angelegenheiten, in denen die Parteien aufgrund ihrer Mittellosigkeit im Genuss der unentgeltlichen Rechtspflege stehen, können rascher behandelt werden, weil in diesen Fällen keine Kostenvorschüsse einzufordern sind. Nicht berücksichtigt werden konnte in der vorliegenden Berechnung

der durchschnittlichen Verfahrensdauer die Tatsache, dass verschiedene Angelegenheiten nicht rascher erledigt werden konnten, weil ein Sistierungsgrund vorlag (z. B. als Folge des Konkurses einer Partei in Anwendung von Art. 207 SchKG oder weil eine Verfügung über ein IV-Gesuch abzuwarten war). Die Zahl von 83 Angelegenheiten mit einer Verfahrensdauer von mehr als zwei Jahren bei den Sozialversicherungsgerichtshöfen erklärt sich mit der Arbeitsüberlastung dieser Höfe. Nach einem starken Rückgang in den Jahren 2013 (45) und 2012 (157) gegenüber 2011 (257), hat diese Zahl wieder zugenommen. Eine so lange Dauer der Verfahren verstösst ganz offensichtlich gegen das Beschleunigungsgebot, das in diesen Bereichen Vorrang hat und wird für die Betroffenen unzumutbar.

Angesichts seiner immer weiter steigenden Arbeitsbelastung, wird das Kantonsgericht seine Budgetbegehren wiederholen.

1.1.2.1.3. Delegierte Aufsicht

Im Auftrag des Justizrats (Art. 127 Abs. 2 KV) hat das Kantonsgericht einen Teil der Staatsanwaltschaft (acht Staatsanwälte) und des Bezirksgerichts der Saane (sechs Präsidenten und einen Chef-Gerichtsschreiber), die Bezirksgerichte des Greyerz und der Sense, die Friedensgerichte der Saane, der Sense und des Greyerz, die Oberämter, die Enteignungskommissionen, die Rekurskommission der Universität sowie die Schlichtungs-kommissionen für Missbräuche im Mietwesen des Greyerz-, des Glane-, des Broye- und des Vivisbachbezirks inspiziert. Es hat ebenfalls das Konkursamt und die sieben Betreibungsämter inspiziert. Mangels laufender Angelegenheiten wurden die Schlichtungskommission für Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben, die Rekurskommission für neue Parzellarvermessung sowie die Aufsichtsbehörde über das Grundbuch keiner Inspektion unterzogen.

1.1.2.2. I. Zivilappellationshof

Der nachfolgende statistische Teil gibt über die Tätigkeit des Hofes Auskunft. Nach den bislang nie in diesem Ausmass gekannten Zunahmen in den Jahren 2010 und 2011, wo die jährliche Zahl der neuen Angelegenheiten von 100 auf 353 gestiegen war, blieb diese Zahl weiterhin auf hohem Niveau, wenn auch mit einem leichten Rückgang (von 343 im Jahr 2013 auf 324 oder - 5.5%). Die Zahl der per Ende Jahr hängigen Dossiers war wiederum grösser als 100, während der Prozentsatz für die Erledigung der Fälle innert weniger als 6 Monaten stabil und zufriedenstellend geblieben ist (78.9 %), gleichwie die Zahl der älteren (vor 2014 eingetragenen) hängigen Angelegenheiten, die per 31. Dezember 2014 bei 5 stand.

Priorität haben weiterhin die familienrechtlichen Angelegenheiten, vor allem wenn Kinder betroffen sind, dies leider immer noch auf Kosten der umfangreichen und komplexen Angelegenheiten.

1.1.2.3. II. Zivilappellationshof

Der II. Zivilappellationshof behandelt die Berufungen und Beschwerden im Bereich des Miet-, Pacht- und Arbeitsrechts (~ 15%), des Schuldbetreibungs- und Konkursrechts (~ 60%) und der unentgeltlichen Rechtspflege (~ 20%) sowie komplexe Verfahren als einzige kantonale Instanz.

Da die Parteien in diesen Rechtsgebieten auf einen raschen Entscheid angewiesen sind, sorgt der Hof für eine rasche Erledigung der Angelegenheiten. So wurden 2014 71 % der Fälle binnen drei Monaten entschieden, 84 % innerhalb von sechs Monaten.

1.1.2.4. Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Über die Tätigkeit der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer in ihrer Eigenschaft als Aufsichtsbehörde über die Betreibungsämter und das Kantonale Konkursamt ergeht ein separater Bericht an das Bundesamt für Justiz und an den Staatsrat.

Die Geschäftsführung der Kammer gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.2.5. Moderationshof

Die Geschäftsführung des Hofes gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.2.6. Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Die Zunahme der Arbeitslast des Kindes- und Erwachsenenschutzhofes, die bereits 2013 explodiert war (Zunahme um 570 %), geht weiter. Die Zahl der 2014 neu eingegangenen Beschwerden liegt 21 % über jener des Vorjahres. Der aus drei Richtern und einem Gerichtsschreiber zusammengesetzte Hof hat sich zwölfmal hauptsächlich ins Stationäre Behandlungszentrum des Freiburger Netzwerks für psychische Gesundheit in Marsens begeben, um die dort zu fürsorgerischen Zwecken untergebrachten, Beschwerde führenden Personen anzuhören. Der Beizug eines vierten ordentlichen Richters im Jahr 2013, die häufige Inanspruchnahme von Ersatzrichtern und die Unterstützung durch kompetente Gerichtsschreiber haben es erlaubt, diese Arbeitslast zu bewältigen, waren doch per 31. Dezember 2014 nur noch 7 Beschwerden hängig. Leider erfolgte die Behandlung dieser dringlichen Dossiers zum Nachteil der anderen Höfe, in denen die Mitglieder des Kindes- und Erwachsenenschutzhofes ebenfalls tagen.

1.1.2.7. Strafappellationshof

2014 wurden 180 Angelegenheiten eingetragen (2013: 171; 2012: 164). Trotz dieser Zunahme konnte die Zahl der hängigen Angelegenheiten von 101 auf 86 vermindert werden.

Zum Zwecke des Erfahrungsaustauschs und der Verbesserung der Arbeitsprozesse hat der Hof ein Arbeitstreffen zwischen den waadtländischen, neuenburgischen und freiburgischen Strafappellationshöfen in Freiburg organisiert, das sehr ergebnisreich war.

Im Übrigen gibt die Geschäftsführung des Hofes im Jahr 2014 zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.2.8. Strafkammer

Die Strafkammer behandelt hauptsächlich die Beschwerden gegen Entscheide und Prozesshandlungen der Staatsanwaltschaft. Sie gelangt daher vor allem in der Phase der Vorverfahren zum Einsatz, wo der Beschleunigungsgrundsatz von grosser Bedeutung ist. Diesem Prinzip folgend erledigt sie 78% der Angelegenheiten innert 3 und 93% der Angelegenheiten innert 6 Monaten. Die Entscheide über Beschwerden in Haftangelegenheiten ihrerseits erledigt sie im Durchschnitt innert rund 8 Tagen.

1.1.2.9. I. Verwaltungsgerichtshof

Die Tätigkeit des I. Verwaltungsgerichtshofes im Jahr 2014 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.2.10. II. Verwaltungsgerichtshof

Der aktuelle Geschäftsgang des II. Verwaltungsgerichtshofes im Jahr 2014 war geprägt vom Eingang der ersten Beschwerden gegen Entscheide im Bereich der Raumplanung nach dem Inkrafttreten der letzten Version des Bundesgesetzes über die Raumplanung (SR 700) am 1. Mai 2014. Die neuen, deutlich strengeren Vorschriften im Planungsbereich als in der Vergangenheit sind geeignet, eine grosse Anzahl Beschwerden hervorzurufen, dies nicht nur von Seiten der Grundbesitzer, sondern auch von den Gemeinden, die sich in ihrer Autonomie verletzt fühlen. Die 2014 gefällten Entscheide zeigen, dass die Behandlung dieser Angelegenheiten sich komplizierter als zuvor erweist und folglich dem Hof einen grösseren Arbeitsaufwand abverlangt, zumindest so lang, bis eine gefestigte Rechtsprechung des Bundesgerichts vorliegt.

1.1.2.11. III. Verwaltungsgerichtshof

Die Tätigkeit des III. Verwaltungsgerichtshofes im Jahr 2014 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.2.12. *Steuergerichtshof*

Die Tätigkeit des Steuergerichtshofs im Jahr 2014 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.2.13. *I. und II. Sozialversicherungsgerichtshof*

Während des Jahres 2014 haben die beiden Sozialversicherungsgerichtshöfe ihren Auftrag weiterverfolgt, der darin besteht, die sich anhäufenden Stapel von Dossiers innert vernünftiger Fristen möglichst abzubauen. Trotz aller Bemühungen seiner Mitarbeitenden und der Zunahme der Dossierabschlüsse um nahezu 12 % gegenüber dem Vorjahr, ist der Bestand der hängigen Angelegenheiten erneut gestiegen und per 31. Dezember 2014 von 500 auf 556 übergegangen. Der Grund dafür war eine bedeutende Zunahme der Neueingänge von 14 %, was, mit 522 neuen Beschwerden und Klagen, der im Jahr 2008 vorgeherrschten Situation entspricht. Seit der Aufhebung der ausserordentlichen Massnahmen und der Abschaffung der Beisitzer verschlechtert sich die Lage zusehends, trotz einer neuen Aufteilung der vorhandenen Arbeitskräfte und der Zuteilung einer Gerichtsschreiber-Berichterstatter-Stelle von 0.35 VZÄ im Jahr 2014, die trotz der Budgeteinschränkungen erlangt werden konnte. Die Schätzungen für die Berechnung der erforderlichen Gerichtsschreiber-Berichterstatter-Stellen, um die ordentliche Arbeitslast im Sozialversicherungsbereich bewältigen zu können, basierte auf einer Anzahl Neueingänge von 420 – 450 Fällen pro Jahr. Es ist offensichtlich, dass mit der Zahl von 522 Neueingängen die gemachten Berechnungen überholt sind. Da somit immer noch zu wenig Gerichtsschreiber-Berichterstatter zur Verfügung stehen und trotz der Wahl von Ersatzrichtern, die sich im Bereich Sozialversicherungen auskennen – und die regelmässig für Urteilsredaktionen beigezogen werden – nimmt die Dauer der Verfahren nicht ab, was an Rechtsverweigerung grenzt.

1.1.3. *Personal*

1.1.3.1. *Richter*

Bei den fünfzehn Kantonsrichtern hat sich keine Änderung ergeben.

Am 18. November 2014 wurden Caroline Gehring, Susanne Genner und Yann Hoffmann als Ersatzrichterinnen und Ersatzrichter gewählt.

Dina Beti ist seit dem 1. Juli 2014 Mitglied der Anwaltskommission. Hubert Bugnon präsidiert die Schulkommission des Kollegiums Heiligkreuz und ist Ersatzmitglied der Anwaltskommission. Hugo Casanova ist Ersatzmitglied der Anwaltskommission und ordentliches Mitglied der Rekurskommission Interkantonale Vereinbarung Lotterien und Wetten (welche sich im Allgemeinen mit ein bis zwei Fällen pro Jahr zu befassen hat). Er ist weiterhin Lehrbeauftragter beim Schweizerischen Institut für Steuerlehre im Rahmen der Ausbildung "Master of Advanced Studies Taxation FH" (drei Lektionen jährlich). Johannes Frölicher amtet weiterhin als Richter der Rekurskommission der Fachhochschule Westschweiz und ist weiterhin Mitglied des Direktionskomitees des Früherziehungsdienstes (FED) und des Zentrums für physiotherapeutische und ergotherapeutische Behandlung (CTTS) der Stiftung «les Buissonnets». Josef Hayoz hat seine Ämter als Präsident des Justizrats und als stellvertretender Präsident der Eidgenössischen Schätzungskommission, Kreis 6, auf den 30. Juni 2014 gekündigt. Er ist Mitglied der kantonalen Nomenklaturkommission und des Wissenschaftsrates für das Forschungsprojekt «Grundlagen guten Justizmanagements in der Schweiz». Jérôme Delabays ist Mitglied des Justizrats seit dem 1. Juli 2014. Er ist gleichzeitig dessen Präsident. Er ist des Weiteren immer noch Ersatzmitglied der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch. Hingegen hat er seine Mitgliedschaft in der Anwaltskommission und in der beratenden Kommission für die bedingte Straffentlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit aufgegeben. Roland Henninger ist Mitglied der Anwaltsprüfungskommission. Marianne Jungo und Gabrielle Multone sind Mitglieder der Rekurskommission des interkantonalen Gymnasiums der Broye (GYB). Gabrielle Multone ist ebenfalls Mitglied der Anwaltskommission. Catherine Overney ist Mitglied der

Aufsichtsbehörde über das Grundbuch und der Kommission für Rechtsstreitigkeiten der Gemeinde Ependes. Christian Pfammatter ist Präsident der beratenden Kommission für die bedingte Straffentlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit und Ersatzmitglied der Anwaltsprüfungskommission. Marc Sugnaux ist Ersatzmitglied der Anwaltsprüfungskommission und der Kommission für Mediation in Zivil-, Straf- und Jugendstrafsachen; er ist Präsident der in den Gesamtarbeitsverträgen INFRI-VOPSI und HorizonSud-VOPSI (spezialisierte Institutionen) vorgesehenen Schiedsräte und ist Ausbilder in Arbeits- und Handelsrecht im Rahmen der eidgenössischen Fachausweise und Diplome. Adrian Urwyler ist Präsident der Direktion der Schweizerischen Richterakademie. Anne-Sophie Peyraud schliesslich ist Präsidentin des Schiedsgerichts in Sachen Kranken- und Unfallversicherung und Vizepräsidentin der Eidgenössischen Schätzungskommission, Kreis 2.

1.1.3.2. *Gerichtsschreiberei*

Der Personalbestand der Gerichtsschreiberei für das Jahr 2014 – ohne befristete Anstellungen – setzt sich wie folgt zusammen (Budgetpositionen):

Vollzeitäquivalente Stellen (VZÄ)

Generalsekretär	1.00
Gerichtsschreiber	7.50
Gerichtsschreiber-Berichterstatter	9.35
Bürochefin	1.00
Sekretärinnen	7.00
Bibliothekarin	0.10
Total	25.95

Diese 25.95 VZÄ sind für die Gerichtsschreiberstellen (Gerichtsschreiber und Gerichtsschreiber-Berichterstatter) auf 20 Personen und für das Sekretariat (Bürochefin und Sekretärinnen) auf 13 Personen verteilt. Hinzu kommt die Stelle einer Gerichtsschreiberin, die zur Unterstützung von Richter Johannes Frölicher angestellt wurde. Verglichen mit 2013 wurden die Budgetpositionen berichtigt mit der Integrierung des Generalsekretärs, der Aufhebung der beiden Chef-Gerichtsschreiber-Stellen (eine Stelle als Generalsekretär und eine Stelle als Gerichtsschreiber-Berichterstatter), der Reduzierung der Anzahl Bürochefinnen und die Integration von einem 0.35 VZÄ Gerichtsschreiber-Berichterstatter in eine feste Anstellung.

Das Kantonsgericht bekam auch einen Pauschalkredit für eine zusätzliche Gerichtsschreiber-Stelle im Umfang von 0.35 VZÄ für das ganze Jahr zugesprochen. Das Sekretariat zählt weiterhin insgesamt 8 VZÄ (7 VZÄ + 1 VZÄ für die Bürochefin); diese Zahl wurde ergänzt mit Anstellungen mittels Pauschalkrediten. So sind Mitarbeiterinnen des Sekretariats und der Weibel – vollständig oder zum Teil – auf der Grundlage von befristeten, für ein Jahr geltenden Verträgen angestellt, deren Verträge, wenn die Annahme des Voranschlages durch den Grossen Rat es erlaubt, eventuell erneuert werden könnten.

Wie in seinen letzten Budgetanträgen und begründeten Berichten bereits dargelegt, erinnert das Kantonsgericht daran, dass es notwendig ist, sein Personal zu verstärken, dies zumindest mit der dauerhaften Weiterführung der Anstellungen (diese Situation betrifft an die zehn Mitarbeitende).

Die grosse Arbeitslast hat das Kantonsgericht nicht daran gehindert, seine Ausbildungstätigkeit fortzuführen. Im Rahmen ihrer Ausbildung zur Anwältin bzw. zum Anwalt haben zwölf Personen ein Gerichtsschreiber-Praktikum absolviert. Ausserdem bildet das Kantonsgericht drei Lernende zu kaufmännisch Angestellten aus, und es hat eine junge Stellensuchende angestellt.

Im Anschluss an Weggänge und Ausschreibungen haben folgende Wechsel stattgefunden:

Weggänge/Änderung des Beschäftigungsgrades

Laetitia Crétin (Gerichtsschreiberin)	31.05.2014
Elsbeth Fiedler (Sekretärin/Buchhalterin)	31.08.2014
Leonora Thaqi (Sekretärin)	31.08.2014
Benoît Ducry (Gerichtsschreiber-Berichterstatter)	30.09.2014
Cédric Steffen (Gerichtsschreiber-Berichterstatter, reduziert auf 80%)	01.10.2014
Catherine Faller (Gerichtsschreiberin, reduziert auf 80%)	01.11.2014
Henri Angéloz (Stellvertreter des Generalsekretärs)	31.12.2014

Neuzugänge:

Daniela Kiener (Gerichtsschreiberin-Berichterstatterin)	01.02.2014
Samuel Dougoud (Weibel)	01.03.2014
Sandra Mantelli (Gerichtsschreiberin)	01.03.2014
Philippe Tena (Gerichtsschreiberin)	01.04.2014
Vanessa Gomes (Sekretärin)	01.05.2014
Aleksandra Bjedov (Gerichtsschreiberin)	16.06.2014
Chantal Charrière (Sekretärin/Buchhalterin)	01.07.2014
Patricia Flynn (Sekretärin)	28.07.2014
Gina Gutzwiller (Gerichtsschreiberin)	01.11.2014

Fluktuationsquote des Kantonsgerichts im Jahr 2014

$$\frac{9 \text{ Mitarbeitende} \times 100}{53 \text{ Mitarbeitende (Total ohne Lernende, Praktikanten und junge Stellensuchende)}} = 17\%$$

53 Mitarbeitende (Total ohne Lernende, Praktikanten und junge Stellensuchende)

Die 9 Neuzugänge bilden ca. 17% des Bestandes der Mitarbeitenden des Kantonsgerichts, ohne mehrere Weggänge mitzuzählen. Die Fluktuationsrate ist niedriger als 2013 (20.75 %). Es ist jedoch nicht zu unterschätzen, welche Arbeitslast – immer wieder und regelmässig – die Anstellung und die Ausbildung von neuen Mitarbeitenden darstellt. Dies ist besonders belastend, wenn man schon nur die gewöhnlich anstehende Arbeit, die administrativen Schwierigkeiten, das fehlende Personal und die befristeten Anstellungen betrachtet.

Mehrere Mitarbeitende haben aufgrund von neuen beruflichen Perspektiven ihre Kündigung eingereicht. Nach dreiundzwanzig Jahren im Dienste des Kantonsgerichts hat Henri Angéloz entschieden, eine Stelle als juristischer Berater beim Sozialamt anzutreten. Benoît Ducry wurde zum Chef des Rechtsdienstes bei der Kantonspolizei ernannt, und zwei Mitarbeiterinnen sind in den Privatsektor umgesiedelt (Laetitia Crétin und Léonora Thaqi). Elsbeth Fiedler ist nach vierzehn Jahren Tätigkeit als Sekretärin/Buchhalterin des Kantonsgerichts in den Ruhestand getreten.

Das Kantonsgericht dankt diesen Personen und wünscht ihnen viel Erfolg auf privater wie auf beruflicher Ebene.

Nach dem Weggang von Henri Angéloz wurde die Stellvertretung des Generalsekretärs verteilt auf Cédric Steffen und Muriel Zingg, die gleichzeitig Abteilungsgerichtsschreiber bzw. -gerichtsschreiberin sind (Strafrechtliche und Verwaltungsrechtliche Abteilung). Ludovic Farine wurde zum Abteilungsgerichtsschreiber der Zivilrechtlichen Abteilung ernannt.

1.1.4. Weitere Tätigkeiten

Am 12. April 2014 haben Anne-Sophie Peyraud und Johannes Frölicher an der Jahreskonferenz der Kantonsgerichte im Sozialversicherungswesen, die auf Luzerner Boden stattfand, teilgenommen.

Am 15. und 16. Mai haben die Präsidentin des Kantonsgerichts und Michel Favre an der Jahrestagung der Schweizerischen Kriminalistischen Gesellschaft teilgenommen.

Am 18. Juni 2014 haben die Gerichtspräsidentin und der Generalsekretär den Kanton Freiburg anlässlich der Wahl von Jean-Luc Baechler zum Präsidenten des Bundesverwaltungsgerichtes vertreten.

Am 30. Juni 2014 hat das Kantonsgericht eine chinesische Richterdelegation aus der Provinz Nanjing empfangen.

Am 11. und 12. September 2014 haben Christian Pfammatter, Hugo Casanova, Josef Hayoz, Anne-Sophie Peyraud und Johannes Frölicher an der Schweizerischen Verwaltungsrichtertagung in Zug teilgenommen.

Am 3. und 4. Oktober 2014 hat das Kantonsgericht in Zusammenarbeit mit dem Staatsarchiv des Kantons Freiburg und der Historischen Gesellschaft des Kantons Freiburg zwei Studientage zum Thema Gerichtsarchive organisiert.

Am 7. November 2014 hat Adrian Urwyler an der vierten vom Bundesgericht organisierten Justizkonferenz in Zürich teilgenommen.

Am 28. November 2014 haben Dina Beti und Marc Sugnaux am Tag der Richterinnen und Richter der Schweizerischen Vereinigung der Richterinnen und Richter in Luzern teilgenommen.

Am 5. Dezember 2014 hat das Kantonsgericht alle Mitarbeitenden des Amtes für den Arbeitsmarkt empfangen und ihnen die Gerichtsbehörden und die Verfahren auf verwaltungsrechtlicher, zivilrechtlicher und strafrechtlicher Ebene vorgestellt.

Am 10. Dezember 2014 haben die Gerichtspräsidentin und der Generalsekretär den Kanton Freiburg anlässlich der Wiederwahl von Gilbert Kolly zum Präsidenten des Bundesgerichtes vertreten.

Die Präsidentin, andere Kantonsrichter und der Generalsekretär haben an diversen Anlässen teilgenommen, zu welchen das Kantonsgericht eingeladen worden war.

Von den Richtern besuchte Weiterbildungsveranstaltungen

Die von den Richtern im Jahr 2014 befolgten Weiterbildungsveranstaltungen sind in den Formularen aufgelistet, die dem Justizrat separat zugestellt wurden.

Wissenschaftliche Tätigkeiten der Richter/Gerichtsschreiber

Hugo Casanova hat weiterhin für die Zeitschrift "Archiv für Schweizerisches Abgaberecht" die bundesgerichtliche Rechtsprechung zu den kantonalen Abgaben und zum Steuerverfahren zusammengefasst und gewürdigt. Seine Analyse erschien in Band 81, S. 711 und in Band 82, S. 531. Zudem hat er eine Abhandlung "Zur Steuerbefreiung privater Kulturorganisationen" veröffentlicht (in: Marc Amstutz / Isabelle Chabloz / Michel Heinzmann / Inge Hochreutener [Hrsg.], Festschrift für Walter A. Stoffel, Bern 2014, S. 297).

Hugo Casanova, Hubert Bugnon und Frédéric Oberson sind Mitglieder des Redaktionskomitees der FZR.

Jérôme Delabays erteilt den Anwaltspraktikantinnen und –praktikanten Kurse über das Zivilverfahren.

Michel Favre ist Lehrbeauftragter an der Hochschule ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) im Rahmen des CAS (Certificate of Advanced Studies) im Strafrichterwesen.

Josef Hayoz und Bernhard Schaaf haben für die Sozialdienste des Sense- und des Saanebezirks eine Konferenz abgehalten.

Frédéric Oberson hat an der Schweizerischen Richterakademie einen Kurs über die Beziehungen zwischen Gerichten und Medien erteilt. Ausserdem hielt er im Rahmen der Studientage über die Gerichtsarchive eine Konferenz zum Thema Informatisierung der Justiz ab.

Marc Sugnaux hat im Rahmen des von der Schweizerischen Richterakademie geschaffenen CAS (Certificate of Advanced Studies) einen Kurs zum Thema Publizität des Justizwesens erteilt.

Adrian Urwyler hat am Basler Kommentar, Schweizerische Strafprozessordnung, mitgewirkt. Er hat einen Kommentar zum ersten Abschnitt des Kapitels über allgemeine Verfahrensregeln (Art. 66 – 68 StPO) verfasst. Er war ausserdem verantwortlich für das Lehrmodul "Gericht und Öffentlichkeit" im Rahmen eines Ausbildungszyklus bei der Schweizerischen Richterakademie und hat Kurse zum Thema "Die Sicht der Justiz" erteilt. Schliesslich hat er an der von der Rechtsfakultät der Universität Freiburg im Rahmen eines Intensivseminars organisierten Strafrechtstagung vom 17. Dezember 2014 teilgenommen.

Christian Pfammatter erteilte Anwaltspraktikantinnen und -praktikanten Kurse über Verwaltungsrechtspflege, Raumplanung und Baubewilligung. Ebenfalls wirkte er mit an der Leitung des Seminars über Verwaltungsrecht für die Anwaltspraktikantinnen und -praktikanten. Am 26. September 2014 hielt er an der Universität Freiburg eine Konferenz zum Thema Ausländerrecht ab.

Annexe / Beilage

—

Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour l'année 2014 / Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Höfe im Jahr 2014

—

Présidente/Präsidentin :	Marianne Jungo
Vice-président/Vizepräsident :	Hubert Bugnon
Membres/Mitglieder :	Hugo Casanova Josef Hayoz Christian Pfammatter Gabrielle Multone Roland Henninger Adrian Urwyler Anne-Sophie Peyraud Johannes Frölicher Jérôme Delabays Catherine Overney Michel Favre Dina Beti Marc Sugnaux

Juges suppléants/*Ersatzrichter/-innen* :

Daniel Schneuwly
André Riedo
Pascal Terrapon
Catherine Yesil-Huguenot
François-Xavier Audergon
Catherine Hayoz
Kurt Schwab
Francine Defferrard
Tarkan Göksu
Séverine Monferini Nuoffer
Jacques Bonfils
Hans-Jürg Schläppi
Ursula Schneider Schüttel
Laurent Schneuwly
Erika Schnyder
Armin Sahli
Christophe Maillard
Pierre Corboz
Jean-Luc Mooser
Felix Baumann
Georges Chanez
Olivier Bleicker
Yann Hofmann
Caroline Gehring
Susanne Genner

Section civile / *zivilrechtliche Abteilung*

Président/*Präsident* :
Membres/*Mitglieder* :

Jérôme Delabays
Roland Henninger
Adrian Urwyler
Hubert Bugnon
Catherine Overney
Michel Favre
Dina Beti

Ière Cour d'appel civil / *I. Zivilappellationshof*

Président/*Präsident* :
Membres/*Mitglieder* :

Hubert Bugnon
Roland Henninger
Jérôme Delabays
Dina Beti

IIème Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

Président/*Präsident* : Adrian Urwyler
Membres/*Mitglieder* : Jérôme Delabays
Catherine Overney
Michel Favre

Cour de modération / Moderationshof

Présidente/*Präsidentin* : Dina Beti
Membres/*Mitglieder* : Hubert Bugnon
Michel Favre

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Présidente/*Präsidentin* : Catherine Overney
Membres/*Mitglieder* : Adrian Urwyler
Dina Beti

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte / Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Président/*Präsident* : Jérôme Delabays
Membres/*Mitglieder* : Roland Henninger
Catherine Overney
Michel Favre

Section pénale / strafrechtliche Abteilung

Président/*Präsident* : Michel Favre
Membres/*Mitglieder* : Roland Henninger
Adrian Urwyler
Hubert Bugnon
Jérôme Delabays
Catherine Overney
Dina Beti

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof

Président/*Präsident* : Michel Favre
Membres/*Mitglieder* : Adrian Urwyler
Catherine Overney
Dina Beti

Chambre pénale / Strafkammer

Président/Präsident :

Roland Henninger

Membres/Mitglieder :

Hubert Bugnon

Jérôme Delabays

Section administrative / verwaltungsrechtliche Abteilung

Présidente/Präsidentin :

Gabrielle Multone

Membres/Mitglieder :

Hugo Casanova

Josef Hayoz

Christian Pfammatter

Marianne Jungo

Anne-Sophie Peyraud

Johannes Frölicher

Marc Sugnaux

Ière Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

Présidente/Präsidentin :

Marianne Jungo

Membres/Mitglieder :

Christian Pfammatter

Gabrielle Multone

Josef Hayoz (affaires en allemand/
deutschsprachige Angelegenheiten)

IIème Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof

Président/Präsident :

Christian Pfammatter

Membres/Mitglieder :

Johannes Frölicher

Josef Hayoz (affaires en allemand/
deutschsprachige Angelegenheiten)

IIIème Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

Présidente/Präsidentin :

Gabrielle Multone

Membres/Mitglieder :

Marianne Jungo

Johannes Frölicher

Josef Hayoz (affaires en allemand/
deutschsprachige Angelegenheiten)

Cour fiscale/Steuergerichtshof :

Président/Präsident :

Marc Sugnaux

Membres/Mitglieder :

Christiane Pfammatter

Anne-Sophie Peyraud

Hugo Casanova (affaires en

allemand/*deutschsprachige Angelegenheiten*)

Ière Cour des assurances sociales/ I. Sozialversicherungsgerichtshof :

Présidente/Präsidentin :

Anne-Sophie Peyraud

Membres/Mitglieder :

Josef Hayoz

Marianne Jungo

IIème Cour des assurances sociales/ II. Sozialversicherungsgerichtshof :

Président/Präsident :

Johannes Frölicher

Membres/Mitglieder :

Hugo Casanova

Gabrielle Multone

Marc Sugnaux

1.2. Partie statistique / Statistischer Teil

1.2.1. Section civile / zivilrechtliche Abteilung

Matières traitées / <i>Behandelte Rechtsgebiete</i>		
	2014	2013
Récusation / <i>Ausstand</i>	14	23
Entraide judiciaire / <i>Rechtshilfe</i>	209	154
Total	223	177

I° Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof

Statistique générale / <i>Allgemeine Statistik</i>	2014	2013
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	99	95
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	324	343
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	308	339
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	115	99

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2014	2013
Admis / <i>Gutheissung</i>	24	25
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	52	82
Admission avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	3	8
Rejetés / <i>Abweisung</i>	82	65
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	30	23
Retirés / <i>Rückzug</i>	8	7
Transaction / <i>Vergleich</i>	4	5
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	0	1
Fixation des dépens / <i>Festsetzung der Parteikosten</i>	0	2
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	9	17
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	77	77
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	10	17
AJ (avec avocat) retirée / <i>URP (mit Anwalt) zurückgezogen</i>	0	1
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	2	4
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	7	5
Total	308	339

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2014	2013
Droit des personnes / <i>Personenrecht</i>	5	3
Droit de la famille / <i>Familienrecht</i>	71	91
dont mesures protectrices de l'union conjugale/ <i>davon Eheschutzmassnahmen</i>	33	44
Droit de la tutelle / <i>Vormundschaftsrecht</i>	1	0
Droit des successions / <i>Erbrecht</i>	3	8
Droit réels / <i>Sachenrecht</i>	7	8
Droit des obligations / <i>Obligationenrecht</i>	32	29
Assurance / <i>Versicherung</i>	3	4
Suspension de la procédure / <i>Sistierung des Verfahrens</i>	3	1
Récusation / <i>Ausstand</i>	2	2
Conciliation / <i>Schlichtung</i>	0	3
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	0	1
Dépens / <i>Parteikosten</i>	5	4
Sûretés / <i>Sicherheiten</i>	2	0
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	1	1
Mesures provisionnelles et leur modification/ <i>Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung</i>	35	37
Appel/recours sur mesures provisionnelles/ <i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	36	39
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	99	105
Changement du défenseur d'office / <i>Wechsel des amtlichen Verteidigers</i>	0	0
Révision / <i>Revision</i>	2	1
Retard injustifié / <i>Rechtsverzögerung</i>	1	1
Restitution de délai / <i>Fristwiederherstellung</i>	0	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	1
Total	308	339

Provenance / Herkunft		
	2014	2013
Sarine / Saane	61	62
Singine / Sense	13	10
Gruyère / Greyerz	27	39
Lac / See	16	19
Glâne / Glane	12	12
Broye / Broye	18	30
Veveyse / Vivisbach	17	13
Autres / Andere	144	154
Total	308	339

II^{ème} Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2014	2013
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	74	81
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	285	295
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	301	302
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	58	74

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2014	2013
Admis / <i>Gutheissung</i>	55	67
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	5	9
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	4	6
Rejetés / <i>Abweisung</i>	82	81
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	93	73
Retirés / <i>Rückzug</i>	4	16
Transaction / <i>Vergleich</i>	2	1
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	16	8
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	11	13
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	0	0
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	6	6
Fixation des dépens / <i>Festsetzung der Parteikosten</i>	0	1
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	22	16
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	0	5
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	1	0
Total	301	302

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2014	2013
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	64	55
Travail / <i>Arbeit</i>	10	9
Bail / <i>Mietgerichtsbarkeit</i>	26	23
Droit de la poursuite pour dettes et la faillite / <i>Schuldbetreibungs- und Konkursrecht</i>	127	143
dont faillites / <i>davon Konkurse</i>	28	45
dont mainlevées / <i>davon Rechtsöffnungen</i>	99	98
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	39	43
Appel/recours sur mesures provisionnelles/ <i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	0	3
Instance unique / <i>Einzige Instanz</i>	1	0
Récusation / <i>Ausstand</i>	2	0
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	1	0
Compétence des tribunaux / <i>Zuständigkeit der Gerichte</i>	7	1
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	2	1
Attribution des dépens / <i>Auferlegung der Parteikosten</i>	17	4
Sûretés / <i>Sicherheiten</i>	0	1
Révision / <i>Revision</i>	1	0
Mémoire préventif / <i>Schutzschrift</i>	1	0
Arbitrage / <i>Schiedsverfahren</i>	0	1
Conciliation / <i>Schlichtung</i>	0	1
Assurance / <i>Versicherung</i>	2	12
Divers / <i>Verschiedenes</i>	1	5
Total	301	302

Provenance / Herkunft		
	2014	2013
Sarine / Saane	92	102
Singine / Sense	8	17
Gruyère / Greyerz	26	34
Lac / See	9	15
Glâne / Glane	11	7
Broye / Broye	48	17
Veveyse / Vivisbach	18	15
Autres / Andere	89	95
Total	301	302

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2014	2013
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	3	10
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	163	145
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	160	152
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	6	3

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2014	2013
Admis / <i>Gutheissung</i>	108	90
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	1	1
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	1
Rejet / <i>Abweisung</i>	32	34
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	9	17
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	8	8
Retrait / <i>Rückzug</i>	1	0
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	0	1
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	0	0
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	0	0
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	0	0
Total	160	152

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2014	2013
Plaintes / <i>Beschwerden</i>	44	53
Restitution de délai / <i>Wiederherstellung der Frist</i>	3	4
Réalisation de parts de communauté / <i>Verwertung von Anteilen an Gemeinschaftsvermögen</i>	0	3
Prolongation du délai de liquidation de la faillite / <i>Fristverlängerung zur Durchführung des Konkursverfahrens</i>	104	75
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	0	1
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	6	15
Rémunération de l'administration de la faillite / <i>Vergütung für die Konkursverwaltung</i>	3	0
Séquestre / <i>Arrest</i>	0	1
Total	160	152

Durée de la procédure / Dauer des Verfahrens		
	2014	2013
1 à 15 jours / 1 bis 15 Tage	113	97
15 jours à 1 mois / 15 Tage bis 1 Monat	12	16
1 à 2 mois / 1 bis 2 Monate	19	25
Plus de 2 mois / mehr als 2 Monate	16	14
Total	160	152

Provenance / Herkunft		
	2014	2013
Sarine / Saane	14	17
Singine / Sense	5	7
Gruyère / Greyerz	4	9
Lac / See	5	7
Glâne / Glane	0	0
Broye / Broye	5	8
Veveyse / Vivisbach	6	6
Office cantonal des faillites / Kantonales Konkursamt	110	80
Autres / Andere	11	18
Total	160	152

Cour de moderation / Moderationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2014	2013
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	14	14
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	45	36
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	53	36
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	6	14

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2014	2013
Admis / <i>Gutheissung</i>	9	6
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	13	9
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	1
Rejet / <i>Abweisung</i>	12	7
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	9	6
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	5	3
Retrait / <i>Rückzug</i>	0	3
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	2	0
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	0	1
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	1	0
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	1	0
Total	53	36

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2014	2013
Litige avocat/client / <i>Streitigkeit Anwalt/Klient</i>	0	0
Emolument et débours notaire / <i>Gebühr und Auslagen Notar</i>	0	1
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	23	10
Montant des dépens / <i>Höhe der Parteikosten</i>	12	13
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité en matière civile / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung in Zivilsachen</i>	4	5
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité en matière pénale / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung in Strafsachen</i>	0	0
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	9	4
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	5	3
Total	53	36

Provenance / Herkunft		
	2014	2013
Sarine / Saane	21	10
Singine / Sense	2	4
Gruyère / Greyerz	9	3
Lac / See	1	1
Glâne / Glane	0	2
Broye / Broye	1	4
Veveyse / Vivisbach	2	1
Autres / Andere	17	11
Total	53	36

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte / Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2014	2013
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	26	0
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	178	147
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	197	121
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	7	26

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2014	2013
Admis / <i>Gutheissung</i>	38	14
Admission partielle / <i>Teilweise Gutheissung</i>	28	6
Admission avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	14	4
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	25	17
Rejetés / <i>Abweisung</i>	47	41
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	7
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	18	12
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	5	4
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	1	1
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	3	1
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	16	13
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	1	0
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	1	1
Total	197	121

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2014	2013
Recours / <i>Beschwerde</i>	137	85
dont placements à des fins d'assistance / <i>davon Fürsorgerische Unterbringung</i>	20	
dont protection de l'adulte / <i>davon Erwachsenenschutz</i>	84	
dont effets de la filiation / <i>davon Wirkungen des Kindesverhältnisses</i>	33	
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	27	19
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	24	9
Appel/recours sur mesures provisionnelles/ <i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	3	0
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	2	0
Retard injustifié / <i>Rechtsverzögerung</i>	0	1
Déni de justice ou retard injustifié / <i>Rechtsverweigerung oder Rechtsverzögerung</i>	0	4
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	1	0
Récusation / <i>Ausstand</i>	2	3
Compétence des tribunaux / <i>Zuständigkeit der Gerichte</i>	1	0
Total	197	121

1.2.2. Section pénale / strafrechtliche Abteilung

Cour d'appel Penal / Strafappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2014	2013
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	101	96
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	180	171
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	195	166
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	86	101

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2014	2013
Admis / <i>Gutheissung</i>	22	8
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	35	34
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	51	52
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	11	4
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	30	20
Retirés / <i>Rückzug</i>	32	35
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	1	0
AJ (avec avocat) accordée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	1	7
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	5	1
Décharge du mandat d'office / <i>Entlastung der Amtsverteidigung</i>	3	0
Changement du défenseur d'office / <i>Wechsel des amtlichen Verteidigers</i>	1	2
Fixation des dépens / <i>Festsetzung der Parteikosten</i>	1	0
Rayé du rôle / <i>Abschreibung</i>	0	1
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	1	1
Total	195	166

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2014	2013
Appels / <i>Berufungen</i>	163	139
Récusation / <i>Ausstand</i>	0	1
Demandes de mise en liberté / <i>Gesuche um Freilassung</i>	0	4
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	11	10
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	1	0
Révision / <i>Revision</i>	14	6
Indemnités et réparation du tort moral / <i>Entschädigung und Genugtuung</i>	2	3
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité en matière pénale / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung in Strafsachen</i>	3	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	1	3
Total	195	166

Provenance / Herkunft		
Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht		
	2014	2013
Sarine / Saane	40	41
Singine / Sense	4	3
Gruyère / Greyerz	15	13
Lac / See	2	4
Glâne / Glane	3	6
Broye / Broye	10	8
Veveyse / Vivisbach	1	8
Total	75	83

Juge de police / Polizeirichter		
	2014	2013
Sarine / Saane	46	23
Singine / Sense	5	2
Gruyère / Greyerz	10	11
Lac / See	9	5
Glâne / Glane	6	7
Broye / Broye	2	4
Veveyse / Vivisbach	3	2
Total	81	54

Tribunal des mineurs / Jugendgericht		
	2014	2013
	3	3

Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht		
	2014	2013
	4	2

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof		
	2014	2013
	10	1

Autres / Andere		
	2014	2013
	22	23

Chambre pénale / Strafkammer

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2014	2013
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	54	49
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	260	274
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	266	269
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	48	54

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2014	2013
Admis / <i>Gutheissung</i>	15	32
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	13	11
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	18	20
Rejetés / <i>Abweisung</i>	129	99
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	56	59
Retirés / <i>Rückzug</i>	6	3
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	0	1
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	3	5
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	12	18
Désignation d'un juge remplaçant / <i>Bezeichnung eines Ersatzrichters</i>	9	8
AJ (avec avocat) accordée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	2	5
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	1	6
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	1	2
Changement du mandat d'office / <i>Wechsel der Amtsverteidigung</i>	1	0
Total	266	269

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2014	2013
Recours / <i>Beschwerden</i>	191	196
Indemnité et réparation du tort moral / <i>Entschädigung und Genugtuung</i>	5	9
Récusation / <i>Ausstand</i>	19	21
Assistance judiciaire (principe) et défense d'office / <i>unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz) und amtliche Verteidigung</i>	22	29
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / <i>unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung</i>	8	5
Effet suspensif / <i>aufschiebende Wirkung</i>	9	9
Consultation du dossier / <i>Akteneinsicht</i>	4	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	8	0
Total	266	269

President de la chambre pénale / Präsident der Strafkammer

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2014	2013
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	0	0
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	8	14
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	8	14
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	0	0

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2014	2013
Admis / <i>Gutheissung</i>	8	13
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	0	1
Total	8	14

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2014	2013
Mesures de surveillance (localisation d'une personne disparue; art. 31c LPol) / <i>Überwachungsmassnahmen (Ortung einer vermissten Person; Art. 31c PolG)</i>	8	14
Total	8	14

1.2.3. Section administrative / verwaltungsrechtliche Abteilung

I^e Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	84	91
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	184	140
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	166	147
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	101	84

Modes de liquidation / Erledigungsart	2014	2013
Admission <i>Gutheissung</i>	16	9
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	6	6
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	6	4
Rejet <i>Abweisung</i>	63	58
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	3	2
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	13	19
Retrait <i>Rückzug</i>	2	0
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	7	7
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	1	0
Sans objet autres motifs <i>Abschreibung aus anderen Gründen</i>	26	20
Classé sans suite <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	0
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	0	0
Transmission à l'autorité compétente <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	0	1
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	2	6
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	10	7
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	6	2
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	6	6
Total	167	147

Matières traitées <i>Behandelte Rechtsgebiete</i>	Pendant au 1.1. <i>Hängig per 1.1.</i>	Entrées <i>Neueingänge</i>	Total	Liquidé <i>Erledigt</i>	Pendant au 31.12. <i>Hängig per 31.12.</i>
Etablissement et séjour <i>Niederlassung und Aufenthalt</i>	26	72	98	56	42
Droits politiques <i>Politische Rechte</i>	1	1	2	1	1
Agents des collectivités publiques <i>Amtsträger der Gemeinwesen</i>	17	7	24	10	14
Affaires communales <i>Gemeindeangelegenheiten</i>	7	8	15	12	3
Responsabilité <i>Haftung</i>	10	2	12	3	9
Ecole et formation <i>Schule und Bildung</i>	5	17	22	18	4
Exécution des peines et mesures <i>Straf- und Massnahmenvollzug</i>	0	7	7	4	3
Avocats, notaires <i>Anwälte, Notare</i>	1	2	3	0	3
Droit des personnes et famille <i>Personen- und Familienrecht</i>	3	0	3	2	1
Réclamation (frais) <i>Einsprache (Kosten)</i>	0	1	1	1	0
Réclamation (dépens, art. 148 CPJA) <i>Einsprache (Entschädigung, Art. 148 VRG)</i>	0	1	1	1	0
Recours contre décision du Tribunal des mesures de contrainte <i>Rekurs gegen Entscheid des Zwangsmassnahmengerichts</i>	0	4	4	3	1
Preuve à futur <i>Vorsorgliche Beweisführung</i>	0	1	1	0	1
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	5	15	20	15	5
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	1	7	8	6	2
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	8	36	44	33	11
Assistance judiciaire (montant de l'indemnité) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Entschädigungsbetrag)</i>	0	1	1	0	1
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	1	1	1	0
Récusation <i>Ausstand</i>	0	1	1	1	0
Total	84	184	268	167	101

II^e Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	105	91
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	148	170
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	163	156
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	90	105

Mode de liquidation / Erledigungsart	2014	2013
Admission <i>Gutheissung</i>	25	29
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	5	0
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	5	9
Rejet <i>Abweisung</i>	68	52
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	3	1
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	15	12
Retrait <i>Rückzug</i>	13	18
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	1	4
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	1	0
Sans objet autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	25	28
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	1	0
Classé sans suite <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	3
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	1	0
Total	163	156

Matières traitées <i>Behandelte Rechtsgebiete</i>	Pendant au 1.1. <i>Hängig per 1.1.</i>	Entrées <i>Neueingänge</i>	Total	Liquidé <i>Erledigt</i>	Pendant au <i>31.12.</i> Hängig per <i>31.12.</i>
Aménagement du territoire et constructions <i>Raumplanung und Bauwesen</i>	75	88	163	100	63
Protection de l'environnement <i>Umweltschutz</i>	5	5	10	5	5
Expropriation <i>Enteignung</i>	0	3	3	2	1
Forêts <i>Forstwesen</i>	1	2	3	3	0
Energie <i>Energie</i>	1	0	1	1	0
Marchés publics <i>Beschaffungswesen</i>	0	4	4	4	0
Domaine public <i>Öffentliche Sachen</i>	6	1	7	1	6
Protection contre les incendies et les éléments naturels <i>Schutz gegen Feuer- und Elementarschäden</i>	1	0	1	1	0
Biens culturels immobiliers <i>Unbewegliche Kulturgüter</i>	0	2	2	2	0
Récusation <i>Ausstand</i>	0	1	1	1	0
Révision <i>Revision</i>	3	0	3	3	0
Réclamation (frais) <i>Einsprache (Kosten)</i>	0	1	1	0	1
Réclamation (dépens, art. 148 CPJA) <i>Einsprache (Entschädigung, Art. 148 VRG)</i>	1	0	1	1	0
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	7	32	39	26	13
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	4	6	10	10	0
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	1	3	4	3	1
Total	105	148	253	163	90

III^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	116	89
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	241	372
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	273	345
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	84	116

Mode de liquidation / Erledigungsart	2014	2013
Admission <i>Gutheissung</i>	6	10
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	7	1
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	6	4
Rejet <i>Abweisung</i>	83	79
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	0	2
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	70	168
Retrait <i>Rückzug</i>	25	30
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	15	12
Sans objet autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	49	28
Rayé du rôle (défaut) <i>Abschreibung (Abwesenheit)</i>	3	1
Classé sans suite <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	0
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	1	0
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	1	5
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	1	2
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	0	1
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	6	2
Total	273	345

Matières traitées <i>Behandelte Rechtsgebiete</i>	Pendant au 1.1. <i>Hängig per 1.1.</i>	Entrées <i>Neueingänge</i>	Total	Liquidé <i>Erledigt</i>	Pendant au 31.12. <i>Hängig per 31.12.</i>
Circulation routière et transports <i>Strassenverkehr und Transportwesen</i>	78	167	245	187	58
Droit social (à l'exception de l'aide sociale dès le 01.01.11) <i>Sozialrecht (mit Ausnahme der Sozialhilfe ab dem 01.01.11)</i>	3	6	9	4	5
Agriculture <i>Landwirtschaft</i>	4	9	13	7	6
Commerces et établissements publics <i>Handel und Gastgewerbe</i>	3	9	12	9	3
Animaux <i>Tiere</i>	0	4	4	1	3
Santé publique <i>Öffentliche Gesundheit</i>	2	3	5	3	2
Registre du commerc <i>Handelsregister</i>	1	1	2	2	0
Récusation <i>Ausstand</i>	0	2	2	2	0
Réclamation (frais) <i>Einsprache (Kosten)</i>	0	1	1	1	0
Procédure autres <i>Verfahren andere</i>	1	0	1	1	0
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	19	20	39	35	4
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	1	9	10	9	1
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	3	10	13	12	1
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	1	0	1	0	1
Total	116	241	357	273	84

Cour fiscale / Steuergerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	144	131
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	177	161
- compétence de la Cour / <i>Zuständigkeit des Hofes</i>	132	107
- compétence présidentielle en fonction de la valeur litigieuse / <i>Zuständigkeit des Präsidenten aufgrund des Streitwertes</i>	45	54
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	178	148
- compétence de la Cour / <i>Zuständigkeit des Hofes</i>	123	102
- compétence présidentielle en fonction de la valeur litigieuse / <i>Zuständigkeit des Präsidenten aufgrund des Streitwertes</i>	55	46
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	143	144

Mode de liquidation / Erledigungsart	2014	2013
Admission / <i>Gutheissung</i>	6	6
Admission partielle / <i>Teilweise Gutheissung</i>	14	16
Admission avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	11	4
Rejet / <i>Abweisung</i>	82	64
Irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	4	2
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	30	22
Retrait / <i>Rückzug</i>	11	11
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	5	12
Transaction/Ratification / <i>Vergleich/Genehmigung</i>	4	2
Sans objet autres motifs / <i>Abschreibung andere Gründe</i>	7	3
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	0	1
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	0	0
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	3	1
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	1	4
Total	178	148

Matières traitées <i>Behandelte Rechtsgebiete</i>	Pendant au 1.1. <i>Hängig per 1.1.</i>	Entrées <i>Neueingänge</i>	Total	Liquidé <i>Ertedigt</i>	Pendant au 31.12 <i>Hängig per 31.12</i>
Impôt sur revenu et fortune personnes physiques <i>Einkommens- und Vermögenssteuer der natürlichen Personen</i>	120	118	238	132	106
Impôt sur bénéfice et capital personnes morales <i>Gewinn- u. Kapitalsteuer der juristischen Pers.</i>	11	16	27	10	17
Impôt anticipé <i>Verrechnungssteuer</i>	0	4	4	1	3
Impôt sur les gains immobiliers <i>Grundstückgewinnsteuer</i>	0	2	2	0	2
Droits de mutation et gages immobiliers <i>Handänderungs- und Grundpfandrechtsabgabe</i>	3	3	6	3	3
Contribution immobilière <i>Liegenschaftssteuer</i>	0	2	2	0	2
Impôt destiné à compenser la dim. aire agricole <i>Steuer zum Ausgleich der Verminderung Kulturland</i>	2	1	3	2	1
Taxe d'exemption de l'obligation de servir <i>Wehrpflichtersatz</i>	0	1	1	0	1
Taxe de séjour <i>Aufenthaltstaxe</i>	1	2	3	3	0
Contributions publiques communales <i>Öffentliche kommunale Abgaben</i>	5	7	12	8	4
Taxes cantonales <i>Kantonale Abgaben</i>	0	1	1	1	0
Amendes d'ordre <i>Ordnungsbussen</i>	0	1	1	1	0
Emoluments administratifs <i>Verwaltungsgebühren</i>	1	2	3	3	0
Soustraction fiscale et rappel d'impôts <i>Steuerhinterziehung und Nachsteuer</i>	0	2	2	2	0
Réclamations (frais) <i>Einsprachen (Kosten)</i>	0	4	4	4	0
Révision <i>Revision</i>	0	2	2	0	2
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	1	5	6	5	1
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	3	3	3	0
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	0	1	1	0	1
Total	144	177	321	178	143

I^e Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	278*	276 ²⁾
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	285	268
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	253	272
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	310	272

*6 dossiers attribués à la II^e Cour des assurances sociales ont été transférés à la I^e Cour en 2014

Mode de liquidation / Erledigungsart	2014	2013
Admission <i>Gutheissung</i>	9	15
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	12	16
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	11	14
Rejet <i>Abweisung</i>	118	115
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	0	0
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	22	10
Retrait <i>Rückzug</i>	11	13
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	5	5
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	2	3
Sans objet autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	22	19
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	2	1
Reformatio in pejus	1	0
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	17	31
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	12	10
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	7	13
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)</i>	2	2
Total	253	272

Matières traitées <i>Behandelte Rechtsgebiete</i>	Pendant au 1.1. <i>Hängig per 1.1.</i>	Entrées <i>Neueingänge</i>	Total	Liquidé <i>Erledigt</i>	Pendant au 31.12. <i>Hängig per 31.12.</i>
Assurance-invalidité <i>Invalidenversicherung</i>	123	77	200	72	128
Assurance-accident <i>Unfallversicherung</i>	72	45	117	51	66
Assurance-chômage <i>Arbeitslosenversicherung</i>	57	53	110	40	70
Allocations familiales <i>Familienzulagen</i>	3	5	8	2	6
Aide sociale (dès le 01.01.11) <i>Sozialhilfe (seit dem 01.01.11)</i>	8	28	36	21	15
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	6	11	17	13	4
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche Vorsorgliche Massnahmen</i>	1	9	10	9	1
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	8	57	65	45	20
Total	278	285	563	253	310

II^e Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	222*	184
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	237	189
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	213	145
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	246	228

*6 dossiers attribués à la II^e Cour des assurances sociales ont été transférés à la I^{re} Cour en 2014

Mode de liquidation / Erledigungsart	2014	2013
Admission <i>Gutheissung</i>	9	10
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	20	5
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	14	11
Rejet <i>Abweisung</i>	83	28
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	4	2
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	10	14
Retrait <i>Rückzug</i>	7	8
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	9	7
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	5	5
Sans objet autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	8	7
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	4	2
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	13	16
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	10	9
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	4	8
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)</i>	3	1
Partage de la prestation de sortie en cas de divorce <i>Teilung der Austrittsleistung bei Ehescheidung</i>	10	12
Total	213	145

Matières traitées <i>Behandelte Rechtsgebiete</i>	Pendant au 1.1. <i>Hängig per 1.1.</i>	Entrées <i>Neueingänge</i>	Total	Liquidé <i>Erledigt</i>	Pendant au 31.12. <i>Hängig per 31.12.</i>
Assurance-vieillesse et survivants <i>Alters- und Hinterlassenenversicherung</i>	14	17	31	8	23
Assurance-invalidité <i>Invalidenversicherung</i>	120	108	228	97	131
Prestations complémentaires <i>Ergänzungsleistungen</i>	12	13	25	9	16
Assurance-maladie <i>Krankenversicherung</i>	20	15	35	16	19
Assurance-accident <i>Unfallversicherung</i>	3	0	3	3	0
Prévoyance professionnelle <i>Berufliche Vorsorge</i>	30	9	39	23	16
Assurance-maternité <i>Mutterschaftsversicherung</i>	0	1	1	0	1
Allocation pour perte de gain <i>Erwerbersatz</i>	2	1	3	2	1
Assurance-maladie complémentaire LCA <i>Zusatzkrankenversicherung VVG</i>	12	9	21	10	11
Réclamations (frais) <i>Einsprachen (Kosten)</i>	0	1	1	1	0
Révision <i>Revision</i>	1	1	2	1	1
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	1	10	11	4	7
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	6	49	55	35	20
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	1	3	4	4	0
Total	222	237	459	213	246

1.2.4. Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

Recours déposés / Eingereichte Beschwerden	2014	2013
I ^{ère} Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof	32	26
II ^{ème} Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof	35	22
Chambre des poursuites et des faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	7	11
Cour de modération / Moderationshof	0	1
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte/ Kindes- und Erwachsenenschutzhof	11	7
Tribunal cantonal / Kantonsgericht	0	0
Cour d'appel pénal / Strafappellationshof	35	18
Chambre pénale / Strafkammer	43	33
I ^{er} Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof	25	17
II ^{er} Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof	18	18
III ^{er} Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof	12	19
Cour fiscale / Steuergerichtshof	10	10
I ^{er} Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof	36	27
II ^{er} Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof	20	4
Total	284	213

Recours traités / Erledigte Beschwerden	2014	2013
Modes de liquidation / Erledigungsarten		
I^{ère} Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof		
Admis / Gutheissung	0	1
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	1	3
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	0	1
Rejetés / Abweisung	11	11
Irrecevables / Nichteintreten	11	7
Sans objet / Gegenstandslos	0	1
Retirés / Rückzug	0	1

II^{ème} Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	1
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	2	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	13	3
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	23	14
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	2	0
Chambre des poursuites et faillites / <i>Schuldbetreibungs- und Konkurskammer</i>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	1	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	0	4
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	3	6
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
Cour de modération / <i>Moderationshof</i>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	0	0
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	0	1
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte/ <i>Kindes- und Erwachsenenschutzhof</i>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	3	1
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	7	5
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	1
Cour d'appel pénal / <i>Strafappellationshof</i>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	2
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	1	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	2	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	12	15
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	7	3
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	1	0

Chambre pénale / Strafkammer		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	1
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	4	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	9	9
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	31	10
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
I^{ère} Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof		
Admis / <i>Gutheissung</i>	1	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	1	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	9	12
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	0	3
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	6	2
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
II^{ème} Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof		
Admis / <i>Gutheissung</i>	1	1
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	1	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	2	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	5	12
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	1	1
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	1	0
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	2	0
III^{ème} Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof		
Admis / <i>Gutheissung</i>	1	3
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	6	8
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	2	2
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	1	5
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	1	0

Cour fiscale / Steuergerichtshof		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	4	14
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	0	0
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	0	0
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
Ie Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	3
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	2
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung und Rückweisung</i>	6	2
Rejetés / <i>Abweisung</i>	19	23
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	1	1
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	4	2
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	1
Iie Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof		
Admis / <i>Gutheissung</i>	1	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung und Rückweisung</i>	3	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	9	1
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	0	0
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	1	1
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	1	0
Total	236	204

2. Le Ministère public

2.1. Partie générale

2.1.1. Remarques générales

En 2014, le Ministère public a enregistré une légère baisse du nombre de ses nouveaux dossiers respectivement une petite diminution du nombre de ses dossiers liquidés. Il est surtout parvenu à réduire le nombre de ses dossiers pendants ainsi que de ses anciennes procédures, soit ouvertes depuis plus de 12 mois. Quant à la proportion du nombre des dossiers liquidés dans les trois mois depuis leur enregistrement, elle a augmenté pour dépasser les 65%. Finalement, le recours à la détention avant jugement reste très élevé ; le Ministère public salue à ce propos les efforts de la Direction de la sécurité et de la justice pour trouver des solutions.

Si année après année le Ministère public parvient à maîtriser et même à réduire le nombre de ses dossiers, c'est grâce à l'ensemble des procureurs et des collaborateurs¹. Malgré une charge de travail soutenue et bien qu'injustement frappés par les mesures d'économies décidées en 2013, ils s'investissent dans leur activité de manière remarquable. Le présent rapport a aussi pour but de leur adresser de chaleureux remerciements pour le travail fourni.

L'année 2014 a été l'occasion de réfléchir en profondeur à l'organisation du Ministère public en y associant ses 82 procureurs et collaborateurs par le biais d'une large consultation. Le Ministère public a ainsi décidé de se doter d'une commission du personnel, qui verra le jour au début 2015, et de promouvoir le temps partiel en étendant les possibilités d'adapter son temps de travail. La consultation a aussi révélé que l'ambiance de travail au sein du Ministère public est excellente, malgré les tensions dont s'est fait l'écho la presse.

2.1.2. Les activités générales

2.1.2.1. En général

	2014	2013
Procédures enregistrées ² en	14'809	16'571
Procédures pendants au 31.12.	4'989	5'798
dont anciennes procédures sous la compétence du procureur ³	518	584
Procédures liquidées par décisions motivées ⁴ , en	13'463	14'312

¹ Par souci de simplification, les termes « procureur » et « collaborateur » renvoient aux personnes des deux sexes.

² Dans toutes les statistiques présentées ci-après, une unité correspond à un prévenu ; il est cependant possible qu'un même dossier physique concerne plusieurs prévenus.

³ Soit ouvertes depuis plus de 12 mois.

⁴ Soit les procédures closes par ordonnances motivées : ordonnance de non entrée en matière, ordonnance de suspension, ordonnance de classement, ordonnance pénale définitive, décision ultérieure au jugement.

2.1.2.2. Procédures enregistrées et pendantes

2.1.2.2.1. Procédures enregistrées

Répartition des procédures enregistrées	2014	2013
Procédures ordinaires contre des prévenus majeurs	14'633	16'418
Procédures du Tribunal des mineurs avec participation des procureurs des mineurs	5	7
Procédures civiles avec participation de la procureure en charge de ces affaires	2	0
Procédures du juge d'application des peines ⁵	169	145
Recours administratif	0	1
Nombre total de procédures enregistrées	14'809	16'571

	2014	2013
Procédures enregistrées contre auteurs connus	13'081	14'721
Procédures enregistrées contre auteurs inconnus	1'728	1'850

	2014	2013
Procédures enregistrées en français	12'409(83.8%)	13'695 (82.6%)
Procédures enregistrées en allemand	2'400 (16.2%)	2'876 (17.4%)

2.1.2.2.2. Procédures pendantes

Procédures pendantes	2014	2013
en instruction (sous la compétence du procureur), dont suspendues (art. 314 al. 1 let. b à d CPP)	4'026	4'951
auprès des Préfectures (en vue de la tentative légale de conciliation)	154	170
auprès des Tribunaux de 1ère instance	672	559
auprès du Tribunal cantonal	118	109
auprès du Tribunal fédéral	19	9
Nombre total de procédures pendantes	4'989	5'798

2.1.2.2.3. Anciennes procédures pendantes

	2014	2013
Anciennes procédures pendantes devant le procureur, soit enregistrées depuis plus de 12 mois	518 (dont 66 procédures suspendues)	584 (dont 44 procédures suspendues)

Procédures pendantes devant les procureurs, ouvertes au 31.12.2014, de l'année :								
2005	2006-7	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Total
1	0	3	3	14	26	86	385	518

⁵ Ci-après JAP.

2.1.2.3. Procédures renvoyées devant une autre instance ou liquidées

2.1.2.3.1. En général

	2014	2013
Ordonnances de non entrée en matière	1'418	1'507
Ordonnances de suspension	1'197	1'213
Ordonnances de classement	1'183	1'550
Ordonnances pénales	9'976	10'355
Actes d'accusation	320	300
Confiscations indépendantes	0	1
Décisions ultérieures au jugement (JAP)	148	145
Décisions de dessaisissement	367	433
Décisions de renvoi au préfet (sauf pour tentative légale de conciliation)	6	12
Ordonnances de conversion (peine pécuniaire ou amende)	4'242	2'243
Commissions rogatoires nationales	23	28
Commissions rogatoires internationales	56	81
Classements sans suite	204	267

2.1.2.3.2. Ordonnances de non entrée en matière, de suspension et de classement

Ordonnances de non entrée en matière	2014	2013
cas de levée de corps	111	114
autres	1'307	1'393
Nombre total des ordonnances de non entrée en matière	1'418	1'507

Ordonnances de suspension	2014	2013
contre auteur connu	285	249
contre auteur inconnu	912	964
Nombre total des ordonnances de suspension	1'197	1'213

Ordonnances de classement	2014	2013
suite à conciliation	213	455
Autres	970	1'095
Nombre total des ordonnances de classement	1'183	1'550

2.1.2.3.3. Ordonnance pénale

Ordonnances pénales et de conversion	2014	2013
Ordonnances pénales définitives	9'517	9'897
Ordonnances pénales frappées d'opposition et renvoyées au juge de police	459	458
Ordonnances de conversion de peines pécuniaires ou d'amendes	4'242	2'243
Nombre total des ordonnances pénales et de conversion	14'218	12'598

2.1.2.3.4. Acte d'accusation

Actes d'accusation	2014	2013
Acte d'accusation avec renvoi au juge de police	134	130
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal d'arrondissement	124	127
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal économique	0	1
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal des mineurs	5	11
Acte d'accusation selon procédure simplifiée avec renvoi au Tribunal pénal économique	57 1	31
Nombre total d'actes d'accusation	320	300

2.1.2.3.5. Décision ultérieure au jugement

Ordonnances du JAP	2014	2013
Ordonnances de suspension de la peine privative de liberté par :	45	31
prolongation du délai de paiement	0	3
réduction du montant de la peine pécuniaire ou de l'amende	0	0
conversion de la peine pécuniaire ou de l'amende en travail d'intérêt général	45	28
Ordonnances de refus de suspension de la peine privative de liberté	8	7
Ordonnances de conversion du travail d'intérêt général, à savoir :	90	91
conversion du travail d'intérêt général en peine pécuniaire	69	69
conversion du travail d'intérêt général en peine privative de liberté	21	22
Opposition aux ordonnances du JAP	0	1
Autres ordonnances du JAP	5	15

2.1.2.3.6. Durée de la procédure jusqu'à sa liquidation

Ordonnances de non entrée en matière, de suspension, de classement et pénales définitives	2014	2013
0 à 1 mois	29.14%	19.3%
1 à 2 mois	23.87%	24.67%
2 à 3 mois	12.37%	17.04%
3 à 6 mois	17.16%	19.73%
6 à 12 mois	10.51%	13.07%
12 à 18 mois	4.57%	4.2%
18 à 24 mois	1.43%	1.37%
24 à 36 mois	0.73%	0.49%
Plus de 36 mois	0.22%	0.13%

2.1.2.4. Détention provisoire et autres mesures de contrainte

Détention provisoire	2014	2013
Nombre de personnes en détention provisoire	273	294
Nombre de requête de détention au Tribunal des mesures de contrainte (détention, prolongation de la détention et détention pour motifs de sûretés)	412	394
Nombre de jours de détention	21'139	23'315

Autres requêtes au Tribunal des mesures de contrainte	2014	2013
Nombre de demandes de mesures de surveillance téléphoniques et autres mesures	207	231

2.1.2.5. Recours

Recours interjetés par les procureurs	2014	2013
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal cantonal (Chambre pénale et Cour d'appel pénal)	7	16
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal fédéral	4	5

Recours interjetés par les parties	2014	2013
Nombre de déterminations motivées adressées par les procureurs au Tribunal cantonal (Chambre pénale et Cour d'appel pénal)	87	84
Nombre déterminations motivées adressées par les procureurs au Tribunal fédéral	3	6

2.1.2.6. Défenseurs

Défenseurs	2014	2013
Nombre de désignation d'un défenseur d'office ou d'un mandataire gratuit, dont selon le tournus	296	308
	142	134
Nombre d'ordonnances sur indemnités	60	43

Le défenseur nécessaire choisi par le prévenu n'est pas inclus dans le tournus (cf. Directive n° 1.7 du procureur général du 12 janvier 2011 relative à la désignation des avocats, chiffre 5) ; cette règle justifie qu'il soit établi une distinction entre le nombre total de désignation et celui selon le tournus.

2.1.2.7. Contrôle du procureur général

Contrôles préalables et postérieurs des ordonnances rendues par les procureurs, les préfets et les présidents du Tribunal des mineurs	2014	2013
Nombre de refus d'approbation aux ordonnances de non entrée en matière, de suspension et de classement	13	11
Nombre d'oppositions aux ordonnances pénales	15	22

2.1.3. Le personnel

1.1.3.1 En général

Au 31 décembre 2014, le Ministère public compte 64.3 (EPT⁶) procureurs et collaborateurs. Il comprend ainsi 15 cellules judiciaires, pour 14,5 (EPT) procureurs. A leurs côtés, on trouve les greffiers (14.8 EPT) et les secrétaires de procureurs (14.3 EPT) ainsi qu'un (EPT) conseiller économique ; s'y ajoutent les collaborateurs de la réception (9.2 EPT, y compris 2 jeunes demandeurs d'emploi et 1 contrat de durée déterminée [CDD]), le personnel de la comptabilité (3.5 EPT), les greffiers-stagiaires (5 EPT) et 2 (EPT) apprenties. Au total, ce sont 82 personnes qui travaillent au Ministère public.

1.1.3.2. Le procureur général et le procureur général adjoint

En 2014, le procureur général a mis la priorité sur un meilleur équilibre des charges de travail entre les procureurs respectivement les collaborateurs du Ministère public - et par voie de conséquence à une réduction des heures supplémentaires de ces derniers - à une diminution du nombre des anciennes procédures et enfin à une organisation optimale du service. Dans ce dernier but, et comme déjà évoqué, le Procureur général a mené une large consultation auprès de l'ensemble du personnel du Ministère public. Cette consultation a conduit d'une part à élargir les possibilités de travailler à temps partiel. D'autre part, le Ministère public s'est doté d'une commission du personnel comprenant un représentant de chaque corporation, les membres de la direction en étant exclus. De nouvelles formules d'évaluation du personnel, détaillées et adaptées aux différentes fonctions, ont en outre été créées et viennent compléter l'arsenal de formules déjà à disposition du personnel (formule d'information lors de l'engagement de nouveaux collaborateurs et formule sur les droits et devoirs des collaborateurs). La consultation et les réflexions subséquentes ont enfin révélé que la structure actuelle des cellules judiciaires était adaptée et qu'elle doit être conservée. Les nouvelles mesures introduites par la consultation verront leur mise en application en 2015.

Dans ses tâches de direction du Ministère public, le procureur général s'est investi dans les réflexions menées au niveau cantonal et relatives à la planification pénitentiaire. Après réévaluation des moyens à mettre en place, il a aussi reconduit pour la saison 2014-2015 la permanence des procureurs pour les matchs de hockey à risque, permanence assurée par les procureurs Raphaël Bourquin, Frédéric Chassot, Patrick Genoud, Liliane Hauser et Laurent Moschini, ainsi que le procureur général lui-même. Le procureur général a participé à de nombreuses rencontres avec ses homologues des cantons ou de la Confédération, en recevant en particulier les procureurs généraux des cantons de Vaud et du Valais pour leur présenter la structure du Ministère public fribourgeois et en s'impliquant notamment au niveau du comité de la CPS⁷.

La formation continue des procureurs et des collaborateurs reste une priorité. En charge de la formation interne, le procureur général adjoint a mis sur pied une journée et demie de formation à l'attention des procureurs et des greffiers. Par ailleurs, des séances de formation ont été organisées pour les greffiers et les secrétaires. Trois secrétaires ont en outre suivi les cours de droit dispensés par l'EAP⁸, trois secrétaires la formation de base en administration judiciaire proposée par la Haute école ARC à Neuchâtel (Ecole romande en administration judiciaire), une secrétaire la formation CAS en administration judiciaire pénale, respectivement une greffière la formation CAS en magistrature. Finalement, la procureure Liliane Hauser a entrepris en 2014 une formation MAS en criminalité économique qui s'achèvera en 2015.

⁶ Equivalent plein temps.

⁷ Conférence des procureurs suisses.

⁸ Ecole des aspirants de police.

Au cours de l'année écoulée, le procureur général a conduit deux séances plénières des procureurs et il a tenu 28 séances de Direction. Au 1^{er} janvier 2015, le Ministère public compte 27 Directives (dont 18 publiées sur son site internet⁹) et 21 marches à suivre.

En 2014, Le Procureur général est intervenu comme conférencier lors des assemblées générales de l'association fribourgeoise de la Gendarmerie, de l'association fribourgeoise de la Police de sûreté, de l'association suisse des officiers de police et lors de la soirée anniversaire des 10 ans de l'association Ex-Pression. Il est par ailleurs délégué CPS et membre du comité CPS, il est membre de la Conférence des procureurs généraux de Suisse et de la Plateforme des procureurs généraux romands, ainsi que des groupes de travail « législation CPS », statistique et médecine-légale. Sur le plan cantonal, il participe comme membre du Conseil de la magistrature, de la Commission de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité, dont il a démissionné avec effet au 31 décembre 2014, ainsi que du Conseil cantonal de prévention et de sécurité, et il est président de l'association fribourgeoise des magistrats de l'ordre judiciaire. Le procureur général est aussi enseignant auprès de l'EAP et il a dispensé des cours aux avocats-stagiaires. Il a participé au tournage de deux émissions de la RTS « Temps Présent », l'une consacrée à via sicura et l'autre à la médiation. Finalement, en 2014, il a publié un article dans la Revue fribourgeoise de jurisprudence (RFJ 2014, page 1) : « Trois ans de pratique du nouveau CPP ».

Quant au procureur général adjoint, il est délégué CPS et président de la Commission CPS de fixation de peine. Il est aussi président de la Commission de recours de l'Université et il a participé au séminaire intensif des étudiants germanophones en droit. Le procureur général adjoint est également membre du Groupe de travail suisse pour l'harmonisation des codes RIPOL et VOSTRA, du Groupe de travail romand concernant le bracelet électronique, du Groupe de travail cantonal en matière de prestations médico-légales, du Groupe de travail cantonal de coordination pour la recherche de places de prison et enfin du Groupe de travail inter-autorités (Ministère public, Police cantonale et Office de la circulation et de la navigation) en matière de circulation routière.

En 2014, le procureur général adjoint a finalisé avec le Réseau fribourgeois de santé mentale une convention de prestation en vue de l'échange d'information entre le Ministère public et le service précité. Il a aussi organisé, avec l'Etat-major de la Police de sûreté, l'assemblée générale de la Société suisse de droit pénal forte de plus de 400 membres, assemblée qui s'est tenue à Fribourg du 14 au 16 mai 2014.

Les greffiers-chefs et le chef de chancellerie ont continué de soutenir le procureur général et le procureur général adjoint dans leurs tâches. Ils ont en particulier géré les questions de personnel, établi des marches à suivre de type métier, assuré la formation interne ainsi que l'uniformisation des pratiques. Porte-parole du Ministère public, les greffiers-chefs, qui sont délégués auprès de la Conférence suisse des chargés de communication des Ministères publics (CCCMP), ont également répondu aux sollicitations des médias, diffusé cinq communiqués de presse et organisé 86 consultations de classeurs d'ordonnances par des journalistes. Ils ont en outre accueilli les aspirants EAP et une classe du cycle d'orientation de la Glâne pour une présentation des activités du Ministère public, respectivement représenté le Ministère public comme conférencier aux journées d'étude sur les Archives judiciaires. Ils ont enfin organisé, avec la Police de sûreté, la journée futur en tous genres – nouvelles perspectives pour filles et garçons.

⁹ www.fr.ch/mp.

2.1.3.1. Les procureurs

Les procureurs ont continué à occuper dans le courant de l'année 2014 les fonctions d'enseignant ou de conférencier :

- > auprès de l'EAP, comme enseignant : Philippe Barboni, Raphaël Bourquin, Alessia Chocomeli-Lisibach, Christiana Dieu-Bach et Liliane Hauser ;
- > auprès de l'EAP, comme participant aux procès fictifs : Raphaël Bourquin ;
- > auprès de l'Institut de pédagogie curative de l'Université de Fribourg, comme chargé de cours : Marc Bugnon ;

respectivement de membre :

- > du Groupe de travail sur les gens du voyage, institué par la Conférence latine des Chefs des Départements de justice et police : Philippe Barboni ;
- > du Groupe de travail avec les hôpitaux pour définir l'intervention de la justice en matière d'erreurs médicales : Philippe Babrboni ;
- > de la Commission d'examen des candidats au barreau : Christiana Dieu-Bach et Jean-Luc Mooser ;
- > de la Cellule romande de lutte contre le dopage : Laurent Moschini ;
- > du Tribunal cantonal : Jean-Luc Mooser (juge suppléant) ;
- > de Commissions de la CPS et de la CLP¹⁰ : Philippe Barboni (Groupe de travail psychiatrie forensique et droit médical), Raphaël Bourquin (Bureau CLP), Marc Bugnon (Groupe de travail déontologie), Frédéric Chassot (COMINTEL), Alessia Chocomeli-Lisibach (Commission criminalité économique), Christiana Dieu-Bach (COMAMAL et groupe de travail crime organisé), Yvonne Gendre (COMAMAL), Patrick Genoud (COMASTUP et Commission transports), Liliane Hauser (Commission criminalité économique et Commission for et entraide), Catherine Python (groupe de travail crime organisé) et Jean-Frédéric Schmutz (COMASTUP) ;
- > du Bureau de la Direction du SCOTT (Service de coordination contre la traite d'êtres humains et le trafic des migrants) : Yvonne Gendre ;
- > de la Commission cantonale contre la violence domestique : Yvonne Gendre ;
- > de la Commission cantonale consultative dans le domaine de la prostitution : Yvonne Gendre ;
- > du Groupe de travail en matière de hooliganisme : Laurent Moschini ;
- > du Groupe de travail en matière de tags et graffitis : Raphaël Bourquin ;
- > du Groupe de travail pour la mise à jour du manuel de droit pénal auprès de l'Institut suisse de police (IPS) : Raphaël Bourquin et Catherine Python ;
- > de la Commission cantonale des addictions : Philippe Barboni ;
- > de la Fondation latine « Projets pilotes-addictions » : Philippe Babrboni ;
- > de la Commission cantonale pour les questions d'aumônerie : Marc Bugnon (président) ;
- > du Groupe de travail en matière de travail au noir : Frédéric Chassot.

Finalement, s'agissant des formations suivies par les procureurs, les formules d'annonce accompagnent le présent rapport.

¹⁰ Conférence latine des procureurs.

2.1.3.2. *Les collaborateurs*

En cours d'année, les greffiers Maya Dougoud et Nicolas Chardonnens ainsi que les secrétaires Laurie Thoos et Oezlem Ulukütük ont quitté le Ministère public. Celui-ci a par ailleurs fait engager les greffières Murielle Decurtins et Annick Sophia Tavares, ainsi que les secrétaires Ebru Goek, Isabelle Gassmann, Mélanie Ruegsegger et Orphélie Morel, s'agissant de cette dernière pour un apprentissage d'employée de commerce.

En 2014, Stéphanie Amara et Sacha Khomutov, greffiers, ont passé avec succès leurs examens pour l'obtention du brevet d'avocat.

Le Ministère public participe à deux procédures d'évaluation des fonctions (EVALFRI). Plusieurs de ses greffiers ont en effet pris part aux différentes phases de la consultation qui est maintenant terminée et dont le Ministère public attend les conclusions. En outre, la procédure d'évaluation vient de débiter pour le comptable et les secrétaires du service comptable.

Toujours en 2014, le Ministère public a donné la possibilité à neuf juristes d'effectuer un stage de greffier d'une durée de six mois, respectivement à un étudiant en droit de l'Université de Fribourg d'effectuer un stage de deux mois dans le cadre de son travail de séminaire. Il a aussi accueilli les cinq aspirants EAP de la Police de sûreté pour un stage d'un jour.

2.1.3.3. *Le service comptable*

En 2014, le service comptable du Ministère public a accordé 2'190 (2'188 en 2013)¹¹ paiements par acomptes, il a effectué 5'638 (4'969) rappels et 918 (931) rappels de solde, il a requis 405 (443) poursuites et il a traité 4'242 (2'243) conversions d'amende en peine privative de liberté.

Le montant des amendes facturées s'élève pour l'année 2014 à CHF 6'229'631.08 (CHF 6'138'559.61), alors qu'il avait été budgétisé à CHF 5'350'000.00. Quant au montant encaissé par les conversions d'amende 2014, il s'est établi à CHF 893'737.86 (CHF 783'546.00). Le service comptable a par ailleurs comptabilisé durant l'année 2014 108'993 (105'358) écritures. Enfin, le service comptable a également effectué des demandes de remboursement de frais médicaux auprès des caisses maladie en 2014 pour un montant d'environ CHF 150'000.00 (CHF 93'000.00, pour la période de juin à décembre 2013), ainsi que des récupérations de montants pour des frais médicaux antérieurs à juin 2013 et jamais perçus par la Prison centrale.

2.1.4. *Les infrastructures*

Sur l'impulsion de son nouveau directeur, le Service informatique et des télécommunications a prêté en 2014 une attention particulière aux critiques du Ministère public mentionnées dans ses précédents rapports en raison d'un support informatique insatisfaisant. Il a notamment mis en place un meilleur appui du gestionnaire du compte et un meilleur soutien dans la définition des besoins et la recherche de solution. Au 1^{er} décembre 2014 est par ailleurs entrée en vigueur une convention entre le Service informatique et des télécommunications et le Ministère public qui assure aux procureurs et à leurs greffiers, durant leur permanence, de pouvoir faire appel à l'informaticien de piquet. Le Ministère public a en outre accueilli en cours d'année quatre informaticiens du service précité pour une formation devant leur permettre de mieux comprendre l'organisation, le fonctionnement et les activités du Ministère public, dans le but d'optimiser leur soutien et leur recherche de résolution des problèmes. Enfin, le Ministère public regrette que le Service

¹¹ Le chiffre entre parenthèse renvoie toujours à l'année 2013 dans ce chapitre.

informatique et des télécommunications et/ou le Tribunal cantonal n'aient pas encore entrepris en 2014 les démarches pour la constitution d'une commission cantonale chargée des questions informatiques relevant du pouvoir judiciaire, commission qui aurait pour première tâche de permettre la transmission des données entre les autorités utilisant l'application Tribuna V3.

Toujours en matière informatique, le Ministère public s'est doté en 2014 d'un PC portable de permanence permettant aux procureurs d'accéder à distance (accès VPN) notamment à l'application Tribuna V3. Il a aussi conclu un abonnement lui permettant de disposer de la base de données privée Teledata, et il a obtenu un accès au système de consultation en ligne des données du Registre foncier (Intercapi).

Dans le courant 2014, le Ministère public a évalué la pertinence de ses modèles de fusion Tribuna V3, réduisant ceux-ci au nombre de quelque 220 par langue, et il a fait procéder à un toilettage des modèles restant par les collaboratrices du Service informatique et des télécommunications affectées à la création et à l'amélioration des modèles du Pouvoir judiciaire.

Pour clore le chapitre informatique, le Ministère public a acquis en 2014 un système de visioconférence.

Annexe :

-

2.2. Tableaux statistiques

-

Procédures enregistrées	14'809
Procédures enregistrées contre auteurs connus	13'081
Procédures enregistrées contre auteurs inconnus	1'728
Procédures enregistrées en français	12'409
Procédures enregistrées en allemand	2'400
Procédures enregistrées et ordinaires	14'633
Procédures enregistrées et impliquant la participation des procureurs des mineurs devant le Tribunal des mineurs	5
Procédures enregistrées et impliquant la participation des procureurs en charge des affaires civiles devant les Tribunaux civils	2
Procédures enregistrées du juge d'application des peines	169

Procédures pendantes	4'026
Procédures pendantes qui sont suspendues (art. 314 al. 1 let. b à d CPP)	146

Ordonnances de non entrée en matière	1'418
Ordonnances de classement	1'183
Ordonnances de suspension	1'197
Confiscations indépendantes	0
Décisions de dessaisissement, y compris envers les Préfectures	373
Commissions rogatoires nationales	23
Commissions rogatoires internationales	56
Ordonnances pénales définitives	9'517
Ordonnances pénales frappées d'opposition et renvoyées au juge de police	459
Ordonnances de conversion de peines pécuniaires ou d'amendes	4'242

Acte d'accusation avec renvoi au juge de police	134
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal d'arrondissement	124
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal économique	0
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal des mineurs	5
Acte d'accusation, procédure simplifiée,	57
Avec renvoi au Tribunal pénal économique	1

Ordonnances définitives du juge d'application des peines	148
Ordonnances frappées d'opposition du juge d'application des peines	0

Nombre de personnes en détention provisoire	273
Nombre de jours de détention	21'139

Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal cantonal (Chambre pénale et Cour d'appel pénal)	7
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal fédéral	4
Nombre de déterminations motivées adressées par les procureurs au Tribunal cantonal (Chambre pénale et Cour d'appel pénal)	87
Nombre déterminations motivées adressées par les procureurs au Tribunal fédéral	3

Nombre de refus d'approbation du procureur général aux ordonnances de non entrée en matière, de suspension et de classement	13
Nombre d'opposition du procureur général aux ordonnances pénales	15

Fribourg, le 19 janvier 2015

Fabien Gasser

Procureur général

Raphaël Brenta

Greffier-chef

2. Die Staatsanwaltschaft

2.1. Allgemeines

2.1.1. Allgemeine Bemerkungen

Im Jahr 2014 verzeichnete die Staatsanwaltschaft einen leichten Rückgang bei der Anzahl neuer Verfahren, was auch zu einer kleinen Abnahme bei den abgeschlossenen Verfahren geführt hat. Gleichzeitig konnte aber die Anzahl jener Verfahren vermindert werden, welche seit mehr als zwölf Monaten offen waren. Der Anteil der Verfahren, welche innerhalb von drei Monaten nach ihrer Registrierung abgeschlossen werden konnten, stieg auf über 65% an. Schliesslich fällt auf, dass der Einsatz der Untersuchungs- und Sicherheitshaft weiterhin sehr hoch bleibt; die Staatsanwaltschaft begrüsst in diesem Zusammenhang die Bemühungen der Direktion für Sicherheit und Justiz, diesbezüglich Lösungen zu finden.

Wie bereits in den letzten Jahren gelang es der Staatsanwaltschaft die Anzahl der hängigen Verfahren stabil zu halten und sogar ein wenig zu reduzieren. Dies erreichte man durch den gemeinsamen Einsatz der Staatsanwälte und Mitarbeiter¹². Trotz der anhaltenden Arbeitsbelastung und der im Jahr 2013 getroffenen Sparmassnahmen, die sie ungerechterweise ebenfalls betreffen, ist die Energie bemerkenswert, die sie in ihre Tätigkeit investieren, weshalb der vorliegende Rapport auch eine Anerkennung ihrer geleisteten Arbeit sein soll.

Das Jahr 2014 wurde genutzt um sich über die Organisation der Staatsanwaltschaft Gedanken zu machen. Dies geschah durch eine breit angelegte Konsultation unter Einbezug aller 82 Beschäftigten (Staatsanwälte und Mitarbeiter). Die Staatsanwaltschaft hat im Anschluss daran entschieden, eine Personalkommission, welche Anfang 2015 ihre Arbeit aufnehmen wird, ins Leben zu rufen, sowie die Teilzeitarbeit durch neue Möglichkeiten bei der Anpassung der Arbeitszeit zu fördern. Die Konsultation ergab zudem, dass in der Staatsanwaltschaft, trotz den Spannungen, über die auch in der Presse berichtet wurde, ein gutes und angenehmes Arbeitsklima herrscht.

2.1.2. Die Tätigkeiten

2.1.2.1. Im Allgemeinen

	2014	2013
eingetragene Verfahren ¹³ im	14'809	16'571
hängige Verfahren am 31.12.	4'989	5'798
davon Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts, die vor mehr als 12 Monaten eröffnet wurden ¹⁴	518	584
durch begründete Verfügungen ¹⁵ erledigte Verfahren	13'463	14'312

¹² Der Einfachheit halber umfassen die Begriffe Staatsanwalt, Schreiber, Sekretär und Mitarbeiter jeweils beide Geschlechter.

¹³ In allen nachfolgenden statistischen Zahlen entspricht eine Einheit einem Beschuldigten. Es ist indessen möglich, dass sich in einem physischen Strafdossier mehrere Beschuldigte zusammengefasst wiederfinden.

¹⁴ D.h. offen seit mehr als 12 Monaten.

¹⁵ Das heisst die mit begründeter Verfügung abgeschlossenen Verfahren: Nichtanhandnahme-, Sistierungs-, Einstellungsverfügungen, rechtskräftige Strafbefehle, selbständige nachträgliche Entscheidungen.

2.1.2.2. Eingetragene und hängige Verfahren

2.1.2.2.1. Eingetragene Verfahren

Verteilung der eingetragenen Verfahren	2014	2013
Verfahren gegen erwachsene Beschuldigte	14'633	16'418
Verfahren vor dem Jugendgericht mit Teilnahme des Jugendstaatsanwaltes	5	7
Zivilverfahren mit Teilnahme der für diese Verfahren zuständigen Staatsanwältin	2	0
Verfahren des Strafvollzugsrichters	169	145
Verwaltungsbeschwerdeverfahren		1
Total der eingetragenen Verfahren	14'809	16'571

	2014	2013
Verfahren gegen bekannte Täter	13'081	14'721
Verfahren gegen unbekannte Täter	1'728	1'850

	2014	2013
französischsprachige Verfahren	12'409(83.8%)	13'695(82.6%)
deutschsprachige Verfahren	2'400 (16.2%)	2'876 (17.4%)

2.1.2.2.2. Hängige Verfahren

Hängige Verfahren	2014	2013
in Untersuchung (unter der Zuständigkeit des Staatsanwaltes), davon sistiert (Art. 314 Abs. 1 Bst. b bis d StPO)	4'026	4'951
bei den Oberämtern (zur Vornahme des gesetzlichen Versöhnungsversuchs)	154	170
bei den Gerichten erster Instanz	672	559
beim Kantonsgericht	118	109
beim Bundesgericht	19	9
Total der hängigen Verfahren	4'989	5'798

2.1.2.2.3. Frühere hängige Verfahren

	2014	2013
Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts, die vor mehr als 12 Monaten eröffnet wurden	518 (davon 66 sistierte Verfahren)	584 (davon 44 sistierte Verfahren)

Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts, die vor mehr als 12 Monaten eröffnet wurden, nach Jahr der Verfahrenseröffnung:								
2005	2006-7	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Total
1	0	3	3	14	26	86	385	518

2.1.2.3. Einer anderen Instanz überwiesene oder erledigte Verfahren

2.1.2.3.1. Im Allgemeinen

	2014	2013
Nichtanhandnahmeverfügungen	1'418	1'507
Sistierungsverfügungen	1'197	1'213
Einstellungsverfügungen	1'183	1'550
Strafbefehle	9'976	10'355
Anklageschriften	320	300
selbständige Einziehungsverfahren	0	1
selbständige nachträgliche Entscheidungen	148	145
Unzuständigkeitsentscheide	367	433
Übermittlungen an den Oberamtmann (ohne gesetzliche Versöhnungsversuche)	6	12
Verfügungen betreffend Umwandlung von Geldstrafen und Bussen	4'242	2'243
nationale Rechtshilfesuche	23	28
internationale Rechtshilfesuche	56	81
Klassierungen ohne Folge	204	267

2.1.2.3.2. Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen

Nichtanhandnahmeverfügungen	2014	2013
Leichenhebungen	111	114
Andere	1'307	1'393
Total der Nichtanhandnahmeverfügungen	1'418	1'507

Sistierungsverfügungen	2014	2013
gegen bekannte Täter	285	249
gegen unbekannte Täter	912	964
Total der Sistierungsverfügungen	1'197	1'213

Einstellungsverfügungen	2014	2013
nach Versöhnung	213	455
Andere	970	1'095
Total der Einstellungsverfügungen	1'183	1'550

2.1.2.3.3. Strafbefehle

Strafbefehle und Umwandlungsverfügungen	2014	2013
rechtskräftige Strafbefehle	9'517	9'897
Einsprachen gegen Strafbefehle mit Überweisung an den Polizeirichter	459	458
Verfügungen betreffend Umwandlung von Geldstrafen und Bussen	4'242	2'243
Total der Strafbefehle und Umwandlungsentscheide	14'218	12'598

2.1.2.3.4. Anklageschriften

Anklageschriften	2014	2013
Anklageschriften mit Überweisung an den Polizeirichter	134	130
Anklageschriften mit Überweisung an das Bezirksstrafgericht	124	127
Anklageschriften mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	0	1
Anklageschriften mit Überweisung an das Jugendstrafgericht	5	11
Anklageschriften, abgekürztes Verfahren mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	57	31
	1	
Total der Anklageschriften	320	300

2.1.2.3.5. Selbständige nachträgliche Entscheidungen

Verfügungen des Strafvollzugsrichters	2014	2013
Verfügungen betreffend Suspendierung der Freiheitsstrafe durch:	45	31
Verlängerung der Zahlungsfrist	0	3
Herabsetzung des Betrages der Geldstrafe	0	0
Umwandlung der Geldstrafe oder der Busse in gemeinnützige Arbeit	45	28
Verfügungen betreffend die Verweigerung der Suspendierung der Freiheitsstrafe	8	7
Verfügungen betreffend die Umwandlung von gemeinnütziger Arbeit in:	90	91
Geldstrafe	69	69
Freiheitsstrafe	21	22
Einsprachen gegen Verfügungen des Strafvollzugsrichters	0	1
andere Verfügungen des Strafvollzugsrichters	5	15

2.1.2.3.6. Verfahrensdauer

Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungs-verfügungen sowie rechtskräftige Strafbefehle	2014	2013
0 bis 1 Monat	29.14%	19.3%
1 bis 2 Monate	23.87%	24.67%
2 bis 3 Monate	12.37%	17.04%
3 bis 6 Monate	17.16%	19.73%
6 bis 12 Monate	10.51%	13.07%
12 bis 18 Monate	4.57%	4.2%
18 bis 24 Monate	1.43%	1.37%
24 bis 36 Monate	0.73%	0.49%
mehr als 36 Monate	0.22%	0.13%

2.1.2.4. Untersuchungshaft und andere Zwangsmassnahmen

Untersuchungshaft	2014	2013
Anzahl Personen in Untersuchungshaft	273	294
Anzahl Haftanträge an das Zwangsmassnahmengericht	412	394
Anzahl Hafttage	21'139	23'315

Andere Anträge an das Zwangsmassnahmengericht	2014	2013
Anzahl Telefonüberwachungen und andere Überwachungsmassnahmen	207	231

2.1.2.5. Beschwerden

Von den Staatsanwälten eingereichte Beschwerden	2014	2013
Anzahl Beschwerden, die von den Staatsanwälten beim Kantonsgericht eingereicht wurden (Strafkammer und Strafappellationshof)	7	16
Anzahl Beschwerden der Staatsanwälte an das Bundesgericht	4	5

Von den Parteien eingereichte Beschwerden	2014	2013
Anzahl begründeter Stellungnahmen der Staatsanwälte an das Kantonsgericht (Strafkammer und Strafappellationshof)	87	84
Anzahl begründeter Stellungnahmen der Staatsanwälte an das Bundesgericht	3	6

2.1.2.6. Verteidiger

Verteidiger	2014	2013
Anzahl Bezeichnungen als amtlicher oder unentgeltlicher Verteidiger, davon nach Turnusliste	296	308
	142	134
Anzahl Entschädigungsentscheide	60	43

Der vom Beschuldigten gewählte notwendige Verteidiger wird in der Turnusliste nicht berücksichtigt (vgl. Richtlinie 1.7 des Generalstaatsanwalts vom 12. Januar 2011 betreffend die Bestellung der Verteidiger, Ziffer 5); diese Regel erklärt den Unterschied zwischen der Gesamtzahl der amtlichen Verteidiger und jener gemäss Turnusliste.

2.1.2.7. Kontrolle durch den Generalstaatsanwalt

Vor- und Nachkontrolle der Verfügungen der Staatsanwälte, der Oberämter und des Jugendstrafgerichts	2014	2013
Verweigerung der Genehmigung von Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen	13	11
Einsprachen gegen Strafbefehle	15	22

2.1.3. Das Personal

2.1.3.1. Im Allgemeinen

Am 31. Dezember 2014 setzte sich die Staatsanwaltschaft aus 64.3 (VZÄ¹⁶) Staatsanwälten und Mitarbeitern zusammen. Dieses Personal ist aufgeteilt in 15 Einheiten für 14.5 (VZÄ) Staatsanwälte. Mit ihnen arbeiten Gerichtsschreiber (14.8 VZÄ) und Sekretäre (14.3 VZÄ) sowie ein wirtschaftlicher Berater (1 VZÄ). Im Weiteren gehören das Personal des Empfangs (9.2 VZÄ, darunter zwei junge Arbeitssuchende und eine befristete Anstellung), das Personal der Buchhaltung (3.5 VZÄ), die Gerichtsschreiberpraktikanten (5 VZÄ) sowie die Lehrlinge (2 VZÄ) dazu. Insgesamt arbeiten bei der Staatsanwaltschaft 82 Personen.

¹⁶ Vollzeitäquivalente.

2.1.3.2. *Der Generalstaatsanwalt und der stellvertretende Generalstaatsanwalt*

Im Jahr 2014 legte der Generalstaatsanwalt seine Prioritäten auf eine bessere Verteilung der Arbeitsbelastung zwischen den Staatsanwälten bzw. den Mitarbeitern der Staatsanwaltschaft und folglich auf eine Verringerung der vorhandenen Überstunden, auf eine Abnahme der früheren und noch hängigen Verfahren und schliesslich auf eine optimale Organisation des Dienstes. Im Hinblick auf dieses letzte Ziel liess der Generalstaatsanwalt, wie bereits erwähnt, eine breit angelegte Konsultation beim Personal der Staatsanwaltschaft durchführen. Die Auswertung dieser Befragung ergab zum einen, dass die Möglichkeiten zur Teilzeitarbeit ausgebaut werden sollten. Zum andern wurde eine Personalkommission ins Leben gerufen, welche sich aus je einem Vertreter jeder Funktion, Mitglieder der Direktion der Staatsanwaltschaft ausgeschlossen, zusammensetzt. Es wurden neue Bewertungsbögen für die Mitarbeiter erstellt, welche den Funktionen angepasst wurden und somit eine detaillierte Rückmeldung ermöglichen. Diese Bögen ergänzen das bereits vorhandene Angebot im Zusammenhang mit Personalfragen (Informationsformular bei der Anstellung neuer Mitarbeiter und das Formular über die Rechte und Pflichten der Mitarbeiter). Gespräche und anschliessende Überlegungen haben ergeben, dass die Struktur der Einheiten angemessen ist und beibehalten werden sollte. Die neuen Massnahmen werden 2015 umgesetzt.

Im Rahmen der Leitungsaufgaben der Staatsanwaltschaft hat der Generalstaatsanwalt an den Diskussionen über die Planung des Strafvollzugs auf Kantonsebene teilgenommen. Nach einer Lagebeurteilung kam er zum Schluss, einen Pikettdienst für Eishockey-Hochrisikospiele beizubehalten. Dieser Pikettdienst wird auch in der Saison 2014/15 von den Staatsanwälten Raphaël Bourquin, Frédéric Chassot, Patrick Genoud, Liliane Hauser, Laurent Moschini sowie vom Generalstaatsanwalt selbst übernommen. Der Generalstaatsanwalt hat zudem an zahlreichen Zusammenkünften mit seinen Amtskollegen der anderen Kantone oder der Eidgenossenschaft insbesondere als Vorstandsmitglied der SSK¹⁷ teilgenommen. Beispielsweise empfing er die Generalstaatsanwälte der Kantone Waadt und Wallis um ihnen die Struktur der Staatsanwaltschaft Freiburg zu präsentieren.

Die Weiterbildung der Staatsanwälte und der Mitarbeiter ist nach wie vor vorrangig. So hat der stellvertretende Generalstaatsanwalt als Verantwortlicher für die interne Weiterbildung 1 ½ Fortbildungstage für die Staatsanwälte und Gerichtsschreiber organisiert. Fortbildungssitzungen wurden ausserdem für die Gerichtsschreiber und Sekretärinnen veranstaltet. Drei Sekretärinnen haben einen Kurs der Polizeiasspirantenschule¹⁸ besucht und drei Sekretärinnen die Grundausbildung in Justizverwaltung, welche von der „Haute Ecole ARC“ (Ecole romande en administration judiciaire) in Neuenburg angeboten wird. Eine Sekretärin begann die Ausbildung CAS Justizverwaltung Strafrecht und eine Gerichtsschreiberin die Ausbildung CAS Judikative. Schliesslich hat Staatsanwältin Liliane Hauser im Jahr 2014 ihre Ausbildung MAS in Wirtschaftskriminalität begonnen, welche sie 2015 abschliessen wird.

Im Verlaufe des vergangenen Jahres hat der Generalstaatsanwalt zwei Plenarsitzungen der Staatsanwälte und 28 Direktionssitzungen abgehalten. Am 1. Januar 2015 zählt die Staatsanwaltschaft 27 Richtlinien (wovon 18 auf ihrer Internetseite publiziert sind¹⁹) und 21 Anleitungen zur Arbeitsweise.

¹⁷ Schweizerischen Staatsanwältekonferenz (ehemalige Konferenz der Strafverfolgungsbehörden der Schweiz KSBS).

¹⁸ PAS.

¹⁹ www.fr.ch/mp.

Im Jahr 2014 sprach der Generalstaatsanwalt als Referent an den Generalversammlungen des Verbandes der Freiburger Gendarmerie, des Verbandes der Freiburger Kriminalpolizei, der schweizerischen Vereinigung von Polizeibeamten sowie am 10-jährigen Jubiläum des Vereins Ex-Pression. Er ist Delegierter und Vorstandsmitglied der SSK, Mitglied der Generalstaatsanwältekonferenz der Schweiz und der „Plateforme des procureurs généraux romands“ sowie der Arbeitsgruppen Gesetzgebung der SSK, Statistik und Gerichtsmedizin. Auf kantonaler Ebene ist er Mitglied des Justizrates, der Kommission für die bedingte Straftlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit, bei welcher er aber seine Demission auf den 31. Dezember 2014 eingereicht hat. Weiter ist er Mitglied des Kantonalen Rats für Prävention und Sicherheit und Präsident der Freiburger Vereinigung der Richterinnen und Richter. Ferner ist er Lehrer bei der PAS und hat den Anwaltspraktikanten Kurse erteilt. Ausserdem hatte der Generalstaatsanwalt zwei Auftritte in der Sendung „Temps Présent“ auf RTS, wobei er sich einmal zu via sicura und das andere Mal zum Thema der Mediation äusserte. Schliesslich publizierte er 2014 noch einen Artikel in der Freiburger Zeitschrift für Rechtsprechung (FZR 2014, Seite 1) mit dem Titel „Trois ans de pratique du nouveau CPP“.

Der Stellvertretende Generalstaatsanwalt ist Delegierter der SSK sowie Präsident der SSK-Kommission für Strafzumessung. Er ist Präsident der Rekurskommission der Universität Freiburg und nimmt zudem am deutschsprachigen Intensivseminar der Rechtswissenschaftlichen Fakultät teil, welches den Studenten angeboten wird. Er ist weiter Mitglied der Schweizer Arbeitsgruppe zur Harmonisierung des RIPOL und VOSTRA, der Westschweizer Arbeitsgruppe „Electronic monitoring“, verschiedener kantonalen Arbeitsgruppen im Bereich der Medizin und Psychiatrie sowie der Arbeitsgruppe zur Koordination und Zuteilung der Gefängnisplätze und schliesslich noch der Arbeitsgruppe „inter-autorités“ (Staatsanwaltschaft, Kantonspolizei und das Amt für Strassenverkehr und Schifffahrt) zum Thema des Strassenverkehrs.

Im Jahr 2014 schloss der Stellvertretende Generalstaatsanwalt mit dem Freiburger Netzwerk für psychische Gesundheit eine Vereinbarung über den besseren Informationsaustausch mit der Staatsanwaltschaft. Ebenfalls organisierte er zusammen mit dem Kommandodienst der Kriminalpolizei die Generalversammlung der Schweizerischen Kriminalistischen Gesellschaft für mehr als 400 Mitglieder vom 14. bis 16. Mai 2014 in Freiburg.

Die Chef-Gerichtsschreiber und der Kanzleichef haben den Generalstaatsanwalt und seinen Stellvertreter bei deren Aufgaben unterstützt. Sie haben insbesondere die Personalfragen behandelt, Wegleitungen betreffend die Arbeitsweise erarbeitet, interne Schulungen durchgeführt und für einheitliche Praktiken gesorgt. In ihrer Aufgabe als Mediensprecher der Staatsanwaltschaft haben die Chef-Gerichtsschreiber, die Delegierte bei der Schweizerische Konferenz der Informationsbeauftragten der Staatsanwaltschaften (SKIS) sind, Anfragen der Medien beantwortet, fünf Pressemitteilungen versandt und für die Journalisten 86 Einsichtnahmen in die Sammlungen der rechtskräftigen Strafbefehle organisiert. Sie empfingen die Klasse der PAS und eine Klasse der Orientierungsschule des Glanebezirks, um ihnen die Organisation und Tätigkeiten der Staatsanwaltschaft vorzustellen. Weiter repräsentierten sie die Staatsanwaltschaft als Referenten an den „journées d'étude sur les Archives judiciaires“ und organisierten zudem, zusammen mit der Kriminalpolizei, den „Nationalen Zukunftstag – neue Perspektiven für Mädchen und Jungs“.

2.1.3.3. Die Staatsanwälte

Die Staatsanwälte haben auch im Verlaufe des Jahres 2014 Funktionen als Lehrer, Lehrbeauftragte oder Referenten wahrgenommen:

- > bei der PAS, als Lehrer: Philippe Barboni, Raphaël Bourquin, Alessia Chocomeli-Lisibach, Christiana Dieu-Bach und Liliane Hauser;
- > bei der PAS, als Teilnehmer der fiktiven Verfahren: Raphaël Bourquin;
- > beim heilpädagogischen Institut der Universität Freiburg, als Lehrbeauftragter: Marc Bugnon;

beziehungsweise als Mitglied:

- > der Arbeitsgruppe für die Fahrenden, ins Leben gerufen von der „Conférence latine des Chefs des Départements de justice et police“: Philippe Barboni;
- > der Arbeitsgruppe mit den Spitälern für die Intervention der Justiz bei ärztlichem Fehlverhalten: Philippe Barboni;
- > der Anwaltsprüfungskommission: Christiana Dieu-Bach und Jean-Luc Mooser;
- > der Westschweizer Zelle für die Bekämpfung des Dopings: Laurent Moschini;
- > des Kantonsgerichts: Jean-Luc Mooser (nebenamtlicher Richter);
- > der Kommission der SSK und der CLP²⁰: Philippe Barboni (Arbeitsgruppe «Forensische Psychiatrie und Medizinrecht»), Raphaël Bourquin (Büro CLP), Marc Bugnon (Arbeitsgruppe „Deontologie“), Frédéric Chassot (COMINTEL), Alessia Chocomeli-Lisibach (Wirtschaftskriminalität), Christiana Dieu-Bach (COMAMAL und Arbeitsgruppe „Organisierte Kriminalität“), Yvonne Gendre (COMAMAL), Patrick Genoud (COMASTUP und Transportkommission), Liliane Hauser (Wirtschaftskriminalitätskommission und Gerichtsstand- und Rechtshilfekommission), Catherine Python (Arbeitsgruppe „Organisierte Kriminalität“) et Jean-Frédéric Schmutz (COMASTUP);
- > des Direktionsbüros der KSMM (Koordinationsstelle gegen Menschenhandel und Menschenschmuggel): Yvonne Gendre;
- > der kantonalen Kommission gegen häusliche Gewalt: Yvonne Gendre;
- > der beratenden Kommission des Kantons Freiburg im Bereich der Prostitution: Yvonne Gendre;
- > der Arbeitsgruppe Hooliganismus: Laurent Moschini;
- > der Arbeitsgruppe Tags und Graffitis: Raphaël Bourquin;
- > der Arbeitsgruppe für die Aktualisierung des Handbuchs Strafrecht des Schweizerischen Polizei-Instituts (SPI): Raphaël Bourquin und Catherine Python;
- > der kantonalen Kommission für Suchtfragen: Philippe Barboni;
- > der Stiftung der lateinischen Schweiz „Pilotprojekte – Sucht“: Philippe Barboni;
- > der kantonalen Kommission für Fragen der Anstaltsseelsorge: Marc Bugnon (Präsident);
- > Arbeitsgruppe Schwarzarbeit: Frédéric Chassot.

Schliesslich finden sich im Anhang zu diesem Rapport die Formulare betreffend die von den einzelnen Staatsanwälten besuchten Ausbildungsanlässe.

2.1.3.4. Die Mitarbeiter

Die Gerichtsschreiber Maya Dougoud und Nicolas Chardonnens sowie die Sekretärinnen Laurie Thoos et Oezlem Ulukütük haben im Verlaufe des Jahres 2014 die Staatsanwaltschaft verlassen. Die Gerichtsschreiberinnen Murielle Decurtins und Annick Sophia Tavares sowie die Sekretärinnen Ebru Goek, Isabelle Gassmann, Mélanie Ruegsegger und Orphélie Morel, welche ihre Ausbildung zur Kauffrau begonnen hat, wurden eingestellt.

Im Jahr 2014 haben die Gerichtsschreiber Stéphanie Amara und Sacha Khomutov die Anwaltsprüfungen erfolgreich bestanden.

²⁰Conférence latine des procureurs (ehemalige Conférence des autorités de poursuite pénale de Suisse romande et du Tessin CAPP).

Die Staatsanwaltschaft hat an zwei Evaluationsverfahren für das Staatspersonal (EVALFRI) teilgenommen. Die Befragung wurde bei mehreren Gerichtsschreibern zu verschiedenen Zeiten durchgeführt und ist abgeschlossen. Auf die Ergebnisse der Umfrage wird noch gewartet. Mittlerweile wurde mit dieser Evaluation auch bei der Buchhaltung begonnen.

Im vergangenen Jahr hat die Staatsanwaltschaft neun Juristen ermöglicht, ein Gerichtsschreiberpraktikum von sechs Monaten zu absolvieren. Weiter wurde einem Studenten der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg ermöglicht, im Rahmen seiner Seminararbeit ein zweimonatiges Praktikum bei der Staatsanwaltschaft zu absolvieren. Ferner hat sie fünf Aspiranten der Sicherheitspolizei für ein eintägiges Praktikum empfangen.

2.1.3.5. Die Buchhaltungsabteilung

Im Jahre 2014 genehmigte die Buchhaltungsabteilung der Staatsanwaltschaft 2'190 (2'188 im 2013)²¹ Ratenzahlungen, versandte in 5'638 (4'969) Fällen Mahnungen, in 918 weiteren Fällen (931) Mahnungen bezüglich Saldobeträgen, setzte 405 (443) Beteiligungen in Gang und behandelte 4'242 (2'243) Umwandlungen von Bussen in Freiheitsstrafen.

Der Betrag, der in Rechnung gestellten Bussen beträgt für das Jahr 2014 CHF 6'229'631.08 (CHF 6'138'559.61), wobei das Budget einen Betrag von CHF 5'350'000.00 vorsah. Dank der Umwandlung der Bussen im Jahre 2014 konnten CHF 893'737.86 (CHF 783'546.00) schliesslich einkassiert werden. Die Buchhaltungsabteilung nahm im Jahre 2014 insgesamt 108'993 (105'358) Buchungen vor. Weiter richtete sie Rückzahlungsforderungen an Krankenkassen für aktuelle Verfahren im Betrag von rund CHF 150'000.00 (CHF 93'000.00 zwischen Juni und Dezember 2013), sowie weitere Rückzahlungsforderungen für den Zeitraum vor Juni 2013, welche damals in der Kompetenz des Zentralgefängnisses gelegen hatten.

2.1.4. Infrastruktur

Der neue Direktor des Amtes für Informatik und Telekommunikation hat der Staatsanwaltschaft, welche in den vorangegangenen Geschäftsberichten jeweils Kritik am ungenügenden Support geäussert hatte, besondere Beachtung geschenkt. Generell wurde die Kundenbetreuung verbessert, sei dies durch Unterstützung bei der Festlegung der Bedürfnisse oder bei der Suche nach Problemlösungen. Seit dem 1. Dezember 2014 ist ebenfalls ein Abkommen zwischen der Staatsanwaltschaft und dem Amt für Informatik und Telekommunikation in Kraft, welches sicherstellt, dass den Staatsanwälten und Gerichtsschreibern während dem Pikettdienst ein Informatiker auf Abruf zur Verfügung steht. Die Staatsanwaltschaft führte im Laufe des Jahres für vier Informatiker eine Weiterbildung durch, um ihnen einen Einblick in die Organisation, Funktionsweise und Tätigkeit der Staatsanwaltschaft zu ermöglichen. Dies geschah im Hinblick auf ein besseres Verständnis und eine raschere Lösungsfindung bei Anfragen der Staatsanwaltschaft. Schliesslich bedauert die Staatsanwaltschaft, dass das Amt für Informatik und Telekommunikation und/oder das Kantonsgericht im Jahr 2014 noch keine Schritte unternommen haben, um eine kantonale Kommission für Informatikfragen im Bereich der Justiz zu bilden. Erste Aufgabe dieser Kommission wäre es, durch die gemeinsame Nutzung von Tribuna V3 einen Datenaustausch zwischen den Behörden zu ermöglichen.

²¹ Die Zahl innerhalb der Klammern bezieht sich in diesem Kapitel auf das Jahr 2013.

Die Staatsanwaltschaft hat sich im Jahr 2014 einen Laptop angeschafft, welcher jeweils dem Staatsanwalt im Pikettdienst zur Verfügung steht. Somit hat dieser die Möglichkeit auch von ausserhalb (via VPN) auf die Programme, wie namentlich Tribuna V3, zugreifen zu können. Durch den Abschluss eines Abonnements wurde der Zugriff auf die Daten von Teledata ermöglicht und des Weiteren wurde ein Zugang zur Online-Konsultation der Grundbuchdaten eingerichtet.

Im Verlauf des Jahres 2014 hat die Staatsanwaltschaft die Benutzung ihrer Fusionsmodelle auf Tribuna V3 analysiert und die Vorlagen auf rund 220 pro Sprache reduziert. Die verbliebenen Modelle wurden von den Mitarbeitern der Informatik und Telekommunikation überarbeitet, sodass sie besser und effektiver genutzt werden können.

Schliesslich hat die Staatsanwaltschaft im Jahr 2014 ein Videokonferenzsystem erworben.

Beilage :

–

2.2. Statistische Tabelle

–

eingetragene Verfahren	14'809
eingetragene Verfahren gegen bekannte Täter	13'081
eingetragene Verfahren gegen unbekannte Täter	1'728
eingetragene französischsprachige Verfahren	12'409
eingetragene deutschsprachige Verfahren	2'400
eingetragene normale Verfahren gegen erwachsene Beschuldigte	14'633
eingetragene Verfahren vor dem Jugendgericht mit Teilnahme des Jugendstaatsanwaltes	5
Zivilverfahren mit Teilnahme der für diese Verfahren zuständigen Staatsanwältin	2
eingetragene Verfahren des Strafvollzugsrichters	169

hängige Verfahren	4'026
hängige sistierte Verfahren (Art. 314 Abs. 1 Bst. b bis d StPO)	146

Nichtanhandnahmeverfügungen	1'418
Einstellungsverfügungen	1'183
Sistierungsverfügungen	1'197
Selbständige Einziehungsverfahren	0
Unzuständigkeitsentscheidungen	373
nationale Rechtshilfeersuche	23
internationale Rechtshilfeersuche	56
rechtskräftige Strafbefehle	9'517
Einsprachen gegen Strafbefehle und Überweisung an den Polizeirichter	459
Umwandlungsverfügungen betreffend Geldstrafen und Bussen	4'242

Anklageschriften mit Überweisung an den Polizeirichter	134
Anklageschriften mit Überweisung an das Bezirksstrafgericht	124
Anklageschriften mit Überweisungen an das Wirtschaftsstrafgericht	0
Anklageschriften mit Überweisungen an das Jugendstrafgericht	5
Anklageschriften, abgekürztes Verfahren	57
	1

Verfügungen des Strafvollzugsrichters	148
Einsprachen gegen Verfügungen des Strafvollzugsrichters	0

Anzahl Personen in Untersuchungshaft	273
Anzahl Hafttage	21'139

Anzahl Beschwerden, die von den Staatsanwälten beim Kantonsgericht eingereicht wurden (Strafkammer und Strafappellationshof)	7
Anzahl Beschwerden der Staatsanwälte an das Bundesgericht	4
Anzahl begründeter Stellungnahmen, die von den Staatsanwälten an das Kantonsgericht eingereicht wurden (Strafkammer und Strafappellationshof)	87
Anzahl begründeter Stellungnahmen der Staatsanwälte an das Bundesgericht	3
Verweigerung der Genehmigung von Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen durch den Generalstaatsanwalt	13
Einsprachen des Generalstaatsanwaltes gegen Strafbefehle	15

Freiburg, den 19. Januar 2015

Fabien Gasser
Generalstaatsanwalt

Raphaël Brenta
Chef-Gerichtsschreiber

3. Les Tribunaux d'arrondissement

3.1. Partie générale

3.1.1. En général

Alors que le nombre des affaires civiles enregistrées au rôle des tribunaux n'a pas arrêté de baisser depuis 2010, il enregistre cette année une légère hausse (2014 : 452 ; 2013: 356, 2012: 593, 2011: 641). Le nombre des affaires ressortant de la compétence des présidents prend quant à lui l'ascenseur pour se retrouver à son plus haut niveau jamais atteint (2014 : 9301, 2013: 8894, 2012: 8986, 2011: 8858).

En matière prud'homale, les nouvelles affaires relevant de la compétence des présidents augmentent légèrement (2014 : 363, 2013: 314, 2012: 423, 2011: 384) alors que celles des tribunaux restent stables (2014 : 60, 2013: 58, 2012: 96, 2011: 59).

Enfin, si le nombre des nouvelles affaires relevant des tribunaux des baux à la baisse retrouve un niveau comparable à celui de 2011-2012 (2014 : 83, 2013: 121, 2012: 85, 2011: 82, 2010: 199, 2009: 71), les nouvelles affaires de la compétence des présidents en matière de bail restent stables (2014 : 289, 2013: 294, 2012: 357, 2011: 335, 2010: 338).

3.1.2. Temps moyen écoulé entre l'enregistrement des causes et le prononcé du jugement

Juge de répression	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	Total
Tribunal pénal	4	31	53	36	11	10	145
Juge de police	77	211	221	189	107	7	812

Tribunal civil	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	Total
Droit de la famille	19	39	56	65	63	40	282
Actions résultant des contrats	2	1	8	13	21	17	62

Président tribunal civil	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	Total
Divorce sur requête commune avec accord complet	32	227	125	36	9	1	430
Mesures protectrices de l'union conjugale et leur modification	40	147	98	64	17	4	370
Affaires pécuniaires (art. 139 LOJ)	77	280	72	51	20	14	514
Mainlevée	784	1956	255	19	6	3	3023

Juridiction des prud'hommes	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	Total
Président	85	195	39	15	16	1	351
Tribunal	1	8	8	10	17	11	55

Juridiction des baux	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	Total
Président	86	145	27	9	5	0	272
Tribunal	4	14	25	44	23	9	119

Il ressort notamment de ce tableau que 86% des affaires du juge de police et 85% des affaires du tribunal pénal sont jugées dans l'année à compter de leur enregistrement (2013 : 89% et 85%, 2012: 91% et 75%, 2011: 93% et 72%). En matière civile, 63% des affaires en droit de la famille de la compétence du tribunal, 94% des mesures protectrices de l'union conjugale et 93% des affaires pécuniaires de la compétence du président de tribunal, sont jugées dans l'année (2013 : 81%, 93%, 95%, 2012: 77%, 94%, 99%, 2011: 76%, 95%, 98%).

3.1.3. Tribunal de l'arrondissement de la Sarine

3.1.3.1. Composition et locaux

3.1.3.1.1. Composition du Tribunal

En 2014 le Tribunal plénier a été présidé par François-Xavier Audergon.

En 2015, la présidence sera assurée par Alain Gautschi.

L'assesseur Benoît Rohrbasser a quitté le Tribunal d'arrondissement de la Sarine pour des raisons professionnelles avec effet au 30 juin 2014. Ce rapport est l'occasion de lui témoigner notre gratitude pour l'activité qu'il a menée au sein de notre tribunal avec grande compétence. Le Grand Conseil a élu, dans sa séance du 24 juin 2014, son successeur en la personne de Madame Mary-Lise Bapst.

3.1.3.1.2. Personnel (magistrats et greffe)

Il n'y a eu aucun changement en 2014 en ce qui concerne les Présidents. Il sied toutefois de préciser que le Président Schneuwly, en incapacité de travail durant cinq semaines, a été supplé pour les affaires courantes par la Présidente Rossi Carré et le Président Raemy.

Les modifications suivantes sont intervenues au sein du personnel:

Mme Karine Devaud, Greffière à 70% du Président Chassot, qui a été arrêtée partiellement pour cause de maladie depuis août 2014 et qui bénéficie du congé maternité du 17 octobre 2014 jusqu'au 27 mars 2015, n'a pas été à proprement parler remplacée. Depuis la mi-août 2014, le Président Chassot a pu bénéficier de l'appui de Mme Adeline Corpataux, Greffière volante, et de Mme Mélanie Eggertswyler, venue en renfort dès le 1er décembre 2014 jusqu'au 31 mars 2015.

Dès le 1er décembre 2014, Mme Yasemin Bayhan et Pierre Bugnon ont remplacé Mme Marlène Collaud, Greffière à 50% du Président Sallin et à 50% du Président Schneuwly, nommée Présidente ad hoc du Tribunal pénal de l'arrondissement de la Broye pour une durée de 6 mois jusqu'au 31 mai 2015.

En considérant l'activité de Mme Adeline Corpataux, Greffière volante, les Présidents de la section pénale, Ayer, Sallin et Chassot, disposent pour le pénal respectivement de 125%, 125% et 95% de poste de Greffier.

Le Président Gautschi dispose de 150% de poste de Greffier (100% pour le Tribunal pénal économique et les affaires de langue française et 50% pour les affaires de langue allemande). Il bénéficie depuis le 1er avril 2014 d'un greffier stagiaire germanophone pour les affaires allemandes du Tribunal pénal économique, du Tribunal de l'arrondissement de la Sarine et du Tribunal des prud'hommes. Il est à relever que la cellule du Président Gautschi traite également des affaires civiles de langue allemande.

Les renforts rédactionnels suivants ont été obtenus durant l'année 2014 : Adeline Corpataux à 25% du 10 avril au 30 novembre 2014 pour le Président Schneuwly; Eloïse Dorsaz à 100% du 1er février au 31 mai 2014 pour la Présidente Rossi Carré; Emmanuel Baddoud, engagé comme stagiaire, du 23 juin 2014 au 22 décembre 2014 pour les Présidents Schneuwly et Terrapon; Céline Brunod à 20% du 7 avril au 30 juin 2014 pour le Président Terrapon. Ces renforts ont permis de traiter des dossiers complexes dans un délai raisonnable. De telles demandes de renfort devront être renouvelées à l'avenir sur le vu de la difficulté de certains dossiers.

Au niveau du secrétariat, Mme Inès Garcia a été engagée à 50% à la suite de la diminution du taux d'activité de Mme Séverine Lutzelschwab.

Mme Danièle Creteigny, secrétaire du Président Gautschi, a augmenté son taux d'activité de 80% à 100% jusqu'au 31 décembre 2015. Il serait souhaitable que ce taux soit maintenu à 100% pour une durée indéterminée.

En 2014, le Tribunal de la Sarine a donné la possibilité à six juristes d'effectuer un stage de greffier de 6 mois : Lucie Martin, Nathalie Tschudi, Alicia Palley, Maxime Buchs, Jacques-Daniel Gaist et Daniel Srodkowski.

3.1.3.1.3. Locaux

Il n'y a eu aucun changement en 2014.

3.1.3.2. Activité juridictionnelle

3.1.3.2.1. En général (charge de travail globale etc.)

En 2014, le Tribunal pénal de la Sarine a reçu des dossiers à juger concernant 73 personnes en Tribunal pénal (67 en français / 6 en allemand) (2013 : 92 personnes) et 326 personnes en Juge de police (302 en français / 24 en allemand) (2012 : 356 personnes).

Dès le 1er janvier 2011, la compétence du Juge de police a augmenté de 6 mois à 1 an de peine, ce qui a entraîné une recrudescence des affaires importantes en Juge de police, soit celles qui, avant cette date, étaient déferées au Tribunal.

3.1.3.2.2. Affaires civiles (Président, Tribunal, tutelles, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)

Les Présidents du Tribunal civil de la Sarine constatent qu'en 2014, le nombre d'affaires inscrites est quasi identique à celui de 2013. La charge de travail demeure importante. Il est essentiel de veiller à ce que le traitement des dossiers puisse se faire dans des délais acceptables et que les moyens mis à disposition de la justice le permettent. Ainsi, un renfort des forces rédactionnelles actuelles est urgent et nécessaire. Si, cette année, des greffiers ad hoc ont pu être mis à notre disposition sur la base de crédits extraordinaires, l'engagement ordinaire de greffiers supplémentaires s'impose. Pour le surplus, les Présidents se réfèrent aux statistiques annexées.

Le Tribunal des baux a connu une légère baisse des affaires entrées en 2014 (au total 201 nouveaux dossiers au lieu de 225 en 2013). A l'inverse le Tribunal des Prud'hommes a connu une augmentation des affaires en 2014 (au total 215 au lieu de 186 en 2013). A noter qu'en 2014, 167 affaires prud'homales ont été liquidées par conciliation. Depuis le 1er février 2014, la Présidente Caroline Gauch qui assume également la charge des affaires prud'homales de langue allemande dispose d'un greffier stagiaire pratiquant cette langue.

3.1.3.2.3. Affaires pénales (Juges de police, Tribunal pénal)

En 2014, les Juges de police ont jugé 291 personnes (273 en français / 18 en allemand) (2013 : 319 personnes). Au 1er janvier 2015, les dossiers à juger concernent 215 personnes en Juge de police (206 en français / 9 en allemand) (2013 : 228 personnes).

En 2014, le Tribunal pénal de la Sarine a jugé 67 personnes (66 en français / 1 en allemand) (2013 : 60 personnes). Au 1er janvier 2015, les dossiers à juger concernent 53 personnes en Tribunal pénal (47 en français / 6 en allemand) (2013 : 52 personnes).

Après quatre années de pratique du nouveau code de procédure pénale, les constatations suivantes restent valables.

Comme nous l'avions déjà annoncé dans le dernier rapport, la tenue des procès-verbaux qui doivent être lus et signés en audience rallonge la durée des séances d'un tiers environ.

L'établissement par le Ministère public d'actes d'accusation sans explication motivée ni référence aux pièces du dossier augmente sensiblement le temps de travail du Président et du Greffier. Des discussions sont en cours avec le Ministère public sur ce point, notamment pour que les Procureurs tiennent des auditions finales et récapitulatives avant de décerner leur acte d'accusation.

3.1.3.2.4. Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants

Le rapport avec les autres autorités est généralement bon, voire très bon.

Il n'y a aucune remarque particulière s'agissant des rapports avec les avocats et autres intervenants.

3.1.3.3. Formation

Les formations suivies ont été annoncées sur le formulaire ad hoc.

Le personnel du Greffe a également pu bénéficier de cours et de séminaires de formation.

3.1.3.4. Divers (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)

Nous proposons que le SITEL soit chargé d'automatiser les statistiques annuelles des Tribunaux d'arrondissement conformément à ce qui a été mis en place pour les Justices de Paix.

3.1.4. Tribunal de l'arrondissement de la Singine

3.1.4.1. *Composition et locaux*

3.1.4.1.1. *Composition du tribunal*

Au tribunal civil et pénal, Nelly Meier a donné sa démission en sa qualité d'assesseure, avec effet au 31 décembre 2014. Guido Jungo a été élu pour la remplacer. Au tribunal des baux, Jean-François Etter (représentant des bailleurs), assesseur, a également démissionné, pour le 31 décembre 2014. Gilberte Schär a été élue pour lui succéder.

3.1.4.1.2. *Personnel (magistrats et greffe)*

S'agissant des présidents du tribunal, et de l'ensemble du personnel du greffe, rien n'a changé en 2014.

Les postes de stagiaires ont été occupés en 2014 par Denise Martig (1er septembre 2013 au 28 février 2014), Tabea Jenny (1er octobre 2013 au 31 mars 2014), Frédérique Aurélie Jungo (1er mars 2014 au 31 août 2014), Stefanie Durot (1er avril 2014 au 30 septembre 2014), Sara Lenherr (1er octobre 2014 au 31 mars 2015) et Patricia Stritt (1er novembre 2014 au 30 avril 2015).

3.1.4.1.3. *Locaux*

A cet égard, aucun changement n'a été enregistré en 2014.

3.1.4.2. *Activité judiciaire*

3.1.4.2.1. *Généralités (charge de travail en général, etc.)*

En 2014, c'est le président du tribunal Peter Rentsch qui a assuré la présidence pour la gestion des questions administratives (art. 21 LJ). Hormis le fait que Peter Rentsch ait assumé la charge du tribunal des prud'hommes et Reinold Raemy celle du tribunal des baux, les présidents de tribunal ont continué à se partager le travail selon des critères pratiques; autrement dit, ils ne se répartissent pas les tâches en fonction de la nature des affaires, mais chaque juge exerce en principe en tout domaine. Les dossiers sont attribués de manière aléatoire, alors que pour le greffe, la clé de répartition 50:50 est de rigueur.

La charge de travail est demeurée élevée mais, pour l'essentiel, il a été possible de la maîtriser. En sa qualité de président du Tribunal civil de l'arrondissement de la Gruyère (cas en langue allemande), Peter Rentsch a réglé six affaires en tout. Au Tribunal de la Sarine, Peter Rentsch a encore en suspens une affaire relevant du tribunal économique. Pendant l'année sous rapport, Reinold Raemy a été mis plusieurs fois à contribution en sa fonction de suppléant du président du tribunal des mesures de contrainte. Il n'a pas exercé d'activité au Tribunal d'arrondissement du Lac.

3.1.4.2.2. *Matière civile (président, tribunal, chambre des tutelles, tribunal des prud'hommes et tribunal des baux, poursuites et faillites)*

En 2014, 899 affaires civiles ont été enregistrées au total (2011: 904, 2012: 937, 2013: 819), dont 21 en matière de baux à Morat. 907 procédures ont été closes (2011: 939, 2012: 895, 2013: 939), compte tenu de 22 affaires de bail réglées à Morat. Ce chiffre de 907 porte sur les décisions mettant fin à une procédure; toutes les autres décisions, comme par exemple les suspensions, celles relatives aux expertises et autres décisions intermédiaires, ne sont pas prises en considération.

En principe et comme par le passé, les affaires du tribunal des baux ont été réparties selon le lieu de l'objet loué, soit entre Tavel et Morat. Les dossiers sont pourtant traités administrativement par le greffe respectif (inscription au rôle, archivage).

Il convient d'ajouter qu'en 2014, 69 jugements de divorce (2011: 95, 2012: 98, 2013: 78) ont été rendus. Dans les affaires civiles, il y a eu 40 listes de frais établies (2011: 86, 2012: 71, 2013: 65), étant précisé que les indemnités de partie et les indemnités allouées aux défenseurs en matière d'assistance sont en principe fixées dans la décision rendue sur le fond. De plus, 41 auditions d'enfants (2011: 28, 2012: 26, 2013: 28) ont eu lieu, qui ont été généralement menées par la greffière Vaucher Mauron, des auditions simultanées de plusieurs enfants étant fréquentes.

Au sujet des données entrant dans la statistique, les explications suivantes sont données à titre de complément:

Les présidents du tribunal des prud'hommes ont réglé 31 affaires en tout, dont 28 en procédure de conciliation.

Il y a lieu de noter dans la statistique de la juridiction des baux que depuis le 1er janvier 2013, seul le tribunal qui a également traité le cas au fond recense administrativement les affaires en cette matière. Celles enregistrées avant cette date et traitées à Morat étaient à chaque fois recensées dans les systèmes des deux tribunaux. Jusqu'à la clôture de tous ces cas – à l'heure actuelle, il y a encore à Morat une affaire pendante qui est également enregistrée administrativement à Tavel - il existera des chevauchements dans les statistiques Tribuna. Ainsi, sur les cinq affaires pendantes au 1er janvier 2013 devant le tribunal des baux à Morat, deux ont également été enregistrées à Tavel. L'une d'entre elle a été réglée en 2014.

3.1.4.2.3. Matière pénale (juge de police, tribunal pénal)

Au total, 86 affaires pénales ont été enregistrées (2011: 103, 2012: 98, 2013: 84), et 83 ont été réglées (2011: 94, 2012: 102, 2013: 99). Ont également été prises en compte dans ces chiffres quatre affaires enregistrées et deux classées, qui ont été traitées par le président du tribunal pénal (instance 60) et qui ne figurent pas dans la statistique. Sur les 73 affaires réglées par le juge de police, l'entrée en matière sur une opposition a été refusée, car celle-ci avait été déposée hors délai. Dans un cas, les deux juges de police se sont récusés et dans un autre, une peine pécuniaire a été transformée en peine privative de liberté. Cinq listes de frais ont été établies dans des affaires pénales (2011: 15, 2012: 6, 2013:9). Dans les affaires pénales aussi, les indemnités sont fixées en principe dans le jugement rendu sur le fond.

3.1.4.2.4. Relations avec les autorités, les avocats et autres intéressés

Les relations avec les autorités et les avocats sont bonnes.

Le Tribunal cantonal a inspecté le Tribunal d'arrondissement en date du 16 octobre 2014.

3.1.4.3. Formation continue

Les présidents de tribunal et les greffières et greffiers ont pris part à des sessions de formation continue. Renvoi est fait à cet égard aux formulaires d'inscription.

3.1.4.4. Divers (propositions de modification de lois, informatique, etc.)

Pas de remarques.

3.1.5. Tribunal de l'arrondissement de la Gruyère

3.1.5.1. *Composition et locaux*

3.1.5.1.1. *Composition du Tribunal*

Aucun changement par rapport à l'année 2013, si bien que nous nous référons au rapport 2013 à ce sujet.

En 2014, le Tribunal plénier s'est réuni à sept reprises, les 14 janvier, 24 janvier, 6 février, 1er mai, 23 juin, 9 septembre et 16 décembre 2014. Il a été présidé par Philippe Vallet, fonctionnant en qualité de Président en charge des questions administratives cette année-là. Les procès-verbaux des séances ont été tenus par Nicolas Oberson, Greffier-chef.

Pour l'année 2015, Camille Perroud Sugnaux fonctionnera en qualité de Présidente en charge des questions administratives.

3.1.5.1.2. *Personnel (magistrats et greffe)*

Comme pour l'année 2013, Claudia Dey Gremaud et Philippe Vallet ont exercé leur activité de Présidente et Président au taux de 100 %; Frédérique Bütikofer Repond et Camille Perroud Sugnaux au taux de 50 %, en principe ; Nicolas Oberson en qualité de Président du Tribunal des prud'hommes à 10%, en principe également.

Nous devons relever la période d'absence de Camille Perroud Sugnaux laquelle, en raison de son congé maternité, n'a pas été en mesure d'exercer ses fonctions du 7 juin au 30 septembre 2014. Durant ce laps de temps, Frédérique Bütikofer Repond a augmenté, avec l'accord de nos autorités, son taux d'activité à 100 %. La marche des affaires pénales n'a ainsi pas été entravée.

Aucune remarque à formuler en ce qui concerne l'autorité prud'homale.

Concernant les heures supplémentaires et les vacances des magistrats, Frédérique Bütikofer Repond enregistre, au 31 décembre 2014, 452,22 heures supplémentaires, Claudia Dey Gremaud 29,4 heures supplémentaires, Camille Perroud Sugnaux 140,35 heures supplémentaires, Philippe Vallet 34,87 heures supplémentaires et Nicolas Oberson 50,06 heures supplémentaires. Le total des heures supplémentaires pour les personnes précitées s'élève dès lors à 706,90 heures supplémentaires. Le solde des vacances non prises au 31 décembre 2014 s'élève à 7 jours pour Frédérique Bütikofer Repond, à 9 jours pour Claudia Dey Gremaud, à 12 jours pour Nicolas Oberson, à 8 jours pour Camille Perroud Sugnaux et à 2 jours pour Philippe Vallet.

L'organisation interne évoquée dans le rapport précédent a été maintenue. Ainsi, la Présidente Claudia Dey Gremaud travaille en équipe avec les Greffières Julia Schroeter (90 %) et Maud Bussard (10 %), le Président Philippe Vallet avec les Greffières Houry Rousseau (40 %) et Véronique Bourqui (60 %), la Présidente Camille Perroud Sugnaux avec la Greffière Géraldine Bavarel (50 %) et la Présidente Frédérique Bütikofer Repond avec la Greffière Maud Bussard (50 %). Vous constaterez que chaque Président (Présidente) peut compter sur un équivalent greffière. Cependant, les remarques formulées dans le précédent rapport concernant la charge de travail demeurent entièrement valables. L'équivalent Président (Présidente) - Greffier - Greffière ne permet pas d'assurer une rédaction des jugements dans un délai raisonnable, et quasiment jamais dans le délai de 60 à 90 jours imposé par l'art. 84 al. 4 CPP. Cette surcharge est d'autant plus sensible auprès des deux teams principaux en charge des procédures pénales puisque les greffières sont tenues de prendre connaissance des dossiers avant les audiences/séances, d'assister à ces dernières avec prise de procès-verbaux. Nous avons par courrier du 16 décembre 2013 abordé la Direction de la sécurité et de la justice afin que nous soit octroyé un poste de greffier-adjoint à 100 % afin de raccourcir les délais de rédaction comme nous l'avait demandé le Conseil de la magistrature dans son courrier du 9 décembre 2013. Le Tribunal de la Gruyère a fait face à une réponse négative de la part du Conseil de la magistrature par courrier du 15 janvier 2014. Nous ne pouvons que persister sur l'urgence qu'il y a à créer un poste de greffier

volant, afin d'assurer la préparation et la rédaction des jugements dans un délai raisonnable et d'éviter l'accumulation de retard. Nous serons dès lors amenés à formuler une nouvelle fois une demande tendant à obtenir un poste de greffier-adjoint à 100%.

Les Présidents Claudia Dey Gremaud et Philippe Vallet ont été en charge au cours de l'année 2014 des procédures civiles pendantes par-devant le Tribunal de la Gruyère, le Président Vallet poursuivant de surcroît son activité de vice-Président du Tribunal des baux de la Broye, de la Glâne, de la Gruyère et de la Veveyse en remplacement de la Présidente Frédérique Bütikofer Repond. Il se limite toutefois aux procédures d'expulsion de l'arrondissement judiciaire de la Gruyère. Les Présidentes Camille Perroud Sugnaux et Frédérique Bütikofer Repond ont, quant à elles, été en charge des procédures pénales. Le Président Philippe Vallet a toutefois conservé et traité les procédures relatives aux décisions judiciaires ultérieures indépendantes. Il a par ailleurs assumé un certain nombre de procédures dévolues au Juge de police durant l'interruption de travail de Camille Perroud Sugnaux, en congé maternité.

L'entente entre les 4 Magistrats précités est excellente et permet, malgré la charge de travail, de continuer à pouvoir faire face à la charge de notre Tribunal.

L'organisation du secrétariat est demeurée inchangée pour l'année 2014, chacune des secrétaires en place étant en charge tant des dossiers civils que pénaux. L'organisation de team Président-greffier-secrétaire est toujours impossible, le personnel nécessaire pour une telle organisation nécessitant la création d'un secrétariat général, lequel fait actuellement défaut. Les quelque 3 mois d'expérience d'activité dans nos nouveaux locaux ne font que confirmer le besoin d'un poste supplémentaire de secrétaire à 100% en vue de réorganiser le secrétariat, situé sur 2 étages, ce qui est plus contraignant que lorsque le Tribunal se trouvait au Château.

Au niveau du personnel du secrétariat, 68,74 heures supplémentaires ont été accumulées au cours de l'année 2014 et concernent 6 personnes. S'agissant des vacances, le personnel du secrétariat cumule un solde des vacances non prises au cours de l'année 2014 qui s'élève à un total de 81 jours et concerne 7 personnes, dont les taux d'activité sont toutefois différents. Concernant les Greffières, aucune heure supplémentaire n'a été accumulée au 31 décembre 2014, notamment en raison de compensations en congé durant l'année. Quant au solde des vacances 2014 non prises, le Greffier et les Greffières totalisent 25,5 jours de vacances et cela concerne 6 personnes.

Les Greffières et Greffiers stagiaires suivants ont complété les forces de travail du Greffe du Tribunal de la Gruyère au cours de l'année 2014, savoir :

- > Frédérique Riesen, du 1er mars 2013 au 31 janvier 2014;
- > Cédric Schneuwly, du 1er septembre 2013 au 28 février 2014;
- > Emeline Cazzola, du 1er février 2014 au 30 novembre 2014;
- > Manon Francey, du 1er mars 2014 au 31 août 2014;
- > Daniela Herren, du 1er août 2014 au 31 janvier 2015;
- > Amélie Devaud, du 1er septembre 2014 au 28 février 2015.

S'agissant des Juges-asseesseurs, il faut noter la fin d'activité de Mme Carmen Sudan et de M. Arsène Gremaud au 31 décembre 2014, ce pour raison d'âge. MM. Stéphane Giller et Michel Castilla ont été quant à eux élus à la session du Grand Conseil du 9 septembre 2014 et sont venus compléter l'équipe. Ils ont été accueillis lors d'une rencontre au cours de laquelle leurs tâches et nos attentes à leur égard leur ont été précisées.

3.1.5.1.3. Locaux

Les 2, 3 et 6 octobre 2014, le Tribunal de la Gruyère a déménagé. La construction de ses nouveaux locaux a constitué pour tout le personnel du Greffe ainsi que pour tous les Magistrats qui se trouvent à la tête du Tribunal, une charge de travail supplémentaire non négligeable. Il a fallu en effet se montrer interventionnel afin que les locaux correspondent réellement à nos besoins et, dans toute la mesure du possible à certains de nos goûts. Les "délibérations internes" ont eu lieu parfois hors Tribunal plénier, de façon informelle et ont été relayées à l'extérieur tant par Frédérique Bütikofer Repond, que Philippe Vallet et Nicolas Oberson. De plus, outre l'ensemble de la planification du déménagement par le Greffier-chef, il incombait au personnel du Tribunal, Magistrats compris, bien évidemment d'emballer ses effets personnels mais de surcroît de déplacer tous les dossiers ainsi que les ouvrages figurant dans la bibliothèque, travail non négligeable, puis de veiller à ce que tous les objets transportés soient remis en place. Ceci exposé, les locaux en général, les deux salles de Tribunal principales ainsi que la salle de conférence qui les jouxte (et qui a déjà été utilisée à plusieurs reprises afin que 3 Magistrats puissent siéger simultanément), constituent une amélioration des conditions de travail par rapport aux locaux devenus exiguës au Château.

3.1.5.2. Activité juridictionnelle

3.1.5.2.1. En général (charge de travail globale etc.)

En 2014, comme en 2013, le Tribunal de la Gruyère, à son grand regret, n'a pas été en mesure de faire face à l'exercice de sa tâche avec toute la qualité et la célérité dont voudraient faire preuve les Magistrats qui le composent. La complexité et le volume de nombreux dossiers déferés au Tribunal de la Gruyère nécessitent un temps de prise de connaissance et de décision importants dont les Juges ne disposent en réalité pas suffisamment. En résumé, la charge de travail est très importante pour les Présidentes et le Président.

En matière civile, la répartition des dossiers intervient à raison de la moitié pour chacun des Magistrats, telle qu'en 2013. Ceux-ci se sont complexifiés et la charge découlant du travail d'analyse conséquent à fournir ralentit l'ensemble de l'activité juridictionnelle. En cette matière, un poste de greffier supplémentaire se justifie amplement afin de décharger les Magistrats de recherches et de rédactions volumineuses et chronophages.

En matière pénale, il sied de relever que les autorités pénales de la Gruyère ont été confrontées en 2014 à une charge de travail importante liée au renvoi de dossiers pénaux toujours plus volumineux et complexes, et ce également dans la compétence du Juge de police, et à de nombreuses demandes de rédactions intégrales suite aux dispositifs rendus. A relever que, bien que les statistiques 2014 semblent marquer en matière pénale un très léger fléchissement, cela ne reflète en réalité pas la quantité de travail à effectuer au vu de ce qui précède.

Le Greffe du Tribunal ainsi que le secrétariat sont également confrontés à la surcharge endémique du Tribunal de la Gruyère, ce qui est de nature à provoquer des situations stressantes et, sur le long terme, usantes pour tout le personnel.

Par ailleurs, les remarques formulées dans les rapports précédents demeurent entièrement valables.

3.1.5.2.2. Affaires civiles (Président, Tribunal, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)

Les statistiques en la matière sont remises en annexe.

En 2014, le Tribunal civil de la Gruyère a inscrit au rôle 67 nouvelles affaires, en a liquidé 68 alors que 94 affaires demeurent en cours au 31 décembre 2014. Le Président du Tribunal de la Gruyère a inscrit 1569 affaires au rôle, en a liquidé 1488 si bien que 377 demeurent pendantes au 31 décembre 2014. Par rapport à l'année 2013, cela représente une augmentation sensible des affaires enregistrées et liquidées. En matière Prud'homale, l'on constate en revanche un léger fléchissement des affaires inscrites au rôle pour le Président

en 2014 par rapport à 2013 et la stabilité des nouvelles affaires inscrites au rôle pour le Tribunal (11) par rapport à 2013 (10).

Les dossiers du droit de la famille occupent encore principalement les Magistrats. Il est enfin relevé que les auditions d'enfants sont principalement effectuées par Carole Nigg et Maud Bussard ainsi que par les Magistrats en charge des dossiers civils à quelques occasions.

70 enfants ont été entendus dans le cadre des procédures matrimoniales pendantes par-devant les autorités judiciaires civiles de la Gruyère en 2014.

3.1.5.2.3. Affaires pénales (Juges de police, Tribunal pénal)

Les statistiques en la matière sont remises en annexe.

Au cours de l'année 2014, le Tribunal pénal de la Gruyère a jugé 20 personnes pour un total de 58 infractions et les Juges de police ont jugé 114 personnes pour un total de 112 infractions. Nous constatons dès lors une légère diminution du nombre de personnes jugées par rapport à l'année précédente. Ceci peut aisément s'expliquer par le volume et la complexité des causes qui ont été jugées en 2014. Il sied également de relever que les trois Magistrats en charge des procédures pénales ont rendu, au cours de l'année 2014, 41 décisions ou ordonnances n'entrant pas dans les statistiques pénales, à savoir 21 ordonnances en matière d'assistance judiciaire, 4 décisions de suspension de la procédure et 11 décisions, soit judiciaires ultérieures indépendantes ou diverses autres décisions telles que sur relief, sur mise en liberté, sur levée de séquestre.

3.1.5.2.4. Rapport avec les autorités, les avocats et les autres intervenants

Les rapports avec les autres autorités sont excellents.

Il n'y a aucune remarque particulière s'agissant des rapports avec les avocats et autres intervenants. Nous devons toutefois relever encore la surcharge de plus en plus apparente du Service de l'enfance et de la jeunesse, qui transparaît dans la relative lenteur de ses interventions ainsi que dans les changements de personnel.

En matière civile et pénale, l'on doit souligner les difficultés auxquelles le secrétariat est confronté dans l'assignation des procédures. La difficulté soulevée dans le rapport précédent de coordonner les agendas des divers intervenants (Procureur, agents de police, dénonciateurs et celui du Tribunal) relevée en matière pénale se rencontre également en matière civile, bien que le nombre des intervenants soit moins élevé. De ce fait, les audiences et séances sont assignées à longue échéance.

Nous pouvons également saluer la très bonne entente qui existe avec les membres du corps de police, qui nous sont d'un précieux et utile secours dans bon nombre de dossiers, tant pénaux que civils. En matière civile, nous avons dû en 2014 procéder à de nombreuses notifications de plis judiciaires par le biais de la Gendarmerie, ce afin de respecter au mieux la jurisprudence du Tribunal fédéral en la matière, un plus grand nombre de parties qu'auparavant n'allant pas chercher ses plis.

3.1.5.3. Formation

Les formulaires d'annonce des formations suivies par les Magistrats élus sont remis en annexe au présent rapport.

Le personnel du greffe a également pu bénéficier de cours et de séminaires de formation.

3.1.5.4. Divers (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)

- a. Les signataires du rapport entendent revenir une nouvelle fois sur la nécessité d'obtenir un poste de greffier supplémentaire. Nous avons pu constater en effet qu'il est impossible de respecter les délais de rédaction des jugements en matière pénale, et civile malgré tous les efforts déployés par les greffières en charge. En matière civile, de même le temps écoulé entre la dernière séance et le jugement est trop long. Certes, le déménagement a contribué dans une certaine mesure à péjorer la situation. Toutefois, pour 2015, elle ne paraît pas devoir s'améliorer au vu des audiences ou séances déjà agendées. A relever par ailleurs que l'impossibilité de se consacrer d'un trait à la rédaction d'un jugement contribue encore à aggraver le problème. En effet, lorsque l'on doit débiter une rédaction, l'abandonner pour se consacrer à d'autres tâches puis la reprendre, cela occasionne une masse de travail encore plus considérable. De plus, les Magistrats en charge des dossiers civils et pénaux sont amenés à rédiger eux-mêmes de nombreuses décisions pour décharger le personnel du Greffe, ce qui a bien évidemment une forte incidence sur leur propre travail.

Nous soulignons par ailleurs que nos Greffières travaillent toutes à temps partiel, pas forcément par choix, mais en raison du fait que les postes sont accordés au compte goutte, ce qui contribue encore à aggraver le phénomène.

- b. Quant aux modifications législatives, l'expérience 2014 montre que, pour le Tribunal des baux, il est problématique que son siège se trouve à Bulle, alors que ses Présidents "principaux" MM. Morel et L'Homme siègent respectivement à Romont et à Châtel-St-Denis. Il serait judicieux de modifier la législation en la matière afin de faire en sorte que les Présidents du Tribunal des baux puissent se voir adresser directement les mémoires et courriers qui leur incombent.

On peut en effet se demander l'utilité de conserver un siège du Tribunal des baux à Bulle alors que la Commission de conciliation en matière de bail à loyer n'a pas de siège déterminé, ce qui ne l'empêche pas de fonctionner à satisfaction. Nous estimons dès lors qu'il serait utile de réfléchir à cette question, qui permettrait de prévenir tout problème de transmission, tel que celui que nous avons connu en 2014.

- c. Chacun utilise quotidiennement l'informatique. Or, aucune formation continue n'est proposée en cette matière, sinon quelques cours à choix, que l'on doit organiser soi-même et hors activité lucrative. L'impression est que l'Etat se repose sur nos acquis et qu'aucune possibilité ne nous est donnée d'améliorer nos compétences. Pourtant, certains cours périodiquement organisés pour nous permettre de parfaire notre maîtrise de l'appareil pourraient permettre par la suite de gagner du temps et d'être plus efficient.
- d. Nous estimons enfin que l'accès au journal de la Police devrait, comme par le passé, nous être permis. Il est nécessaire aux Magistrats, en matière notamment de requêtes urgentes. Selon notre expérience, nous pouvions obtenir nombre d'informations intéressantes en le lisant, tant pour les affaires pénales que pour les affaires civiles pendantes.

3.1.6. Tribunal de l'arrondissement du Lac

3.1.6.1. Composition du Tribunal

Le Tribunal du Lac n'a pas subi de changement de composition.

3.1.6.1.1. Personnel (magistrats et greffe)

La Présidente Sandrine Schaller Walker a été Présidente responsable des affaires administratives en 2014.

Le Tribunal du Lac a dû faire face à d'importantes absences pour cause de maladie. Une secrétaire francophone, engagée à 80%, a été en incapacité totale de travail dès le 31 janvier 2014. Elle a repris une activité partielle, à environ 20%, dès le mois d'octobre 2014. Une solution de remplacement a pu être mise sur pieds dès la mi-mars 2014. Une secrétaire germanophone, active à 80%, a été en incapacité de travail partielle, puis totale, dès le mois de mai 2014. Elle a pu être remplacée, à 50%, dès le mois de septembre 2014, par une collaboratrice du Ministère public.

Bien que le Tribunal du Lac ait pu trouver des solutions de remplacement satisfaisantes, il a dû fonctionner, durant l'année 2014, avec un personnel moins nombreux que sa dotation habituelle. Le personnel a fourni un travail supplémentaire important pour pallier aux absences et former les remplaçantes.

Le Tribunal du Lac a réussi à limiter les retards dans la gestion des dossiers, découlant de ces absences et de l'augmentation du nombre d'affaires enregistrées en 2014, grâce au travail important fourni par l'ensemble de son personnel. Toutefois, il ne pourrait faire face à de nouvelles vacances en son greffe ou à une augmentation plus importante du nombre de dossiers.

Le Tribunal a accueilli trois stagiaires pour des périodes de six mois. Il s'agit de Bettina Landolt, en stage jusqu'au 31 mars 2014, Roman Fomichov, du 1er avril au 30 septembre 2014 et Isabelle Thürlemann, dès le 1er octobre 2014.

3.1.6.1.2. Locaux

Le secrétariat a été doté de nouveaux bureaux. La salle d'audience a été partiellement rafraîchie et son mobilier a été changé, permettant ainsi au Tribunal d'accueillir un plus grand nombre de parties.

3.1.6.2. Activité juridictionnelle

3.1.6.2.1. En général (charge de travail globale etc.)

Durant l'année 2014, le Tribunal du Lac a constaté une augmentation importante du nombre de dossiers enregistrés. Ainsi, et par rapport en 2013, ce sont plus de 200 dossiers supplémentaires qui ont été inscrits au rôle, dont 178 de la compétence du Président du Tribunal civil, 14 du Juge de police et 17 du Tribunal pénal.

Il est brièvement rappelé ci-après le nombre d'affaires enregistrées et liquidées durant l'année 2014. Il est renvoyé pour le surplus aux statistiques établies par le Greffier-chef et annexées au présent rapport.

3.1.6.2.2. Affaires civiles (Pdt, Tribunal, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)

Tribunal civil :

En 2014 (en comparaison de 2013), le Tribunal civil a enregistré 35 nouvelles affaires (2013 = 40), dont 28 en allemand (2013 = 25). Durant l'année, 29 affaires (2013= 38), dont 14 en allemand, ont été liquidées. Au 31 décembre 2014, 46 affaires (2013= 40) sont encore en cours devant le Tribunal civil, dont 38 en allemand. 6 affaires (5 en allemand) ont été inscrites au rôle avant le 31 décembre 2012.

Président du Tribunal civil :

Devant le Président du Tribunal civil, 964 (2013 = 786) affaires ont été inscrites au rôle avant le 31 décembre 2014, dont 611 (2013=494) en allemand. Durant l'année 2014, 881 (2013 = 844) affaires ont été liquidées. 197 affaires demeurent inscrites au rôle, dont 114 en allemand. Sur les procédures liquidées en 2014, 485 (2013 = 460) relèvent de la LP.

Tribunal des prud'hommes :

5 (2013=4) nouvelles affaires ont été introduites, dont 2 en allemand. 6 affaires (2013=5) ont été liquidées. Il reste 5 procédures pendantes au 31 décembre 2014, dont 1 en allemand.

Président du Tribunal des Prud'hommes :

33 (2013= 33) nouvelles affaires ont été inscrites au rôle, dont 16 en allemand. Les Présidents ont traité 25 affaires (dont 7 affaires liquidées par conciliation). Au 31 décembre 2014, il demeure 12 (2013= 4) affaires pendantes, dont 7 en allemand.

Tribunal des baux

Les affaires relevant du Tribunal des baux de la Singine et du Lac font l'objet du rapport du Tribunal de la Singine.

3.1.6.2.3. Affaires pénales (Juges de police, Tribunal pénal)

Juge de police

En 2014, 115 (2013 = 101) nouvelles affaires ont été enregistrées : 47 oppositions aux ordonnances pénales du Préfet, 52 oppositions aux ordonnances pénales du Ministère public, 2 oppositions aux ordonnances pénales de la Commune, 13 renvois directs ainsi qu'une demande d'assistance judiciaire. Les juges de police ont liquidé 88 cas (2013 = 95). Au 31 décembre 2014, 58 affaires restent inscrites au rôle.

Tribunal pénal

22 (2013 = 5) nouvelles affaires ont été enregistrées. Durant cette année, le Tribunal pénal a jugé 12 (2013 = 5) personnes. Au 31 décembre 2014, il reste 13 prévenus à juger.

3.1.6.2.4. Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants

Aucune remarque.

3.1.6.3. Formation

Les Présidents et les greffiers ont suivi des cours de formation continue. Il est renvoyé aux formulaires annexés.

3.1.6.4. Divers (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)

Aucune remarque.

3.1.7. Tribunal de l'arrondissement de la Glâne

3.1.7.1. *Composition et locaux*

3.1.7.1.1. *Composition du Tribunal*

La composition du Tribunal n'a connu aucun changement en 2014.

3.1.7.1.2. *Personnel (magistrats et greffe)*

Le greffe du Tribunal est composé d'un président, d'un greffier-chef à 100 %, d'une greffière-adjointe à environ 30 %, d'un avocat-stagiaire, d'une secrétaire à 90 %, d'une secrétaire à 60 % et d'une apprentie.

Il a été rappelé, en vain, dans tous mes précédents rapports que la greffière-adjointe, qui travaille au sein du Tribunal de la Glâne depuis plusieurs décennies, ne fait toujours pas partie du personnel de l'Etat. Madame Marie-Françoise Pauchard prendra sa retraite en mai 2015 et il a été demandé à Mme Graden de mettre le poste au concours. A ce jour, aucune nouvelle ne m'a été donnée. Ce poste est indispensable au bon fonctionnement du Tribunal.

3.1.7.1.3. *Locaux*

Les locaux donnent entière satisfaction.

3.1.7.2. *Activité juridictionnelle*

3.1.7.2.1. *En général (charge de travail globale etc.)*

La charge de travail est toujours plus lourde, mais encore acceptable.

3.1.7.2.2. *Affaires civiles (Président, Tribunal, tutelles, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)*

La procédure de conciliation permet de résoudre bon nombre d'affaires.

3.1.7.2.3. *Affaires pénales (Juges de police, Tribunal pénal)*

Malgré l'ampleur de certains dossiers, les affaires pénales ont pu être traitées dans des délais raisonnables.

3.1.7.2.4. *Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants*

De façon générale, les rapports avec les avocats sont bons.

3.1.7.3. *Formation*

Président et greffiers ont participé à diverses formations proposées par les universités ou l'ordre des avocats.

3.1.7.4. *Divers (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)*

Néant.

3.1.8. Tribunal de l'arrondissement de la Broye

3.1.8.1. Composition et locaux

3.1.8.1.1. Composition du Tribunal

A l'occasion de son rapport annuel 2013, le Tribunal de la Broye avait déjà insisté sur la nécessité de pouvoir bénéficier rapidement de mesures de décharge afin d'éviter un engorgement de son activité, son effectif présidentiel n'étant que de 1.5 EPT. Il a déposé en juin 2014 une requête en ce sens auprès du Conseil de la magistrature, lequel y a répondu favorablement et a nommé pour six mois une Présidente ad hoc en la personne de Mme Marlène Collaud, avocate, à Portalban. Son activité, exercée à plein temps, a débuté le 1er décembre 2014. Cette mesure est accompagnée par l'engagement d'une greffière pour six mois également, Mme Zoé Esseiva, avocate, à Fribourg.

Il n'y a pas de modifications à signaler au sein des Assesseur(e)s.

3.1.8.1.2. Personnel (magistrats et greffe)

Le Tribunal a enregistré en 2014 un renouvellement assez important de son personnel. Noëlla Brasey, secrétaire-comptable à 50%, a souhaité prendre une retraite anticipée au terme d'une longue carrière au sein du Tribunal. Elle a été remplacée dès le 1^{er} septembre 2014, après une vacance de plusieurs mois, par Valérie Steffen, à 70%. Les 10% restants ont profité à Maude Jaccaud, secrétaire à 70%, qui a pu élargir son taux d'activité à 80% depuis le 1^{er} octobre 2014. A cette date est encore entrée en fonction Cindy Rippstein, secrétaire à 50%, en remplacement de Nicole Schorro (secrétaire à 50% et secrétaire-comptable à 30%), en incapacité de travail depuis le 14 avril 2014. Les périodes intérimaires ont été assumées par Céline Fragnière (secrétaire-comptable à 80%), du 7 mai au 26 septembre 2014, par Maria Torres (secrétaire à 50%), du 2 au 31 juillet 2014, et par Chloé Vonlanthen (secrétaire à 80%), notre ancienne apprentie, durant le mois d'août 2014.

Le Tribunal a pu en outre compter sur la collaboration temporaire de Céline Haag, secrétaire ad hoc (stage), du 20 janvier au 11 avril 2014, de Fidèle Kalenga, greffier ad hoc (stage), du 10 février au 9 mai 2014, hors effectif du personnel et sur trois greffières-stagiaires successives, dans le cadre de leur formation d'avocate : Johanna Sadik, jusqu'au 31 mars 2014, Jessica Renevey, du 1^{er} avril au 30 septembre 2014, et Daphné Roulin, depuis le 1^{er} octobre 2014. Valentin Sapin a effectué un stage universitaire du 16 juin au 8 août 2014.

Ainsi, le greffe totalise 1,5 EPT répartis sur deux personnes, sans compter le poste du greffier-chef (90%). Quant au secrétariat et à la comptabilité, ils représentent 2,8 EPT répartis sur 4 personnes, ainsi qu'une apprentie (Chloé Vonlanthen jusqu'à la fin juillet 2014 et Jessica Guillet dès août 2014).

3.1.8.1.3. Locaux

Nous n'avons rien de particulier à mentionner sous cette rubrique.

3.1.8.2. Activité juridictionnelle

3.1.8.2.1. En général (charge de travail globale etc.)

Globalement, l'augmentation régulière et sensible de la charge du Tribunal relevée dans les exercices annuels précédents s'est stabilisée à un haut niveau : 1'300 affaires enregistrées en 2014, contre 1'343 en 2013, 1'289 en 2012, 1'195 en 2011, 1'117 en 2010, 1'142 en 2009 et 1'079 en 2008. Les liquidations de dossiers, qui ont encore cru, ont atteint un nouveau niveau record : 1'319 décisions rendues, contre 1'246 en 2013, 1'298 en 2012, 1'146 en 2011, 1'132 en 2010, 1'125 en 2009 et 1'120 en 2008. Le travail soutenu de l'ensemble du tribunal a ainsi permis de réduire le nombre de dossiers pendants à la fin 2014 à 381 dossiers (305 dossiers civils et 76 pénaux) (contre 423 en 2013 et 319 en 2012).

Dans le domaine civil, le nombre total de causes, légèrement à la baisse, retrouve le niveau de 2012, mais toujours à un niveau très élevé. On observe surtout une augmentation très sensible (+80%) du nombre d'affaires entrées de la compétence du Tribunal par rapport à l'année précédente ; cette augmentation se rapporte à des causes qui relèvent pour beaucoup du droit des successions et de la construction (contrats d'entreprise, mandats, hypothèques légales définitives), souvent complexes et chronophages. Dans le domaine pénal également, la légère diminution du nombre des nouvelles causes – qui retrouve le niveau déjà élevé de 2012 – cache en réalité un accroissement de la charge de travail, puisque les affaires du ressort du Tribunal pénal accusent une augmentation de 57%.

D'une façon générale, il ressort de la comparaison de ces chiffres avec ceux des années précédentes que la charge de travail du tribunal, en constante augmentation depuis 2008, s'est stabilisée à un niveau très élevé (moyenne de plus de 1'300 enregistrements annuels entre 2012 et 2014). Il apparaît en outre en 2014 un accroissement très important du nombre de dossiers de la compétence du Tribunal civil et du Tribunal pénal, qui est cause de grande inquiétude pour l'avenir. Quant à la liquidation, elle a suivi jusqu'à présent cette progression, mais au prix d'un engagement exemplaire du personnel, qui n'est pas extensible à souhait, eu égard à la dotation en personnel (1,5 EPT de Président(e)s et 2.4 EPT comprenant le poste de Greffier-chef) et à l'épuisement des forces. A l'instar de ce qui avait déjà été relevé dans les rapports précédents, on constate ainsi que le nombre des causes non traitées augmente chaque année. Le contentieux accumulé entraîne au quotidien une masse de correspondance qui devient trop chronophage et qui génère des retards importants, lesquels se manifestent notamment par des délais d'assignation beaucoup plus longs (4-5 mois, en dehors des fêtes d'été), qui ne sont plus tolérables en droit matrimonial ; il s'ensuit également une augmentation du nombre de requêtes superprovisionnelles, une complexification des affaires et un rallongement des délais de rédaction, surtout en pénal (pour un jugement du Tribunal pénal, il faut compter jusqu'à 12 mois).

Dans ce contexte, l'octroi d'un poste de Président-e à 100% - même limité à 6 mois – accompagné de celui d'une greffière, a été ressenti comme une mesure très salubre, qui a permis aux magistrats en place de réorganiser leur activité afin de respecter des délais d'assignation et de liquidation plus raisonnables. A n'en pas douter, il s'impose, dans les conditions de surcharge chronique exposées ci-dessus, de pérenniser ces mesures par la création de postes ordinaires, si l'on veut garantir le bon fonctionnement de la justice dans notre district.

3.1.8.2.2. Affaires civiles (Président, Tribunal, tutelles, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)

Globalement

Le nombre total des affaires civiles introduites devant le Tribunal civil et son Président accuse un léger fléchissement, tout en se maintenant au haut niveau déjà atteint en 2012: 1'178 causes, contre 1'224 en 2013, 1'171 en 2012, 1'098 en 2011, 1'003 en 2010, 1'026 en 2009 et 991 en 2008.

Quant au nombre de décisions rendues, il dépasse pour la première fois le cap des 1'200 affaires : 1'202 décisions, contre 1'131 en 2013, 1'199 en 2012, 1'015 en 2011, 1'028 en 2010, 1'015 en 2009 et 1'020 en 2008.

Cette statistique comprend toutes les affaires civiles traitées, également les affaires prud'homales, ainsi que celles concernant les baux à loyer et la LP. Les chiffres 2.2.2 à 2.2.7. détaillent la statistique en fonction des matières.

Tribunal civil

Affaires enregistrées : 74 (contre 41 en 2013 et 65 en 2012)

Affaires liquidées : 57 (contre 43 en 2013 et 87 en 2012)

Cette statistique ne comprend pas les affaires de bail.

Président du Tribunal civil

Affaires enregistrées : 502 (contre 572 en 2013 et 483 en 2012)

Affaires liquidées : 531 (contre 508 en 2013 et 490 en 2012)

Cette statistique ne comprend pas les affaires de poursuites et faillites, ni prud'homales, ni de bail (expulsion).

Poursuites et faillites

Le nombre des affaires liées au contentieux LP se stabilise au niveau de ces dernières années. En 2014, 552 affaires ont été enregistrées (contre 557 en 2013, 496 en 2012, 466 en 2011, 493 en 2010, 512 en 2009 et 472 en 2008). Plus encore (565) ont été liquidées en 2014 (contre 512 en 2013, 515 en 2012, 452 en 2011, 494 en 2010, 509 en 2009 et 478 en 2008).

Juridiction des Prud'hommes

Le nombre d'affaires enregistrées en 2014 se maintient pratiquement au niveau de 2013 : 34 nouvelles affaires en 2014 (27 devant le Président et 7 devant le Tribunal) (contre 37 en 2013, 81 en 2012, 36 en 2011, 28 en 2010, 32 en 2009 et 32 en 2008). 31 causes ont été liquidées en 2014 (contre 49 en 2013, 64 en 2012, 35 en 2011, 26 en 2010, 40 en 2009 et 26 en 2008).

Chambre des tutelles et curatelles

Cette rubrique est devenue sans objet.

Suppléant du Président du Tribunal des baux à loyer

Le nombre de requêtes d'expulsion enregistrées en 2014 se conserve au niveau de 2013, après l'explosion de 2012 : 16 (contre 17 en 2013, 37 en 2012 et 20 en 2011). 18 causes ont été liquidées (contre 19 en 2013 et 32 en 2012).

3.1.8.2.3. Affaires pénales (Juges de police, Tribunal pénal)

En 2014, le nombre total des nouvelles affaires pénales enregistrées, en augmentation sensible en 2013, retrouve le niveau atteint en 2012 ; il s'élève à 100 dossiers de la compétence du Juge de police et du Président du Tribunal pénal (assistances judiciaires) (contre 119 en 2013, 95 en 2012, 92 en 2011, 100 en 2010, 104 en 2009 et 68 en 2008) et à 22 dossiers du ressort du Tribunal pénal (contre 14 en 2013, 23 en 2012, 5 en 2011, 12 en 2010, 12 en 2009 et 20 en 2008), totalisant 122 affaires (contre 133 en 2013, 118 en 2012, 97 en 2011, 112 en 2010 et 116 en 2009).

Le nombre d'affaires traitées en 2014 se maintient à un niveau particulièrement élevé, déjà atteint en 2013, avec une augmentation importante des causes relevant du Tribunal pénal. 117 affaires pénales ont été liquidées en 2014 (contre 115 en 2013, 99 en 2012, 109 en 2011, 101 en 2010, 110 en 2009 et 88 en 2008) : 95, y compris 5 décisions d'assistance judiciaire, relevant du Juge de police et du Président du Tribunal (contre 97 en 2013, 85 en 2012, 99 en 2011, 92 en 2010, 96 en 2009 et 72 en 2008) et 22 relevant du Tribunal pénal (contre 18 en 2013, 14 en 2012, 10 en 2011, 11 en 2010, 16 en 2009 et 16 en 2008).

3.1.8.2.4. Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants

Nous n'avons rien de particulier à mentionner sous cette rubrique.

3.1.8.3. Formation

La Présidente Bulliard Grosset a assisté le 27 juin 2014 aux Journées du droit de la circulation routière, à la formation organisée les 11 et 12 novembre 2014 par la Fondation pour la formation continue des juges suisses consacrée au thème « Audition, techniques d'interrogatoire, analyse des déclarations et PV ». Elle a également pris part, le 28 novembre 2014, à la Journée de formation de l'Ordre des avocats fribourgeois sur les procédures civile et pénale.

Comme les années précédentes, le Président Meuwly a donné le 22 mai 2014 une conférence sur le thème « L'entretien de l'enfant du couple marié et non marié », organisée par le Service de la formation continue de l'Université de Fribourg dans le cadre de la journée consacrée au thème « Le sort de l'enfant dans le droit du divorce ». A l'instar de sa collègue, il a participé aux journées de formation organisées par la Fondation pour la formation continue des juges suisses et l'Ordre des avocats fribourgeois ainsi qu'aux Journées du droit de la circulation routière.

L'ensemble des collaboratrices et collaborateurs du Tribunal ont suivi divers cours et séminaires spécialisés, au titre du perfectionnement professionnel.

3.1.8.4. Divers (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)

Nous n'avons rien de particulier à mentionner sous cette rubrique.

3.1.9. Tribunal de l'arrondissement de la Veveyse

3.1.9.1. *Composition et locaux*

3.1.9.1.1. *Composition du Tribunal*

Le 26 mars 2014, Caroline Perroud a été élue assesseure du Tribunal d'arrondissement, en remplacement de Josiane Suchet, démissionnaire pour cause de déménagement dans un autre district. Le 9 septembre 2014, Justine Dumas a été élue assesseure (locataire) du Tribunal des baux des districts de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse, en remplacement de Virginie Sauterel, démissionnaire pour des raisons professionnelles. Le 7 octobre 2014, Noëlle Perroud a été élue assesseure (propriétaire) du même Tribunal, en remplacement de Norbert Chardonnens, démissionnaire pour raison d'âge. Il n'y a pas eu d'autre changement.

3.1.9.1.2. *Personnel (magistrats et greffe)*

Aucun changement n'est à mentionner.

Les greffiers et le personnel du greffe accomplissent leurs tâches avec compétence et donnent entière satisfaction.

3.1.9.1.3. *Locaux*

Sans changement. Les locaux suffisent à peine aux besoins actuels; le secrétariat est sous-dimensionné et la bibliothèque, fait également office de salle de délibération et de bureau pour notre greffière-adjointe à mi-temps. Il nous est dès lors impossible d'accueillir un(e) apprenti(e) ou un(e) stagiaire.

3.1.9.2. *Activité juridictionnelle*

3.1.9.2.1. *En général (charge de travail globale etc.)*

Après une forte augmentation en 2012 (20%) le nombre d'affaires inscrites au rôle avait légèrement diminué en 2013 (8.9%) et a à nouveau augmenté en 2014 (3.5%). Sur la durée, la charge de travail reste en constante augmentation. Il devient de plus en plus difficile de respecter des délais raisonnables. Il est désormais impossible de décharger d'autres tribunaux.

3.1.9.2.2. *Affaires civiles (Pdt, Tribunal, tutelles, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)*

cf. statistiques.

3.1.9.2.3. *Affaires pénales (Juges de police, Tribunal pénal)*

cf. statistiques.

3.1.9.2.4. *Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants*

Ils n'ont donné lieu à aucune difficulté particulière.

3.1.9.3. *Formation*

Les formations suivies ont été annoncées sur le formulaire ad hoc.

3.1.9.4. *Divers (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)*

Aucune proposition à formuler.

3.1.10. Tribunal pénal économique

3.1.10.1. *Composition et locaux*

3.1.10.1.1. *Composition du Tribunal*

Le Tribunal pénal économique est composé du soussigné, Président, de son suppléant Arthur Lehmann, ainsi que de 18 juges assesseurs.

3.1.10.1.2. *Personnel (magistrats et greffe)*

- > Fabienne Cajoux, greffière, titulaire du brevet d'avocate, à 100 % dès le 1er juin 2001, à ma disposition depuis le 1er septembre 2010.
- > Caroline Gauch, titulaire du brevet d'avocate et docteur en droit, depuis le 1er janvier 2012, à 50 % auprès du Tribunal de la Sarine et du TPE, pour les affaires en allemand.
- > Danièle Cretegy, secrétaire, qui travaille au service du TPE depuis le 1er janvier 1999, avec un taux d'activité de 100 %. En effet, son taux d'activité a pu être augmenté de 80 % à 100 %, toutefois que pour une durée déterminée jusqu'à fin 2015. Il serait souhaitable que son taux d'activité soit augmenté à 100 % de façon indéterminée.
- > Depuis le 1er avril 2014, un greffier-stagiaire germanophone est à disposition pour les affaires allemandes du Tribunal pénal économique, du Tribunal de la Sarine et celles du Tribunal des prud'hommes.

3.1.10.1.3. *Locaux*

Le Tribunal pénal économique étant rattaché administrativement au Tribunal de l'arrondissement de la Sarine, ses locaux se situent donc au siège du Tribunal de la Sarine, Route des Arsenaux 17, à Fribourg. Il y a lieu de relever que ceux-ci sont adéquats et correspondent parfaitement aux activités et besoins du TPE.

3.1.10.2. *Activité juridictionnelle*

3.1.10.2.1. *En général*

Suite à l'engagement de l'ensemble des membres du Tribunal pénal économique, la surcharge accrue qui a régné ces dernières années a pu être réduite.

En 2014, le Tribunal pénal économique a siégé de la façon suivante :

- > 1 procès en juin concernant un prévenu (Prés. Alain Gautschi)
- > 1 procès en septembre impliquant un prévenu (Prés. Alain Gautschi)
- > 1 séance en décembre (décision ultérieure) concernant un prévenu (Prés. Alain Gautschi)

L'affaire jugée au mois de septembre et présidée par le soussigné étant de nature complexe, la rédaction est encore en cours. Elle devrait toutefois aboutir dans le courant du mois de janvier 2015.

3.1.10.2.2. *Affaires du Tribunal pénal économique*

A ce jour, sept affaires sont encore inscrites au rôle : une sera jugée durant le premier trimestre 2015, une autre est assignée pour le mois de septembre 2015. Les quatre affaires restantes sont en mains du Président Peter Rentsch, suite à la récusation du soussigné et au fait qu'à l'époque le Président-suppléant du TPE n'était pas germanophone. Ces quatre affaires seront assignées en 2015.

3.1.10.2.3. *Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants*

Rien de particulier à relever.

3.1.10.3. *Formation*

- > Le soussigné a suivi 3 ½ jours de cours auprès de la Stiftung für die Weiterbildung Richter et 2 jours de cours de l'Institut für Rechtswissenschaft und Rechtspraxis.
- > Caroline Gauch a suivi 3 jours de cours auprès de la Stiftung für die Weiterbildung Richter et 1 jour avec St. Galler Tagung zum Arbeitsrecht.

3.1.10.4. *Divers (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)*

Le Président du Tribunal pénal économique, ainsi que le personnel sous ch. 1.1.1.2 assurent également les affaires pénales ordinaires de l'arrondissement de la Sarine, tant pour la section alémanique que francophone, ainsi que les affaires allemandes du Tribunal civil de la Sarine. Il faut dès lors relever qu'en sus du rôle du TPE, 5 personnes ont été jugées en Tribunal pénal d'arrondissement (dont une en allemand), ainsi que 44 personnes renvoyées devant le Juge de police (dont 18 en allemand). Enfin, 53 jugements ont été rendus dans les affaires allemandes du Tribunal civil de la Sarine.

3. Bezirksgerichte

3.1. Allgemeiner Teil

3.1.1. Allgemeines

Die Zahl der bei den Zivilgerichten erfassten Angelegenheiten, die seit 2010 stetig abgenommen hat, ist in diesem Jahr leicht gestiegen (2014: 452, 2013: 356, 2012: 593, 2011: 641). Die Zahl der Angelegenheiten, die in die Zuständigkeit der Gerichtspräsidenten fallen, ist auf ein Rekordniveau angestiegen (2014: 9301, 2013: 8894, 2012: 8986, 2011: 8858).

Die Zahl der in die Zuständigkeit der Präsidenten der Arbeitsgerichte fallenden neuen Angelegenheiten hat leicht zugenommen (2014: 363, 2013: 314, 2012: 423, 2011: 384) während die Zahl der Angelegenheiten der Arbeitsgerichte stabil geblieben ist (2014: 60, 2013: 58, 2012: 96, 2011: 59).

Die Zahl der neuen Angelegenheiten der Mietgerichte hat abgenommen und ein mit 2011-2012 vergleichbares Niveau erreicht (2014: 83, 2013: 121, 2012: 85, 2011: 82, 2010: 199, 2009: 71). Die Zahl der in der Zuständigkeit der Präsidenten liegenden neuen Angelegenheiten ist stabil geblieben (2014 : 289, 2013: 294, 2012: 357, 2011: 335, 2010: 338).

3.1.2. Zwischen der Erfassung der Angelegenheiten und der Urteilsfällung durchschnittlich verstrichene Zeit

Zuständiger Strafrichter	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	Total
Strafgericht	4	31	53	36	11	10	145
Polizeirichter	77	211	221	189	107	7	812

Zivilgericht	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	Total
Familienrecht	19	39	56	65	63	40	282
Klagen aus Vertrag	2	1	8	13	21	17	62

Präsident Zivilgericht	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	Total
Scheidung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung	32	227	125	36	9	1	430
Eheschutzmassnahmen und deren Abänderung	40	147	98	64	17	4	370
Vermögensrechtliche Sachen (Art. 139 GOG)	77	280	72	51	20	14	514
Rechtsöffnung	784	1956	255	19	6	3	3023

Arbeitsgericht	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	Total
Präsident	85	195	39	15	16	1	351
Gericht	1	8	8	10	17	11	55

Mietgerichtsbarkeit	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	Total
Präsident	86	145	27	9	5	0	272
Gericht	4	14	25	44	23	9	119

Aus der Tabelle geht insbesondere hervor, dass 86% der in die Zuständigkeit des Polizeirichters und 85% der in die Zuständigkeit des Strafgerichts fallenden Angelegenheiten innerhalb eines Jahres nach ihrer Erfassung abgeschlossen wurden (2013: 89% und 85%, 2012: 91% und 75%, 2011: 93% und 72%). Mit Blick auf die Zivilsachen sind 63% der Angelegenheiten aus dem Gebiet des Familienrechts, die in die Zuständigkeit des Gerichts fallen, sowie 94% der Eheschutzmassnahmen und 93% der vermögensrechtlichen Streitigkeiten, die in die Zuständigkeit des Gerichtspräsidenten fallen, innerhalb eines Jahres erledigt worden (2013: 81%, 93%, 95%, 2012: 77%, 94%, 99%, 2011: 76%, 95%, 98%).

3.1.3. Bezirksgericht Saane

3.1.3.1. Zusammensetzung und Lokalitäten

3.1.3.1.1. Zusammensetzung des Gerichts

2014 wurde das Gesamtgericht von François-Xavier Audergon präsiert.

2015 wird das Präsidium von Alain Gautschi sichergestellt.

Der Beisitzer Benoît Rohrbasser verliess das Gericht des Saanebezirks aus beruflichen Gründen auf den 30. Juni 2014. Dieser Bericht bietet die Gelegenheit, ihm unsere Dankbarkeit für die Tätigkeit, die er mit viel Kompetenz an unseren Gericht ausübte, zu bezeugen. Der Grosse Rat wählte in der Sitzung vom 24. Juni 2014 in der Person von Mary-Lise Bapst seine Nachfolgerin.

3.1.3.1.2. Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)

Bei den Präsidenten gab es 2014 keine Änderung. Man muss aber darauf hinweisen, dass Präsident Schneuwly, der während fünf Wochen arbeitsunfähig war, für die laufenden Geschäfte von Präsidentin Rossi Carré und Präsident Raemy ersetzt wurde.

Beim Personal gab es folgende Änderungen:

Karine Devaud, Gerichtsschreiberin von Präsident Chassot zu 70 %, die seit August 2014 krankheitshalber teilweise nicht arbeiten konnte und von 17. Oktober 2014 bis 27. März 2015 im Mutterschaftsurlaub ist, wurde nicht eigentlich ersetzt. Seit Mitte August 2014 konnte Präsident Chassot auf die Unterstützung von Adeline Corpataux, frei zuteilbare Gerichtsschreiberin, und von Mélanie Eggertswyler, die von 1. Dezember 2014 bis 31. März 2015 als Verstärkung wirkt, zählen.

Seit 1. Dezember 2014 haben Yasemin Bayhan und Pierre Bugnon Marlène Collaud, Gerichtsschreiberin von Präsident Sallin zu 50 % und von Präsident Schneuwly zu 50 %, ersetzt; Marlène Collaud wurde für 6 Monate bis 31. Mai 2015 zur Ad-hoc-Präsidentin des Strafgerichts des Broyebezirks ernannt.

Wenn man die Tätigkeit von Adeline Corpataux, frei zuteilbare Gerichtsschreiberin, berücksichtigt, verfügen die Präsidenten der Strafrechtlichen Abteilung, Ayer, Sallin und Chassot, für Strafsachen über Gerichtsschreiberstellen im Umfang von 125%, 125 % und 95 %.

Präsident Gautschi verfügt über 150 % Gerichtsschreiberstellen (100 % für das Wirtschaftsstrafgericht und die französischsprachigen Fälle und 50 % für die deutschsprachigen Fälle). Er verfügt seit 1. April 2014 über einen deutschsprachigen Gerichtsschreiber-Praktikanten für die deutschsprachigen Fälle des Wirtschaftsstrafgerichts, des Bezirksgerichts Saane und des Arbeitsgerichts. Das Team von Präsident Gautschi behandelt auch die deutschsprachigen Zivilsachen.

Im Jahr 2014 konnten folgende redaktionelle Verstärkungen angestellt werden: Adeline Corpataux zu 25 % von 10. April bis 30. November 2014 für Präsident Schneuwly; Eloïse Dorsaz zu 100 % von 1. Februar bis 31. Mai 2014 für Präsidentin Rossi Carré; Emmanuel Baddoud, als Praktikant, von 23. Juni 2014 bis 22. Dezember 2014 für die Präsidenten Schneuwly und Terrapon; Céline Brunod zu 20 % von 7. April bis 30. Juni 2014 für Präsident Terrapon. Mit diesen Verstärkungen konnten komplexe Fälle innert vernünftiger Frist behandelt werden. Angesichts des Schwierigkeitsgrads gewisser Fälle müssen solche Gesuche um Verstärkung künftig erneut gestellt werden.

Im Sekretariat wurde Inès Garcia zu 50 % angestellt, nachdem Séverine Lutzelschwab ihren Tätigkeitsgrad verringert hat.

Danièle Cretegy, Sekretärin von Präsident Gautschi, erhöhte ihren Tätigkeitsgrad bis 31. Dezember 2015 von 80 % auf 100 %. Es wäre wünschbar, dass dieser Beschäftigungsgrad unbefristet bei 100 % bleibt.

2014 gab das Bezirksgericht Saane sechs Juristinnen und Juristen die Möglichkeit, ein 6-monatiges Gerichtsschreiberpraktikum zu absolvieren: Lucie Martin, Nathalie Tschudi, Alicia Palley, Maxime Buchs, Jacques-Daniel Gaist und Daniel Srodkowski.

3.1.3.1.3. Lokalitäten

2014 gab es keine Änderung.

3.1.3.2. Gerichtstätigkeit

3.1.3.2.1. Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

2014 erhielt das Strafgericht des Saanebezirks Dossiers von 73 Personen zur Beurteilung durch das Strafgericht (67 auf Französisch / 6 auf Deutsch) (2013: 92 Personen) und von 326 Personen zur Beurteilung durch den Polizeirichter (302 auf Französisch / 24 auf Deutsch) (2012: 356 Personen).

Seit dem 1. Januar 2011 kann der Polizeirichter Haftstrafen bis zu einem Jahr aussprechen (vorher bis 6 Monate). Dadurch ist die Zahl der bedeutenden Angelegenheiten beim Polizeirichter angestiegen; es handelt sich vor allem um Angelegenheiten, mit denen sich vor der Änderung das Gericht befasste.

3.1.3.2.2. Zivilverfahren (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Beteiligungen und Konkurse)

Die Präsidenten des Zivilgerichts des Saanebezirks stellten fest, dass die Zahl der eingetragenen Fälle im Jahr 2014 praktisch gleich hoch ist wie 2013. Die Arbeitslast bleibt beträchtlich. Man muss unbedingt dafür sorgen, dass die Fälle in einer annehmbaren Frist behandelt werden können und dass die Justiz dafür genügend Mittel zur Verfügung hat. So braucht es dringend Verstärkung an redaktionellen Kräften. Obwohl uns dieses Jahr Ad-hoc-Gerichtsschreiber auf der Grundlage von ausserordentlichen Krediten zur Verfügung gestellt werden konnten, drängt sich die ordentliche Anstellung von zusätzlichen Gerichtsschreibern auf. Im Übrigen berufen sich die Präsidenten auf den statistischen Teil im Anhang.

Beim Mietgericht gingen 2014 ein bisschen weniger neue Fälle ein (insgesamt 201 neue Fälle 2014 gegenüber 225 im Jahr 2013). Dagegen gingen beim Arbeitsgericht 2014 mehr neue Fälle ein (insgesamt 215 neue Fälle 2014 gegenüber 186 im Jahr 2013). Es sei darauf hingewiesen, dass 2014 nicht weniger als 167 Fälle beim Arbeitsgericht durch Schlichtung erledigt werden konnten. Seit dem 1. Februar 2014 verfügt die Präsidentin Caroline Gauch, die auch die deutschsprachigen Fälle des Arbeitsgerichts übernimmt, über einen Gerichtsschreiberpraktikanten, der diese Sprache spricht.

3.1.3.2.3. Strafverfahren (Polizeirichter, Strafgericht)

2014 beurteilten die Polizeirichter 291 Personen (273 auf Französisch / 18 auf Deutsch) (2013: 319 Personen). Am 1. Januar 2015 betrafen die von Polizeirichtern zu beurteilenden Fälle 215 Personen (206 auf Französisch / 9 auf Deutsch) (2013: 228 Personen).

2014 beurteilte das Strafgericht des Saanebezirks 67 Personen (66 auf Französisch / 1 auf Deutsch) (2013: 60 Personen). Am 1. Januar 2015 betrafen die vom Strafgericht zu beurteilenden Fälle 53 Personen (47 auf Französisch / 6 auf Deutsch) (2013: 52 Personen).

Nach vier Jahren mit der neuen Strafprozessordnung kann Folgendes festgehalten werden:

Wie wir schon im letzten Bericht erwähnten, verlängern die Protokolle, die bei der Verhandlung gelesen und unterschrieben werden müssen, die Dauer der Sitzungen um rund ein Drittel.

Das Verfassen von Anklageschriften durch die Staatsanwaltschaft ohne begründende Erklärung und ohne Verweis auf die Akten des Falles verlängert die Arbeit von Präsident und Gerichtsschreiber erheblich. Gespräche mit der Staatsanwaltschaft zu diesem Thema sind im Gang, namentlich damit die Staatsanwälte Schluss- und zusammenfassende Einvernahmen durchführen, bevor sie ihre Anklageschriften verfassen.

3.1.3.2.4. Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Das Verhältnis zu den übrigen Behörden ist allgemein gut, ja sogar sehr gut.

Zum Verhältnis zu den Rechtsanwälten und anderen Beteiligten gibt es keine besondere Bemerkung.

3.1.3.3. Ausbildung

Die besuchten Ausbildungen wurden auf dem Ad-hoc-Formular gemeldet.

Das Personal der Gerichtsschreiberei kam ebenfalls in den Genuss von Weiterbildungskursen und -seminaren.

3.1.3.4. Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Wir beantragen, dass das ITA damit beauftragt wird, die jährlichen Statistiken der Bezirksgerichte zu automatisieren, wie das bei den Friedensgerichten gemacht wurde.

3.1.4. Bezirksgericht Sense

3.1.4.1. *Zusammensetzung und Lokalitäten*

3.1.4.1.1. *Zusammensetzung des Gerichts*

Beim Zivil- und Strafgericht trat Nelly Meier auf den 31. Dezember 2014 als Beisitzerin zurück. Guido Jungo wurde zu ihrem Nachfolger gewählt. Beim Mietgericht trat Jean-François Etter (Vermietervertreter) auf den 31. Dezember 2014 als Beisitzer zurück. Zu seiner Nachfolgerin wurde Gilberte Schär gewählt.

3.1.4.1.2. *Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)*

Bei den Gerichtspräsidenten, den Gerichtsschreiberinnen und in der Kanzlei hat sich 2014 nichts geändert.

Die Praktikanten/innen-Stellen hatten im Jahr 2014 Denise Martig (1. September 2013 bis 28. Februar 2014), Tabea Jenny (1. Oktober 2013 bis 31. März 2014), Frédérique Aurélie Jungo (1. März 2014 bis 31. August 2014), Stefanie Durot (1. April 2014 bis 30. September 2014), Sara Lenherr (1. Oktober 2014 bis 31. März 2015) und Patricia Stritt (1. November 2014 bis 30. April 2015) inne.

3.1.4.1.3. *Lokalitäten*

Diesbezüglich gab es im Jahr 2014 keine Änderungen.

3.1.4.2. *Gerichtstätigkeit*

3.1.4.2.1. *Allgemeines (Arbeitslast allgemein usw.)*

Gerichtspräsident Peter Rentsch führte 2014 in administrativen Angelegenheiten den Vorsitz (Art. 21 JG). Die Gerichtspräsidenten teilten die Arbeit – abgesehen davon, dass Peter Rentsch das Arbeits- und Reinold Raemy das Mietgericht betreut – weiterhin nach praktischen Gesichtspunkten auf, d.h. sie teilen ihre Tätigkeit nicht nach Sachgebieten auf, sondern jeder Richter ist grundsätzlich in allen Bereichen tätig. Die Dossiers werden nach dem Zufallsprinzip aufgeteilt, wobei der Kanzlei der Schlüssel 50:50 vorgegeben wird.

Die Arbeitslast blieb hoch, konnte indessen im Wesentlichen bewältigt werden. Peter Rentsch hat als Präsident des Zivilgerichts des Greyerzbezirks (deutschsprachige Fälle) insgesamt sechs Fälle erledigt. Am Saanegericht hat Peter Rentsch einen Wirtschaftsgerichtsfall mit vier Beschuldigten hängig. Reinold Raemy wurde im Berichtsjahr als Stellvertreter der Präsidenten des Zwangsmassnahmengerichts mehrmals beigezogen (Aufwand von drei Arbeitstagen). Am Bezirksgericht See war er nicht tätig.

3.1.4.2.2. *Zivilsachen (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeit- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurs)*

Im Jahr 2014 gingen insgesamt 899 Zivilangelegenheiten ein (2011: 904, 2012: 937, 2013: 819), davon 21 Mietangelegenheiten in Murten. 907 Verfahren konnten abgeschlossen werden (2011: 939, 2012: 895, 2013: 939), wobei 22 in Murten erledigte Mietsachen berücksichtigt sind. Die Zahl 907 bezieht sich auf die ein Verfahren abschliessenden Entscheide; alle übrigen Entscheide, wie zum Beispiel Sistierungen, Entscheide betreffend Expertisen und andere Zwischenentscheide, werden nicht erfasst.

Die Mietgerichtsangelegenheiten wurden weiterhin grundsätzlich nach dem Ort des Mietgegenstandes zwischen Tafers und Murten aufgeteilt. Die Dossiers werden jedoch von der jeweiligen Gerichtsschreiberei administrativ behandelt (Eintragung im Rodel, Archivierung).

Beizufügen ist, dass im Jahr 2014 69 Scheidungsentscheide (2011: 95, 2012: 98, 2013: 78) gefällt wurden. Die Zahl der Kostenlisten in Zivilsachen lag bei 40 (2011: 86, 2012: 71, 2013: 65), wobei festzuhalten ist, dass die Parteientschädigungen und die Entschädigungen der amtlichen Rechtsbeistände grundsätzlich im Sachentscheid festgesetzt werden. Zudem fanden 41 Kinderanhörungen (2011: 28, 2012: 26, 2013: 28) statt, die in aller Regel von Gerichtsschreiberin Vaucher Mauron durchgeführt wurden, wobei oftmals mehrere Kinder zusammen angehört wurden.

Zu den Angaben in der Statistik können folgende ergänzenden Erklärungen abgegeben werden:

Die Präsidenten des Arbeitsgerichts erledigten insgesamt 31 Angelegenheiten, wovon 28 im Schlichtungsverfahren.

Bei der Statistik zur Mietgerichtsbarkeit ist zu beachten, dass die Mietgerichtsangelegenheiten seit dem 1. Januar 2013 nur noch von demjenigen Gericht administrativ erfasst werden, welches den Fall auch behandelt. Die vor diesem Zeitpunkt eingegangenen und in Murten behandelten Fälle wurden jeweils in den Systemen beider Gerichte erfasst. Bis zum Abschluss all dieser Fälle – zurzeit ist in Murten noch eine Angelegenheit vor dem Mietgericht hängig, welche auch in Tafers administrativ erfasst ist – wird es zu Überschneidungen in den Tribuna-Statistiken kommen. So waren von den fünf per 1. Januar 2013 in Murten hängigen Angelegenheiten des Mietgerichts zwei auch in Tafers erfasst. Eine davon wurde im Jahr 2014 erledigt.

3.1.4.2.3. Strafsachen (Polizeirichter, Strafgericht)

Insgesamt gingen 86 Strafsachen ein (2011: 103, 2012: 98, 2013: 84), 83 Angelegenheiten wurden erledigt (2011: 94, 2012: 102, 2013: 99). In diesen Zahlen sind auch vier eingegangene und zwei abgeschlossene Angelegenheiten berücksichtigt, welche durch den Präsidenten des Strafgerichts (Instanz 60) behandelt wurden und in der Statistik nicht erfasst sind. Von den 73 durch den Polizeirichter erledigten Angelegenheiten wurde auf eine Einsprache nicht eingetreten, weil sie zu spät erfolgt war. In einem Fall traten beide Polizeirichter in Ausstand und in einem Fall wurde eine Geldstrafe in eine Freiheitsstrafe umgewandelt. Es wurden fünf Kostenlisten in Strafsachen festgesetzt (2011: 15, 2012: 6, 2013: 9). Auch in den Strafverfahren werden die Entschädigungen grundsätzlich im Sachentscheid festgesetzt.

3.1.4.2.4. Beziehungen zu den Behörden, den Anwälten und weiteren Beteiligten

Die Beziehungen zu den Behörden und den Anwälten sind gut.

Das Kantonsgericht inspizierte das Bezirksgericht am 16. Oktober 2014.

3.1.4.3. Weiterbildung

Die Gerichtspräsidenten und Gerichtsschreiberinnen nahmen an Weiterbildungsveranstaltungen teil. Es wird auf die Meldeblätter verwiesen.

3.1.4.4. Verschiedenes (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Keine Bemerkungen.

3.1.5. Bezirksgericht Greyerz

3.1.5.1. Zusammensetzung und Lokalitäten

3.1.5.1.1. Zusammensetzung des Gerichts

Gegenüber 2013 gab es keine Änderung, so dass wir bei diesem Thema auf den Bericht 2013 verweisen.

2014 trat das Gesamtgericht siebenmal zusammen, am 14. Januar, 24. Januar, 6. Februar, 1. Mai, 23. Juni, 9. September und 16. Dezember 2014. Est wurde von Philippe Vallet, der dieses Jahr als Präsident für administrative Fragen zuständig war, präsiert. Nicolas Oberson, Chefgerichtsschreiber, führte die Sitzungsprotokolle.

2015 wird Camille Perroud Sugnaux als Präsidentin für die administrativen Fragen zuständig sein.

3.1.5.1.2. Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)

Wie im Jahr 2013 übten Claudia Dey Gremaud und Philippe Vallet ihre Tätigkeit als Präsidentin und Präsident zu 100 % aus; Frédérique Bütikofer Repond und Camille Perroud Sugnaux grundsätzlich zu 50 %; Nicolas Oberson als Präsident des Arbeitsgerichts auch grundsätzlich zu 10 %.

Wir müssen auf die Abwesenheit von Camille Perroud Sugnaux, die wegen Mutterschaftsurlaub ihre Tätigkeit von 7. Juni bis 30. September 2014 nicht ausüben konnte, hinweisen. Während dieser Zeit erhöhte Frédérique Bütikofer Repond mit dem Einverständnis unserer Behörden ihren Tätigkeitsgrad auf 100 %. Die Strafsachen liefen deshalb normal weiter.

Zur Arbeitsgerichtsbehörde haben wir keine Bemerkung.

Stand der Überstunden am 31. Dezember 2014: Frédérique Bütikofer Repond 452,22 Überstunden, Claudia Dey Gremaud 29,4 Überstunden, Camille Perroud Sugnaux 140,35 Überstunden, Philippe Vallet 34,87 Überstunden und Nicolas Oberson 50,06 Überstunden. Die Überstunden belaufen sich für die genannten Personen deshalb auf insgesamt 706,90. Nicht bezogene Ferientage am 31. Dezember 2014: Frédérique Bütikofer Repond: 7 Tage, Claudia Dey Gremaud: 9 Tage, Nicolas Oberson: 12 Tage, Camille Perroud Sugnaux: 8 Tage, Philippe Vallet: 2 Tage.

Die interne Organisation, die im vorhergehenden Bericht beschrieben wurde, wurde beibehalten. Präsidentin Claudia Dey Gremaud arbeitet also mit den Gerichtsschreiberinnen Julia Schroeter (90 %) und Maud Bussard (10 %), Präsident Philippe Vallet mit den Gerichtsschreiberinnen Houri Rousseau (40 %) und Véronique Bourqui (60 %), Präsidentin Camille Perroud Sugnaux mit der Gerichtsschreiberin Géraldine Bavarel (50 %) und Präsidentin Frédérique Bütikofer Repond mit der Gerichtsschreiberin Maud Bussard (50 %) zusammen. Damit entfällt auf jede Präsidentenstelle eine Gerichtsschreiberstelle. Die Bemerkungen im vorhergehenden Bericht über die Arbeitslast bleiben hingegen weiterhin gültig. Die Entsprechung Präsident/in - Gerichtsschreiber - Gerichtsschreiberin erlaubt es nicht, sicherzustellen, dass die Urteile innert nützlicher Frist verfasst werden; die Frist von 60 bis 90 Tagen gemäss Art. 84 StPO kann fast nie eingehalten werden. Diese Überlastung ist besonders spürbar bei den beiden Teams, die für Strafprozesse zuständig sind, denn die Gerichtsschreiberinnen müssen vor den Anhörungen/Sitzungen von den Akten Kenntnis nehmen, an den Anhörungen teilnehmen und Protokoll führen. Wir haben mit Schreiben vom 16. Dezember 2013 die Sicherheits- und Justizdirektion gebeten, uns eine 100 %-Stelle für einen Gerichtsschreiber-Adjunkt zu bewilligen, damit die Fristen für das Verfassen der Urteile kürzer werden, wie das der Justizrat in seinem Schreiben vom 9. Dezember 2013 von uns verlangt hat. Das Bezirksgericht erhielt mit Schreiben vom 15. Januar 2014 vom Justizrat eine abschlägige Antwort. Wir können nur einmal mehr darauf hinweisen, dass es dringend nötig ist, eine Stelle eines frei zuteilbaren Gerichtsschreibers zu schaffen, damit sichergestellt wird, dass die Urteile in einer vernünftigen Frist vorbereitet und verfasst werden, und damit

keine Verspätungen angehäuft werden. Wir müssen deshalb einmal mehr um eine 100 %-Stelle für einen Gerichtsschreiber-Adjunkten bitten.

Präsidentin Claudia Dey Gremaud und Präsident Philippe Vallet wurden im Laufe des Jahres 2014 mit den beim Bezirksgericht Greyerz hängigen Zivilverfahren betraut, und Präsident Philippe Vallet ist ausserdem weiterhin als Vizepräsident des Mietgerichts der Bezirke Broye, Glane, Greyerz und Vivisbach tätig, als Nachfolger von Präsidentin Frédérique Bütikofer Repond. Er beschränkt sich aber auf die Ausweisungsverfahren im Gerichtsbezirk Greyerz. Die Präsidentinnen Camille Perroud Sugnaux und Frédérique Bütikofer Repond waren für die Strafverfahren zuständig. Präsident Philippe Vallet behielt und behandelte aber die Verfahren im Zusammenhang mit selbstständigen nachträglichen Entscheiden der Justiz. Er übernahm ausserdem während des Mutterschaftsurlaubs von Camille Perroud Sugnaux einige Verfahren, für die der Polizeirichter zuständig war.

Das Einvernehmen zwischen den vier erwähnten Magistratspersonen ist ausgezeichnet und ermöglicht, trotz der Arbeitslast, den Auftrag unseres Gerichts zu erfüllen.

Die Organisation des Sekretariats blieb im Jahre 2014 unverändert; jede Sekretärin war sowohl mit Zivilsachen als auch mit Strafrechtsfällen betraut. Die Organisations von Teams, die aus Präsident, Gerichtsschreiber und Sekretärin bestehen, ist weiterhin unmöglich, denn für das nötige Personal für eine solche Organisation müsste ein Generalsekretariat geschaffen werden; ein solches fehlt momentan. Nach rund 3 Monaten Erfahrung in den neuen Lokalitäten bestätigt sich das Bedürfnis nach einer zusätzlichen 100 %-Stelle für eine Sekretärin, um das Sekretariat zu reorganisieren; dieses ist auf 2 Stockwerke verteilt, was noch mühsamer ist als zu den Zeiten, in denen das Gericht im Schloss untergebracht war.

2014 leistete das Personal des Sekretariats 68,74 Überstunden, verteilt auf 6 Personen. Was die Ferien angeht, haben sich beim Sekretariatspersonal im Jahr 2014 insgesamt 81 Tage angehäuft. Davon sind 7 Personen mit unterschiedlichen Beschäftigungsgraden betroffen. Bei den Gerichtsschreiberinnen gab es am 31. Dezember keine Überstunden mehr, namentlich weil sie im Verlauf des Jahres mit Urlaub kompensiert werden konnten. Die Gerichtsschreiberinnen haben Ende 2014 noch 25,5 Ferientage zugute (6 Personen).

Folgende Gerichtsschreiber/innen-Praktikantinnen und -Praktikanten haben 2014 die Gerichtsschreiberei des Bezirksgerichts Greyerz unterstützt:

- > Frédérique Riesen, von 1. März 2013 bis 31. Januar 2014;
- > Cédric Schneuwly, von 1. September 2013 bis 28. Februar 2014;
- > Emeline Cazzola, von 1. Februar 2014 bis 30. November 2014;
- > Manon Francey, von 1. März 2014 bis 31. August 2014;
- > Daniela Herren, von 1. August 2014 bis 31. Januar 2014;
- > Amélie Devaud, von 1. September 2014 bis 28. Februar 2015.

Bei den beisitzenden Richtern muss man vermerken, dass Carmen Sudan und Arsène Gremaud am 31. Dezember 2014 altershalber ihre Tätigkeit aufgaben. Stéphane Giller und Michel Castella wurden am 9. September 2014 vom Grossen Rat gewählt und haben das Team vervollständigt. Sie wurden zu einem Treffen empfangen, während dem ausgeführt wurde, was ihre Aufgaben und unsere Erwartungen an sie sind.

3.1.5.1.3. Lokalitäten

Am 2., 3. und 6. Oktober 2014 ist das Bezirksgericht Greyerz umgezogen. Der Bau der neuen Lokalitäten bildete für das ganze Personal der Gerichtsschreiberei und für alle Magistratspersonen, die an der Spitze des Gerichts stehen, eine nicht unbeträchtliche Arbeitslast. Man musste immer wieder intervenieren, damit die Lokalitäten unseren Bedürfnissen und soweit möglich unserem Geschmack entsprachen. Die «internen Beratungen» fanden manchmal informell ausserhalb des Gesamtgerichts statt und wurden sowohl von Frédérique Bütikofer Repond als auch von Philippe Vallet und Nicolas Oberson nach aussen kommuniziert. Abgesehen von der Gesamtplanung des Umzugs durch den Chefgerichtsschreiber musste das Personal des Gerichts, einschliesslich der Magistratspersonen, natürlich die persönlichen Effekten einpacken und ausserdem alle Akten und die Bestände der Bibliothek ausräumen, was eine nicht unbeträchtliche Arbeit darstellte; schliesslich musste es darauf achten, dass alle umgezogenen Gegenstände wieder an den richtigen Platz kamen. Nach dieser Schilderung muss man sagen, dass die Lokalitäten im Allgemeinen, die beiden Hauptgerichtssäle und das daneben liegenden Sitzungszimmer (das schon mehrmals gebraucht wurde, damit 3 Magistratspersonen gleichzeitig tagen können) eine Verbesserung der Arbeitsbedingungen gegenüber den eng gewordenen Lokalitäten im Schloss gebracht haben.

3.1.5.2. Gerichtstätigkeit

3.1.5.2.1. Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

2014 wie 2013 war das Bezirksgericht Greyerz nicht in der Lage, seine Aufgaben so flink und gewissenhaft zu erledigen, wie es sich seine Amtsträger wünschten. Die Komplexität und der Umfang zahlreicher Fälle, die an das Bezirksgericht Greyerz weitergezogen werden, nehmen viel Zeit für die Kenntnisnahme und die wichtigen Entscheide in Anspruch. Gerade an dieser Zeit mangelt es den Richtern aber. Zusammenfassend kann man sagen, dass die Arbeitsbelastung für die Präsidentinnen und den Präsidenten sehr hoch ist.

In Zivilsachen werden die Fälle wie 2013 je zur Hälfte auf beide Amtsträger aufgeteilt. Die Fälle sind komplexer geworden, und die Last der zu leistenden Arbeit zur Untersuchung verlangsamt die richterliche Tätigkeit. Für diesen Bereich ist eine zusätzliche Gerichtsschreiberstelle mehr als gerechtfertigt, damit die Magistratspersonen von den umfangreichen und zeitraubenden Nachforschungen und vom Redigieren entlastet werden.

Im Strafbereich war das Bezirksgericht Greyerz 2014 überlastet, was vor allem daran liegt, dass immer umfangreichere und komplexere Straffälle, auch solche in der Zuständigkeit des Polizeirichters, zurückgewiesen werden und dass oft eine vollständige Redigierung eines gefällten Urteils verlangt wird. Es sei darauf hingewiesen, dass die Statistiken 2014 zwar im Strafbereich eine leichte Abflachung verzeichnen, dass das aber angesichts des Gesagten in Wirklichkeit nicht die Arbeitsmenge widerspiegelt.

Die Gerichtsschreiberei und das Sekretariat sind ebenfalls der dauernden Überlastung des Bezirksgerichts Greyerz ausgesetzt, was zu extrem stressigen Situationen und langfristig für das ganze Personal zu Abnützung führen kann.

Ausserdem behalten die Bemerkungen in den vorangegangenen Berichten ihre ganze Gültigkeit.

3.1.5.2.2. Zivilverfahren (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurse)

Die einschlägigen Statistiken finden Sie im Anhang.

2014 trug das Zivilgericht des Greyerzbezirks 67 neue Fälle in das Verzeichnis ein, schloss 68 ab, und am 31. Dezember 2014 blieben 94 hängig. Der Präsident des Bezirksgericht Greyerz trug 1569 Fälle in das Verzeichnis ein, schloss 1488 ab, so dass am 31. Dezember 2014 noch 377 Fälle hängig sind. Gegenüber 2013 nahmen die eingetragenen und abgeschlossenen Fälle spürbar zu. Beim Arbeitsgericht stellt man 2014

gegenüber 2013 hingegen einen leichten Rückgang der Fälle, die vom Präsidenten in das Verzeichnis eingetragen wurden, fest, während die Zahl der neuen Fälle, die vom Gericht in das Verzeichnis eingetragen wurden (11), gegenüber 2013 (10) stabil blieb.

Die Fälle aus dem Familienrecht beschäftigen die Magistratspersonen immer noch zur Hauptsache. Die Anhörungen von Kindern werden hauptsächlich von Carole Nigg und Maud Bussard sowie gelegentlich von den Magistratspersonen, die mit den zivilen Fällen betraut sind, durchgeführt.

70 Kinder wurden 2014 im Rahmen der hängigen Verfahren im Bereich Ehegüterrecht vor den Gerichtsbehörden des Greyerzbezirks angehört.

3.1.5.2.3. Strafverfahren (Polizeirichter, Strafgericht)

Die einschlägigen Statistiken finden Sie im Anhang.

Im Jahr 2014 beurteilte das Strafgericht des Greyerzbezirks 20 Personen für insgesamt 58 Straftaten; bei den Polizeirichtern waren es 114 Personen für insgesamt 112 Straftaten. Wir stellen fest, dass die Zahl der beurteilten Personen gegenüber dem Vorjahr leicht zurückging. Das kann man sich leicht erklären mit dem Umfang und der Komplexität der Fälle, die 2014 beurteilt wurden. Man muss auch darauf hinweisen, dass die drei Magistratspersonen, die für die Strafprozesse zuständig sind, 41 Entscheide und Verfügungen, die nicht in die Statistik eingehen, erlassen haben, nämlich 21 Verfügungen zur unentgeltlichen Rechtspflege, 4 Entscheide über die Einstellung des Verfahrens und 11 selbstständige nachträgliche Entscheide des Gerichts und verschiedene andere Entscheide beispielsweise über Wiedereinsetzung, Haftentlassung und Aufhebung des Arrests.

3.1.5.2.4. Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Das Verhältnis zu den übrigen Behörden ist ausgezeichnet.

Zum Verhältnis zu den Rechtsanwälten und anderen Beteiligten gibt es keine besondere Bemerkung. Wir müssen aber einmal mehr auf die immer offensichtlicher werdende Überlastung des Jugendamts, die sich in der verhältnismässigen Langsamkeit bei dessen Einschreiten und in den Personalwechsellern zeigt, hinweisen.

Bei den Zivil- und den Strafsachen muss man unterstreichen, wie schwierig es für das Sekretariat ist, die Verfahren zuzuweisen. Die Schwierigkeit, die Zeitpläne der verschiedenen Beteiligten (Staatsanwalt, Polizeibeamte, Kläger) mit demjenigen des Gerichts in Einklang zu bringen, auf die im letzten Bericht für die Strafsachen hingewiesen wurde, findet sich auch in Zivilsachen, obwohl die Zahl der Beteiligten weniger hoch ist. Deshalb werden die Anhörungen und Sitzungen lang im Voraus einberufen.

Wir können auch das sehr gute Einvernehmen mit den Mitgliedern des Polizeikorps erwähnen, die uns in zahlreichen Fällen des Strafrechts und des Zivilrechts eine wertvolle und nützliche Hilfe sind. In Zivilsachen mussten wir 2014 zahlreiche Gerichtsakten über die Gendarmerie zustellen lassen, um die einschlägige Rechtsprechung des Bundesgerichts so gut wie möglich zu beachten, da immer mehr Parteien diese Akten nicht mehr abholen.

3.1.5.3. Ausbildung

Die Formulare mit den Weiterbildungen, welche die Magistratspersonen absolviert haben, finden Sie im Anhang zu diesem Bericht.

Das Personal der Gerichtsschreiberei kam ebenfalls in den Genuss von Weiterbildungskursen und -seminaren.

3.1.5.4. *Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)*

- a. Die Unterzeichner des Berichts möchten einmal mehr auf die Notwendigkeit verweisen, dass sie eine zusätzliche Gerichtsschreiberstelle bekommen. Wir konnten feststellen, dass die Fristen beim Verfassen von Straf- und Zivilurteilen trotz allen Anstrengungen der amtierenden Gerichtsschreiberinnen unmöglich eingehalten werden können. In Zivilsachen ist selbst die Zeit zwischen der letzten Sitzung und dem Urteil zu lang. In gewissem Mass hat zwar der Umzug dazu beigetragen, dass sich die Situation verschlimmert hat. Sie scheint sich aber 2015 nicht zu bessern, wenn man die bereits anberaumten Anhörungen und Sitzungen betrachtet. Zudem sei noch darauf hingewiesen, dass sich das Problem noch verschlimmert, weil es unmöglich ist, ein Urteil in einem Zug zu verfassen. Wenn man beginnt, ein Urteil zu verfassen, es dann aufgibt, um sich anderen Aufgaben zu widmen, und dann die Arbeit am Urteil wieder aufnimmt, ist die Arbeitslast noch grösser. Ausserdem müssen die Magistratspersonen, die für die Zivil- und die Strafsachen zuständig sind, zahlreiche Entscheide selber verfassen, um das Personal der Gerichtsschreiberei zu entlasten, was natürlich Auswirkungen auf die eigene Arbeit hat.

Wir weisen ausserdem darauf hin, dass unsere Gerichtsschreiberinnen alle Teilzeit arbeiten, nicht unbedingt aus freien Stücken, sondern weil die Stellen nur mit dem Tropfenzähler bewilligt werden, was zur weiteren Verschlimmerung des Problems beiträgt.

- b. Bei den Gesetzesänderungen zeigt die Erfahrung 2014, dass es für das Mietgericht problematisch ist, dass sich sein Sitz in Bulle befindet, während die «Haupt»präsidenten, Herr Morel und Herr L'Homme, in Romont und in Châtel-St-Denis richten. Es wäre vernünftig, die einschlägige Gesetzgebung zu ändern, damit die Präsidenten des Mietgerichts die Rechtsschriften und die Schreiben, die für sie bestimmt sind, direkt erhalten.

Man kann sich tatsächlich fragen, ob es Sinn macht, einen Sitz des Mietgerichts in Bulle beizubehalten; die Schlichtungskommission in Mietsachen hat keinen bestimmten Sitz und funktioniert trotzdem befriedigend. Wir sind deshalb der Meinung, dass man über diese Frage nachdenken sollte, um den Übermittlungsproblemem, die wir 2014 gehabt haben, vorzubeugen.

- c. Alle benutzen täglich die Informatik. Auf diesem Gebiet wird aber keine Weiterbildung angeboten, sondern es stehen lediglich einige Kurse zur Auswahl, die man selber und ausserhalb der Berufstätigkeit organisieren muss. Wir haben den Eindruck, dass sich der Staat auf den Kenntnissen, die wir erworben haben, ausruht und uns keine Möglichkeit gegeben wird, unsere Kompetenzen zu verbessern. Einige Kurse von Zeit zu Zeit, damit wir uns im Beherrschen des Geräts vervollkommen können, könnten uns doch helfen, nachher Zeit zu sparen und effizienter zu sein.
- d. Wir sind schliesslich der Meinung, dass uns der Zugang zum Polizeijournal wie bisher gestattet sein sollte. Die Magistratspersonen brauchen ihn, namentlich bei dringenden Eingaben. Gemäss unserer Erfahrung konnten wir beim Lesen zahlreiche interessante Informationen sowohl für hängige Strafsachen als auch für Zivilsachen sammeln.

3.1.6. Bezirksgericht See

3.1.6.1. Zusammensetzung des Gerichts

Beim Bezirksgericht See gab es keine Änderung in der Zusammensetzung.

3.1.6.1.1. Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)

Präsidentin Sandrine Schaller Walker war 2014 verantwortliche Präsidentin für Verwaltungsangelegenheiten.

Das Bezirksgericht See musste bedeutende Absenzen wegen Krankheit hinnehmen. Eine zu 80 % angestellte französischsprachige Sekretärin war ab dem 31. Januar 2014 vollständig arbeitsunfähig. Sie nahm ab Oktober 2014 ihre Tätigkeit zu ungefähr 20 % wieder auf. Ab Mitte März 2014 konnte eine Ersatzlösung geschaffen werden. Eine zu 80 % tätige deutschsprachige Sekretärin war zunächst teilweise und dann ab Mai 2014 vollständig arbeitsunfähig. Sie konnte ab September 2014 zu 50 % von einer Mitarbeiterin der Staatsanwaltschaft ersetzt werden.

Obwohl das Bezirksgericht See befriedigende Ersatzlösungen finden konnte, musste es 2014 mit weniger Personal, als es üblicherweise zur Verfügung hat, auskommen. Das Personal hat in beträchtlichem Mass Zusatzarbeit geleistet, um die Absenzen auszugleichen und die Vertreterinnen auszubilden.

Das Bezirksgericht See konnte die Verzögerungen bei der Behandlung der Fälle, die sich aufgrund dieser Absenzen und der Zunahme der Zahl der registrierten Angelegenheiten 2014 ergaben, in Grenzen halten; das war möglich dank der bedeutenden Arbeit, die vom ganzen Personal geleistet wurde. Es könnte aber keine neuen Abwesenheiten in der Gerichtsschreiberei oder eine bedeutendere Zunahme der Zahl der Fälle vertragen.

Das Gericht nahm drei Praktikantinnen und Praktikanten für jeweils sechs Monate auf. Es handelt sich um Bettina Landolt, deren Praktikum bis 31. März 2014 lief, Roman Fomichov, vom 1. April bis 30. September 2014, und Isabelle Thürlemann, seit dem 1. Oktober 2014.

3.1.6.1.2. Lokalitäten

Das Sekretariat erhielt neue Büros. Der Anhörungssaal wurde teilweise aufgefrischt und das Mobiliar wurde ausgetauscht, wodurch das Gericht eine grössere Zahl Parteien empfangen kann.

3.1.6.2. Gerichtstätigkeit

3.1.6.2.1. Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

Im Verlauf des Jahres 2014 stellte das Bezirksgericht See eine bedeutende Zunahme der registrierten Fälle fest. Gegenüber 2013 wurden mehr als 200 zusätzliche Fälle ins Verzeichnis eingetragen, für 178 ist der Präsident des Zivilgerichts zuständig, für 14 der Polizeirichter und für 17 das Strafgericht.

Im Folgenden wird kurz auf die Zahl der im Jahr 2014 registrierten und erledigten Angelegenheiten hingewiesen. Ausserdem wird auf die Statistiken, die der Chefgerichtsschreiber erstellt hat und die sich Anhang zu diesem Bericht befinden, verwiesen.

3.1.6.2.2. *Zivilverfahren (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurse)*

Zivilgericht:

2014 registrierte das Zivilgericht (im Vergleich zum Vorjahr) 35 neue Angelegenheiten (2013 = 40), davon 28 auf Deutsch (2013 = 25). Im Verlauf des Jahres wurden 29 Angelegenheiten (2013= 38), davon 14 auf Deutsch, erledigt. Am 31. Dezember 2014 waren 46 Angelegenheiten (2013= 40), davon 38 auf Deutsch, noch vor dem Zivilgericht hängig. 6 Angelegenheiten (5 auf Deutsch) wurden vor dem 31. Dezember 2012 in das Verzeichnis eingetragen.

Präsident des Zivilgerichts:

Vor dem 31. Dezember 2014 wurden beim Präsidenten des Zivilgerichts 964 (2013 = 786) Angelegenheiten in das Verzeichnis eingetragen, davon 611 (2013=494) auf Deutsch. Im Verlauf des Jahres 2014 wurden 881 (2013 = 844) Angelegenheiten erledigt. 197 Angelegenheiten sind weiterhin im Verzeichnis eingetragen, 114 davon auf Deutsch. Von den im Jahr 2014 erledigten Verfahren fielen 485 (2013 = 460) unter das SchKG.

Arbeitsgericht:

5 (2013=4) neue Angelegenheiten wurden eingeleitet, 2 davon auf Deutsch. 6 Angelegenheiten (2013=5) wurden erledigt. Am 31. Dezember 2014 waren 5 Verfahren, 1 davon auf Deutsch, hängig.

Präsident des Arbeitsgerichts:

33 (2013=33) neue Angelegenheiten wurden im Verzeichnis eingetragen, 16 davon auf Deutsch. Die Präsidenten haben 25 Angelegenheiten behandelt (7 Angelegenheiten wurden mit Schlichtung erledigt). Am 31. Dezember 2014 waren 12 (2013= 4) Angelegenheiten, 7 davon auf Deutsch, hängig.

Mietgericht

Die Angelegenheiten, für die das Mietgericht des Sense- und des Seebezirks zuständig ist, werden im Bericht des Bezirksgerichts Sense behandelt.

3.1.6.2.3. *Strafverfahren (Polizeirichter, Strafgericht)*

Polizeirichter

2014 wurden 115 (2013=101) neue Angelegenheiten eingetragen. 47 Einsprachen gegen Strafbefehle des Oberamtmanns, 52 Einsprachen gegen Strafbefehle der Staatsanwaltschaft, 2 Einsprachen gegen Strafbefehle der Gemeinde, 13 direkte Rückweisungen und ein Gesuch um unentgeltliche Rechtspflege. Die Polizeirichter erledigten 88 Fälle (2013 = 95). Am 31. Dezember 2014 waren noch 58 Angelegenheiten im Verzeichnis eingetragen.

Strafgericht

22 neue Angelegenheiten (2013=5) wurden eingetragen. Im Verlauf dieses Jahres beurteilte das Strafgericht 12 (2013 = 5) Personen. Am 31. Dezember 2014 warteten noch 13 Beschuldigte auf ein Urteil.

3.1.6.2.4. Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Keine Bemerkung.

3.1.6.3. Ausbildung

Die Präsidenten und die Gerichtsschreiber haben Weiterbildungskurse besucht. Es sei auf die Formulare in der Beilage verwiesen.

3.1.6.4. Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Keine Bemerkung.

3.1.7. Bezirksgericht Glane

3.1.7.1. Zusammensetzung und Lokalitäten

3.1.7.1.1. Zusammensetzung des Gerichts

An der Zusammensetzung des Gerichts änderte sich 2014 nichts.

3.1.7.1.2. Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)

Der Gerichtsschreiberei gehören ein Präsident, ein Chefgerichtsschreiber zu 100 %, eine Gerichtsschreiber-Adjunktin zu ungefähr 30 %, ein Anwaltspraktikant, eine Sekretärin zu 90 %, eine Sekretärin zu 60 % und eine Lernende an.

In all unseren bisherigen Berichten wurde immer wieder vergeblich betont, dass die Gerichtsschreiber-Adjunktin, die seit mehreren Jahrzehnten beim Bezirksgericht Glane arbeitet, immer noch nicht zum Staatspersonal gehört. Marie-Françoise Pauchard geht im Mai 2015 in Pension, und Frau Graden wurde gebeten, die Stelle auszuschreiben. Bis jetzt habe ich noch keine Neuigkeiten. Diese Stelle ist unbedingt nötig für das gute Funktionieren des Gerichts.

3.1.7.1.3. Lokalitäten

Die Räumlichkeiten geben zu keinerlei Beanstandung Anlass.

3.1.7.2. Gerichtstätigkeit

3.1.7.2.1. Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

Die Arbeitslast wird immer grösser, ist aber noch akzeptabel.

3.1.7.2.2. Zivilverfahren (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurse)

Mit dem Einigungsverfahren lässt sich manche Angelegenheit erledigen.

3.1.7.2.3. Strafverfahren (Polizeirichter, Strafgericht)

Trotz des Umfangs gewisser Dossiers konnten die Straffälle innert nützlicher Frist behandelt werden.

3.1.7.2.4. Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Im Allgemeinen ist das Verhältnis zu den Anwälten gut.

3.1.7.3. Ausbildung

Der Präsident und die Gerichtsschreiber nahmen an verschiedenen Weiterbildungen teil, die von den Universitäten und vom Freiburger Anwaltsverband angeboten wurden.

3.1.7.4. Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Nichts zu verzeichnen.

3.1.8. Bezirksgericht Broye

3.1.8.1. Zusammensetzung und Lokalitäten

3.1.8.1.1. Zusammensetzung des Gerichts

Im Tätigkeitsbericht 2013 wies das Bezirksgericht Broye bereits eindringlich auf die Notwendigkeit hin, dass ihm rasch Massnahmen gewährt werden, damit es bei seiner Tätigkeit entlastet wird, denn seine Präsidenten haben insgesamt nur 1,5 VZÄ. Es reichte im Juni 2014 beim Justizrat ein Gesuch in diesem Sinn ein; dieser hat es gutgeheissen und für sechs Monate in der Person von Marlène Collaud, Rechtsanwältin, in Portalban, eine Ad-hoc-Präsidentin ernannt. Deren Vollzeitstätigkeit begann am 1. Dezember 2014. Die Massnahme wird begleitet von der Anstellung einer Gerichtsschreiberin, Zoé Esseiva, Rechtsanwältin, in Freiburg, für ebenfalls sechs Monate.

Bei den Beisitzerinnen und Beisitzern gibt es keine Änderungen zu verzeichnen.

3.1.8.1.2. Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)

Das Gericht erfuhr 2014 eine recht bedeutende Erneuerung seines Personals. Noëlla Brasey, Sekretärin-Buchhalterin zu 50 %, wollte nach einer langen Laufbahn beim Gericht vorzeitig in den Ruhestand treten. Nach einer Vakanz von mehreren Monaten, trat Valérie Steffen am 1. September 2014 mit einem Beschäftigungsgrad von 70 % ihre Nachfolge an. Die verbleibenden 10 % konnte Maude Jaccaud, Sekretärin zu 70 % übernehmen und so ihren Tätigkeitsgrad ab dem 1. Oktober 2014 auf 80 % erhöhen. An diesem Datum trat auch Cindy Rippstein, Sekretärin zu 50 % ihre Stelle an; sie ersetzt Nicole Schorro (Sekretärin zu 50 % und Sekretärin-Buchhalterin zu 30 %), die seit dem 14. April 2014 arbeitsunfähig ist. Die vorübergehende Vertretung wurde vom 7. Mai bis 26. September 2014 von Céline Fragnière (Sekretärin-Buchhalterin zu 80 %), vom 2. bis 13. Juli 2014 von Maria Torres (Sekretärin zu 50 %) und im Monat August 2014 von Chloé Vonlanthen, unserer ehemaligen Lernenden, sichergestellt.

Das Gericht konnte ausserdem vom 20. Januar bis 11. April 2014 auf die zeitweise Mitarbeit von Céline Haag, Ad-hoc-Sekretärin (Praktikum), vom 10. Februar bis 9. Mai 2014 auf diejenige von Fidèle Kalenga, Ad-hoc-Gerichtsschreiber (Praktikum) ausserhalb des Personalbestands, und auf drei Gerichtsschreiberpraktikantinnen im Rahmen ihrer Anwaltsausbildung zählen: Johanna Sadik, bis 31. März 2014, Jessica Renevey, vom 1. April bis 30. September 2014, und Daphné Roulin, seit dem 1. Oktober 2014. Valentin Sapin hat vom 16. Juni bis 8. August 2014 ein universitäres Praktikum absolviert.

Somit zählt die Gerichtsschreiberei 1,5 VZÄ, verteilt auf zwei Personen, zusätzlich zur Stelle des Chefgerichtsschreibers (90 %). Das Sekretariat und die Buchhaltung umfassen 2,8 VZÄ, die sich auf 4 Personen verteilen, sowie eine Lernende (Chloé Vonlanthen bis Ende Juli 2014 und Jessica Guillet seit August 2014).

3.1.8.1.3. Lokalitäten

Nichts zu vermerken.

3.1.8.2. Gerichtstätigkeit

3.1.8.2.1. Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

Insgesamt hat sich die regelmässige und spürbare Zunahme der Arbeitslast des Gerichts, auf die in den vergangenen Berichten hingewiesen wurde, auf hohem Niveau stabilisiert: 1300 eingetragene Angelegenheiten im Jahr 2014 (2013: 1343; 2012: 1289; 2011: 1195; 2010: 1117, 2009: 1142, und 2008: 1079). Die Zahl der erledigten Fälle, die weiter zugenommen hat, hat einen neuen Rekord erreicht: 1319 Entscheide (2013: 1246; 2012: 1298; 2011: 1146; 2010: 1132, 2009: 1125 und 2008: 1120). Dank der

eifrigen Arbeit des ganzen Gerichts konnte die Zahl der hängigen Fälle Ende 2014 auf 381 Fälle (305 Zivilfälle und 76 Straffälle) vermindert werden (2013: 423, 2012: 319).

Im Zivilbereich ist die Gesamtzahl der Fälle leicht zurückgegangen und befindet sich auf dem Stand von 2012, aber noch immer auf einem hohen Niveau. Man kann gegenüber dem Vorjahr vor allem eine äusserst markante Zunahme (+80 %) der Zahl der eingegangenen Angelegenheiten, für die das Gericht zuständig ist, feststellen; diese Zunahme umfasst oft komplexe und zeitraubende Fälle aus dem Erbrecht und dem Baurecht (Werkverträge, Aufträge, endgültige gesetzliche Grundpfandrechte). Im Strafbereich verbirgt der leichte Rückgang der Zahl der neuen Fälle – die sich auf dem bereits hohen Niveau von 2012 befindet – in Wirklichkeit ebenfalls eine Zunahme der Arbeitslast, denn die Angelegenheiten, für die das Gericht zuständig ist, weisen eine Zunahme um 57 % auf.

Im Allgemeinen geht aus dem Vergleich dieser Zahlen mit denjenigen der Vorjahre hervor, dass die Arbeitslast des Gerichts, die seit 2008 ständig zugenommen hat, sich auf sehr hohem Niveau stabilisiert hat (durchschnittlich über 1300 Eintragungen im Jahr zwischen 2012 und 2014). 2014 zeigt sich ausserdem eine äusserst markante Zunahme der Zahl der Fälle, für die das Zivilgericht und das Strafgericht zuständig sind, was bange in die Zukunft blicken lässt. Die erledigten Geschäfte konnten bis jetzt dieser Zunahme folgen, aber das bedingte einen vorbildlichen Einsatz des Personals, der angesichts der Personaldotierung (1,5 VZÄ Präsidenten/Präsidentinnen und 2,4 VZÄ mit der Stelle des Chefgerichtsschreibers) und der Erschöpfung der Kräfte nicht beliebig ausgedehnt werden kann. Wie wir schon in den vorangegangenen Berichten erwähnten, stellt man deshalb fest, dass die Zahl der unbehandelten Fälle jedes Jahr zunimmt. Die nicht erledigten Streitsachen bringen im Alltag eine sehr zeitaufwendige Korrespondenz mit sich, die zu bedeutenden Verspätungen und damit zu viel zu langen Fristen für die Vorladungen führt (4-5 Monate, ausserhalb der Ferienzeit im Sommer); solche Fristen können im Bereich des Eherechts nicht mehr toleriert werden. Eine weitere Folge ist eine zunehmende Zahl von superprovisorischen Verfügungen, eine zunehmende Komplexität der Fälle und eine Verlängerung der Redaktionsfristen, vor allem im Strafbereich (für ein Urteil des Strafgerichts muss man 12 Monate rechnen).

Vor diesem Hintergrund wurde die Bewilligung einer Stelle für eine Präsidentin/einen Präsidenten zu 100 % – auch wenn sie auf 6 Monate beschränkt ist – zusammen mit einer Gerichtsschreiberinnenstelle als Hilfe empfunden, die den amtierenden Magistratspersonen ermöglichte, ihre Arbeit zu reorganisieren, damit die vernünftigeren Zuteilungs- und Erledigungsfristen beachtet werden können. Es besteht kein Zweifel, dass es sich unter den Bedingungen der oben beschriebenen chronischen Überlastung aufdrängt, diese Massnahmen mit der Schaffung von ordentlichen Stellen weiterzuführen, wenn man den guten Betrieb der Justiz in unserem Bezirk sicherstellen will.

3.1.8.2.2. Zivilverfahren (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurse)

Allgemein

Die Zahl der zivilen Angelegenheiten, die vor dem Zivilgericht und dem Präsidenten eröffnet wurden, geht leicht zurück und verharrt auf dem hohen Niveau, das bereits 2012 erreicht wurde. 1178 Fälle (2013: 1224; 2012: 1171; 2011: 1098; 2010: 1003; 2009: 1026 und 2008: 991).

Die Zahl der Entscheide überstieg erstmals die Grenze von 1200 Angelegenheiten: 1202 Entscheide (2013: 1131; 2012: 1199; 2011: 1015; 2010: 1028, 2009: 1015 und 2008: 1020).

In dieser Statistik sind alle behandelten zivilen Angelegenheiten, auch die arbeitsgerichtlichen Angelegenheiten sowie diejenigen, welche die Mietverträge und das SchKG betreffen, enthalten. In den Ziffern 2.2.2 bis 2.2.7 wird die Statistik nach Sachgebieten aufgeschlüsselt.

Zivilgericht

Eingetragene Angelegenheiten: 74 (2013: 41 und 2012: 65).

Erledigte Angelegenheiten: 57 (2013: 43 und 2012: 87).

In dieser Statistik sind die mietrechtlichen Angelegenheiten nicht enthalten.

Präsident des Zivilgerichts

Eingetragene Angelegenheiten: 502 (2013: 572 und 2012: 483).

Erledigte Angelegenheiten: 531 (2013: 508 und 2012: 490).

In dieser Statistik sind die Angelegenheiten aus den Bereichen Schuldbetreibung und Konkurs, Arbeitsgericht sowie Miete (Ausweisung) nicht enthalten.

Schuldbetreibung und Konkurs

Die Zahl der Angelegenheiten im Zusammenhang mit SchKG-Streitfällen ist auf der Höhe der vergangenen Jahre verharnt. 2014 wurden 552 Angelegenheiten eingetragen (2013: 557; 2012: 496; 2011: 466; 2010: 493; 2009: 512 und 2008: 472). Noch mehr Angelegenheiten (565) wurden 2014 erledigt (2013: 512; 2012: 515; 2011: 452; 2010: 494; 2009: 509 und 2008: 478).

Arbeitsgericht

Die Zahl der im Jahr 2014 eingetragenen Angelegenheiten hält sich praktisch auf der Höhe von 2013: 34 neue Angelegenheiten im Jahr 2014 (27 vor dem Präsidenten und 7 vor dem Gericht) (2013: 37; 2012: 81; 2011: 36; 2010: 28; 2009: 32 und 2008: 32). 2014 wurden 31 Angelegenheiten erledigt (2013: 49; 2012: 64; 2011: 35; 2010: 26; 2009: 40 und 2008: 26).

Vormundschafts- und Beistandschaftskammer

Diese Rubrik wurde gegenstandslos.

Stellvertreter des Präsidenten des Mietgerichts

Die Zahl der im Jahr 2014 eingetragenen Ausweisungsgesuche bleibt auf der Höhe von 2013, nachdem sie 2012 explodiert war: 16 (2013: 17; 2012: 37 und 2011: 20). 18 Angelegenheiten wurden erledigt (2013: 13; 2012: 32).

3.1.8.2.3. Strafverfahren (Polizeirichter, Strafgericht)

2014 erreicht die Zahl der neuen Strafangelegenheiten, die 2013 spürbar zugenommen hat, wieder das Niveau von 2012; sie beläuft sich auf 100 Fälle, für die der Polizeirichter und der Präsident des Strafgerichts zuständig sind (unentgeltliche Rechtspflege) (2013: 119; 2012: 95; 2011: 92; 2010: 100; 2009: 104 und 2008: 68) und auf 22 Fälle, für die das Strafgericht zuständig ist (2013: 14; 2012: 23; 2011: 5; 2010: 12; 2009: 12 und 2008: 20), was insgesamt 122 Angelegenheiten ergibt (2013: 133; 2012: 118; 2011: 97; 2010: 112 und 2009: 116).

Die Zahl der im Jahr 2014 behandelten Angelegenheit verbleibt auf besonders hoher Ebene, die aufgrund einer bedeutenden Zunahme der Fälle, für die das Strafgericht zuständig ist, bereits 2013 erreicht wurde. 2014 wurden 117 Angelegenheiten erledigt (2013: 115; 2012: 99; 2011: 109; 2010: 101; 2009: 110 und 2008: 88): Für 95 (einschliesslich 5 Entscheide über unentgeltliche Rechtshilfe) waren der Polizeirichter und der Gerichtspräsident (2013: 97 2012: 85; 2011: 99; 2010: 92; 2009: 96 und 2008: 72) und für 22 das Strafgericht (2013: 18; 2012: 14; 2011: 10; 2010: 11 2009: 16 und 2008: 16) zuständig.

3.1.8.2.4. Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Nichts zu vermerken.

3.1.8.3. Ausbildung

Präsidentin Bulliard Grosset nahm am 27. Juni 2014 an der Strassenverkehrsrechtstagung teil, ferner besuchte sie am 11. und 12. November 2014 die Ausbildung, die von der Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richterinnen und Richter organisiert wurde und dem Thema «Anhörung, Befragungstechniken, Untersuchung der Aussagen und Protokoll» gewidmet war. Am 28. November 2014 nahm sie am Weiterbildungstag des Freiburger Anwaltsverbandes teil.

Wie in den vergangenen Jahren hielt Präsident Meuwly am 22. Mai 2014 einen Vortrag zum Thema «Der Unterhalt des Kindes bei verheirateten und bei unverheirateten Paaren», der von der Weiterbildungsstelle der Universität Freiburg im Rahmen des Tages zum Thema «Das Schicksal des Kindes im Scheidungsrecht» organisiert wurde. Wie seine Kollegin nahm er an den Weiterbildungstagen, die von der Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richterinnen und Richter und vom Freiburger Anwaltsverband organisiert wurden, und an der Strassenverkehrsrechtstagung teil.

Alle Mitarbeitenden des Gerichts besuchten im Rahmen der beruflichen Weiterbildung verschiedene Kurse und Fachseminare.

3.1.8.4. Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Nichts zu vermerken.

3.1.9. Bezirksgericht Vivisbach

3.1.9.1. Zusammensetzung und Lokalitäten

3.1.9.1.1. Zusammensetzung des Gerichts

Am 26. März 2014 wurde Caroline Perroud zur Beisitzerin des Bezirksgerichts gewählt; sie tritt die Nachfolge von Josiane Suchet an, die wegen des Umzugs in einen anderen Bezirk zurückgetreten ist. Am 9. September 2014 wurde Justine Dumas zur Beisitzerin (Mietervertreterin) beim Mietgericht des Greyerz-, des Glane-, des Broye- und des Vivisbachbezirks gewählt; sie tritt die Nachfolge von Virginie Sauterel an, die aus beruflichen Gründen zurückgetreten ist. Am 7. Oktober 2014 wurde Noëlle Perroud zur Beisitzerin (Mietervertreterin) dieses Gerichts gewählt; sie tritt die Nachfolge von Norbert Chardonnens an, der altershalber zurücktritt. Es war kein weiterer Wechsel zu verzeichnen.

3.1.9.1.2. Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)

Es gibt keine Änderungen zu verzeichnen.

Die Gerichtsschreiber und das Personal der Gerichtsschreiberei verrichten ihre Aufgaben kompetent und zur vollen Zufriedenheit.

3.1.9.1.3. Lokalitäten

Keine Änderung. Die Räumlichkeiten genügen den gegenwärtigen Bedürfnissen kaum; das Sekretariat ist zu klein, und die Bibliothek dient auch als Beratungssaal und als Büro für die Gerichtsschreiber-Adjunktin, die zu 50 % angestellt ist. Deshalb können wir keine Lernenden und Praktikanten aufnehmen.

3.1.9.2. Gerichtstätigkeit

3.1.9.2.1. Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

Nach einer starken Zunahme im Jahr 2012 (20 %) nahm die Zahl der Angelegenheiten, die im Verzeichnis eingetragen sind, 2013 leicht ab (8,9 %) und nahm 2014 wieder zu (3,5 %). Die Arbeitslast wird immer grösser. Es wird je länger je schwieriger, vernünftige Fristen einzuhalten. Deshalb ist es nicht möglich, andere Gerichte zu entlasten.

3.1.9.2.2. Zivilverfahren (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurse)

S. Statistik.

3.1.9.2.3. Strafverfahren (Polizeirichter, Strafgericht)

S. Statistik.

3.1.9.2.4. Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Keine besonderen Schwierigkeiten.

3.1.9.3. Ausbildung

Die besuchten Ausbildungen wurden auf dem Ad-hoc-Formular angekündigt.

3.1.9.4. Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Keine Vorschläge.

3.1.10. Wirtschaftsstrafgericht

3.1.10.1. Zusammensetzung und Lokalitäten

3.1.10.1.1. Zusammensetzung des Gerichts

Das Wirtschaftsstrafgericht setzt sich aus dem Unterzeichneten, Präsident, seinem Stellvertreter Arthur Lehmann und 18 Beisitzern zusammen.

3.1.10.1.2. Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)

- > Fabienne Cajoux, Gerichtsschreiberin, Inhaberin des Anwaltspatents, zu 100 % seit dem 1. Juni 2001, zu meiner Verfügung seit dem 1. September 2010.
- > Caroline Gauch, Inhaberin des Anwaltspatents und Doktor der Rechtswissenschaften, seit dem 1. Januar 2012, zu 50 % beim Bezirksgericht Saane und beim Wirtschaftsstrafgericht, für die deutschsprachigen Sachen.
- > Danièle Cretegy, Sekretärin, arbeitet beim Wirtschaftsstrafgericht seit dem 1. Januar 1999 zu 100 %. Ihr Beschäftigungsgrad konnte von 80 % auf 100 % erhöht werden, allerdings nur bis Ende 2015. Es wäre wünschbar, dass ihr Beschäftigungsgrad unbefristet auf 100 % erhöht wird.
- > Seit 1. April 2014 steht ein deutschsprachiger Gerichtsschreiber-Praktikant für die deutschsprachigen Fälle des Wirtschaftsstrafgerichts, des Bezirksgerichts Saane und des Arbeitsgerichts zur Verfügung.

3.1.10.1.3. Lokalitäten

Da das Wirtschaftsstrafgericht administrativ dem Bezirksgericht Saane zugewiesen ist, befinden sich seine Räumlichkeiten am Sitz des Bezirksgerichts Saane, Route des Arsenaux 17, in Freiburg. Man muss darauf hinweisen, dass diese angemessen sind und vollkommen der Tätigkeit und den Bedürfnissen des Wirtschaftsstrafgerichts entsprechen.

3.1.10.2. Gerichtstätigkeit

3.1.10.2.1. Allgemeines

Nachdem alle Mitglieder des Wirtschaftsstrafgerichts angestellt wurden, konnte die starke Überlastung der letzten Jahre abgebaut werden.

2014 tagte das Wirtschaftsgericht wie folgt:

- > 1 Prozess im Juni mit einem Beschuldigten (Präs. Alain Gautschi)
- > 1 Prozess im September, an dem ein Beschuldigter beteiligt war (Präs. Alain Gautschi)
- > 1 Sitzung im Dezember (der Entscheid wird später gefällt) mit einem Beschuldigten (Präs. Alain Gautschi)

Da die Sache, die im Spetember unter dem Vorsitz des Unterzeichnenden beurteilt wurde, komplex ist, ist die Urteilsredaktion noch im Gang. Sie dürfte jedoch im Laufe des Monats Januar 2015 abgeschlossen werden.

3.1.10.2.2. Angelegenheiten des Wirtschaftsstrafgerichts

Bis heute sind noch sieben Angelegenheiten im Verzeichnis eingetragen: Eine wird im ersten Quartal 2015 beurteilt, bei einer weiteren wurden die Beteiligten auf September 2015 vorgeladen. Die vier verbleibenden Fälle befinden sich in den Händen von Präsident Peter Rentsch, nachdem der Unterzeichnete in den Ausstand getreten ist und weil damals der stellvertretende Präsident des Wirtschaftsstrafgerichts nicht deutschsprachig war. Zu diesen Angelegenheiten wird 2015 vorgeladen.

3.1.10.2.3. *Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwälten und anderen Beteiligten*

Keine besonderen Bemerkungen.

3.1.10.3. *Ausbildung*

- > Der Unterzeichnete nahm an 3 ½ Kurstagen bei der Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richterinnen und Richter und an 2 Kurstagen des Instituts für Rechtswissenschaft und Rechtspraxis teil.
- > Caroline Gauch nahm an 3 Kurstagen bei der Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richterinnen und Richter und an einem 1 Tag an der St. Galler Tagung zum Arbeitsrecht teil.

3.1.10.4. *Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)*

Der Präsident des Wirtschaftsstrafgerichts und das Personal unter Ziff. 1.1.1.2 stellen ebenfalls die Behandlung der ordentlichen Strafsachen des Saanebezirks (sowohl in der deutsch- als auch in der französischsprachigen Abteilung) und der deutschsprachigen Angelegenheiten des Zivilgerichts des Saanebezirks sicher. Deshalb sei darauf hingewiesen, dass das Gericht neben seiner Rolle als Wirtschaftsstrafgericht 5 Personen (davon 1 in deutscher Sprache) als Bezirksstrafgericht beurteilt und 44 Personen vor den Polizeirichter gebracht hat (davon 18 in deutscher Sprache). Schliesslich ergingen 53 Urteile in deutschsprachigen Sachen des Zivilgerichts des Saanebezirks.

3.2. Partie statistique / Statistischer Teil

Affaires civiles / Zivilverfahren

3.2.1.1. Tribunaux d'arrondissement / Bezirksgerichte

Tribunaux d'arrondissement Bezirksgerichte	Affaires inscrites au rôle / Eingereichte Angelegenheiten	Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten	Affaires en cours / Hängige Angelegenheiten
Sarine / Saane	195 ¹⁾	186 ²⁾	225 ³⁾
Singine / Sense	21	19	23
Gruyère / Greyerz	67	68	94
Lac / See	35 ⁴⁾	29 ⁵⁾	46 ⁶⁾
Glâne / Glane	21	24	21
Broye / Broye	74	57	77
Veveyse / Vivisbach	39	32	46
Total	452	415	532

En 2013	356	426	497
En 2012	593	645	576
En 2011	641	690	634

- (1) dont 9 en allemand / davon 9 auf Deutsch (2013: 6)
 (2) dont 5 en allemand / davon 5 auf Deutsch (2013: 6)
 (3) dont 10 en allemand / davon 10 auf Deutsch (2013: 5)
 (4) dont 7 en français / davon 7 auf Französisch (2013: 15)
 (5) dont 15 en français / davon 15 auf Französisch (2013: 13)
 (6) dont 8 en français / davon 8 auf Französisch (2013: 16)

Objets des jugements rendus Gegenstand der Entscheide	Sarine Sarine	Singine Singine	Gruyère Gruyère	Lac Lac	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveysse Veveysse	Total
A. Code civil / Zivilgesetzbuch								
1. Droit des personnes / Personenrecht	3	0	0	0	0	0	0	3
2. Droit de la famille / Familienrecht								
a) divorce / Scheidung	91	10	33	17	11	18	14	194
b) modification du jugement de divorce/ Änderung von Scheidungsurteilen	44	4	8	3	3	9	7	78
c) séparation de corps/ Trennung	2	0	0	0	0	0	0	2
d) action en désaveu / Anfechtungsklage	0	0	0	0	1	1	0	2
e) recherche en paternité / Vaterschaftsklage	0	0	0	0	1	1	0	2
f) droit de la tutelle / Vormundschaftsrecht	0	0	0	0	0	0	0	0
g) divers / Verschiedenes	1	0	1	1	0	2	0	5
3. Droit des successions / Erbrecht	4	1	1	0	2	1	1	10
4. Droits réels / Sachenrecht	7	2	7	0	3	6	1	26
B. Code des obligations / Obligationenrecht								
1. Actions résultant des contrats / Klagen aus Vertrag	20	1	12	6	3	9	5	56
2. Actions résultant d'actes illicites / Klagen aus unerlaubter Handlung	0	0	1	0	0	3	0	4
3. Droit des sociétés / Gesellschaftsrecht	5	1	1	1	0	0	3	11
4. Autres / Andere	3	0	2	1	0	2	0	8
C. Autres lois fédérales ou cantonales / Andere eidgenössische oder kantonale Gesetze	13	0	1	0	0	5	1	20
Total général / Gesamttotal	193	19	67	29	24	57	32	421

Présidents de tribunaux / *Gerichtspräsidenten*

Président de tribunaux <i>Gerichtspräsidenten</i>	Affaires inscrites au rôle / <i>Eingereichte Angelegenheiten</i>	Affaires liquidées / <i>Erledigte Angelegenheiten</i>	Affaires en cours / <i>hängige Angelegenheiten</i>	dont inscrites au rôle jusqu'au 31.12.2012 / <i>davon bis 31.12.2012 eingereicht</i>
Sarine / <i>Saane</i>	3681 ¹⁾	3599 ²⁾	697 ³⁾	26
Singine / <i>Sense</i>	794	814	149	1
Gruyère / <i>Greyerz</i>	1569	1488	377	15
Lac / <i>See</i>	964 ⁴⁾	881 ⁵⁾	197 ⁶⁾	3
Glâne / <i>Glane</i>	683	687	96	4
Broye / <i>Broye</i>	1054	1096	228	4
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	556	554	91	7
Total	9301	9119	1835	60

En 2013	8894	8984	1745
En 2012	8986	8871	1954
En 2011	8858	8653	2001

(1) dont 56 en allemand / *davon 56 auf Deutsch* (2013: 55)

(2) dont 57 en allemand / *davon 57 auf Deutsch* (2013: 66)

(3) dont 13 en allemand / *davon 13 auf Deutsch* (2013:11)

(4) dont 353 en français / *davon 353 auf Französisch* (2013: 292)

(5) dont 305 en français / *davon 305 auf Französisch* (2013: 309)

(6) dont 83 en français / *davon 83 auf Französisch* (2013: 40)

Objets des jugements et ordonnances rendus Gegenstand der ergangenen Entscheide und Verfügungen	Sarine Saraine	Singine Sensse	Gruyère Grejerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveysse Vivisbach	Total
1. Divorce sur requête commune avec accord complet / <i>Scheidung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung</i>	175	48	64	35	38	43	29	432
2. Séparation de corps sur requête commune avec accord complet / <i>Trennung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung</i>	2	0	0	0	2	1	1	6
3. Mesures protectrices de l'union conjugale et leur modification (art. 172 CC/ZGB) / <i>Eheschutzmassnahmen und deren Abänderung</i>	175	28	70	30	35	46	32	416
4. Affaires pécuniaires (art. 51 al. 1 let.aLJ/JG) / <i>Vermögensrechtliche Streitigkeiten</i>	215	8	66	8	10	67	8	382
5. Mesures provisionnelles et leur modification / <i>Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung</i>	194	53	83	33	37	92	45	537
6. Inscription provisoire des hypothèques légales des entrepreneurs et artisans / <i>Vorläufige Eintragung von Pfandrechten der Handwerker und Unternehmer</i>	28	4	38	13	20	36	13	152
7. Décisions rendues en matière d'assistance judiciaire/ <i>Entscheide betreffend die unentgeltliche Rechtspflege</i>	615	111	206	100	106	124	70	1332
8. Décisions rendues en vertu de la LELP / <i>Entscheide gestützt auf das EGSchKG</i>	1845	381	750	499	327	562	287	4651
a) Mainlevée / <i>Rechtsöffnung</i>	1202	258	486	296	202	373	207	3024
b) Annulation et suspension de la poursuite (art. 85 LP/SchKG)/ <i>Richterliche Aufhebung oder Einstellung der Betreibung im summarischen Verfahren</i>	8	1	0	1	0	3	0	13
c) Action en constatation négative (art. 85a LP/SchKG)/ <i>Negative Feststellungsklage</i>	5	3	2	0	0	2	0	12
d) Action en contestation de l'épuration de l'état de charges (art. 140 LP/SchKG)/ <i>Bestreitung der Lastenbereinigung</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
e) Contestation de l'état de collocation/ <i>Klage auf Anfechtung des Kollokationsplans</i>	6	0	0	0	1	0	0	7
f) Ouverture de la faillite/ <i>Konkursöffnung</i>	300	63	126	99	77	113	29	807
g) Suspension de la faillite fautive d'actif/ <i>Einstellung des Konkursverfahrens mangels Aktiven</i>	139	12	47	21	19	35	9	282
h) Liquidation sommaire de la faillite/ <i>Summarisches Konkursverfahren</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
i) Décision relative au retour à meilleure fortune (art. 265a al. 1 et 3 LP/SchKG)/ <i>Entscheid über die Feststellung neuen Vermögens</i>	53	15	26	38	12	10	18	172
j) Action en constatation du retour ou non retour à meilleure fortune (art. 265a al.4 LP/SchKG)/ <i>Klage auf Bestreitung oder Feststellung des Neuen Vermögens</i>	3	0	0	0	0	0	1	4
k) Clôture de faillite/ <i>Schluss des Konkursverfahrens</i>	105	20	45	27	14	13	21	245
l) Séquestre/ <i>Arrest</i>	15	4	13	3	1	4	1	41
m) Sursis concordataire/ <i>Nachlassstundung</i>	1	0	0	0	0	1	0	2
n) Concordats homologués/ <i>Bestätigte Nachlassverträge</i> dont/davon								
aa) Concordats-dividende (ordinaires)/ <i>Ordentliche Nachlassverträge</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
bb) Concordats par abandon d'actif/ <i>Nachlassverträge mit Vermögens- Abtretung</i>								
o) Révocation du concordat/ <i>Widerruf des Nachlassvertrags</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
p) Divers/ <i>Verschiedenes</i>	8	5	5	14	1	6	1	40

Objets des jugements et ordonnances rendus Gegenstand der ergangenen Entscheide und Verfügungen	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
9. Bénéfices d'inventaires / Inventaraufnahmen	1	0	0	0	0	0	0	1
10. Répudiation de successions / Ausschlagung der Erbschaft	0	0	042	0	0	0	12	54
11. Annulation de titres / Aufhebung von Wertpapieren	18	6	64	6	2	11	6	113
12. Commissions rogatoires / Rechtshilfebegehren	6	11	24	15	12	4	10	82
13. Exécution des jugements (art. 39CPC/ZPO)/ Urteilstreckung	8	2	2	5	2	2	0	21
14. Procédures de conciliation (art. 197ss CPC/ ZPO)/ Schlichtungsverfahren	245	67	77	77	56	89	20	631
a) Transaction/ Einigung	44	18	19		30	24	5	140
b) Autorisation de procéder/ Klagebewilligung	98	19	26		7	31	10	191
c) Proposition de jugement/ Urteilsvorschlag	13	2	1		1	0	0	17
d) Jugement / Urteil	28	11	13		7	5	4	68
e) Autres / andere	62	17	18		11	29	1	138
15. Divers / Verschiedenes	351	95	55	60	40	108	21	730
Total général / Gesamttotal	*3633	814	1541	881	687	1185	554	9540

*ce chiffre ne comprend pas le point 14.

3.2.1.2. Jurisdiction des prud'hommes / Arbeitsgericht

Présidents des tribunaux des prud'hommes / Präsidenten der Arbeitsgerichte

Les Présidents des tribunaux des prud'hommes ont été saisis de 363 causes (2013: 314, 2012: 423, 2011: 348, 2010: 204, 2009: 141) qui se répartissent ainsi :

Bei den Präsidenten der Arbeitsgerichte wurden 363 Angelegenheiten eingereicht (2013: 314, 2012: 423, 2011: 348, 2010: 204, 2009: 141), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements / Bezirke	Affaires pendantes au 01.01.2014 / per 01.01.2014 hängige Angelegenheiten	Nouvelles affaires inscrites au rôle / neu eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / gefällte Urteile	Affaires liquidées par conciliation / abgeschlossene Fälle durch Versöhnungsver- handlung	Affaires pendantes au 31.12.2014 / per 31.12.2014 hängige Angelegenheiten
Sarine / Saane	58 ¹⁾	184 ²⁾	30 ³⁾	162 ⁴⁾	50 ⁵⁾
Singine / Sense	4	37	3	28	10
Gruyère / Greyerz	9	51	31	14	15
Lac / See	4 ⁶⁾	33 ⁷⁾	18 ⁸⁾	7 ⁹⁾	12 ¹⁰⁾
Glâne / Glane	1	21	7	11	4
Broye / Broye	4	27	27	8	4
Veveyse / Vivisbach	0	10	5	3	2
Total	80	363	121	233	97

(1) dont 2 en allemand / davon 2 auf Deutsch

(2) dont 3 en allemand / davon 3 auf Deutsch

(3) dont 0 en allemand / davon 0 auf Deutsch

(4) dont 5 en allemand / davon 5 auf Deutsch

(5) dont 0 en allemand / davon 0 auf Deutsch

(6) dont 2 en français / davon 2 auf Französisch

(7) dont 17 en français / davon 17 auf Französisch

(8) dont 10 en français / davon 10 auf Französisch

(9) dont 4 en français / davon 4 auf Französisch

(10) dont 5 en français / davon 5 auf Französisch

Tribunaux des prud'hommes / Arbeitsgerichte

Elles ont été saisies de 60 causes (2013: 58, 2012: 96, 2011: 59, 2010: 164, 2009: 170) qui se répartissent ainsi:

Es wurden 60 Angelegenheiten eingereicht (2013: 58, 2012: 96, 2011: 59, 2010: 164, 2009: 170), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements / Bezirke	Affaires pendantes au 01.01.2014 / per 01.01.2014 hängige Angelegenheiten	Nouvelles affaires inscrites au rôle / neu eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / gefällte Urteile	Affaires liquidées par conciliation / abgeschlossene Fälle durch Versöhnungsverhandlung	Affaires pendantes au 31.12.2014 / per 31.12.2014 hängige Angelegenheiten
Sarine / Saane	33 ¹⁾	27 ²⁾	31 ³⁾	0	29 ⁴⁾
Singine / Sense	1	5	0	1	5
Gruyère / Greyerz	18	11	5	3	21
Lac / See	6 ⁵⁾	5 ⁶⁾	5 ⁷⁾	1	5 ⁸⁾
Glâne / Glane	1	1	0	1	1
Broye / Broye	10	7	4	0	10
Veveyse / Vivisbach	3	4	1	2	4
Total	74	60	46	8	75

- (1) dont 1 en allemand / davon 1 auf Deutsch
 (2) dont 1 en allemand / davon 1 auf Deutsch
 (3) dont 1 en allemand / davon 1 auf Deutsch
 (4) dont 0 en allemand / davon 0 auf Deutsch
 (5) dont 6 en français / davon 6 auf Französisch
 (6) dont 3 en français / davon 3 auf Französisch
 (7) dont 5 en français / davon 5 auf Französisch
 (8) dont 4 en français / davon 4 auf Französisch

3.2.1.3. Juridiction des baux / Mietgerichtsbarkeit

Présidents des tribunaux des baux / Mietgerichtspräsidenten

Les Présidents des tribunaux des baux ont été saisis de 289 causes (2013: 294, 2012: 357, 2011: 335, 2010: 338, 2009: 456) qui se répartissent ainsi:

Bei den Mietgerichtspräsidenten wurden 289 Angelegenheiten eingereicht (2013: 294, 2012: 357, 2011: 335, 2010: 338, 2009: 456), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements / Bezirke	Affaires pendantes au 01.01.2014 / per 01.01.2014 hängige Angelegenheiten	Nouvelles affaires inscrites au rôle / neu eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / gefällte Urteile	Affaires pendantes au 31.12.2014 / per 31.12.2014 hängige Angelegenheiten
Sarine / Saane	34	164	151	47
Singine et Lac / Sense und See	4 ¹⁾	28 ²⁾	27 ³⁾	5 ⁴⁾
Gruyère, Glâne, Broye et Veveyse / Greyerz, Glane, Broye und Vivisbach	16	97	94	19
Total	54	289	272	71

- (1) dont 1 en français / davon 1 auf Französisch
 (2) dont 4 en français / davon 4 auf Französisch
 (3) dont 3 en français / davon 3 auf Französisch
 (4) dont 2 en français / davon 2 auf Französisch

Tribunaux des baux / Mietgerichte

Ils ont été saisis de 83 causes (2013: 121, 2012: 85, 2011: 82, 2010: 199, 2009: 71) qui se répartissent ainsi:

Es wurden 83 Angelegenheiten eingereicht (2013: 121, 2012: 85, 2011: 82, 2010: 199, 2009: 71), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements / Bezirke	Affaires pendantes au 01.01.2014 / per 01.01.2014 hängige Angelegenheiten	Nouvelles affaires inscrites au rôle / neu eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / gefällte Urteile	Affaires pendantes au 31.12.2014 / per 31.12.2014 hängige Angelegenheiten
Sarine / Saane	44	37	46	35
Singine et Lac / Sense und See	8 ¹⁾	14 ²⁾	15 ³⁾	7 ⁴⁾
Gruyère, Glâne, Broye et Veveyse / Greyerz, Glane, Broye und Vivisbach	47	32	54	25
Total	99	83	115	67

(1) dont 0 en français / davon 0 auf Französisch

(2) dont 3 en français / davon 3 auf Französisch

(3) dont 2 en français / davon 2 auf Französisch

(4) dont 1 en français / davon 1 auf Französisch

3.2.1.4. Assistance judiciaire / Unentgeltliche Rechtspflege

En matière civile / in Zivilsachen

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés ainsi que la désignation d'un défenseur d'office <i>Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten sowie die Bestellung eines amtlichen Rechtsbeistandes umfasst</i>				
Arrondissements / Bezirke	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle <i>Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement <i>Von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung</i>	Refusée / Abweisung	Retirée / Rückzug
Sarine / Saane	435	3	27	2
Singine / Sense	63	0	11	8
Gruyère / Greyerz	173	1	5	1
Lac / See	77	0	8	2
Glâne / Glane	80	2	3	5
Broye / Broye	83	4	15	3
Veveyse / Vivisbach	46	4	6	3
Total	957	14	75	24

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés <i>Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten umfasst</i>				
Arrondissements <i>Bezirke</i>	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle <i>Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement <i>Von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung</i>	Refusée <i>Abweisung</i>	Retirée <i>Rückzug</i>
Sarine / Saane	98	0	7	0
Singine / Sense	18	0	9	2
Gruyère / Greyerz	8	0	2	1
Lac / See	8	0	2	3
Glâne / Glane	16	0	0	0
Broye / Broye	8	0	3	0
Veveysse / Vivisbach	6	1	3	1
Total	162	1	26	7

3.2.2. Affaires pénales / Strafverfahren

3.2.2.1. Tribunaux pénaux d'arrondissement / Bezirksstrafgerichte

Nombre de personnes jugées: 140 (2013 : 132, 2012:131, 2011: 105, 2010: 163). Les tribunaux pénaux d'arrondissement ont condamné 122 personnes à une peine privative de liberté et 8 personnes à une peine pécuniaire. 53 peines ont été assorties du sursis et 35 du sursis partiel. 24 mesures ont été prononcées. Les tribunaux ont infligé 62 amendes. 3 personnes ont été acquittées. Il y a eu 1 demande d'indemnité par une personne acquittée.

Anzahl der abgeurteilten Personen: 140 (2013: 132, 2012:131, 2011: 105, 2010: 163). Die Bezirksstrafgerichte haben 122 Personen zu Freiheitsstrafen und 8 Personen zu einer Geldstrafe verurteilt. In 53 Fällen wurde der bedingte und in 35 Fällen der teilbedingte Strafvollzug gewährt. 24 Massnahmen wurden angeordnet. Weiter wurden in 62 Fällen Bussen verhängt. 3 Personen wurden freigesprochen. Es gab 1 Antrag auf Entschädigung durch eine freigesprochene Person.

Tribunaux / Gerichte	Nationalité Nationalität		Sexe Geschlecht		Etat civil Zivilstand		
	Personnes jugées / Abgeurteilte Personen	Suisses / Schweizer	Etrangers / Ausländer	Hommes / Männer	Femmes / Frauen	Mariés / Verheiratet	Non-mariés / Nicht verheiratet
Sarine / Saane	67 ¹⁾	22	45	57	10	17	50
Singine / Sense	8	5	3	7	1	5	3
Gruyère / Greyerz	20	6	14	19	1	6	14
Lac / See	12 ²⁾	4	8	12	0	2	10
Glâne / Glane	10	7	3	9	1	3	7
Broye / Broye	20	7	13	20	0	3	17
Veveyse / Vivisbach	3	3	0	2	1	2	1
Total	140	54	86	126	14	38	102

(1) 1 procédure a été conduite en allemand (2013 : 1) / 1 Verfahren wurde auf Deutsch durchgeführt (2013 : 1)

(2) 9 procédures ont été conduites en français (2013 : 3) / 9 Verfahren wurden auf Französisch durchgeführt (2013 : 3)

Nombre d'infractions: Anzahl straffbarer Handlungen:	Sarine Sarane	Singine Sense	Gruyère Grejerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broje	Veveysse Virivsbach	Total
1. Infractions contre la vie et l'intégrité corporelle / Strafbare Handlungen gegen Leib und Leben (Art. 111-136 CP / StGB)	24	2	5	1	1	2	0	35
Meurtre / Vorsätzliche Tötung	1	0	0	0	0	0	0	1
Assassinat / Mord	2	0	0	0	0	0	0	2
Meurtre passionnel / Totschlag	0	0	0	0	0	0	0	0
Homicides par négligence / Fahrlässige Tötung	0	0	0	0	1	0	0	1
Homicides par négligence à la suite de la violation d'une disposition de la LCR / Fahrlässige Tötung als Folge einer Widerhandlung gegen das SVG	0	0	0	0	0	0	0	0
Lésions corporelles / Körperverletzungen	10	1	4	1	0	1	0	17
Lésions corporelles à la suite de la violation d'une disposition de la LCR / Körperverletzungen als Folge einer Widerhandlung gegen das SVG	4	0	0	0	0	0	0	4
Divers / Verschiedenes	7	1	1	0	0	1	0	10
2. Infractions contre le patrimoine / Strafbare Handlungen gegen das Vermögen (Art. 137-172 CP / StGB)	40	4	14	22	8	32	2	122
Abus de confiance / Veruntreuung	4	0	2	0	0	0	0	6
Vol / Diebstahl	8	1	3	10	2	18	0	42
Brigandage / Raub	4	2	0	0	2	1	0	9
Escroquerie / Betrug	4	0	3	2	0	0	1	10
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur / Betrügerischer Missbrauch einer Datenverarbeitungsanlage	0	0	2	0	0	0	0	2
Abus de cartes-chèques et de cartes de crédit / Check- und Kreditkartenmissbrauch	0	0	0	0	0	0	0	0
Extorsion et chantage / Erpressung	2	0	0	0	0	0	1	3
Gestion déloyale / Ungetreue Geschäftsbesorgung	2	0	0	0	0	0	0	2
Recel / Hehlerei	1	0	0	0	0	4	0	5
Crimes ou délits dans la faillite et la poursuite pour dettes / Konkurs- und Betreibungsverbrechen oder -vergehen	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / Verschiedenes	15	1	4	10	4	9	0	43
3. Infractions contre l'honneur, le domaine secret ou le domaine privé / Strafbare Handlungen gegen die Ehre und den Geheim- oder Privatbereich (Art. 173-179 CP / StGB)	8	1	0	0	0	1	0	10
4. Crimes ou délits contre la liberté / Verbrechen oder Vergehen gegen die Freiheit (Art. 180-186 CP / StGB)	15	3	9	11	4	9	2	53
Menaces / Drohung	7	1	1	1	0	1	1	12
Contrainte / Nötigung	4	1	4	0	2	1	1	13
Violation de domicile / Hausfriedensbruch	3	1	3	10	2	7	0	26
Divers / Verschiedenes	1	0	1	0	0	0	0	2

Nombre d'infractions: <i>Anzahl strafbarer Handlungen:</i>	Sarine <i>Sarine</i>	Singine <i>Singine</i>	Gnyère <i>Gnyère</i>	Lac <i>Lac</i>	Glâne <i>Glâne</i>	Broye <i>Broye</i>	Veveyse <i>Veveyse</i>	Total
5. Infractions contre l'intégrité sexuelle / <i>Strafbare Handlungen gegen die Sexuelle Integrität</i> (Art. 187-200 CP / StGB)	14	2	3	0	3	1	1	24
Mise en danger du développement de mineurs / <i>Gefährdung der Entwicklung von Unmündigen</i>	4	0	0	0	2	0	0	6
Atteinte à la liberté et à l'honneur sexuels / <i>Angriff auf die sexuelle Freiheit und Ehre</i>	6	2	3	0	0	1	0	12
Divers / <i>Verschiedenes</i>	4	0	0	0	1	0	1	6
6. Délits contre la famille / <i>Vergehen gegen die Familie</i> (Art. 213-220 CP / StGB)	0	0	1	0	1	0	0	2
Violation d'une obligation d'entretien / <i>Vernachlässigung von Unterhaltspflichten</i>	0	0	1	0	1	0	0	2
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
7. Crimes ou délits créant un danger collectif / <i>Gemeingefährliche Verbrechen oder Vergehen</i> (Art. 221-230 CP / StGB)	1	1	0	0	2	0	0	4
Incendie intentionnel / <i>Brandstiftung</i>	0	1	0	0	2	0	0	3
Incendie par négligence / <i>Fahrlässige Verursachung einer Feuerbrunst</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	1	0	0	0	0	0	0	1
8. Crimes ou délits contre la santé publique / <i>Verbrechen und Vergehen gegen die öffentliche Gesundheit</i> (Art. 230bis-236 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
Propagation d'une maladie de l'homme / <i>Verbreiten menschlicher Krankheiten</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
9. Crimes ou délits contre les communications publiques / <i>Verbrechen und Vergehen gegen den öffentlichen Verkehr</i> (Art. 237-239 CP / StGB)	1	0	0	0	0	0	0	1
10. Fausse monnaie, falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures / <i>Fälschung von Geld, amtlichen Wertzeichen, amtlichen Zeichen, Mass und Gewicht,</i> (Art. 240-250 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
11. Faux dans les titres / <i>Urkundenfälschung</i> (Art. 251-257 CP / StGB)	9	1	3	2	1	0	1	17
12. Crimes ou délits contre la paix publique / <i>Verbrechen oder Vergehen gegen den öffentlichen Frieden</i> (Art. 258-263 CP / StGB)	1	1	0	0	0	0	0	2
12^{bis} Délits contre les intérêts de la communauté internationale / <i>Straftaten gegen die Interessen der Völkergemeinschaft</i> (Art. 264 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
13. Crimes et délits contre l'Etat et la défense nationale / <i>Verbrechen und Vergehen gegen den Staat und die Landesverteidigung</i> (Art. 265-278 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0

14. Délits contre la volonté populaire / Vergehen gegen den Volkswillen (Art. 279-284 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
15. Infractions contre l'autorité publique / Strafbare Handlungen gegen die öffentliche Gewalt (Art. 285-295 CP / StGB)	5	0	0	4	1	2	0	12
16. Crime ou délit de nature à compromettre les relations avec l'étranger / Störung der Beziehungen zum Ausland (Art. 296-302 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
0								
17. Crimes ou délits contre l'administration de la justice / Verbrechen oder Vergehen gegen die Rechtspflege (Art. 303-311 CP / StGB)	5	0	3	0	3	0	0	11
Induction de la justice en erreur / Irreführung der Rechtspflege	0	0	0	0	2	0	0	2
Blanchissage d'argent / Geldwäscherei	4	0	3	0	0	0	0	7
Fausse déclaration d'une partie en justice / Falsche Beweisaussage der Partei	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / Verschiedenes	1	0	0	0	1	0	0	2
18. Infractions contre les devoirs de fonction et les devoirs professionnels / Strafbare Handlungen gegen die Amts- und Berufspflicht (Art. 312-322 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
19. Corruption / Bestechung (Art. 322 ^{ter} -322 ^{quies} CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
20. Contravention à des dispositions du droit fédéral/ Übertretungen bundesrechtlicher Bestimmungen (Art. 323-332 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
21. Infractions à la LCR / Verstöße gegen das SVG	28	2	6	11	12	11	0	70
Art. 90 ch. 1 / Ziff. 1	5	0	0	1	0	0	0	6
Art. 90 ch. 2 / Ziff. 2 (faute grave / schweres Verschulden)	4	0	2	0	2	5	0	13
Art. 91 (conducteurs pris de boisson / <i>Fahren in angetrunkenem Zustand</i>)	6	0	2	1	5	1	0	15
Art. 94 (vol d'usage / <i>Entwendung zum Gebrauch</i>)	0	1	0	0	1	2	0	3
Art. 95 (circulation sans permis / <i>Fahren ohne Ausweis</i>)	5	0	2	2	1	1	0	11
Divers / Verschiedenes	8	1	0	7	3	2	0	21
22. Infractions à la LStup / Verstöße gegen das BtmG	68	10	6	2	4	6	1	97
23. Infractions à la LALEtr / Verstöße gegen das AGAuG	21	0	5	6	0	2	0	34
24. Infractions à d'autres lois fédérales ou cantonales / Verstöße gegen andere eidgenössische oder kantonale Gesetze	16	2	3	5	8	7	0	41
Total	256	29	58	64	48	73	7	535

3.2.2.2. Juges de police / Polizeirichter

Nombre de personnes renvoyées : 692 (2013: 778, 2012: 773, 2011: 906, 2010: 858).

Anzahl der überwiesenen Personen : 692 (2013: 778, 2012: 773, 2011: 906, 2010: 858).

Arrondissements Bezirke	Personnes renvoyées Überwiesene Personen	Condamnées Verurteilte	Acquittées Freigesprochene	Retrait de plainte ou d'opposition Rückzug des Strafantrags oder der Einsprache
Sarine / Saane	291 ¹⁾	120	55	116
Singine / Sense	69	25	11	34
Gruyère / Greyerz	114	64	15	35
Lac / See	88 ²⁾	35	14	39
Glâne / Glane	34	12	3	16
Broye / Broye	90	37	14	39
Veveyse / Vivisbach	6	22	7	12
Total	692	315	119	291

(1) 18 procédures ont été conduites en allemand / 18 Verfahren wurden auf Deutsch durchgeführt (2013: 33).

(2) 40 procédures ont été conduites en français / 40 Verfahren wurden auf Französisch durchgeführt (2013: 41).

Les juges de police ont condamné 35 personnes à des peines privatives de liberté (2013:19), 49 personnes à un travail d'intérêt général et 100 personnes à une peine pécuniaire. 4 mesure ont été prononcées. 138 peines ont été assorties du sursis et 10 du sursis partiel. Les juges de police ont infligé 207 amendes. 119 personnes ont été acquittées et 20 d'entre elles ont demandé à être indemnisées.

Die Polizeirichter haben 35 Personen zu einer Freiheitsstrafe (2013:19), 49 Personen zu gemeinnütziger Arbeit und 100 Personen zu einer Geldstrafe verurteilt. Es wurde 4 Massnahmen angeordnet. In 138 Fällen wurde der bedingte und in 10 Fällen der teilbedingte Strafvollzug gewährt. Weiter wurden 207 Bussen verhängt. 119 Personen wurden freigesprochen, 20 von ihnen haben eine Entschädigung beantragt.

Nombre d'infractions: Anzahl straffbarer Handlungen:	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
Infractions au CP / Strafbare Handlungen gemäss StGB	115	29	52	14	13	33	5	261
Atteinte à l'intégrité corporelle / Körperverletzungen	23	0	11	2	0	5	0	41
Infractions contre le patrimoine / Strafbare Handlungen gegen das Vermögen	23	12	14	5	7	14	1	76
Atteinte à l'honneur / Ehrverletzungen	7	0	10	1	1	2	0	21
Infractions contre l'intégrité sexuelle / Strafbare Handlungen gegen die sexuelle Integrität	13	0	3	1	1	1	2	21
Insoumission à une décision de l'autorité / Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen	18	0	1	2	0	4	0	25
Contravention à des dispositions du droit fédéral / Übertretung von Bestimmungen des Bundesrechts	3	0	1	3	0	0	0	7
Conversion d'amendes en arrêts / Umwandlungen von Bussen in Haft	8	3	0	0	1	0	0	12
Divers / Verschiedenes	20	14	12	0	3	7	2	58

Infractions à la LACP / Strafbare Handlungen gemäss EGStGB	15	2	10	0	0	6	4	37
(Art. 8 LACP / EGStGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / Verschiedenes	15	2	10	0	0	6	4	37
Infractions / Strafbare Handlungen	131	70	50	31	16	27	32	357
à la loi sur la pêche / gegen das Fischereigesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur la chasse / gegen das Jagdgesetz	0	1	1	0	0	0	0	2
au code forestier / gegen das Waldgesetz	0	0	0	1	0	0	0	1
à la loi sur les denrées alimentaires / gegen das Lebensmittelgesetz	1	0	0	0	0	0	0	1
à la loi sur la police des étrangers / gegen das Fremdenpolizeigesetz	0	0	7	0	0	0	0	7
à la loi sur le séjour et l'établissement des étrangers / gegen das Gesetz über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer	20	0	0	1	6	0	0	27
à la loi sur la protection civile / gegen das Zivilschutzgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur la protection des animaux / gegen das Tierschutzgesetz	0	2	0	0	0	2	0	4
à la loi sur la protection des eaux / gegen das Gewässerschutzgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur les transports publics / gegen das Verkehrsgesetz	5	0	2	0	0	0	0	7
à la loi sur les établissements publics et la danse / gegen das Gesetz über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur le chômage / gegen das Arbeitslosenversicherungsgesetz	0	0	1	0	0	0	1	2
à la loi sur la navigation intérieure / gegen das Binnenschiffahrtsgesetz	0	0	0	2	0	1	0	3
à la loi sur la circulation routière / gegen das Strassenverkehrsgesetz	63	52	25	24	10	18	26	218
à la loi sur les stupéfiants / gegen das Betäubungsmittelgesetz	18	4	7	1	0	2	0	32
Divers / Verschiedenes	24	11	7	2	0	4	5	53
TOTAL	261	101	112	45	29	66	41	655

3.2.2.3. Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht

Nombre de personnes jugées: 2 (2013: 1, 2012: 4, 2011: 9, 2010: 3). Le Tribunal a condamné 2 personnes à une peine privative de liberté. 1 peine a été assortie du sursis.

Anzahl abgeurteilter Personen: 2 (2013: 1, 2012: 4, 2011: 9, 2010: 3). Das Gericht hat 2 Personen zu einer Freiheitsstrafe verurteilt. Es wurde 1 bedingte Strafe ausgesprochen.

Récapitulation / Zusammenfassung

En 2014, 834 personnes ont occupé les tribunaux pénaux du canton (2013: 911, 2012: 908, 2011: 1020, 2010: 1024).

2014 wurden 834 Personen von den kantonalen Strafgerichten abgeurteilt (2013: 911, 2012: 908, 2011: 1020, 2010: 1024).

	Tribunaux pénaux d'arrondissement <i>Bezirksstrafgerichte</i>	Juges de police <i>Polizeirichter</i>	Tribunal pénal économique <i>Wirtschaftsstrafgericht</i>	Total
Sarine / <i>Saane</i>	67	291	0	358
Singine / <i>Sense</i>	8	69	0	77
Gruyère / <i>Greyerz</i>	20	114	0	134
Lac / <i>See</i>	12	88	0	100
Glâne / <i>Glane</i>	10	34	0	44
Broye / <i>Broye</i>	20	90	0	110
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	3	6	0	9
Tribunal pénal économique / <i>Wirtschaftsstrafgericht</i>	0	0	2	2
Total	140	692	2	834

Nature du jugement / Art des Urteils	Tribunaux pénaux d'arrondissement <i>Bezirksstrafgerichte</i>	Juges de police <i>Polizeirichter</i>	Tribunal pénal économique <i>Wirtschaftsstrafgericht</i>	Total
Personnes acquittées / <i>Freisprüche</i>	3	119	0	122
Demandes d'indemnité par des personnes acquittées/ <i>Entschädigungsbegehren freigesprochener Personen</i>	1	20	0	21
Personnes condamnées à des peines privatives de liberté / <i>Verurteilungen zu Freiheitsstrafen</i>	122	35	2	159
Personnes condamnées à des TIG / <i>Verurteilungen zu gemeinnützigen Arbeiten</i>	2	49	0	51
Personnes condamnées à des peines pécuniaires / <i>Verurteilungen zu Geldstrafen</i>	8	100	1	109
à l'amende / <i>zur Busse</i>	62	207	2	271
dont assorties du sursis / <i>davon unter Gewährung des bedingten Strafvollzugs</i>	53	8	1	62
Dont assorties du sursis partiel / <i>davon unter Gewährung der teilbedingte Strafen</i>	35	10	0	45
Retrait de plainte ou d'opposition / <i>Rückzug des Strafantrags oder der Einsprache</i>	2	291	0	293

3.2.2.4. Jugements concernant la révocation ou la prolongation du sursis / Urteile betreffend den Widerruf oder die Verlängerung des bedingten Strafvollzugs

	Tribunaux pénaux d'arrondissement <i>Bezirksstrafgerichte</i>	Juges de police <i>Polizeirichter</i>	Tribunal pénal économique <i>Wirtschaftsstrafgericht</i>	Total
Sarine / Saane	13	17	0	30
Singine / Sense	1	4	0	5
Gruyère / Greyerz	3	8	0	11
Lac / See	2	0	0	2
Glâne / Glane	2	0	0	2
Broye / Broye	7	11	0	18
Veveyse / Vivisbach	0	2	0	2
Tribunal pénal économique / <i>Wirtschaftsstrafgericht</i>	0	0	0	0
Total	28	42	0	70

3.2.2.5. Détention préventive / Untersuchungshaft

	Sarine <i>Saane</i>	Singine <i>Sense</i>	Gruyère <i>Greyerz</i>	Lac <i>See</i>	Glâne <i>Glane</i>	Broye <i>Broye</i>	Veveyse <i>Vivisbach</i>	TPE <i>WSG</i>	Total
Nombre de prévenus en détention préventive au moment du jugement <i>Anzahl der Beschuldigten in Untersuchungshaft im Zeitpunkt des Urteils</i>	23	0	7	0	3	1	0	0	34
Nombre de jours de détention depuis le renvoi <i>Anzahl Tage in Untersuchungshaft seit der Überweisung</i>	3296	7	2603	0	295	50	0	0	6251

4. Tribunal des mesures de contrainte

4.1. Partie générale

4.1.1. Compétences

Conformément à l'art. 18 CPP, le Tribunal des mesures de contrainte ordonne la détention provisoire et la détention pour des motifs de sûreté et en contrôle la légalité. Il lui appartient également de décider, d'autoriser ou de refuser d'autres mesures de contrainte [surveillance de la correspondance par poste et télécommunication et par d'autres mesures techniques, investigation secrète (agent infiltré), prélèvement d'échantillons (ADN) lors d'enquêtes de grande envergure].

Indépendamment de ses attributions en matière de procédure pénale, il statue sur les mesures de contrainte dans le domaine du droit des étrangers si la cause doit être jugée par une autorité judiciaire, en vertu de l'art. 74 LJ.

4.1.2. Remarques générales

4.1.2.1. Juges

Le juge Michel Wuilleret a réduit son taux d'activité de 100 à 50 % à partir du 1^{er} août 2014. En mai 2014, le Grand conseil a élu Géraldine Pontelli-Barras en tant que juge ordinaire pour les 50 % vacants. Le Tribunal des mesures de contrainte se compose dès lors, depuis le 1^{er} août 2014, de trois juges ordinaires avec un taux d'activité de 50 %, soit Michel Wuilleret, Felix Baumann et Géraldine Pontelli-Barras, ainsi que de quatre juges suppléants, les présidents Laurent Schneuwly, Alexandra Rossi-Carré et Reinold Raemy et Peter Stoller, greffier au Tribunal de l'arrondissement du Lac.

Le Tribunal des mesures de contrainte juge sans greffier ou greffière (art. 73 al. 1 LJ).

4.1.2.2. Secrétariat

Maria Meyer-Dorado, cheffe de bureau, est engagée à 50 %. Présente tous les matins, elle assure, outre le travail ordinaire de secrétariat, la tenue de la comptabilité du Tribunal.

Une nouvelle fois, par le biais d'un "contrat sur le crédit des jeunes demandeurs d'emploi" de durée limitée, le Tribunal a pu s'attacher les services de Emine Ulukütük (du 17 mars au 31 décembre 2014) et de Sanja Shosheva (depuis le 27 octobre 2014), toutes pour un taux d'activité de 60 %, soit tous les après-midis, plus un matin par semaine. C'est le lieu de relever que sans ces appuis extrabudgétaires, le fonctionnement normal du Tribunal, en particulier le respect des délais légaux, ne pourrait être assuré à satisfaction.

Durant l'été 2014, le Tribunal a pu profiter de l'appui d'un étudiant en droit, Joao Domingues Lopes, qui a effectué un stage universitaire non rémunéré au Tribunal pendant 3 mois. Il a rédigé des projets d'ordonnances et préparé des procès-verbaux, assisté aux audiences, fait des recherches juridiques et effectué des tâches de secrétariat. Le Tribunal souhaite reconduire cette expérience très positive l'année prochaine.

4.1.2.3. Locaux

Les locaux du Tribunal des mesures de contrainte sont situés Place de Notre-Dame 8, à Fribourg, dans un bâtiment qui accueille en outre le Conseil de la magistrature et six appartements privés. A la suite de l'entrée en fonction de la troisième juge ordinaire, en août 2014, le Tribunal a dû échanger ses anciens locaux, exigus, avec ceux du Conseil de la Magistrature. Il dispose actuellement de cinq pièces dont trois occupées par les trois juges ordinaires, la quatrième par le secrétariat / réception, ainsi que d'une cuisine / bibliothèque. Pour des raisons évidentes de sécurité et de confidentialité mais aussi de place, elles ne peuvent être utilisées pour les auditions des parties. Le Tribunal de l'arrondissement de la Sarine met une salle

d'audience à disposition, à raison de 4 jours par semaine. Les mercredis, celle-ci est occupée par l'Autorité de conciliation en matière des baux. Cependant, jusqu'à maintenant, le Tribunal de la Sarine, par son huissier, Jacques Oberson, a toujours trouvé une salle si une audience devait avoir lieu un mercredi. Cette solution assure le fonctionnement du Tribunal des mesures de contrainte dans des conditions conformes au droit, satisfait également aux exigences de la Police (convoyeurs), garantit une certaine discrétion et offre aux avocats la possibilité de s'entretenir avec leur client dans des locaux sécurisés. Elle présente, en revanche, le gros inconvénient d'exiger du juge et de la secrétaire de se déplacer, d'où une perte de temps considérable. La proximité du Tribunal avec le Ministère public offre cependant l'avantage incontestable de permettre la transmission très rapide des dossiers judiciaires entre ces autorités.

4.1.3. Activité juridictionnelle

4.1.3.1. Remarques générales

Pour sa quatrième année de fonction, le Tribunal des mesures de contrainte a été saisi de 777 nouvelles affaires (2011: 574, 2012: 735, 2013: 797), en sus des 7 affaires pendantes au 31 décembre 2013. 9 affaires étaient pendantes au 31 décembre 2014 (2013: 7). La nature des cas et le mode de liquidation sont illustrés en détail dans la partie statistique de ce rapport.

Sur les 775 affaires liquidées, 47 (6 %) étaient en langue allemande et 9 ont été liquidées par les juges suppléants (1 %). Le Tribunal a tenu 173 audiences (2013 : 174).

Ainsi, après une forte augmentation du nombre d'affaires en 2012 et 2013, ce nombre s'est stabilisé en 2014. La charge de travail demeure pourtant importante. Tenu compte des délais légaux très courts (48 et 96 heures respectivement en matière pénale et administrative), les demandes de détention doivent être traitées très rapidement, ce qui oblige régulièrement les trois juges à consacrer une partie de leurs week-ends à la prise de décision et à leur rédaction. Les permanences et la tenue d'audiences en fin de semaine exigent également de leur part mais aussi des secrétaires et des convoyeurs une disponibilité considérable. A noter que, contrairement à la plupart des autres cantons, les permanences du week-end ne sont indemnisées qu'en cas d'audience. Le recours aux juges suppléants n'est possible qu'à titre exceptionnel, ces magistrats étant déjà très chargés. Afin de combler le sous-effectif évident du secrétariat, l'engagement d'une secrétaire supplémentaire a été demandé dans le cadre du budget ordinaire 2012 puis 2013, 2014 et 2015. Le Conseil d'Etat n'a toujours pas donné suite à cette demande et le secrétariat du Tribunal se voit dès lors contraint de continuer à fonctionner avec des solutions improvisées (jeunes demandeurs d'emploi, stagiaires, etc.). La fluctuation rapide du personnel auxiliaire n'est pas dans l'intérêt d'une saine administration de la justice. Les mesures d'économie prises par l'Etat ne laissent cependant que peu d'espoir.

4.1.3.2. Affaires pénales

Le prononcé de la détention provisoire ainsi que l'autorisation des mesures de surveillance secrètes constituent les domaines d'activité principaux du Tribunal des mesures de contrainte. Le nombre de décisions en matière de détention est resté stable par rapport à l'année précédente (2014: 462; 2013: 465). Après une augmentation très importante pour l'année 2012, le nombre de décisions en matière de mesures de surveillance secrètes, notamment les surveillances téléphoniques, a diminué de plus de 10 % par rapport à l'année précédente (2014: 206; 2013: 232; 2012: 229; 2011: 144).

En 2014, les ordonnances du Tribunal des mesures de contrainte ont fait l'objet de 20 recours auprès de la Chambre pénale du Tribunal cantonal, dont 1 interjeté par le Ministère public. Un seul recours a été admis. Une affaire est encore pendante. Trois affaires ont été déferées au Tribunal fédéral. Un recours a été admis, un autre a été partiellement admis et la troisième affaire est encore pendante.

4.1.3.3. Mesures de contrainte en droit des étrangers

Indépendamment de ses attributions en matière de procédure pénale, le Tribunal des mesures de contrainte statue sur les mesures de contrainte dans le domaine du droit des étrangers si la cause doit être jugée par une autorité judiciaire. Principalement, il s'agit de contrôler la légalité et l'adéquation des détentions administratives ordonnées par le Service de la population et des migrants (SPoMi).

Le nombre de détentions administratives contrôlées par le Tribunal a encore augmenté en 2014 (2014: 90; 2013: 71; 2012: 61). Parmi les autres mesures de contrainte administrative dont le Tribunal a été saisi l'on note des recours contre des interdictions de pénétrer ainsi que la délivrance d'ordres de perquisition à l'intention de la police.

En 2014, les ordonnances du Tribunal des mesures de contrainte ont fait l'objet de 5 recours auprès du Tribunal cantonal, section administrative. Un recours a été rejeté et 2 sont devenus sans objet. Deux affaires sont encore pendantes. Une affaire a été déferée au Tribunal fédéral lequel a confirmé la décision du Tribunal des mesures de contrainte, cassée par le Tribunal cantonal (computation du délai des 96 heures de l'art. 80 al. 2 LEtr).

4.1.4. Divers

Le juge Felix Baumann entretient un échange régulier avec ses collègues des autres cantons et est membre du comité de rédaction de la feuille d'information des tribunaux des mesures de contrainte. Il est également juge suppléant au Tribunal cantonal.

Le juge Michel Wuilleret représente le Tribunal aux réunions des intervenants auprès de la Prison centrale, à Fribourg. Il a participé à une conférence-débats organisée par l'Université de Lausanne sur le thème de la surpopulation carcérale. Il fonctionne également comme Président suppléant de la Commission de recours de l'Université de Fribourg.

La juge Géraldine Pontelli-Barras représente le Tribunal dans deux groupes de travail relatifs à la mise en oeuvre des bracelets électroniques en tant que mesure de substitution à la détention provisoire.

Avec les concours du SITel, le Tribunal des mesures de contrainte a offert la possibilité aux intéressés de se voir notifier ses communications par voie électronique (art. 86 CPP). Faute d'intérêt des avocats exerçant dans le canton, il y a été renoncé.

4. Zwangsmassnahmengericht

4.1. Allgemeiner Teil

4.1.1. Zuständigkeit

Gemäss Art. 18 StPO ist das Zwangsmassnahmengericht zuständig für die Anordnung der Untersuchungs- und Sicherheitshaft und überprüft deren Gesetzmässigkeit. Es obliegt ihm ebenfalls, andere Zwangsmassnahmen anzuordnen, zu bewilligen oder zu verweigern (Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs sowie solche mit technischen Überwachungsgeräten, verdeckte Ermittlung, DNA-Massenuntersuchungen usw.).

Unabhängig von seinen strafprozessualen Befugnissen entscheidet das Zwangsmassnahmengericht in Anwendung von Art. 74 JG auch über Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht, soweit hierfür die richterliche Beurteilung vorgeschrieben ist.

4.1.2. Allgemeine Bemerkungen

4.1.2.1. Richter

Der Richter Michel Wuilleret hat sein Arbeitspensum per 1. August 2014 von 100 % auf 50 % reduziert. Als Nachfolgerin für die vakanten 50 % hat der Grosse Rat im Mai 2014 Géraldine Pontelli-Barras gewählt. Das Zwangsmassnahmengericht setzt sich damit neu zusammen aus drei ordentlichen Richtern mit einem Beschäftigungsgrad von je 50 %, nämlich Michel Wuilleret, Felix Baumann und Géraldine Pontelli-Barras, sowie aus vier Ersatzrichtern, nämlich den Gerichtspräsidenten Laurent Schneuwly, Alexandra Rossi-Carré und Reinold Raemy sowie Peter Stoller, Gerichtsschreiber des Bezirksgerichts des Sees.

Das Zwangsmassnahmengericht entscheidet ohne Gerichtsschreiberin oder Gerichtsschreiber (Art. 73 Abs. 1 JG).

4.1.2.2. Sekretariat

Maria Meyer-Dorado, Bürochefin, ist zu 50 % als Sekretärin angestellt. Sie ist jeweils morgens anwesend. Ihr obliegt neben den üblichen Sekretariatsarbeiten auch die Führung der Buchhaltung des Gerichts.

Erneut konnte sich das Gericht dank zeitlich beschränkter Anstellungsverträge über einen Kredit für junge Stellensuchende der Dienste von Emine Ulukütük (vom 17. März bis 31. Dezember 2014) und Sanja Shosheva (seit dem 27. Oktober 2014) versichern; diese Personen waren bzw. sind zu 60 % angestellt und jeweils nachmittags sowie einen Vormittag pro Woche anwesend. An dieser Stelle ist zu betonen, dass ohne diese ausserbudgetarische Unterstützung das ordnungsgemässe Funktionieren des Gerichts und insbesondere die Einhaltung der gesetzlichen Fristen nicht zur Zufriedenheit gewährleistet werden könnte.

Während des Sommers 2014 konnte das Gericht von der Unterstützung des Rechtsstudenten Joao Domingues Lopes profitieren, der ein unbezahltes dreimonatiges Gerichtspraktikum absolvierte. Während dieser Zeit hat er für das Gericht Verfügungsentwürfe erarbeitet und Protokolle vorbereitet, an Verhandlungen teilgenommen, rechtliche Abklärungen vorgenommen und Sekretariatsarbeiten erledigt. Das Zwangsmassnahmengericht beabsichtigt, diese sehr positive Erfahrung im kommenden Jahr zu wiederholen.

4.1.2.3. Räumlichkeiten

Die Räumlichkeiten des Zwangsmassnahmengerichts befinden sich am Liebfrauenplatz 8 in Freiburg. Im gleichen Gebäude befinden sich überdies der Justizrat sowie sechs Privatwohnungen. Nach dem Amtsantritt der dritten Richterin hat das Zwangsmassnahmengericht im August 2014 seine zu engen Räumlichkeiten mit jenen des Justizrates getauscht. Es verfügt nun über fünf Räume, wovon drei von den drei ordentlichen

Richtern und ein vierter vom Sekretariat/Empfang belegt sind. Dazu kommt eine Küche/Bibliothek. Aus offensichtlichen Gründen der Sicherheit und der Vertraulichkeit, aber auch aus Platzgründen, können diese Räume nicht für Parteianhörungen genutzt werden. Das Bezirksgericht der Saane stellt während vier Tagen pro Woche einen Verhandlungssaal zur Verfügung. Dieser ist jeweils mittwochs von der Schlichtungsbehörde für Mietsachen des Saanebezirks besetzt. Bis jetzt konnte allerdings das Bezirksgericht der Saane, durch Jacques Oberson, stets einen Saal finden, wenn Sitzungen an einem Mittwoch durchzuführen waren. Diese Lösung erlaubt ein gesetzmässiges Funktionieren des Zwangsmassnahmengerichts. Sie entspricht auch den sicherheitspolizeilichen Anforderungen bei der Zuführung der Häftlinge, gewährleistet eine gewisse Diskretion und ermöglicht den Anwälten, sich mit ihren Mandanten in einem abgetrennten Raum zu besprechen. Hingegen weist die aktuelle Lösung den grossen Nachteil auf, dass sich der Richter und die Sekretärin verschieben müssen, was mit einem beträchtlichen Zeitverlust verbunden ist. Andererseits ermöglicht die räumliche Nähe zur Staatsanwaltschaft eine sehr rasche Aktenübergabe zwischen den beiden Behörden, was einen unbestreitbaren Vorteil darstellt.

4.1.3. Gerichtstätigkeit

4.1.3.1. Allgemeine Bemerkungen

In seinem vierten Tätigkeitsjahr wurden beim Zwangsmassnahmengericht zusätzlich zu den am 31. Dezember 2013 hängigen 7 Dossiers 777 neue Angelegenheiten registriert (2011: 574, 2012: 735, 2013: 797). Davon waren am 31. Dezember 2014 noch 9 hängig (2013: 7). Die Rechtsnatur dieser Angelegenheiten und deren Erledigungsart ergeben sich aus dem statistischen Teil dieses Berichts.

Von den 775 erledigten Angelegenheiten waren 47 (6 %) in deutscher Sprache zu behandeln. Die Ersatzrichter haben 9 Angelegenheiten behandelt (1 %). Das Gericht hat 173 Verhandlungen durchgeführt (2013: 174).

Nach einer starken Zunahme der Angelegenheiten in den Jahren 2012 und 2013 hat sich deren Anzahl im Jahr 2014 stabilisiert. Die Arbeitslast bleibt indessen hoch. Aufgrund der sehr kurzen gesetzlichen Fristen (48 bzw. 96 Stunden in Straf- bzw. Administrativsachen) müssen die Haftgesuche sehr rasch behandelt werden, was die drei Richter regelmässig dazu zwingt, einen Teil der Wochenenden der Entscheidungsfassung und Urteilsredaktion zu widmen. Aufgrund der Pikettdienste am Wochenende und aufgrund von Verhandlungen Ende Woche wird nicht nur von den beiden ordentlichen Richtern, sondern auch von den Sekretärinnen und der Transportgruppe ein beträchtliches Mass an Verfügbarkeit verlangt. Es ist darauf hinzuweisen, dass der Pikettdienst an Wochenenden nur entschädigt wird, falls eine Verhandlung durchzuführen ist, dies entgegen der Praxis der meisten anderen Kantone. Auf die Unterstützung der Ersatzrichter kann nur ausnahmsweise zurückgegriffen werden, da diese Magistraten bereits stark ausgelastet sind. Um die offensichtliche Unterbesetzung des Sekretariats zu beseitigen, hat das Gericht im Rahmen der ordentlichen Budgets 2012, 2013, 2014 und 2015 jeweils die Anstellung einer zusätzlichen Sekretärin beantragt. Der Staatsrat hat diesem Begehren nach wie vor keine Folge gegeben, und das Sekretariat des Gerichts sieht sich weiterhin gezwungen, mit Notlösungen zu operieren (junge Stellensuchende, Praktikantinnen usw.). Die häufigen personellen Wechsel im Sekretariat liegen nicht wirklich im Interesse einer gesunden Justizverwaltung. Die vom Kanton getroffenen Sparmassnahmen lassen indessen nur wenig Hoffnung.

4.1.3.2. Strafsachen

Die Anordnung von Untersuchungshaft sowie die Genehmigung geheimer Überwachungsmaßnahmen stellen die hauptsächlichen Tätigkeitsbereiche des Zwangsmassnahmengerichts dar. Die Anzahl von Haftentscheiden ist im Vergleich zum Vorjahr stabil geblieben (2014: 462; 2013: 465). Nach einer starken Zunahme im Jahr 2012 hat die Anzahl geheimer Überwachungsmaßnahmen, insbesondere der Telefonüberwachungen, gegenüber dem Vorjahr um über 10 % abgenommen (2014: 206; 2013: 232, 2012: 229, 2011: 144).

Im Jahr 2014 ist gegen die Verfügungen des Zwangsmassnahmengerichts in 20 Fällen Beschwerde an die Strafkammer des Kantonsgerichts eingereicht worden, davon in einem Fall durch die Staatsanwaltschaft. Eine einzige Beschwerde wurde gutgeheissen. Eine Angelegenheit ist noch hängig. Drei Angelegenheiten sind an das Bundesgericht weitergezogen worden; dieses hat eine Beschwerde ganz und eine zweite Beschwerde teilweise gutgeheissen; die dritte ist noch hängig.

4.1.3.3. Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht

Unabhängig von seinen strafprozessualen Befugnissen entscheidet das Zwangsmassnahmengericht auch über Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht, soweit hierfür die richterliche Beurteilung vorgeschrieben ist. Dabei geht es hauptsächlich darum, die Rechtmässigkeit und Angemessenheit der vom Amt für Bevölkerung und Migration (BMA) angeordneten administrativrechtlichen Haft zu überprüfen.

Die Anzahl der vom Gericht überprüften Fälle administrativrechtlicher Haft hat im Jahr 2014 erneut zugenommen (2014: 90, 2013: 71; 2012: 61). Unter den übrigen administrativrechtlichen Zwangsmassnahmen, mit denen sich das Gericht zu befassen hatte, sind Beschwerden gegen Ausgrenzungen sowie die Ausstellung von Durchsuchungsbefehlen zuhanden der Polizei zu erwähnen.

Im Jahr 2014 ist gegen fünf Verfügungen des Zwangsmassnahmengerichts Beschwerde bei der verwaltungsrechtlichen Abteilung des Kantonsgerichts eingereicht worden. Eine Beschwerde wurde abgewiesen und zwei als gegenstandslos abgeschrieben. Zwei Angelegenheiten sind noch hängig. Eine Angelegenheit wurde ans Bundesgericht weitergezogen, welches die Verfügung des Zwangsmassnahmengerichts bestätigt und den anders lautenden Entscheid des Kantonsgerichts aufgehoben hat (Berechnung der Frist von 96 Stunden gemäss Art. 80 Abs. 2 AuG).

4.1.4. Verschiedenes

Der Richter Felix Baumann unterhält regelmässige Kontakte mit seinen Kollegen aus den anderen Kantonen und ist Mitglied des Redaktionskomitees des Infoblattes der Schweizer Zwangsmassnahmengerichte. Er ist zudem Ersatzrichter am Kantonsgericht.

Der Richter Michel Wuilleret vertritt das Gericht an den Treffen der Intervenienten des Zentralgefängnisses Freiburg. Er hat an einer von der Universität Lausanne organisierten Konferenz zum Thema Überbelegung der Gefängnisse teilgenommen. Weiter ist er Stellvertreter des Präsidenten der Rekurskommission der Universität Freiburg.

Die Richterin Géraldine Pontelli-Barras vertritt das Zwangsmassnahmengericht in zwei Arbeitsgruppen zur Einführung der elektronischen Fussfessel als Ersatzmassnahme zur Untersuchungshaft.

Mit Unterstützung des Informatikdienstes (ITA) hat das Zwangsmassnahmengericht den interessierten Personen die Möglichkeit angeboten, sich die Mitteilungen des Gerichts elektronisch zustellen zu lassen (Art. 86 StPO). Mangels Interesse der im Kanton praktizierenden Anwälte ist dann aber auf diese Möglichkeit verzichtet worden.

4.2. Partie statistiques / Statistischer Teil

4.2.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2013	2014
Affaires pendantes au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	4	7
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	797	777
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	794	775
ordonnance / <i>Verfügung</i>	794	773
par un autre moyen / <i>auf andere Weise</i>	0	2
Affaires pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	7	9

4.2.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

4.2.2.1. Affaires pénales / Strafsachen

	2013	2014
Matières traitées / <i>behandelte Rechtsgebiete</i>	698	668
Détention pénale adultes / <i>strafprozessuale Haft Erwachsene</i>	457	459
Détention pénale mineurs / <i>strafprozessuale Haft Minderjährige</i>	8	3
Surveillance de la correspondance par poste et télécommunication / <i>Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs</i>	230	201
Garantie de l'anonymat / <i>Zusicherung der Anonymität</i>	0	0
Levée des scellés / <i>Entsiegelung</i>	1	1
Prélèvement d'échantillons ADN en masse / <i>DNA-Massenuntersuchungen</i>	0	0
Investigation secrète / <i>verdeckte Ermittlung</i>	2	4
Cautionnement préventif / <i>Friedensbürgschaft</i>	0	0

	2013	2014
Sort réservé aux affaires / <i>Erledigungsweise</i>		
Admission / <i>Gutheissung</i>	353	346
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	65	65
Rejet / <i>Abweisung</i>	29	23
Irrecevabilité manifeste / <i>offensichtliche Unzulässigkeit</i>	0	0
Retrait / <i>Rückzug</i>	6	4
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	11	22
Transmission à l'autorité compétente / <i>Weiterleitung an die zuständige Behörde</i>	0	0
Classé sans suite / <i>ohne Folge klassiert</i>	1	0
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	0	2
Mesures de surveillance autorisées / <i>Überwachungsmaßnahmen genehmigt</i>	216	189
Mesures de surveillance pas autorisées / <i>Überwachungsmaßnahmen nicht genehmigt</i>	2	2
Mesures de surveillance partiellement autorisées / <i>Überwachungsmaßnahmen teilweise genehmigt</i>	12	9

	2013	2014
Mesures de surveillance devenues sans objet / <i>Überwachungsmassnahmen gegenstandslos geworden</i>	0	1
Levée des scellés partiellement admis / <i>Entsiegelung teilweise bewilligt</i>	1	1
Investigation secrète autorisée / <i>verdeckte Ermittlung genehmigt</i>	2	4
Cautionnement préventif refusé / <i>Friedensbürgschaft verweigert</i>	0	0

4.2.2.2. Recours à la Chambre pénale du Tribunal cantonal / *Beschwerden an die Strafkammer des Kantonsgerichts*

	2013	2014
Pendants au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängig</i>	0	1
Recours introduits / <i>eingereichte Beschwerden</i>	21	20
Jugements notifiés / <i>zugestellte Entscheide</i>	20	20
Pendants au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i>	1	1

Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC /

Erledigungsweise

Admission / <i>Gutheissung</i>	2	1
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	3	0
Rejet / <i>Abweisung</i>	9	15
Retrait / <i>Rückzug</i>	2	2
Irrecevable / <i>Nichteintreten</i>	2	2
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	2	0

4.2.2.3. Mesures de contrainte en droit des étrangers / *Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht*

	2013	2014
Matières traitées / <i>behandelte Rechtsgebiete</i>	96	107
Détention administrative / <i>administrativrechtliche Haft</i>	71	90
Autres mesures de contrainte administrative / <i>andere verwaltungsr. Zwangsmassnahmen</i>	6	3
Assistance judiciaire / <i>unentgeltliche Rechtspflege</i>	19	14
Sort réservé aux affaires / <i>Erledigungsweise</i>		
Détention administrative confirmée / <i>Genehmigung der Administrativhaft</i>	29	55
Détention administrative refusée / <i>Nichtgenehmigung der Administrativhaft</i>	1	1
Détention adm. sans procédure orale confirmée / <i>Bestätigung Administrativhaft ohne mündl. Verhandlung</i>	36	32
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	5	3
Autres mesures de contrainte admin. accordées ou confirmées / <i>andere verwaltungsrechtliche Zwangsmassnahmen gewährt oder bestätigt</i>	5	2

	2013	2014
Mesure partiellement admise / <i>Massnahme teilweise bestätigt</i>	1	0
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	19	14
AJ (avec avocat) refusé / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	0	0

4.2.2.4. *Recours au Tribunal cantonal / Beschwerden an das Kantonsgericht*

	2013	2014
Pendants au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängig</i>	0	0
Recours introduits / <i>eingereichte Beschwerden</i>	2	5
Jugements notifiés / <i>zugestellte Entscheide</i>	2	3
Pendants au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i>	0	2

Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC /

Erledigungsweise

Admission / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	0	0
Rejet / <i>Abweisung</i>	1	1
Retrait / <i>Rückzug</i>	0	0
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	1	2

4.2.2.5. *Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht*

	2013	2014
Pendants au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängig</i>	0	0
Recours introduits / <i>eingereichte Beschwerden</i>	1	4
Jugements notifiés / <i>zugestellte Entscheide</i>	1	3
Pendants au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i>	0	1

Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC /

Erledigungsweise

Admission / <i>Gutheissung</i>	0	1
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	0	2
Rejet / <i>Abweisung</i>	1	0
Transmission à l'autorité compétente / <i>Weiterleitung an die zuständige Behörde</i>	0	0

4.2.3. Langue des affaires liquidées / *Verfahrenssprache*

Sur les 775 (2013: 794) affaires liquidées, 728 (2013: 738) ont été traitées en français et 47 (2013: 56) en allemand, soit 94 % (2013: 93 %) en français et 6 % (2013: 7 %) en allemand.

Von den 775 (2013: 794) erledigten Angelegenheiten wurden 728 (2013: 738) auf Französisch und 47 (2013: 56) auf Deutsch behandelt, das heisst 94 % (2013: 93 %) auf Französisch und 6 % (2013: 7 %) auf Deutsch.

5. Les Justices de paix

5.1. Partie générale

5.1.1. Justice de paix de la Sarine

5.1.1.1. Composition et locaux

5.1.1.1.1. Composition de la Justice de paix

La Justice de paix de la Sarine est composée de quatre juges de paix. Delphine Queloz exerce sa fonction à 100%, Mélanie Imhof, à 80% et Violaine Monnerat et Wanda Suter à 70% chacune. Depuis le 1^{er} avril 2014, Gaël Gobet occupe la fonction de Greffier chef à 100%. Dès le 1^{er} septembre 2014, Nathalie Leuenberger-Progin a été engagée à 100%, étant entendu qu'elle occupe le poste de Cheffe de bureau à 50% et de secrétaire de juge à 50% également. Il est à préciser que la personne précédemment en place à ce poste nous a quittés pendant son temps d'essai.

Le Greffe a vu l'arrivée de Laure-Marie Collaud-Piller, en qualité de Greffière à 80% pour la Juge Imhof.

La Justice de paix dispose actuellement de 23 assesseurs dont les formations et qualifications répondent aux critères de pluridisciplinarité exigés par la loi.

5.1.1.1.2. Personnel (magistrats et greffe)

La Justice de paix bénéficie de 13,9 EPT pour un district comptant une population résidante permanente de 101'477 personnes au 31 décembre 2013 (cf. http://appl.fr.ch/stat_statonline/portrait/etape2.asp?Reference=116). Ces 13.9 EPT sont composés de (état au 31 décembre 2014) :

3.2 EPT juges de paix

1 EPT greffier chef

4.8 EPT greffiers

2.4 EPT secrétaires

1.5 EPT secrétaires-comptables

1 EPT secrétaire-réceptionniste

= 13,9 EPT fixe (+ 1 EPT apprenti et 3 EPT stagiaire)

A cela s'ajoutent 4.5 EPT hors budget fixe, composé de :

0.5 EPT greffier sur le crédit invalide

1 EPT greffier durée déterminée (CDD)

1 EPT secrétaire durée déterminée (CDD)

1 EPT greffier jeune demandeur d'emploi (JDE)

1 EPT secrétaire jeune demandeur d'emploi (JDE)

= 4,5 EPT ne figurant pas au budget ordinaire

Comme les six années précédentes, nous avons recherché du soutien additionnel au niveau du personnel (hors budget), notamment en poursuivant notre collaboration avec le Tribunal des mesures de contrainte, l'ORP et le SPO. Ce personnel en contrat spécial représente plus d'un quart de notre personnel.

Voici une liste des personnes travaillant auprès de la Justice de paix au 31 décembre 2014 :

1	Juge de paix	Delphine Queloz	100%
2	Juge de paix	Violaine Monnerat	70%
3	Juge de paix	Wanda Suter	70%
4	Juge de paix	Mélanie Imhof	80%
5	Greffier chef	Gaël Gobet	100%
6	Greffière	Violaine Butty	50%
7	Greffière (crédit invalides)	Stéphanie Fidanza	50%
8	Greffière	Laure-Marie Collaud-Piller	80%
9	Greffière	Pauline Volery	50%
10	Greffier / Préposé aux successions	Werner Zimmerli	100%
11	Greffière	Valentine Stucky	100%
12	Greffière	Saskia Oldendorf	100%
13	Greffière (contrat durée déterminée jusqu'au 31.12.2014)	Sophie Germond	100%
14	Greffière JDE (jusqu'au 31.01.2015)	Mimoza Redzeqi	100%
12	Greffière-stagiaire (jusqu'au 28.02.2015)	Laura Maria Velasco	100%
14	Greffier-stagiaire (jusqu'au 28.02.2015)	David Waeber	100%
15	Greffière-stagiaire (jusqu'au 31.12.2014)	Pauline Volery	50%
16	Greffière-stagiaire (jusqu'au 31.12.2014)	Florence Henguely	50%
17	Cheffe de bureau et secrétaire de juge	Nathalie Leuenberger-Progin	100%
18	Secrétaire de Juge	Corine Dupasquier	80%
19	Secrétaire de Juge	Lauriane Berset	60%
20	Secrétaire de Juge (contrat durée déterminée jusqu'au	Nathalie Mürset	100%
21	Secrétaire (successions)	Françoise Berger	50%
22	Secrétaire-comptable (contrat à durée déterminée jusqu'au	Josiane Bertschy	50%
23	Secrétaire-comptable	Fabienne Tercier	50%
24	Employée de comptabilité	Jeannette Andrey	50%
25	Secrétaire-réceptionniste	Jacqueline Mauron	100%
26	Secrétaire (contrat à durée déterminée jusqu'au	Karina Torres	500%
27	Secrétaire (contrat à durée déterminée jusqu'au	Catarina Ramos	80%
28	Stagiaire MPC	Lea Fenner	90%
39	Stagiaire MPC	Antoine Morf	90%
30	Programme d'emploi temporaire (ORP)	Proeu Un Mao	50%
31	Programme d'emploi temporaire (ORP)	Catherine Hayoz	50%

Depuis l'arrivée du greffier chef (1^{er} avril 2014) et de la cheffe de bureau (1^{er} septembre 2014), toute la gestion des ressources humaines (recherche de personnel temporaire, gestion des conflits, attribution des ressources, certificats de travail, demandes de congés, vacances, heures supplémentaires, maternités, etc.), du management, de la gestion budgétaire et toutes les tâches dévolues à un chef de service (répondance administrative, représentation à l'extérieur, recherche de mobilier, organisation du déménagement, suivi des travaux, suivi informatique, etc.) ont pu leur être confiés. Nous soulignons que la gestion du personnel reste complexe en raison du nombre important de personnes en contrat précaire, ce qui génère une forte rotation du personnel.

5.1.1.1.3. Locaux

La Justice de paix de l'arrondissement de la Sarine dispose actuellement de locaux adéquats et fonctionnels.

5.1.1.2. *Activité juridictionnelle (charge de travail globale, rapports avec les autorités et les avocats etc.)*

Encore une fois nous soulignons la charge de travail trop lourde à laquelle est soumis tout le personnel de notre service. Cette charge a encore augmenté avec l'entrée en vigueur du nouveau droit de la protection de l'enfant et de l'adulte et les nouvelles tâches dévolues aux Justices de paix en matière de successions. Nous sommes très inquiètes pour la santé de nos collaborateurs dont les absences pour maladie se succèdent. Nous sommes nous-mêmes usées de travailler dans de telles conditions, d'autant que la situation s'est péjorée au fil des ans.

Si les conditions de travail se sont globalement améliorées, il n'en demeure pas moins que la masse de travail dépasse largement le quota admissible pour les Juges de paix. Il n'est pas possible de gérer autant de dossiers eu égard aux taux d'activité des Juges. En effet, un juge de paix à 100% traite plus de 1'000 dossiers en cours, ce qui n'est bénéfique ni pour le justiciable, ni pour la personne en charge des situations. Les effets néfastes sur la santé des Juges doivent être pris réellement au sérieux.

A toutes fins utiles, nous relevons que les juges de paix ont procédé, du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014, à 1'182 auditions. Durant cette même période, les juges de paix ont instauré 1'284 mesures adultes et 1058 mesures mineurs. La baisse sensible d'instauration de mesures mineurs provient du changement de loi concernant l'autorité parentale conjointe, qui n'oblige plus les parents non mariés à faire approuver une convention d'entretien devant notre Autorité. Elles ont en outre levé 192 mesures adultes et 286 mesures mineurs. Il en ressort qu'au 31 décembre 2014, la Justice de paix comptabilise 3'262 dossiers adultes et 1'193 dossiers mineurs en cours.

Au vu de ce qui précède, il nous paraît indispensable qu'un Juge de paix supplémentaire puisse être engagé à court terme. Cette requête a déjà été formulée officiellement dans la demande de budget 2015.

Nous entretenons de bons rapports tant avec les autorités qu'avec les avocats. Nous relevons que les justiciables sont de plus en plus fréquemment assistés par un mandataire professionnel devant la justice de paix.

5.1.1.3. Formations

Les Juges de paix Imhof, Monnerat et Suter ainsi qu'une partie des greffiers ont suivi la formation organisée par la COPMA sur le droit de la protection de l'enfant et de l'adulte, le 14 février 2014.

Les Juges de paix Queloz et Imhof ont suivi la formation sur l'audition de l'enfant dans la procédure civile dispensée par le Centre de formation continue de l'Université de Fribourg (formation sur trois jours).

Les Juges de paix Monnerat et Suter ainsi que les greffiers ont participé aux journées de travail organisées par la COPMA les 3 et 4 septembre 2014.

La Juge de paix Monnerat et le Greffier chef ont suivi la formation sur la prévention et la gestion de la violence organisée par le Service du personnel et d'organisation.

Les Juges de paix Queloz et Monnerat ont également participé à une demi-journée de formation, à Bienne, sur le thème, « communication en contact avec les auteurs de violence domestique ».

Par ailleurs, les Juges de paix Imhof, Monnerat et Suter ainsi que la quasi-totalité du greffe ont suivi la journée de formation de l'Ordre des avocats fribourgeois, le 28 novembre 2014.

5.1.1.4. Divers et remarques finales (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)

Nouveau droit de la protection

Le nouveau droit exige une instruction plus détaillée qui engendre un surcroît de travail. Le résultat, malgré la lourdeur et la lenteur de la procédure, est bénéfique aux justiciables.

Du 1^{er} janvier au 30 juin 2014, nous avons pu compter sur le soutien du Juge de paix ad hoc Trimor Mehmetaj. Ce dernier s'est attelé à la lourde tâche des transformations de mesures (330 mesures adaptées sur six mois), ce qui a permis à la Juge de paix Queloz de rattraper en grande partie le retard accumulé par son prédécesseur.

Informatique

Le nettoyage de la base de données Tribuna s'est achevé au printemps 2014, après une année de travail acharné de nos greffières titulaires, sous la direction de la Juge de paix Queloz.

Audit

Sur proposition du Conseiller d'Etat, Directeur, un audit a été mené en juin 2013 par Mme Erard, Conseillère en entreprise auprès d'Hesperia Sàrl. Cet audit a permis une meilleure organisation interne et une répartition plus efficace des forces de travail interne dès 2014. La Justice de paix a profité pleinement des conseils avisés formulés dans le cadre de cet audit.

Un nouvel audit a été effectué cette année dans toutes les Justices de paix du canton. Nous n'avons toutefois pas connaissance des conclusions du rapport.

Déplacements/place de parc

Les Juges de paix sont de plus en plus amenés à se déplacer au Centre de soins hospitaliers de Marsens, dans d'autres institutions du canton ou à domicile. Malgré leurs demandes répétées, aucune solution de parcage n'a été apportée, en relevant que les Juges de paix n'utilisent pas leurs voitures pour se rendre au travail, mais pour se déplacer.

5.1.2. Justice de la Singine

5.1.2.1. Composition et locaux

5.1.2.1.1. Composition de la justice de paix

La justice de paix siège à trois membres sous la présidence de la juge de paix. Sur un pool de onze assesseurs, deux sont requis à chaque fois pour les audiences. A fin 2014, trois assesseurs ont démissionné: Heinrich Meyer et Albert Schaller pour raison d'âge et Andreas Bapst pour des raisons professionnelles. Bruno Tinguely a été élu en remplacement.

5.1.2.1.2. Personnel (magistrats et greffe)

Afin d'assurer le fonctionnement de la justice de paix jusqu'à l'entrée en fonction de la juge de paix élue en septembre 2013, ont fonctionné en tant que juges de paix ad hoc jusqu'au 31 janvier 2014 Johanna Mayer-Ladner (70%) et Werner Zimmerli (20%). Béatrice Kaeser a pris ses nouvelles fonctions en date du 1er avril 2014. En mai 2014, Elias Moussa a été nommé juge de paix ad hoc, afin de régler trois cas de successions de grande envergure encore pendants.

Quant au reste du personnel, il n'y a pas eu de changements. Le secrétariat du tribunal est assumé sans changement par Rosemarie Kröpfli et Suzanne Schmutz. Exercent à titre de greffières Bettina Friedli (50%) et Sibylle Thür (90%). Spécialement dans l'optique du passage des mesures selon l'ancien droit à celles du nouveau droit de la protection de l'enfant et de l'adulte, le greffe a été renforcé au plan du personnel: en janvier 2014, Martina Sturny a été greffière extraordinaire, et du 15 mars 2014 à fin juin 2014, ce fut au tour d'Anne-Elisabeth Riedo; depuis septembre, Nicholas Bürgy renforce l'équipe en tant que greffier-stagiaire. Dès janvier 2015, un poste supplémentaire à 50% a été attribué à la Justice de paix de la Singine.

5.1.2.1.3. Locaux

La justice de paix est installée depuis le 1er janvier 2008 dans l'Amtshaus à Tavel. Les audiences ont toujours lieu dans la salle du tribunal de l'Amtshaus, que se partagent le tribunal d'arrondissement et la justice de paix.

5.1.2.2. Activité judiciaire (y c. charge de travail, relations avec les autorités et les avocats, etc.)

L'activité judiciaire ressort principalement de la statistique jointe au présent rapport. Ne sont pas inclus dans la statistique les entretiens avec les parents en vue de la conclusion d'une convention d'entretien, ni d'autres activités de conseil et de médiation qui n'ont pas débouché sur une mesure. Durant l'année sous examen, la charge de travail a été très lourde. Les cas à traiter sont exigeants, complexes et requièrent beaucoup de temps. Les relations avec les autorités et autres interlocuteurs ont toujours été constructives et agréables.

5.1.2.3. Formation continue

Durant l'année sous rapport, la juge de paix a suivi quatre cours d'une journée, Bettina Friedli un cours de deux jours sur l'audition des enfants, et Sibylle Thür deux cours pour un total de trois jours.

5.1.2.4. Divers et remarques finales (propositions de modification de lois, changements dans l'informatique, etc.)

Il faut relever qu'en dépit du changement de personne au poste de juge de paix, il n'y a pas eu de retards massifs dans les activités quotidiennes. Près de 70% des mesures selon ancien droit ont passé sous le régime du nouveau droit de la protection de l'enfant et de l'adulte. La nouvelle réglementation portant sur l'autorité parentale n'a pas entraîné de surcharge substantielle jusqu'à présent.

5.1.3. Justice de paix de la Gruyère

5.1.3.1. Composition et locaux

5.1.3.1.1. Composition de la Justice de paix

La Justice de paix de l'arrondissement de la Gruyère est composée de trois équipes formées chacune d'un(e) Juge de paix à 70%, d'un(e) greffier à 50% ainsi que d'une secrétaire à 75%. A cela s'ajoutent des secrétaires, des greffiers, des greffiers-stagiaires ainsi que dix Juges assesseurs.

Il convient en outre de relever que durant l'année 2014, la Justice de paix de la Gruyère a complété son personnel en recrutant une secrétaire de Juge et a fait face à deux arrêts de travail prolongés consécutifs à des accidents qui ont entraîné l'engagement de personnel de remplacement. La Justice de paix a par ailleurs demandé à ce que deux nouveaux Juges assesseurs soient nommés en 2015.

5.1.3.1.2. Personnel (magistrats et greffe)

Juges de paix

Marie-Laure Paschoud Page (0.7 EPT), Sophie Margueron Gummy (0.7 EPT) - en arrêt de travail total du 11 août au 3 octobre 2014 puis à 40% du 6 au 17 octobre 2014, Jean-Joseph Brodard (0.7 EPT).

Juge de paix ad hoc

Alexandra Fabbro (0.7 EPT) - du 1er septembre au 30 novembre 2014.

Greffière-chef

Alexandra Fabbro (1 EPT - 0.7 CDI + 0.3 CDD) - à 30% du 1er septembre au 30 novembre 2014.

Greffiers

Philippa de Quay (0.5 EPT), Pierre-Laurent Dougoud (0.5 EPT), Lorenz Cloux (0.5 EPT) - du 1er janvier au 28 février 2014, Cédric Flotron (0.45 EPT) - du 1er avril au 31 décembre 2014, Yasemin Bahyan (0.7 EPT) - du 8 septembre au 7 décembre 2014, Michaël Thibaut (1 EPT) - dès le 20 octobre 2014 (primo demandeur).

Greffiers-stagiaires

Cédric Flotron (1 EPT) - jusqu'au 31 mars 2014, David Vaucher (1 EPT) - du 1er janvier au 30 juin 2014, Aurore Verdon (1 EPT) - du 1er mars au 30 juin 2014. Corona Vences (1 EPT) - du 1er juillet au 31 décembre 2014, Manon Francey (1 EPT) - dès le 1er septembre 2014.

Assesseurs

Mireille Barbey, Frédérique Brodard, Noëlle Genoud, Véronique Glasson, Laurence Jaquet, René Jaquet, Jean-Pierre Levrat, François Oberson, Pascale Pache, Laurence Genoud.

Secrétaires

Nicole Bort (1 EPT - 0.75 CDI + 0.25 CDD), Sylviane Raboud (0.75 EPT) - en arrêt de travail total du 27 janvier au 14 mars puis à 50 % du 21 mars au 11 avril 2014, Corinne Morier (0.3 EPT), Josiane Bertschy (0.5 EPT du 1er février au 16 mars 2014 puis 0.375 EPT du 17 au 31 mars 2014 à 37.5%), Nathalie Schouwey Bersier (0.5 EPT, ORP) - du 1er février à 13 mars 2014, Angélique Grob (0.75 EPT) - dès le 1^{er} avril 2014, Eren Polvan (0.375 EPT) - avril 2014, Morena Richoz (0.4 EPT, ORP) - du 11 juin au 6 novembre 2014.

5.1.3.1.3. Locaux

Jusqu'en août 2014, la Justice de paix se situait à l'Avenue de la Gare 10, à Bulle. Depuis le mois de septembre 2014, elle occupe de nouveaux locaux à la Rue de l'Europe 10, à Bulle.

Ce déménagement était nécessaire au vu de l'exiguïté et de la vétusté des locaux sis Avenue de la Gare. L'ensemble du personnel est satisfait du déménagement et apprécie de travailler dans ces nouveaux locaux modernes, lumineux et fonctionnels. Il convient cependant de relever que la Justice de paix est d'ores et déjà à l'étroit dans ce nouvel espace ; certains collaborateurs doivent se déplacer d'un poste de travail à l'autre chaque jour, faute de place de travail fixe.

5.1.3.2. *Activité juridictionnelle (charge de travail globale, rapports avec les autorités et les avocats etc.)*

Charge globale de travail

La Justice de paix de la Gruyère travaille à flux tendu. Toute absence liée à la formation, à la participation à un groupe de travail, aux vacances ou à une incapacité de travail est immédiatement ressentie et contraint le personnel présent à effectuer des heures supplémentaires. Cette problématique a du reste été relevée par Mme Stéphanie Erard, de la société Hesperia SA, laquelle a été chargée d'analyser le fonctionnement des sept Justices de paix du canton de Fribourg.

La Justice de paix relève et apprécie le soutien et la prise de conscience relative à sa surcharge de travail faite par le Conseil de la magistrature, le Parlement cantonal et sa Commission de justice. Elle constate néanmoins que la rigueur budgétaire mise en place depuis janvier 2014 ne permet pas de créer les postes de travail nécessaires à son bon fonctionnement, d'où le recours à des stagiaires, à un jeune demandeur d'emploi et à des personnes placées via l'ORP dans le courant de l'année 2014. La recherche constante de personnel est une activité chronophage pour la Justice de paix.

Mesures de protection du mineur et de l'adulte

Au 1er janvier 2014, 293 mineurs faisaient l'objet d'une mesure protection de l'enfant et 745 personnes faisaient l'objet d'une mesure de protection de l'adulte (mesures de protection (tutelles, curatelles), surveillances des biens de mineurs, droits de regard et curatelles du SEJ, adoption, etc.). Au 31 décembre 2014, 354 mineurs faisaient l'objet d'une protection de l'enfant et 848 personnes faisaient l'objet d'une mesure de protection de l'adulte, ce qui représente une augmentation du nombre de dossiers. A l'avenir, il faut compter avec une progression du nombre de cas de protection de l'enfant et de l'adulte au vu de l'importante croissance démographique de l'arrondissement de la Gruyère et du Sud fribourgeois.

De manière générale, le nouveau droit de la protection de l'adulte et de l'enfant, entré en vigueur le 1er janvier 2013, a entraîné une surcharge de travail temporaire, liée aux transformations des anciennes mesures de protection en mesures du nouveau droit ainsi qu'à la création, au 1er janvier 2014, dans l'arrondissement de la Gruyère de Services de Curatelles professionnels. La plupart des mesures de curatelle gérées par des curateurs privés ont été transférées à ces nouveaux Services. Bien qu'il reste de nombreuses mesures à transformer, la Justice de paix de la Gruyère estime pouvoir parvenir à mener à bien ces transformations d'ici fin 2015 s'agissant des mesures qui deviendraient caduques au 31 décembre 2015.

En outre, le nouveau droit de la protection de l'adulte et de l'enfant a promu la Justice de paix au rang d'autorité de première instance à part entière et d'autorité de surveillance en matière de placement aux fins d'assistance. Cela a conduit à une augmentation des tâches à accomplir, ce d'autant plus que la procédure applicable, de type sommaire, nécessite d'être très rapide. Enfin, le nouveau droit implique de cibler de manière précise les besoins de la personne concernée, de prononcer des décisions plus nombreuses, notamment en raison de la nécessité d'une désignation nominative du curateur, des nombreux changements

de personnel constatés au sein du SEJ en particulier, et de la communication des décisions à un cercle accru de destinataires par rapport à l'ancien régime.

Placements aux fins d'assistance

Dans le courant de l'année 2014, 130 dossiers de placement à des fins d'assistance ont été ouverts par la Justice de paix de la Gruyère, ces placements étant généralement prononcés d'urgence par les médecins. La Justice de paix de la Gruyère a quant à elle prononcé 21 prolongations de placement à des fins d'assistance.

Successions

L'établissement des inventaires fiscaux au décès continue d'occuper une part importante du travail du secrétariat. En 2014, 336 inventaires ont été établis. La Justice de paix de la Gruyère espère que les directives y relatives pour 2015 permettront de gagner en efficacité et en rapidité.

En outre, d'une manière générale, le domaine des successions prend de plus en plus de temps aux Juges de paix, notamment en matière de mesures conservatoires et de renseignements à donner, étant précisé que la loi est lacunaire et que chaque situation présente des particularités.

Le groupe de travail ad hoc a préparé de nombreux modèles destinés aux successions, lesquels sont disponibles depuis début 2015 sur Tribuna V3.

Organisation

Les trois Juges et le personnel sont présents de manière à pouvoir utiliser les locaux et la salle d'audience de manière optimale durant la semaine, chaque Juge ayant un jour par semaine fixe pour ses séances, étant précisé que des séances sont très régulièrement fixées le matin, ce qui n'était pas le cas l'année précédente.

La Justice de paix est dotée d'un règlement interne auquel sont annexés les cahiers des charges.

Les dossiers sont répartis entre les trois Juges de paix en fonction des lettres de l'alphabet.

En 2014, Marie-Laure Paschoud Page a été la répondante administrative de la Justice de paix (art. 21 al. 2 LJ). Elle a travaillé en collaboration avec Alexandra Fabbro, greffière-chef, et Nicole Bort, secrétaire disposant d'un 0.25 EPT destiné aux tâches administratives. Durant l'année 2014, un temps important a été consacré à l'organisation du déménagement de la Justice de paix, à la gestion du personnel, à l'introduction sur la nouvelle législation en matière d'autorité parentale conjointe, etc. En 2015, Sophie Margueron Gumy prendra la fonction de répondante administrative.

En 2014, Mme Alexandra Fabbro, en sus de ses tâches administratives et relatives au personnel, a participé activement au groupe de travail Tribuna V3, lequel se tient une fois par mois, ainsi qu'au groupe de travail Successions, pour lequel six séances ont eu lieu. Quant à Mme Nicole Bort, outre ses tâches administratives, elle a participé activement au groupe de travail Successions lorsqu'il s'agissait de modèles liés à l'inventaire fiscal.

5.1.3.3. Formation

Le personnel de la Justice de paix de la Gruyère, en particulier les Juges de paix et greffiers, ont participé à plusieurs formations juridiques ayant trait aux domaines de la protection de l'adulte et de l'enfant et des successions. En 2014, un grand nombre des greffiers et de Juges ont assisté aux journées de formation concernant l'autorité parentale conjointe et l'OGPCT, lesquelles ont eu lieu à Lausanne.

En 2014, tous les assesseurs de la Justice de paix de la Gruyère ont suivi une formation théorique au nouveau droit sous l'égide de Mme Parisima Vez, Cheffe de service adjointe auprès du Service de la Justice.

5.1.3.4. Divers et remarques finales (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)

Le rapport d'Hesperia SA met en exergue les difficultés rencontrées par les Justice de paix, qui font face à une surcharge chronique de travail, à une sous dotation en personnel et en moyens, à une méconnaissance du travail effectué et à un manque de reconnaissance. Une meilleure visibilité des Justices de paix auprès du public et des pouvoirs législatifs et exécutifs est indispensable. Par ailleurs, le drame familial survenu dans le canton de Zurich à la suite d'un placement d'enfants et la mise sous protection policière de l'APEA concernée rappellent une fois de plus que la Justice de paix travaille dans des domaines dits sensibles et que la responsabilité dont répond l'Etat en matière de protection de l'adulte et de l'enfant est significative. Le fait que les Justices de paix doivent travailler avec d'autres intervenants eux aussi surchargés (SEJ, Services des curatelles, institutions, services sociaux, etc.) complique les missions de la Justice de paix et augmente les risques.

S'agissant des objectifs 2015 pour la Justice de paix de la Gruyère, la question de la gestion du personnel et de l'organisation, ainsi que le maintien d'un bon climat de travail, restent une priorité. L'obtention d'un poste de greffier-chef à 50% dès le 1er janvier 2015 y contribue. La Justice de paix de la Gruyère remercie particulièrement ses collaborateurs pour leur engagement. Les efforts déjà entrepris se poursuivent également quant à l'amélioration des processus mis en place et quant à l'harmonisation des pratiques. La Justice de paix de la Gruyère souhaite aussi porter une attention particulière sur la vérification et l'approbation des comptes des personnes concernées et offrir un meilleur soutien aux assesseurs chargés de ces tâches.

Au niveau législatif, on ne peut qu'encourager la mise en commun de certaines tâches administratives des Justices de paix et saluer les modifications législatives prévues en ce sens dans la LJ (art. 21 al. 2bis (nouveau)). Cet article pourrait être utilisé dans le cas du traitement des curateurs professionnels privés. Du point de vue des inventaires successoraux, il faudrait poursuivre les démarches engagées, de sorte à les supprimer lorsqu'ils ne sont pas strictement nécessaires (par exemple en cas de succession en ligne directe). Enfin, une législation cantonale plus complète en matière successorale serait aussi souhaitable.

5.1.4. Justice de paix du Lac

5.1.4.1. Composition et locaux

5.1.4.1.1. Composition de la justice de paix

La justice de paix de l'arrondissement du Lac dispose de 13 assesseurs/-es: Claudia Achermann, domiciliée à Cressier; Nicole Aebi, domiciliée à Chiètres; Jean-Daniel Andrey, domicilié à Cormérod; Marie-Madeleine Bovigny Rossy, domiciliée à Misery; Els de Kock, domiciliée à Morat; Guido Egger, domicilié à Guschelmut; Jean Francis Etter, domicilié à Môtier; Jacqueline Haefliger, domiciliée à Guschelmut; Brigitte Laubscher, domiciliée à Greng; Marianne Reinhard Ryser, domiciliée à Praz; Olivier Simonet, domicilié à Villarepos; Sabine Spring, domiciliée à Courtaman; Annakatharina Walser Beglinger, domiciliée à Jeuss. Chacun et chacune des assesseurs/-es dispose soit d'une longue expérience à ce titre auprès de la justice de paix et/ou de qualifications répondant dans l'ensemble au nouveau profil d'exigences des membres des autorités chargées d'appliquer le droit de protection de l'enfant et de l'adulte.

5.1.4.1.2. Personnel

En 2014 encore, le personnel de la justice de paix de l'arrondissement du Lac n'a connu aucune mutation. Le taux d'occupation de la greffière Gülseren Bulut a été augmenté de 50% à 80% avec effet au 1er janvier 2014, ceci étant réglé dans un contrat de travail de durée déterminée, du 1er janvier au 31 décembre 2014.

Composition 2014:

Claudine Lerf-Vonlanthen, juge de paix:	100%
Sara Fiechter, greffière:	70%
Renate Schwarzenberger, secrétaire:	80%
Véronique Borne, secrétaire:	50%
Gülseren Bulut, greffière:	80% (à durée déterminée)
Priska Kohli, collaboratrice administrative:	50% (à durée déterminée)
Degré d'occupation total:	430% (dont 130% à durée déterminée)

Les affaires sont réparties en fonction des langues entre les greffières et les secrétaires. Tant les greffières que les secrétaires ont à nouveau rempli, en 2014, leur cahier des charges à l'entière satisfaction de la juge de paix. Malgré une lourde charge de travail assumée fréquemment dans des situations difficiles et sous énorme pression de temps, les collaboratrices ont toujours rempli leurs tâches dans un esprit loyal et positif: elles possèdent, en sus de leurs capacités professionnelles, toutes les qualités humaines permettant de maîtriser le travail souvent délicat de la justice de paix.

5.1.4.1.3. Locaux

La justice de paix est installée depuis 2008 dans des locaux loués dans la commune de Morat, à la Rathausgasse 6-8. La localisation de la justice de paix dans la Vielle-ville de Morat est idéale. Ce n'est pas loin du parking, ni de la gare, du tribunal d'arrondissement, de la préfecture et de l'office de l'état civil; ces locaux sont discrètement situés au centre et aisés à trouver.

Les locaux à disposition sont devenus très serrés depuis l'engagement de deux employés supplémentaires et, en particulier, la présence accrue des assesseurs/-es imputable à l'entrée en vigueur du nouveau droit de protection de l'enfant et de l'adulte. La place fait défaut partout.

Le service social et le service des curatelles de la commune de Morat quitteront à mi-2015 la Rathausgasse 8 pour s'installer dans un nouveau bâtiment administratif à proximité de la gare de Morat. La justice de paix a demandé de pouvoir utiliser des locaux supplémentaires dès la mi-2015, ce qui a été refusé par la propriétaire

qui entend utiliser elle-même le bâtiment. Le contrat de bail de la justice de paix a été résilié avec effet au 1er janvier 2017.

5.1.4.2. Activité judiciaire

Les audiences en langue française pour la protection de l'enfant et de l'adulte ont lieu le mardi et vendredi matin, celles en langue allemande le mercredi et le jeudi matin. Sur les treize assesseurs/-euses, onze ont été mis à contribution en un tournus régulier pour les auditions et l'examen des comptes annuels. On tente de respecter aussi bien que possible la composition adéquate de l'autorité appelée à statuer, telle qu'elle est prévue par le nouveau droit de la protection de l'adulte et de l'enfant.

Les greffières sont responsables de la rédaction des décisions de la justice de paix. Hormis l'exécution de nombreux autres travaux, elles rédigent le procès-verbal des auditions en matière de protection de l'enfant et de l'adulte ainsi que toutes les convocations à ce propos, et gèrent les dossiers. La greffière Sara Fiechter est en outre en charge du décompte des heures des assesseurs et assesseuses.

Parallèlement à de nombreuses autres tâches administratives, le secrétariat est responsable des citations à comparaître pour la conclusion d'une convention d'entretien et pour l'établissement de l'inventaire fiscal en cas de décès. Les deux secrétaires gèrent pour leur part les dossiers dans le domaine des successions (inventaires fiscaux, certificats d'hérédité, procès-verbal d'ouverture d'une disposition pour cause de mort, etc.) et les affaires concernant les enfants (conventions d'entretien, inventaire des avoirs de l'enfant, autorité parentale exercée en commun) ainsi que les certificats de capacité civile. Les secrétaires prennent part à l'établissement de l'inventaire et rédigent le procès-verbal. Elles sont chargées de l'expédition de l'inventaire aux héritiers et au Service des impôts sur les successions et les donations. Le secrétariat règle en outre toute la facturation, l'établissement des certificats de salaire des mandataires ainsi que les décomptes à l'attention de la Caisse de compensation du canton de Fribourg.

Il reste à mentionner que le secrétariat, tout comme le greffe du tribunal, est desservi en permanence (lu-ve, 08h00 – 11h30; 14h00 – 17h00).

5.1.4.3. Formation continue

Le 19 août 2014, la juge de paix a suivi la formation continue proposée par la Fondation pour la formation continue des juges suisses et portant sur le nouveau droit de garde.

En qualité de membre du groupe de travail Tribuna V3, la greffière Sara Fiechter a investi de nombreux jours de travail dans le développement et l'amélioration du programme informatique Tribuna V3 et dans la rédaction de projets de jugement.

5.1.4.4. Divers et remarques finales

La charge de travail est restée la même en 2014. Le nouveau droit de protection a entraîné en 2014 encore une augmentation du nombre de demandes et d'annonces de mise en danger pour obtenir l'institution d'une curatelle. Par contre, il n'y a pas eu – comme on l'avait craint avec l'introduction de la nouvelle réglementation de la garde parentale - les dépôts de déclarations de la garde parentale commune par les deux parents, ou les demandes d'attribution de l'autorité parentale commune par des pères d'enfants contre la volonté de la mère.

L'adaptation des mesures selon l'ancien droit au nouveau droit de protection de l'adulte a progressé, de sorte que le délai du 31 décembre 2015 imposé par la loi à cet effet pourra être respecté.

Pour maîtriser les travaux nécessaires, il a fallu recourir aux heures supplémentaires. La lourde charge de travail n'a pas permis de compenser ces heures par des vacances. Elles ont donc été payées aux collaboratrices.

5.1.5. Justice de paix de la Glâne

5.1.5.1. Composition et locaux

5.1.5.1.1. Composition de la Justice de paix

Un juge de paix, un greffier et deux assesseurs

Liste des assesseurs : Charlotte Aeberhard, Isabelle Baudois, Bernard Monney (cessation d'activité au 31.12.14, celui-ci ayant atteint la limite d'âge de 70 ans révolus), Marguerite Morand, Marie-Christine Offner, Bernard Sansonnens

Deux nouveaux assesseurs, à savoir Messieurs Alexis Carrel et Michel Seydoux, ont été élus en date du 16 décembre 2014 par le Grand Conseil et sont entrés en fonction au 1^{er} janvier 2015.

5.1.5.1.2. Personnel (magistrats et greffe)

Marc Butty	juge de paix à 80 % (nouveau, entré en fonction au 01.01.14)
Pascale Naudi	greffière à 60 %
Michele Barchi	greffier à 70 %
Pascale Mottet	collaboratrice administrative à 50 %
Sylvie Perroud	secrétaire à 60 %
Valérie Vaucher	secrétaire à 75% (nouvelle, entrée en fonction au 01.01.14)

5.1.5.1.3. Locaux

Spacieux et adéquats, ils ne permettraient toutefois pas l'engagement d'une personne supplémentaire. Il y a parfois des difficultés à coordonner les séances des assesseurs, pour la vérification des comptes, et les rendez-vous fixés pour établir l'inventaire successoral à des fins fiscales.

La Justice de paix dispose de la salle du tribunal un jour fixe par semaine, soit le lundi, voir d'autres jours de la semaine, mais uniquement à la demande et de manière tout à fait exceptionnelle. C'est pourquoi certaines séances ont lieu dans le bureau du juge de paix, en principe le jeudi après-midi ; de même que les audiences (juge unique), dont les ouvertures de testament.

5.1.5.2. Activité juridictionnelle (charge de travail globale, rapports avec les autorités et les avocats etc.)

En 2014, la charge de travail est restée constante et lourde, du fait notamment de l'entrée en fonction d'un nouveau juge. Toutefois, cette transition s'est faite dans le calme et en douceur. Les heures supplémentaires demeurent importantes : celles cumulées en 2013 n'ont pu être absorbées courant 2014 ; elles ont toutefois été jugulées, hormis celles du juge de paix, nouvellement désigné. Un manque de force demeure tant chez le juge de paix, dont le poste est plus proche d'un 90%, que chez les greffiers et les secrétaires, malgré l'engagement d'une personne supplémentaire. Pour 2015, l'option a été prise de renforcer encore le secrétariat, dans le cadre des crédits supplémentaires alloués, d'un 15%.

S'agissant des rapports avec les autorités, avocats et autres, ceux-ci sont bons. Ils le sont particulièrement avec le Service de l'enfance et de la jeunesse (SEJ), s'agissant en particulier des intervenants de l'équipe Sud du canton. Ils le sont également avec le Service officiel des curatelles de la Glâne. Toutefois, ce service a dû faire face à deux démissions en cours d'année (sur 3 curateurs en poste), ce qui a passablement compliqué leur tâche, mais aussi celle de la Justice de paix, laquelle a dû s'appuyer sur ses curateurs dits « privés », toujours plus difficiles à trouver et qui malheureusement prennent de l'âge.

Etat des heures supplémentaires et des vacances au 31 décembre 2014 :

Marc Butty :	200.78 heures supplémentaires et 4 jours de vacances non pris
Pascale Naudi :	57.15 heures supplémentaires et 3 jours de vacances non pris (110 heures supplémentaires lui ont été payées en juin 2014, étant précisé que celle-ci a assumé, et à satisfaction, la fonction de juge de paix ad intérim durant le deuxième semestre 2013)
Michele Barchi :	47.85 heures supplémentaires et 2.5 jours de vacances non pris
Pascale Mottet :	150.11 heures supplémentaires et 11.5 jours de vacances non pris (dont 106.74 résultent de 2013)
Sylvie Perroud :	63.11 heures supplémentaires et 10 jours de vacances non pris
Valérie Vaucher :	35.57 heures supplémentaires et 1 jour de vacances non pris

5.1.5.3. Formation

L'ensemble du personnel, du juge de paix aux assesseurs, ont suivi des formations dans le courant de l'année, et pour certains même plusieurs. Renvoi est fait aux formulaires d'annonce joints en annexe.

5.1.5.4. Divers et remarques finales (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)

La Justice de paix de la Glâne fonctionne plutôt bien. Sa situation est saine, à l'exception d'un léger retard accumulé depuis 2013 et l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions en matière de tutelle et curatelle (période de 3 ans transitoires pour l'adaptation des mesures).

Toutefois, il s'agira impérativement, à fin 2015, de pouvoir au minimum conserver les effectifs actuels. Pour plus de détails, renvoi est fait au procès-verbal de l'inspection annuelle faite le 6 novembre 2014 par le Conseil de la magistrature et à l'enquête diligentée par le Conseil d'Etat sur les justices de paix du canton.

5.1.6. Justice de paix de la Broye

5.1.6.1. Composition et locaux

5.1.6.1.1. Composition de la Justice de paix

Juge de paix

Sauteur Sylviane

Assesseur-e-s

Bise Sylvie, Corminboeuf Marie-Claire, Grandgirard Prisca, Pillonel Gérard, Renevey Jean-Bernard, Rimaz Benoît, Rodriguez Rose-Marie, Tramaux Walter

5.1.6.1.2. Personnel (magistrats et greffe)

Une juge de paix à 100 %, deux greffières, l'une à 100 % et l'autre à 50 %, et une secrétaire à 85 % sont employées auprès de la Justice de paix de l'arrondissement de la Broye, toutes au bénéfice d'un contrat de durée indéterminée.

Comme les années précédentes et afin d'éviter au maximum des retards préjudiciables aux personnes concernées, la Justice de paix a poursuivi ses recherches de solutions en collaborant avec l'ORP notamment (greffier/greffière à 100 % en qualité de jeune demandeur d'emploi, secrétaires à 80 % et 25 % en crédit forfaitaire et secrétaire, dès le 1^{er} novembre 2014, en qualité de jeune demandeur d'emploi). Ces forces de travail supplémentaires permettent d'assumer les tâches courantes et de combler peu à peu les retards. Toutefois, ce ne sont que des solutions provisoires, la Justice de paix ayant été dûment informée qu'elle ne pourra en principe plus, à l'avenir, bénéficier de jeunes demandeurs d'emploi, ces budgets extraordinaires « n'étant pas destinés à palier à un manque récurrent de personnel ».

La charge de travail toujours plus importante a fini par se répercuter sur la santé du personnel. Le secrétariat a cumulé 7 mois d'absences pour maladie en 2014. Ces absences ont bien entendu eu des conséquences non négligeables sur le travail au quotidien.

Une fois de plus, de très nombreuses heures supplémentaires ont dû être effectuées par les greffières et la juge de paix.

5.1.6.1.3. Locaux

Le greffe de la Justice de paix se trouve à l'avenue de la Gare, à Estavayer-le-Lac. Idéalement situé, près de la gare, il bénéficie de la discrétion nécessaire quant à son accès.

Les locaux sont propriétés de la commune d'Estavayer-le-Lac. Des aménagements internes ont été nécessaires afin de permettre au personnel d'appoint de bénéficier d'une place de travail adéquate.

5.1.6.2. Activité juridictionnelle (charge de travail globale, rapports avec les autorités et les avocats etc.)

Les statistiques jointes au présent rapport ne reflètent malheureusement pas l'étendue de l'activité ainsi que le volume des affaires traitées par la Justice de paix. Il y a en effet lieu de tenir également compte des statistiques destinées à la COPMA, lesquelles répertorient notamment les mesures de protection de l'adulte et de l'enfant.

L'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2013 du nouveau droit de la protection de l'adulte et de l'enfant provoque toujours une augmentation de travail importante au vu, d'une part, de l'obligation de transformer les mesures de l'ancien droit jusqu'à fin 2015 et, d'autre part, de la nécessité d'instruire les causes de manière beaucoup plus approfondie afin d'instaurer des « mesures sur mesure » et cibler précisément les tâches des curateurs.

Un système de binôme d'assesseurs a été mis en place afin d'optimiser le contrôle des comptes déposés par les curateurs. Les assesseurs sont en outre appelés à siéger en séances en fonction de leurs compétences et de leurs connaissances des dossiers.

Le district de la Broye enregistrant année après année la plus forte augmentation démographique du canton, les demandes d'instauration de mesures ainsi que les signalements de situations sont toujours plus nombreux.

Un peu plus d'un tiers des mandats de protection est encore attribué à des porteurs de mandat privés. A l'exception d'une commune, la mise en place de services officiels s'est finalement concrétisée, principalement par l'adhésion au Service de protection de l'adulte de la commune d'Estavayer-le-Lac. Les relations avec les différents services officiels existants sont bonnes.

Comme déjà mentionné, un grand nombre d'heures supplémentaires a été nécessaire afin d'assurer un fonctionnement correct de la Justice de paix. Ces années passées, la Justice de paix avait fait part de son inquiétude pour la santé de son personnel qui, compte tenu du manque de ressources supplémentaires, travaille sous pression permanente et dans une constante urgence. Malheureusement, les limites ont été atteintes, provoquant une péjoration des conditions de travail et des arrêts maladies de longue durée.

La révision du droit de l'autorité parentale entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2014 a encore amplifié la surcharge de travail déjà chronique.

5.1.6.3. Formation

La juge de paix et les greffières ont suivi une journée d'étude sur le nouveau droit de protection de l'enfant et de l'adulte à l'Université de Fribourg (les premiers sentiers battus par la jurisprudence dans la jungle procédurale) ainsi qu'une journée et demie d'étude dispensées par la COPMA (protection de l'enfant et de l'adulte en pleine mutation - expériences pratiques des 20 derniers mois). Les greffières ont également participé à une séance d'information sur le nouveau droit relatif à l'autorité parentale ainsi qu'à la journée de formation dispensée par l'OAF.

5.1.6.4. Divers et remarques finales (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)

La greffière à 100 % a, cette année encore, consacré beaucoup de temps à l'application Tribuna V3, en participant aux séances du GT Tribuna V3 et du GT successions ainsi qu'en réalisant de nombreuses démarches y relatives.

Un travail très important a encore été effectué pour l'amélioration de cette application. Le GT Tribuna V3 et le GT successions ont également pu se consacrer à l'élaboration de modèles uniformisés. L'élaboration des statistiques à l'attention du Conseil de la magistrature et de celles destinées à la COPMA peut maintenant s'effectuer par l'application Tribuna V3.

L'application Tribuna V3 se révèle être une base de données utile au travail quotidien mais nécessite toutefois un temps considérable à sa mise à jour.

5.1.7. Justice de paix de la Veveyse

5.1.7.1. Composition et locaux

5.1.7.1.1. Composition de la Justice de paix

Deux juges assesseurs ad hoc, Maryline Werro et Marie-Claude Genoud, ont été engagées de février à juillet afin de compléter les trois binômes de contrôleurs et assurer un bon contrôle des comptes 2013. Suite à la mise au concours par le Conseil de la magistrature d'un poste de juge assesseur afin de remplacer le départ de Barbara Savoy, c'est Marie-Claude Genoud qui a été élue juge assesseur dès le mois de septembre.

Dès lors, la Justice de paix de la Veveyse dispose de dix juges assesseurs dotés de connaissances en matière médicale, sociale et de gestion des biens.

5.1.7.1.2. Personnel (magistrats et greffe)

Sylviane Périsset Gantner : juge de paix à 75%

Gaël Gobet : greffier à 50% (jusqu'au 31 mars)

Sophie Barbey : greffière à 30% jusqu'à la fin mars puis à 80%

Stéphanie Morand : secrétaire à 40%

Mona Gallaz : secrétaire à 40%.

Gaël Gobet a donné sa démission suite à sa nomination en qualité de greffier-chef au sein de la Justice de paix de la Sarine et c'est Sophie Barbey qui a accepté d'augmenter son pourcentage pour assurer, à elle seule, le poste de greffière à 80%.

Mona Gallaz est en arrêt maladie depuis le début du mois d'avril. Cette absence et surtout le travail nécessaire pour lui trouver un remplaçant valable ont puisé beaucoup d'énergie au sein de notre petite équipe. Plusieurs personnes se sont succédées à ce poste jusqu'à ce qu'on trouve quelqu'un qui corresponde à notre attente en la personne de Nathalie Beaud qui assure le remplacement depuis le mois de décembre. Malgré toute cette surcharge de travail, l'ambiance est restée très bonne au sein du greffe.

5.1.7.1.3. Locaux

Nos locaux situés en plein centre de Châtel-St-Denis deviennent vraiment exigus, la salle du greffe servant de bureau pour quatre personnes et la salle d'audiences également de salle pour le contrôle des comptes. C'est donc avec satisfaction que nous avons appris récemment que notre déménagement au Château allait finalement avoir lieu au mois de juin 2015. Nous bénéficierons ainsi de davantage de place, ce qui devrait faciliter notre organisation. Nous restons toutefois dubitatifs en ce qui concerne l'accessibilité du lieu pour les personnes à mobilité réduite et espérons qu'une solution sera trouvée dans ce domaine dans les meilleurs délais.

5.1.7.2. Activité juridictionnelle (charge de travail globale, rapports avec les autorités et les avocats etc.)

Le contrôle par les six contrôleurs des quelque 235 comptes 2013 a été assez laborieux avec la mise en œuvre du nouveau droit qui demande beaucoup plus de rigueur aussi bien de la part des curateurs que de l'autorité de surveillance qu'est la Justice de paix. Il a régulièrement été nécessaire de demander, par courriers, à certains curateurs privés des rectificatifs, de fournir les justificatifs des paiements, de présenter leurs listes de frais et de détailler leurs actes particuliers.

Une fois passé le « rush » des six mois de contrôle, il fut difficile de trouver encore du monde pour assurer le contrôle des comptes finaux durant le reste de l'année. Heureusement, grâce à la grande disponibilité et la persévérance de Marie-Claude Genoud, la quasi-totalité des dossiers a pu être contrôlée d'ici au 31 décembre 2014 ; restait alors encore la question de la rédaction des décisions à assumer au sein du personnel du greffe chroniquement surchargé.

En Veveyse, le service officiel des curatelles occupe deux curatrices officielles, Caroline Meyer à 60% et Pascale Baudin Andrey à 40%, et une secrétaire réceptionniste, Carine Scheuner à 50%. Les communes de la Veveyse ayant décidé de miser d'abord sur les curateurs privés, il a fallu rechercher nombre de nouveaux curateurs afin de pouvoir assumer les nouveaux mandats.

Au 31 décembre 2014, nous avons :

- > 2 curatrices officielles (45 dossiers en tout) ;
- > 67 curateurs privés (226 dossiers en tout).

La Veveyse est ainsi le seul district dans lequel l'essentiel des dossiers de protection d'adultes sont confiées à des curateurs privés. Or, parmi les nouveaux curateurs, plusieurs ont rapidement montré leurs limites, soit en ne répondant pas à nos relances afin de nous donner les informations requises, soit en décrétant subitement qu'ils cessaient de suite leur activité. Tout ce travail de recherche de curateurs, d'instruction, de coaching, de surveillance demande beaucoup d'énergie et constitue une charge supplémentaire, spécialement pour la juge de paix. Cela engendre également une préoccupation supplémentaire quant au bon suivi des mesures instituées.

Nous tenons à relever ici également notre préoccupation en ce concerne le Service de l'enfance et de la jeunesse, service chroniquement surchargé et qui n'arrive pas à remplir à notre convenance les mandats que nous lui confions en matière de protection des enfants, engageant ainsi la responsabilité de l'Etat.

Nous vous remettons avec ce rapport les statistiques demandées ; en comparaison avec celles de l'année précédente, nous tenons à relever une augmentation de l'ordre de 19 % des dossiers liquidés et de 59% des décisions prises durant l'année.

5.1.7.3. Formation

14 février: "Nouveau droit de protection de l'enfant et de l'adulte, premières expériences", Formation continue, Université de Fribourg (S. Périsset Gantner, G. Gobet et S. Barbey);

2 juin: "Autorité parentale conjointe", Institut de droit comparé, Lausanne (S. Périsset Gantner et S. Barbey);

2-3 septembre : journées d'étude "La protection de l'enfant et de l'adulte en pleine mutation – expériences pratiques des 20 derniers mois", Bienne (S. Barbey).

5.1.7.4. Divers et remarques finales (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)

La nomination en décembre par le Grand Conseil de deux nouvelles juges assesses spécialisées en matière de gestion des biens nous aidera à faire face au travail conséquent en matière de suivi des dossiers dans ce domaine. Par ailleurs, l'augmentation du poste de la greffière de 80% à 100% dès 2015 permettra, nous l'espérons, de travailler un peu moins dans l'urgence.

5. Friedensgerichte

5.1. Allgemeiner Teil

5.1.1. Friedensgericht des Saanebezirks

5.1.1.1. Zusammensetzung und Lokalitäten

5.1.1.1.1. Zusammensetzung des Friedensgerichts

Dem Friedensgericht des Saanebezirks gehören vier Friedensrichterinnen an. Delphine Queloz übt ihr Amt zu 100 %, Mélanie Imhof zu 80 % und Violaine Monnerat und Wanda Suter je zu 70 % aus. Seit dem 1. April 2014 hat Gaël Gobet das Amt des Chefgerichtsschreibers zu 100 % inne. Seit dem 1. September ist Nathalie Leuenberger-Progin zu 100 % angestellt, wobei sie die Stelle als Bürochefin zu 50 % und gleichzeitig diejenige der Gerichtsssekretärin zu 50 % besetzt. Es muss darauf hingewiesen werden, dass die Person, die vorher diese Stelle besetzte, uns während der Probezeit verliess.

Zur Gerichtsschreiberei ist Laure-Marie Collaud-Piller als Gerichtsschreiberin zu 80 % für die Richterin Imhof gestossen.

Das Friedensgericht verfügt zurzeit über 23 Beisitzerinnen und Beisitzer, deren Ausbildungen und Qualifikationen den Kriterien der Interdisziplinarität gemäss dem Gesetz entsprechen.

5.1.1.1.2. Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)

Das Friedensgericht verfügt über 13,9 VZÄ für einen Bezirk mit einer ständig Wohnbevölkerung von 101 477 Personen am 31. Dezember 2013 (s. http://appl.fr.ch/stat_statonline/portrait/etape2.asp?Reference=116). Diese 13,9 VZÄ setzen sich wie folgt zusammen (Stand am 31. Dezember 2014):

- 3,2 VZÄ Friedensrichterinnen
- 1 VZÄ Chefgerichtsschreiber
- 4,8 VZÄ Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber
- 2,4 VZÄ Sekretärinnen und Sekretäre
- 1,5 VZÄ Sekretärinnen-Buchhalterinnen und Sekretäre-Buchhalter
- 1 VZÄ Sekretärin am Empfang

= 13,9 VZÄ fest (+ 1 VZÄ Lernender und 3 VZÄ Praktikant/in)

Dazu kommen noch 4,5 VZÄ ausserhalb des festen Budgets, die sich wie folgt zusammensetzen:

- 0,5 VZÄ Gerichtsschreiber auf dem Kredit Invalide
- 1 VZÄ Gerichtsschreiber mit befristetem Vertrag
- 1 VZÄ Sekretärin mit befristetem Vertrag
- 1 VZÄ Gerichtsschreiber junger Arbeitssuchender
- 1 VZÄ Sekretärin junge Arbeitssuchende

= 4,5 VZÄ, die nicht im ordentlichen Budget stehen

Wie in den vorhergehenden sechs Jahren suchten wir zusätzliche personelle Unterstützung (ausserhalb des Budgets), namentlich mit der Fortsetzung unserer Zusammenarbeit mit dem Zwangsmassnahmengericht, dem RAV und dem POA. Dieses Personal mit besonderem Vertrag macht mehr als ein Viertel unseres Personalbestands aus.

Hier ist eine Liste der Personen, die am 31. Dezember 2014 beim Friedensgericht arbeiteten:

1	Friedensrichterin	Delphine Queloz	100 %
2	Friedensrichterin	Violaine Monnerat	70 %
3	Friedensrichterin	Wanda Suter	70 %
4	Friedensrichterin	Mélanie Imhof	80 %
5	Chefgerichtsschreiber	Gaël Gobet	100 %
6	Gerichtsschreiberin	Violaine Butty	50 %
7	Gerichtsschreiberin (Kredit Invalide)	Stéphanie Fidanza	50 %
8	Gerichtsschreiberin	Laure-Marie Collaud-Piller	80 %
9	Gerichtsschreiberin	Pauline Volery	50 %
10	Gerichtsschreiber / Vorsteher für Nachlässe	Werner Zimmerli	100 %
11	Gerichtsschreiberin	Valentine Stucky	100 %
12	Gerichtsschreiberin	Saskia Oldendorf	100 %
13	Gerichtsschreiberin (bis 31.12.2014 befristeter Vertrag)	Sophie Germond	100 %
14	Gerichtsschreiberin junge Arbeitssuchende (bis 31.12.2014 befristeter Vertrag)	Mimoza Redzeqi	100 %
12	Gerichtsschreiberin-Praktikantin (bis 28.02.2015)	Laura Maria Velasco	100 %
14	Gerichtsschreiber-Praktikant (bis 28.02.2015)	David Waeber	100 %
15	Gerichtsschreiberin-Praktikantin (bis 31.12.2014)	Pauline Volery	50 %
16	Gerichtsschreiberin-Praktikantin (bis 31.12.2014)	Florence Henguely	50 %
17	Bürochefin und Gerichtssekretärin	Nathalie Leuenberger-Progin	100 %
18	Gerichtssekretärin	Corine Dupasquier	80 %
19	Gerichtssekretärin	Lauriane Berset	60 %
20	Gerichtssekretärin (bis 31.12.2014 befristeter Vertrag)	Nathalie Mürset	100 %
21	Sekretärin (Nachlässe)	Françoise Berger	50 %
22	Sekretärin-Buchhalterin (bis 31.12.2014 befristeter Vertrag)	Josiane Bertschy	50 %
23	Sekretärin-Buchhalterin	Fabienne Tercier	50 %
24	Buchhaltungsangestellte	Jeannette Andrey	50 %
25	Sekretärin am Empfang	Jacqueline Mauron	100 %
26	Sekretärin (bis 31.12.2014 befristeter Vertrag)	Karina Torres	500 %
27	Sekretärin (bis 31.12.2014 befristeter Vertrag)	Catarina Ramos	80 %
28	Praktikantin KBM	Lea Fenners	90 %
39	Praktikant KBM	Antoine Morf	90 %
30	Temporäres Beschäftigungsprogramm (RAV)	Proeu Un Mao	50 %
31	Temporäres Beschäftigungsprogramm (RAV)	Catherine Hayoz	50 %

Seit der Ankunft des Chefgerichtsschreibers (1. April 2014) und der Bürochefin (1. September 2014) konnten ihnen das Personalmanagement (Suche nach temporärem Personal, Konfliktmanagement, Zuteilung von Ressourcen, Arbeitszeugnisse, Urlaubsgesuche, Ferien, Überstunden, Mutterschaft usw.), das Management, die Budgetverwaltung und alle Aufgaben eines Dienstchefs (administrative Ansprechperson, Vertretung nach aussen, Suche nach Mobiliar, Organisation des Umzugs, Nachverfolgung der Arbeiten, Nachverfolgung der Informatik usw.) übertragen werden. Wir unterstreichen, dass das Personalmanagement komplex bleibt, weil zahlreiche Personen nur vorübergehende Verträge haben, was eine grosse Personalrotation zur Folge hat.

5.1.1.1.3. Lokalitäten

Das Friedensgericht des Saanebezirks verfügt derzeit über angemessene und funktionale Lokalitäten.

5.1.1.2. Rechtsprechung (gesamte Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwälten usw.)

Einmal mehr unterstreichen wir, dass das ganze Personal unserer Dienststelle unter einer zu grossen Arbeitslast leidet. Mit dem Inkrafttreten des neuen Kinder- und Erwachsenenschutzrechts und den neuen Aufgaben, die den Friedensgerichten im Bereich von Nachlässen zugeteilt wurden, hat diese Last noch zugenommen. Wir machen uns Sorgen um die Gesundheit unserer Mitarbeiter, bei denen sich die krankheitsbedingten Abwesenheiten häufen. Wir sind es selbst müde, unter solchen Bedingungen zu arbeiten, umso mehr, als sich die Situation mit den Jahren verschlechtert hat.

Obwohl sich die Arbeitsbedingungen insgesamt verbessert haben, übersteigt das Arbeitsvolumen weiterhin bei weitem die Grenze, die für die Friedensrichterinnen annehmbar ist. Angesichts des Beschäftigungsgrads der Richterinnen ist es nicht möglich, so viele Fälle zu verwalten. Eine Friedensrichterin zu 100 % behandelt über 1000 laufende Fällen, was weder für die Rechtsuchenden noch für die Person, die mit den Fällen beauftragt ist, günstig ist. Die üblen Auswirkungen auf die Gesundheit der Richterinnen müssen wirklich ernst genommen werden.

Für alle Fälle weisen wir darauf hin, dass die Friedensrichterinnen von 1. Januar bis 31. Dezember 2014 1182 Sitzungen durchführten. In derselben Periode haben die Friedensrichterinnen 1284 Massnahmen für Erwachsene und 1058 Massnahmen für Minderjährige errichtet. Der spürbare Rückgang der Massnahmen für Minderjährige kommt von der Gesetzesänderung über die gemeinsame elterliche Sorge, welche die nicht verheirateten Eltern verpflichtet, vor unserer Behörde eine Konvention genehmigen zu lassen. Sie haben 192 Massnahmen für Erwachsene und 286 Massnahmen für Minderjährige aufgehoben. Am 31. Dezember 2014 zählte das Friedensgericht 3262 laufende Massnahmen für Erwachsene und 1193 für Minderjährige.

Angesichts des vorher Gesagten scheint es uns unbedingt nötig, dass kurzfristig ein zusätzlicher Friedensrichter angestellt werden kann. Dieses Gesuch wurde bereits beim Gesuch für den Voranschlag 2015 offiziell formuliert.

Wir unterhalten gute Beziehungen sowohl mit den Behörden als auch mit den Anwälten. Wir weisen darauf hin, dass die Rechtsuchenden sich vor dem Friedensgericht immer häufiger von einem berufsmässigen Vertreter unterstützen lassen.

5.1.1.3. Ausbildung

Die Friedensrichterinnen Imhof, Monnerat und Suter und ein Teil der Gerichtsschreiber haben am 14. Februar 2014 die von der KOKES organisierte Ausbildung über das neue Kindes- und Erwachsenenschutzrecht besucht.

Die Friedensrichterinnen Queloz und Imhof haben die Ausbildung zur Anhörung des Kindes im Zivilverfahren, der vom Zentrum für Weiterbildung der Universität Freiburg organisiert wurde, besucht (Ausbildung über drei Tage).

Die Friedensrichterinnen Monnerat und Suter und die Gerichtsschreiber haben an der Arbeitstagung, die am 3. und 4. September 2014 von der KOKES durchgeführt wurde, teilgenommen.

Friedensrichterin Monnerat und der Chefgerichtsschreiber haben die Ausbildung zur Prävention und zum Umgang mit Gewalt, die vom Amt für Personal und Organisation organisiert wurde, besucht.

Die Friedensrichterinnen Queloz und Monnerat haben auch an einer halbtägigen Ausbildung in Biel zum Thema «Kommunikation im Kontakt mit den Tätern bei häuslicher Gewalt» teilgenommen.

Ausserdem haben die Friedensrichterinnen Imhof, Monnerat und Suter und fast die ganze Gerichtsschreiberei am 28. November 2014 an der Ausbildungstagung des Freiburger Anwaltsverbands teilgenommen.

5.1.1.4. Verschiedenes und Schlussbemerkingen (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Änderungen bei der Informatik usw.)

Neues Schutzrecht

Das neue Recht macht eine ausführlichere Instruktion nötig, was Mehrarbeit verursacht. Trotz der Schwerfälligkeit des Verfahrens ist das Ergebnis für die Rechtsuchenden günstig.

Vom 1. Januar bis 30. Juni 2014 konnten wir auf die Unterstützung des Ad-hoc Friedensrichters Timor Mehmetaj zählen. Dieser hat sich an die schwere Aufgabe der Umgestaltung der Massnahmen (in sechs Monaten wurden 330 Massnahmen angepasst) gemacht, wodurch Friedensrichterin Queloz den Rückstand, der sich unter ihrem Vorgänger angehäuft hatte, grösstenteils aufholen konnte.

Informatik

Die Reinigung der Datenbank Tribuna wurde nach einem arbeitsreichen Jahr unserer festangestellten Gerichtsschreiberinnen unter der Leitung von Friedensrichterin Queloz im Frühling 2014 beendet.

Audit

Auf Antrag des Justizdirektors führte Frau Erard, Unternehmensberaterin bei Hesperia Sàrl, im Juni 2013 ein Audit durch. Dank diesem Audit konnten ab 2014 die interne Organisation verbessert und die internen Arbeitskräfte wirksamer aufgeteilt werden. Das Friedensgericht konnte von den besonnenen Ratschlägen, die bei diesem Audit formuliert wurden, voll und ganz profitieren.

Dieses Jahr wurde ein neues Audit mit allen Friedensgerichten im Kanton durchgeführt. Wir kennen die Ergebnisse dieses Berichts aber nicht.

Fahrten/Parkplätze

Die Friedensrichterinnen müssen sich immer öfter ins Spitalpflegezentrum Marsens, in andere Einrichtungen oder zu den Leuten nach Hause begeben. Trotz den wiederholten Gesuchen konnte für das Parkieren keine Lösung gefunden werden, wobei darauf hingewiesen sei, dass die Friedensrichterinnen ihre Fahrzeuge nicht für den Arbeitsweg sondern für dienstliche Fahrten brauchen.

5.1.2. Friedensgericht des Sensebezirks

5.1.2.1. Zusammensetzung und Lokalitäten

5.1.2.1.1. Zusammensetzung des Friedensgerichts

Das Friedensgericht tagt als Dreiergremium unter dem Vorsitz der Friedensrichterin. Aus einem Pool von elf Beisitzern werden jeweils zwei für die Verhandlungen aufgeboten. Per Ende 2014 sind drei Beisitzer zurückgetreten: Heinrich Meyer und Albert Schaller sind altershalber zurückgetreten, Andreas Bapst hat seinen Rücktritt aus beruflichen Gründen erklärt. Als Ersatz wurde Bruno Tinguely gewählt.

5.1.2.1.2. Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)

Um bis zur Amtsaufnahme der im September 2013 gewählten Friedensrichterin den Betrieb des Friedensgerichts sicherzustellen, waren bis zum 31. Januar 2014 Johanna Mayer-Ladner (70%) und Werner Zimmerli (20%) als Friedensrichter ad hoc tätig. Béatrice Kaeser hat ihr neues Amt per 1. Februar 2014 angetreten. Im Mai 2014 wurde Elias Moussa als Friedensrichter ad hoc ernannt, dies zwecks Erledigung dreier umfangreicher hängiger Erbschaftsfälle.

In Bezug auf das weitere Personal haben sich keine Änderungen ergeben. Das Gerichtssekretariat führen unverändert Rosemarie Kröpfli und Susanne Schmutz. Als Gerichtsschreiberinnen sind Bettina Friedli (50%) und Sibylle Thür (90%) tätig. Die Gerichtsschreiberei wurde insbesondere hinsichtlich der Umwandlung der altrechtlichen Massnahme in solche des neuen Erwachsenenschutzrechts personell verstärkt: Im Januar 2014 war Martina Sturny als ausserordentliche Gerichtsschreiberin tätig, vom 15. März 2014 bis Ende Juni 2014 Anne-Elisabeth Riedo und seit September verstärkt Nicholas Bürgy als Gerichtsschreiber-Praktikant das Team. Ab Januar 2015 wurde dem Friedensgericht des Sensebezirks eine weitere Stelle zu 50% zugesprochen.

5.1.2.1.3. Lokalitäten

Das Friedensgericht ist seit dem 1. Januar 2008 im Amtshaus in Tifers angesiedelt. Die Gerichtsverhandlungen finden jeweils im Gerichtssaal des Amtshauses statt, welchen sich das Bezirks- und das Friedensgericht teilen.

5.1.2.2. Rechtsprechung (gesamt Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwälten usw.)

Die Gerichtstätigkeit ergibt sich vorwiegend aus der beiliegenden Statistik. Nicht in der Statistik erfasst sind Gespräche mit Eltern zwecks Abschluss eines Unterhaltsvertrages und beratende/vermittelnde Tätigkeiten, welche nicht zu einer Massnahme geführt haben. Die Arbeitslast war im Berichtsjahr sehr hoch. Die zu behandelnden Fälle sind anspruchsvoll, komplex und zeitintensiv. Der Umgang mit anderen Behörden und sonstigen Ansprechpartnern war stets konstruktiv und angenehm.

5.1.2.3. Weiterbildung

Im Berichtsjahr absolvierte die Friedensrichterin vier eintägige Kurstage, Bettina Friedli einen zweitägigen Kurs zur Kindesanhörung und Sibylle Thür zwei Kurse an insgesamt drei Tagen.

5.1.2.4. Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Änderungen bei der Informatik usw.)

Trotz des Wechsels in der Person der Friedensrichterin sind keine massiven Rückstände in den Tagesgeschäften zu verzeichnen. Rund 70% der altrechtlichen Massnahmen konnten in Massnahmen des neuen Erwachsenenschutzrechtes überführt werden. Die Neuregelung in Bezug auf die elterliche Sorge hat bisher zu keiner grundsätzlichen Mehrbelastung geführt.

5.1.3. Friedensgericht des Greyerzbezirks

5.1.3.1. Zusammensetzung und Lokalitäten

5.1.3.1.1. Zusammensetzung des Friedensgerichts

Das Friedensgericht des Greyerzbezirks setzt sich aus drei Teams zusammen, denen jeweils ein/e Friedensrichter/in zu 70 %, ein/e Gerichtsschreiber/in zu 50 % und eine Sekretärin zu 75 % angehören. Dazu kommen Sekretärinnen, Gerichtsschreiber/innen, Gerichtsschreiber-Praktikanten und -Praktikantinnen und zehn beisitzende Richter.

Man muss ausserdem darauf hinweisen, dass das Friedensgericht des Greyerzbezirks 2014 das Personal vervollständigt und eine Gerichtsssekretärin angestellt hat; daneben musste es nacheinander zwei längere unfallbedingte Arbeitsunterbrüche bewältigen und Ersatzpersonal anstellen. Das Friedensgericht forderte ausserdem, dass 2015 zwei neue beisitzende Richter ernannt werden.

5.1.3.1.2. Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)

Friedensrichter/-innen

Marie-Laure Paschoud Page (0,7 VZÄ), Sophie Margueron Gumy (0,7 VZÄ) - vollkommen arbeitsunfähig vom 11. August bis 3. Oktober 2014, dann zu 40 % vom 6. bis 17. Oktober 2014, Jean-Joseph Brodard (0,7 VZÄ).

Ad-hoc Friedensrichterin

Alexandra Fabbro (0,7 VZÄ) - vom 1. September bis 30. November 2014.

Chefgerichtsschreiberin

Alexandra Fabbro (1 VZÄ - 0,7 unbefristet + 0,3 befristet) - zu 30 % vom 1. September bis 30. November 2014.

Gerichtsschreiber/innen

Philippa de Quay (0,5 VZÄ), Pierre-Laurent Dougoud (0,5 VZÄ), Lorenz Cloux (0,5 VZÄ) - vom 1. Januar bis 28. Februar 2014, Cédric Flotron (0,45 VZÄ) - vom 1. April bis 31. Dezember 2014, Yasemin Bahyan (0,7 VZÄ) - vom 8. September bis 7. Dezember 2014, Michaël Thibaut (1 VZÄ) - ab dem 20. Oktober 2014 (junger Arbeitssuchender).

Gerichtsschreiber-Praktikanten und -Praktikantinnen

Cédric Flotron (1 VZÄ) - bis 31. März 2014, David Vaucher (1 VZÄ) - vom 1. Januar bis 30. Juni 2014, Aurore Verdon (1 VZÄ) - vom 1. März bis 30. Juni 2014. Corona Vences (1 VZÄ) - vom 1. Juli bis 31. Dezember 2014, Manon Francey (1 VZÄ) - ab dem 1. September 2014.

Beisitzer/innen

Mireille Barbey, Frédérique Brodard, Noëlle Genoud, Véronique Glasson, Laurence Jaquet, René Jaquet, Jean-Pierre Levrat, François Oberson, Pascale Pache, Laurence Genoud.

Sekretärinnen

Nicole Bort (1 VZÄ - 0,75 unbefristet + 0,25 befristet), Sylviane Raboud (0,75 VZÄ) - vollkommen arbeitsunfähig vom 27. Januar bis 14. März, dann zu 50 % vom 21. März bis 11. April 2014, Corinne Morier (0,3 VZÄ), Josiane Bertschy (0,5 VZÄ vom 1. Februar bis 16. März 2014, dann 0,375 VZÄ vom 17. bis 31. März 2014 zu 37,5 %, Nathalie Schouwey Bersier (0,5 VZÄ, RAV) - vom 1. Februar bis 13. März 2014, Angélique Grob (0,75 VZÄ) - ab dem 1. April 2014, Eren Polvan (0,375 VZÄ) - April 2014, Morena Richoz (0,4 VZÄ, RAV) - vom 11. Juni bis 6. November 2014.

5.1.3.1.3. Lokalitäten

Bis im August 2014 befand sich das Friedensgericht an der Avenue de la Gare 10 in Bulle. Seit September 2014 ist es in neuen Räumlichkeiten an der Rue de l'Europe 10 in Bulle untergebracht.

Da die Räume an der Avenue de la Gare eng und alt waren, wurde dieser Umzug nötig. Das ganze Personal ist zufrieden mit dem Umzug und arbeitet gern in diesen neuen modernen, hellen und funktionalen Räumlichkeiten. Man muss aber darauf hinweisen, dass der Platz für das Friedensgericht am neuen Ort schon wieder knapp ist; einige Mitarbeiter müssen täglich den Arbeitsplatz wechseln, weil es zu wenige feste Arbeitsplätze gibt.

5.1.3.2. Rechtsprechung (gesamte Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwältinnen usw.)

Gesamte Arbeitslast

Das Friedensgericht des Greyerzbezirks arbeitet in einem hohen Rhythmus. Jede Abwesenheit wegen Ausbildung, Mitwirken in einer Arbeitsgruppe, Ferien oder Arbeitsunfähigkeit macht sich sofort bemerkbar, und das anwesende Personal muss Überstunden leisten. Frau Stéphanie Erard von der Firma Hesperia SA, die beauftragt wurde, den Betrieb der sieben Friedensgerichte im Kanton Freiburg zu untersuchen, hat im Übrigen auf diese Problematik hingewiesen.

Das Friedensgericht weist darauf hin, dass es vom Justizrat, vom Kantonsparlament und dessen Justizkommission unterstützt wird, weil diese Organe sich der Arbeitsüberlastung bewusst geworden sind, was es sehr zu schätzen weiss. Es stellt aber fest, dass die seit Januar 2014 geltende Haushaltsdisziplin es nicht zulässt, dass die neuen Stellen, die es für seinen guten Betrieb braucht, geschaffen werden; deshalb musste man sich 2014 mit Praktikantinnen und Praktikanten, einem jungen Arbeitssuchenden und Personen, die vom RAV vermittelt wurden behelfen. Die ständige Suche nach Personal ist für das Friedensgericht zeitraubend.

Kindes- und Erwachsenenschutzmassnahmen

Am 1. Januar 2014 wurden für 293 Minderjährige Kinderschutzmassnahmen und für 745 Personen Erwachsenenschutzmassnahmen (Schutzmassnahmen (Vormundschaft, Beistandschaft), Aufsicht über Güter Minderjähriger, Mitspracherecht und Beiratschaften des JA, Adoption usw.) ergriffen. Am 31. Dezember 2014 wurden für 354 Minderjährige Kinderschutzmassnahmen und für 848 Personen Erwachsenenschutzmassnahmen ergriffen, was eine Zunahme der Fälle bedeutet. Künftig muss man mit einer Zunahme der Fälle von Kindes- und Erwachsenenschutz rechnen, da der Gerichtskreis Greyerzbezirk und der Freiburger Süden ein bedeutendes Bevölkerungswachstum aufweisen.

Im Allgemeinen hat das neue Kinder- und Erwachsenenschutzrecht, das am 1. Januar 2013 in Kraft trat, zu einer vorübergehenden Arbeitsüberlastung geführt, die mit der Umwandlung der alten Schutzmassnahmen in Massnahmen nach neuem Recht und der Schaffung von Berufsbeistandschaften im Gerichtsbezirk Greyerz am 1. Januar 2014 zusammenhängt. Die meisten Beistandschaftsmassnahmen, die von privaten Beiständen verwaltet wurden, sind diesen neuen Diensten übertragen worden. Obwohl noch zahlreiche Massnahmen umgewandelt werden müssen, denkt das Friedensgericht des Greyerzbezirks, dass es diese Umwandlung für Massnahmen, die am 31. Dezember 2015 hinfällig würden, bis Ende 2015 schafft.

Ausserdem hat das neue Kinder- und Erwachsenenschutzrecht das Friedensgericht zu einer ganzen erstinstanzlichen Behörde und zur Aufsichtsbehörde über die fürsorgliche Unterbringung befördert. Das führte zu einer Zunahme der Aufgaben, die erfüllt werden müssen, umso mehr, als das anwendbare, summarische Verfahren sehr schnell sein muss. Schliesslich hat das neue Recht zur Folge, dass die Bedürfnisse der betreffenden Person genau bestimmt werden, mehr Entscheide getroffen werden, hauptsächlich aufgrund der namentlichen Bezeichnung eines Beistands, der zahlreichen Personalwechsel,

insbesondere beim JA, und der Mitteilung der Entscheide an einen im Vergleich zum alten Recht grösseren Adressatenkreis.

Fürsorgerische Unterbringungen

Im Verlauf des Jahres 2014 wurden vom Friedensgericht des Greyerzbezirks 130 Dossiers für eine fürsorgerische Unterbringung eröffnet; im Allgemeinen verfügen die Ärzte diese Unterbringungen dringlich. Das Friedensgericht des Greyerzbezirks hat seinerseits 21 fürsorgerische Unterbringungen verlängert.

Nachlasse

Das Erstellen von Steuerinventaren beim Ableben macht weiterhin einen wichtigen Teil der Arbeit des Sekretariats aus. 2014 wurden 336 Inventare erstellt. Das Friedensgericht des Greyerzbezirks hofft, dass es dank den entsprechenden Weisungen für 2015 an Effizienz und Geschwindigkeit gewinnt.

Ausserdem brauchen die Friedensrichter für den Nachlassbereich immer mehr Zeit, namentlich bei den sichernden Massnahmen und den Auskünften; es muss darauf hingewiesen werden, dass das Gesetz lückenhaft ist und jede Situation Besonderheiten aufweist.

Die Ad-hoc-Arbeitsgruppe hat zahlreiche Modelle für die Nachlasse vorbereitet; sie stehen seit Anfang 2015 auf Tribuna V3 zur Verfügung.

Organisation

Die drei Richter und das Personal sind so anwesend, dass die Lokalitäten und der Gerichtssaal während der Woche optimal genutzt werden können; jeder Richter hat einen fixen Tag pro Woche für seine Sitzungen, wobei man darauf hinweisen muss, dass die Sitzungen regelmässig auf den Vormittag einberufen werden, was im Vorjahr nicht der Fall war.

Das Friedensgericht verfügt über ein internes Reglement, dem die Pflichtenhefte beiliegen.

Die Fälle werden den drei Richtern alphabetisch zugeteilt.

2014 war Marie-Laure Paschoud Page administrative Vorsitzende des Friedensgerichts (Art. 21 Abs. 2 JG). Sie arbeitete mit Alexandra Fabbro, Chefgerichtsschreibern, und Nicole Bort, Sekretärin, die über 0,25 VZÄ für administrative Aufgaben verfügt, zusammen. 2014 wurde ziemlich viel Zeit für die Organisation des Umzugs des Friedensgerichts, das Personalmanagement, die Einführung in die neue Gesetzgebung über die gemeinsame elterliche Sorge usw. aufgewendet. 2015 übernimmt Sophie Margueron Gumy das Amt der administrativen Vorsitzenden.

2014 wirkte Alexandra Fabbro neben ihren Aufgaben in Administration und für das Personal aktiv in der Arbeitsgruppe Tribuna V3, die einmal im Monat zusammentritt, um die der Arbeitsgruppe Nachlasse, die sechs Sitzungen abhielt, mit. Nicole Bort wirkte neben ihren administrativen Aufgaben aktiv in der Arbeitsgruppe Nachlasse mit, wenn es um die Modelle für das Steuerinventar ging.

5.1.3.3. Ausbildung

Das Personal des Friedensgerichts des Greyerzbezirks, namentlich die Friedensrichter und die Gerichtsschreiber, nahmen an mehreren juristischen Ausbildungen über das Kinder- und Erwachsenenschutzrecht und die Nachlasse teil. 2014 besuchten zahlreiche Gerichtsschreiber und Richter die Ausbildungstage über die gemeinsame elterliche Sorge und die VBVV, die in Lausanne stattfanden.

2014 machten alle Beisitzer des Friedensgerichts des Greyerzbezirks eine theoretische Ausbildung für das neue Recht unter Leitung von Parisima Vez, stellvertretende Dienstchefin beim Amt für Justiz.

5.1.3.4. *Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Änderungen bei der Informatik usw.)*

Der Bericht von Hesperia SA hebt die Schwierigkeit der Friedensgerichte, die mit einer chronischen Arbeitsüberlastung, einer zu geringen Personaldotierung, einem Verkennen der geleisteten Arbeit und fehlender Anerkennung kämpfen, hervor. Die Friedensgerichte müssen in der Öffentlichkeit und bei den gesetzgebenden und den ausführenden Gewalten unbedingt sichtbar werden. Ausserdem erinnern das Familiendrama im Kanton Zürich nach einer Unterbringung von Kindern und der Polizeischutz für die betroffene KESB einmal mehr daran, dass das Friedensgericht in heiklen Bereichen arbeitet und dass der Staat beim Kindes- und Erwachsenenschutz eine beträchtliche Verantwortung trägt. Die Tatsache, dass die Friedensgerichte mit anderen, ebenfalls überlasteten Beteiligten (JA, Berufsbeistandschaften, Institutionen, Sozialdienste usw.) zusammenarbeiten müssen, macht die Aufgaben des Friedensgerichts komplizierter und erhöht die Risiken.

Bei den Zielen für 2015 bleiben für das Friedensgericht des Greyerzbezirks die Frage des Personalmanagements und der Organisation sowie die Aufrechterhaltung eines guten Arbeitsklimas vordringlich. Die Bewilligung einer Chefgerichtsschreiberstelle zu 50 % ab dem 1. Januar 2015 trägt dazu bei. Das Friedensgericht des Greyerzbezirks dankt den Mitarbeitern für ihr Engagement ganz besonders. Die bereits unternommenen Anstrengungen bei der Verbesserung der geschaffenen Verfahren und die Harmonisierung der Praxis werden weitergeführt. Das Friedensgericht des Greyerzbezirks möchte auch ein besonderes Augenmerk auf die Prüfung und die Genehmigung der Rechnungen der betroffenen Personen werfen und den Beisitzern, die mit diesen Aufgaben beauftragt werden, eine bessere Unterstützung bieten.

Auf der Ebene der Gesetzgebung kann man das Zusammenlegen von einigen administrativen Aufgaben der Friedensgerichte nur unterstützen und die geplanten Gesetzesänderungen im JG in diese Richtung (Art. 21 Abs. 2bis (neu)) begrüßen. Dieser Artikel könnte bei der Behandlung der privaten Berufsbeistände verwendet werden. Bei den Nachlassinventaren müsste man die unternommenen Schritte weiterführen, damit sie abgeschafft werden, wenn sie nicht unbedingt nötig sind (beispielsweise bei der Vererbung in direkter Linie). Schliesslich wäre eine vollständigere kantonale Gesetzgebung über die Nachlasse wünschenswert.

5.1.4. Friedensgericht des Seebezirks

5.1.4.1. Zusammensetzung und Lokalitäten

5.1.4.1.1. Zusammensetzung des Friedensgerichts

Das Friedensgericht des Seebezirks verfügt über 13 Beisitzerinnen und Beisitzer: Claudia Achermann, wohnhaft in Cressier; Nicole Aebi, wohnhaft in Kerzers; Jean-Daniel Andrey, domicilié à Cormérod; Marie-Madeleine Bovigny Rossy, domiciliée à Misery; Els de Kock, domiciliée à Morat; Guido Egger, wohnhaft in Guschelmuth; Jean Francis Etter, domicilié à Môtier; Jacqueline Haefliger, wohnhaft in Guschelmuth; Brigitte Laubscher, wohnhaft in Greng; Marianne Reinhard Ryser, wohnhaft in Praz; Olivier Simonet, domicilié à Villarepos; Sabine Spring, wohnhaft in Courtaman; Annakatharina Walser Beglinger, wohnhaft in Jeuss. Die Beisitzer und Beisitzerinnen verfügen alle über entweder jahrelange Erfahrung als Beisitzer auf dem Friedensgericht und/ oder über Qualifikationen, die dem neuen Anforderungsprofil der Mitglieder der Kindes- und Erwachsenenschutzbehörden im Grossen und Ganzen entsprechen.

5.1.4.1.2. Personal

Auf dem Friedensgericht des Seebezirks ist im Jahre 2014 wiederum kein personeller Wechsel erfolgt. Das Arbeitspensum der Gerichtsschreiberin Gülseren Bulut wurde auf den 1. Januar 2014 von 50% auf 80% erhöht, dies mit einem befristeten Arbeitsvertrag vom 1. Januar bis 31. Dezember 2014.

Zusammensetzung 2014:

Claudine Lerf-Vonlanthen, Friedensrichterin:	100%
Sara Fiechter, Gerichtsschreiberin:	70%
Renate Schwarzenberger, Sekretärin:	80%
Véronique Borne, secrétaire:	50%
Gülseren Bulut, greffière:	80% (à durée déterminée)
Priska Kohli, Büromitarbeiterin :	50% (befristet)
Total Beschäftigungsgrade:	430% (wovon 130% befristet)

Die Angelegenheiten werden nach Sprachen unter den Gerichtsschreiberinnen und den Sekretärinnen aufgeteilt. Sowohl die Gerichtsschreiberinnen als auch die Sekretärinnen und die Büromitarbeiterin erfüllen ihr Pflichtenheft im Jahre 2014 wieder zur vollsten Zufriedenheit der Friedensrichterin. Trotz hoher Arbeitslast, oft schwierigen Situationen und häufig enormem Zeitdruck sind die Mitarbeiterinnen stets loyal und positiv ihrer Arbeit gegenüber eingestellt, und sie besitzen nebst den beruflichen auch alle menschlichen Qualitäten, um die oft schwierige Arbeit auf dem Friedensgericht bewältigen zu können.

5.1.4.1.3. Lokalitäten

Das Friedensgericht ist seit 2008 in den Lokalitäten der Gemeinde Murten an der Rathausgasse 6-8 eingemietet. Der Standort des Friedensgerichts in der Altstadt Murten ist ideal. Nicht weit vom Parkhaus und Bahnhof und auch vom Bezirksgericht, Oberamt und Zivilstandesamt entfernt, ist es diskret zentral gelegen und leicht zu finden.

Die zur Verfügung stehenden Räumlichkeiten sind mit der Anstellung von zwei zusätzlichen Arbeitskräften und insbesondere der vermehrten Präsenz der Beisitzer und Beisitzerinnen seit Inkrafttreten des neuen Kindes- und Erwachsenenschutzrechts sehr knapp geworden. Es fehlt an Platz überall.

Der Sozialdienst und die Berufsbeistandschaft der Gemeinde Murten werden Mitte 2015 die Rathausgasse 8 verlassen und in einem neuen Bürogebäude in der Nähe des Bahnhofs Murten untergebracht. Die Anfrage für die Nutzung von zusätzlichen Räumlichkeiten durch das Friedensgericht ab Mitte 2015 wurde abschlägig beantwortet, da die Eigentümerin das Gebäude selber nutzen will. Dem Friedensgericht wurde der Mietvertrag per 1. Januar 2017 gekündigt.

5.1.4.2. Gerichtstätigkeit

Die Verhandlungen im Erwachsenen- und Kinderschutz in französischer Sprache finden am Dienstag- und Freitagmorgen statt, diejenigen in deutscher Sprache am Mittwoch- und Donnerstagmorgen. Von den dreizehn Beisitzern und Beisitzerinnen wurden elf in einem regelmässigen Turnus für die Anhörungen und die Prüfung der Jahresrechnungen aufgeboten. Es wurde so gut als möglich versucht, die vom neuen Erwachsenen- und Kinderschutzrecht vorgesehene fachgerechte Zusammensetzung des Spruchkörpers zu respektieren.

Die Gerichtsschreiberinnen sind verantwortlich für die Redaktion der Entscheide des Friedensgerichts. Nebst der Erledigung vieler anderer Arbeiten führen sie das Protokoll der Anhörungen im Kindes- und Erwachsenenschutz, verfassen alle diesbezüglichen Vorladungen und führen die Aktenhefte. Die Gerichtsschreiberin Sara Fiechter ist im Weiteren zuständig für die Stundenabrechnung der Beisitzer und Beisitzerinnen.

Das Sekretariat ist nebst der Erledigung vieler anderer Administrativarbeiten verantwortlich für die Vorladungen zum Abschluss eines Unterhaltsvertrages und die Vorladungen zur Errichtung des Steuerinventars bei Todesfall. Die beiden Sekretärinnen führen die Dossiers Erbschaftswesen (Steuerinventare, Erbbescheinigungen, Protokolle über die Eröffnung einer Verfügung von Todes wegen usw.) und Kinderbelange (Unterhaltsverträge, Inventare Kindesvermögen, gemeinsame elterliche Sorge usw.) sowie Handlungsfähigkeitszeugnisse. Die Sekretärinnen nehmen an der Inventaraufnahme teil und führen das Protokoll. Sie sind verantwortlich für den Versand des Inventars an die Erben und das Amt für Erbschafts- und Schenkungssteuern. Die ganze Fakturierung wie auch das Erstellen der Lohnausweise für die Mandatsträger und die Abrechnungen für die Ausgleichskasse des Kantons Freiburg werden über das Sekretariat abgewickelt.

Zu erwähnen bleibt, dass das Sekretariat bzw. die Gerichtsschreiberei permanent besetzt ist (Mo-Fr 08.00 – 11.30 Uhr; 14.00 – 17.00 Uhr).

5.1.4.3. Weiterbildung

Die Friedensrichterin hat am 19. August 2014 die von der Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richterinnen und Richter angebotene Weiterbildung zum neuen Sorgerecht besucht.

Die Gerichtsschreiberin Sara Fiechter hat als Mitglied der Arbeitsgruppe Tribuna V3 viele Arbeitstage in die Weiterentwicklung bzw. die Verbesserung des Informatikprogramms Tribuna V3 und das Verfassen von Entscheidvorlagen investiert.

5.1.4.4. Verschiedenes und Schlussbemerkungen

Im Jahre 2014 blieb die Arbeitslast unverändert hoch. Das neue Schutzrecht führte auch im Jahre 2014 zu einer Zunahme an Anträgen und Gefährdungsmeldungen zur Errichtung einer Beistandschaft. Hingegen blieb die mit dem Inkrafttreten der Neuregelung der elterlichen Sorge befürchteten Eingänge von Erklärungen der gemeinsamen elterlichen Sorge durch beide Eltern bzw. von Anträgen auf Zuteilung der gemeinsamen elterlichen Sorge durch Kindsväter gegen den Willen der Kindsmutter aus.

Die Anpassung der altrechtlichen Massnahmen an das neue Erwachsenenschutzrecht wurde vorangetrieben, so dass die diesbezügliche gesetzliche Frist bis zum 31. Dezember 2015 eingehalten werden kann.

Zur Bewältigung der anfallenden Arbeiten mussten Überstunden geleistet werden. Die hohe Arbeitslast erlaubte es nicht, die Überstunden mit Ferien zu kompensieren. Diese wurden den Mitarbeiterinnen ausbezahlt.

5.1.5. Friedensgericht des Glanebezirks

5.1.5.1. Zusammensetzung und Lokalitäten

5.1.5.1.1. Zusammensetzung des Friedensgerichts

Ein Friedensrichter, ein Gerichtsschreiber und zwei Beisitzer

Liste der Beisitzer/-innen: Charlotte Aeberhard, Isabelle Baudois, Bernard Monney (Aufgabe der Tätigkeit am 31.12.14, da er die Altersgrenze von 70 Jahren erreicht hat), Marguerite Morand, Marie-Christine Offner, Bernard Sansonnens

Zwei neue Beisitzer, Alexis Carrel und Michel Seydoux, wurden am 16. Dezember 2014 vom Grossen Rat gewählt und haben ihr Amt am 1. Januar 2015 angetreten.

5.1.5.1.2. Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)

Marc Butty	Friedensrichter zu 80 % (neu, Amtsantritt am 01.01.14)
Pascale Naudi	Gerichtsschreiberin zu 60 %
Michele Barchi	Gerichtsschreiber zu 70 %
Pascale Mottet	Verwaltungssachbearbeiterin zu 50 %
Sylvie Perroud	Sekretärin zu 60 %
Valérie Vaucher	Sekretärin zu 75 % (neu, Stellenantritt am 01.01.14)

5.1.5.1.3. Lokalitäten

Sie sind zwar geräumig und angemessen, erlauben aber nicht die Anstellung einer zusätzlichen Person. Manchmal ist es schwierig, die Sitzungen der Beisitzer für die Rechnungsprüfung und die Termine für die Erstellung des Erbschaftsinventars zu Steuerzwecken zu koordinieren.

Das Friedensgericht verfügt an einem festen Tag pro Woche, nämlich am Montag, über den Gerichtssaal; an anderen Wochentagen kann es ihn nur auf Verlagen und wirklich nur ausnahmsweise benützen. Deshalb finden gewisse Sitzungen grundsätzlich am Donnerstagnachmittag im Büro des Friedensrichters statt; das gilt auch für die Anhörungen (Einzerichter), zu denen auch die Testamentseröffnungen gehören.

5.1.5.2. Rechtsprechung (gesamte Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwältinnen usw.)

2014 blieb die Arbeitslast konstant hoch, namentlich weil ein neuer Richter sein Amt antrat. Der Übergang ging aber ruhig und fliessend vonstatten. Die Zahl der Überstunden bleibt aber hoch: diejenigen, die 2013 angehäuften wurden, konnten 2014 nicht abgebaut werden; sie konnten aber vermindert werden, mit Ausnahme derjenigen des neu bezeichneten Friedensrichters. Es bleibt aber ein Mangel an Kräften sowohl beim Friedensrichter, dessen Stellenumfang näher bei 90 % liegt, als auch bei den Gerichtsschreibern und den Sekretärinnen, obwohl eine zusätzliche Person angestellt wurde. 2015 wurde entschieden, dass im Rahmen der gewährten Zusatzkredite das Sekretariat weiter verstärkt wird, nämlich um 15 %.

Das Verhältnis zu den Behörden, Anwälten und anderen ist gut. Besonders gut ist das Verhältnis zum Jugendamt (JA), namentlich zu den Beteiligten des Teams Süden des Kantons. Auch zur öffentlichen Berufsbeistandschaft des Glanebezirks ist das Verhältnis gut. Dieser Dienst sah sich aber im Verlauf des Jahres zwei Rücktritten (auf 3 angestellte Beiräte) gegenüber, was seine Aufgabe ziemlich erschwert hat; auch die Aufgabe des Friedensgerichts wurde erschwert, denn es musste sich auf sogenannte «private» Beiräte stützen, die immer schwieriger zu finden sind und leider altern.

Stand der Überstunden und der Ferien am 31. Dezember 2014:

Marc Butty:	200,78 Überstunden und 4 nicht bezogene Ferientage
Pascale Naudi:	57,15 Überstunden und 3 nicht bezogene Ferientage (110 Überstunden wurden ihr im Juni 2014 ausbezahlt, wobei man anfügen muss, dass sie im zweiten Semester 2013 zur Zufriedenheit das Amt des Friedensrichters ad interim ausgeübt hat)
Michele Barchi:	47,85 Überstunden und 2,5 nicht bezogene Ferientage
Pascale Mottet:	150,11 Überstunden und 11,5 nicht bezogene Ferientage (davon stammen 106,74 von 2013)
Sylvie Perroud:	63,11 Überstunden und 10 nicht bezogene Ferientage
Valérie Vaucher:	35,57 Überstunden und 1 nicht bezogener Ferientag

5.1.5.3. *Ausbildung*

Das ganze Personal vom Friedensrichter bis zu den Beisitzern hat im Verlauf des Jahres Ausbildungen besucht, einige Mitglieder haben sogar mehrere gemacht. Wir verweisen auf die Meldefomulare in der Beilage.

5.1.5.4. *Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Änderungen bei der Informatik usw.)*

Das Friedensgericht des Glanebezirks funktioniert eher gut. Die Situation ist gesund, wenn man von einem leichten Rückstand, der sich seit 2013 angehäuft hat, und vom Inkrafttreten der neuen Bestimmungen über die Vormundschaft und die Beistandschaft (3-jährige Übergangsperiode für die Anpassung der Massnahmen) absieht.

Ende 2015 muss man aber mindestens den jetzigen Personalbestand behalten können. Für weitere Einzelheiten wird auf das Protokoll der jährlichen Inspektion, die der Justizrat am 6. November 2014 durchgeführt hat, und auf die Untersuchung über die Friedensgerichte des Kantons, die der Staatsrat veranlasst hat, verwiesen.

5.1.6. Friedensgericht des Broyebezirks

5.1.6.1. Zusammensetzung und Lokalitäten

5.1.6.1.1. Zusammensetzung des Friedensgerichts

FriedensrichterIn

Sauteur Sylviane

Beisitzer/innen:

Bise Sylvie, Corminboeuf Marie-Claire, Grandgirard Prisca, Pillonel Gérard, Renevey Jean-Bernard, Rimaz Benoît, Rodriguez Rose-Marie, Tramaux Walter

5.1.6.1.2. Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)

Ein Friedensrichter zu 100 %, zwei Gerichtsschreiberinnen, eine zu 100 % und die andere zu 50 %, und eine Sekretärin zu 85 % sind beim Friedensgericht des Broyebezirks mit unbefristetem Vertrag angestellt.

Wie in den Vorjahren und damit Rückstände, die den betroffenen Personen schaden, so gut wie möglich vermieden werden können, hat das Friedensgericht weiterhin nach Lösungen gesucht und namentlich mit dem RAV zusammengearbeitet (Gerichtsschreiber/in zu 100 % als junge/r Stellensuchende/r, Sekretärinnen zu 80 % und zu 25 % mit einem Pauschalkredit und ab dem 1. November 2014 Sekretärin als junge Stellensuchende). Dank diesen Arbeitskräften konnten die laufenden Aufgaben erfüllt und die Rückstände nach und nach aufgeholt werden. Es sind aber nur provisorische Lösungen, denn man hat dem Friedensgericht gebührend mitgeteilt, dass es künftig grundsätzlich nicht mehr von jungen Stellensuchenden profitieren kann, da diese ausserordentlichen Budgets «nicht dazu da sind, um einem wiederholten Personalmangel abzuhelpen».

Die immer grösser werdende Arbeitslast hat schliesslich Auswirkungen auf die Gesundheit des Personals. Das Sekretariat hatte 2014 insgesamt 7 Monate Abwesenheiten wegen Krankheiten. Diese Absenzen hatten natürlich nicht zu vernachlässigende Folgen für die tägliche Arbeit.

Einmal mehr mussten die Gerichtsschreiberinnen und die Friedensrichterinnen zahlreiche Überstunden leisten.

5.1.6.1.3. Lokalitäten

Die Gerichtsschreiberei des Friedensgerichts befindet sich an der Avenue de la Gare in Estavayer-le-Lac. Sie liegt ideal in der Nähe des Bahnhofs und verfügt über den nötigen diskreten Zugang.

Die Lokalitäten sind Eigentum der Gemeinde Estavayer-le-Lac. Innere Umbauten waren nötig, damit das Aushilfspersonal angemessene Arbeitsplätze hatte.

5.1.6.2. Rechtsprechung (gesamte Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwälten usw.)

Die Statistiken im Anhang zu diesem Bericht widerspiegeln leider nicht den Umfang der Tätigkeit und der Fälle, die vom Friedensgericht behandelt wurden. Man muss auch die Statistiken für die KOKES berücksichtigen; in ihnen werden namentlich die Kinder- und Erwachsenenschutzmassnahmen aufgezählt.

Das Inkrafttreten des neuen Kinder- und Erwachsenenschutzrechts am 1. Januar 2013 hat noch immer eine bedeutende Zunahme der Arbeit zur Folge, weil einerseits die Massnahmen des alten Rechts bis Ende 2015 umgewandelt und andererseits die Angelegenheiten viel eingehender instruiert werden müssen, um «Massnahmen nach Mass» einzuführen und die Aufgaben der Beiräte genau zu bestimmen.

Ein System von jeweils einem Beisitzerpaar wurde geschaffen, um die Kontrolle der Rechnungen, die von den Beiständen eingereicht werden, zu optimieren. Die Beisitzer müssen ausserdem je nach ihren Kompetenzen und Kenntnissen der Fälle auch an Sitzungen teilnehmen.

Der Broyebezirk verzeichnet Jahr für Jahr das höchste Bevölkerungswachstum des Kantons, deshalb sind die Gesuche um Massnahmen und die Hinweise auf Situationen immer zahlreicher.

Etwas mehr als ein Drittel der Schutzaufträge wird noch privaten Mandatsträgern zugeteilt. Mit Ausnahme einer Gemeinde, sind überall offizielle Dienste geschaffen worden, hauptsächlich durch Beitritt zum Dienst für Erwachsenenschutz der Gemeinde Estavayer-le-Lac. Die Beziehungen zu den bestehenden offiziellen Diensten sind gut.

Wie schon erwähnt waren viele Überstunden nötig, um den korrekten Betrieb des Friedensgerichts sicherzustellen. In den vergangenen Jahren hat das Friedensgericht seine Sorgen um die Gesundheit des Personals geäussert; da zusätzliche Ressourcen fehlen, arbeitet dieses unter ständigem Druck und in einer ständigen Dringlichkeit. Leider wurden die Grenzen erreicht, so dass sich die Arbeitsbedingungen verschlechterten und sich lange Absenzen wegen Krankheiten häuften.

Die Revision des Rechts der elterlichen Sorge, das am 1. Juli 2014 in Kraft getreten ist, hat die bereits chronische Arbeitsüberlastung noch verstärkt.

5.1.6.3. Ausbildung

Die Friedensrichterin und die Gerichtsschreiberinnen haben einen Studientag an der Universität Freiburg über das Kinder- und Erwachsenenschutzrecht (die ersten Pfade, welche die Rechtsprechung durch den Verfahrensdschungel geschlagen hat) und anderhalb Studientage bei der KOKES (Kindes- und Erwachsenenschutz in vollem Wandel - praktische Erfahrungen der 20 vergangenen Monate) besucht. Die Gerichtsschreiberinnen haben ebenfalls an einer Informationssitzung über das neue Recht über die elterliche Sorge sowie an einem Ausbildungstag des OAF besucht.

5.1.6.4. Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Änderungen bei der Informatik usw.)

Die zu 100 % angestellte Gerichtsschreiberin hat auch dieses Jahr viel Zeit für die Anwendung Tribuna V3 aufgewendet und an Sitzungen der AG Tribuna V3 und der AG Nachlasse teilgenommen sowie zahlreiche Schritte in diesem Zusammenhang unternommen.

Es wurde eine sehr wichtige Arbeit zur Verbesserung dieser Anwendung ausgeführt. Die AG Tribuna V3 und die AG Nachlasse konnten auch einheitliche Modelle ausarbeiten. Die Statistiken für den Justizrat und für die KOKES können nun mit der Anwendung Tribuna V3 gemacht werden.

Die Anwendung Tribuna V3 erweist sich als nützliche Datenbasis für die tägliche Arbeit, für die Nachführung braucht es aber ziemlich viel Zeit.

5.1.7. Friedensgericht des Vivisbachbezirks

5.1.7.1. Zusammensetzung und Lokalitäten

5.1.7.1.1. Zusammensetzung des Friedensgerichts

Zwei beisitzende Richterinnen ad hoc, Maryline Werro und Marie-Claude Genoud, wurden von Februar bis Juli 2014 angestellt, um die drei Kontrolleurpaare zu vervollständigen und eine gute Kontrolle der Rechnung 2013 sicherzustellen. Nachdem der Justizrat die Stelle einer beisitzenden Richterin ausgeschrieben hatte, um die zurücktretende Barbara Savoy zu ersetzen, wurde Marie-Claude Genoud zur beisitzenden Richterin ab September gewählt.

Das Friedensgericht des Vivisbachbezirks verfügt über zehn beisitzende Richter, die Kenntnisse in der Medizin, im Sozialen und in der Vermögensverwaltung haben.

5.1.7.1.2. Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)

Sylviane Périsset Gantner: Friedensrichterin zur 75 %

Gaël Gobet: Gerichtsschreiber zu 50 % (bis 31. März)

Sophie Barbey: Gerichtsschreiberin zu 30 % bis Ende März, dann zu 80 %

Stéphanie Morand: Sekretärin zu 40 %

Mona Gallaz: Sekretärin zu 40 %

Gaël Gobet reichte nach seiner Ernennung zum Chefgerichtsschreiber beim Friedensgericht des Saanebezirks seine Kündigung ein, und Sophie Barbey war damit einverstanden, ihren Beschäftigungsgrad zu erhöhen und die Stelle als Gerichtsschreiberin zu 80 % allein auszufüllen.

Mona Gallaz ist seit Anfang des Monats April krankgeschrieben. Diese Abwesenheit und vor allem die Arbeit, die es braucht, um einen brauchbaren Ersatz zu finden, haben unser kleines Team viel Energie gekostet. Mehrere Personen haben sich an dieser Stelle abgelöst, bis wir jemanden gefunden haben, der unseren Erwartungen entspricht; es ist Nathalie Beaud, die seit Dezember die Stellvertretung sicherstellt. Trotz der Arbeitsüberlastung ist die Stimmung in der Gerichtsschreiberei gut.

5.1.7.1.3. Lokalitäten

Unsere Lokalitäten mitten im Zentrum von Châtel-St-Denis werden wirklich eng, das Zimmer der Gerichtsschreiberei muss als Büro für vier Personen dienen, und das Anhörungszimmer ist zugleich Zimmer für die Rechnungsprüfung. Mit Freude haben wir deshalb kürzlich erfahren, dass unser Umzug ins Schloss schliesslich im Juni 2015 stattfindet. Wir haben so mehr Platz, was unsere Organisation erleichtern dürfte. Allerdings haben wir Zweifel zur Zugänglichkeit des Ortes für Personen mit eingeschränkter Mobilität und hoffen, dass so bald wie möglich eine Lösung gefunden wird.

5.1.7.2. Rechtsprechung (gesamte Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwälten usw.)

Die Prüfung von rund 235 Rechnungen 2013 durch sechs Kontrolleure war ziemlich arbeitsaufwändig, denn mit der Umsetzung des neuen Rechts wird sowohl von den Beiständen als auch von der Aufsichtsbehörde, also dem Friedensgericht, viel mehr Strenge verlangt. Regelmässig musste man von gewissen privaten Beiständen per Post Korrekturen, Zahlungsbelege, Kostenlisten und die Einzelheiten zu ihren besonderen Tätigkeiten verlangen.

Als einmal der «Rush» der sechs Prüfungsmonate vorbei war, gestaltete es sich schwierig, noch Leute für die Prüfung der Schlussabrechnung während des Rests des Jahres zu finden. Glücklicherweise konnten dank der Bereitschaft und dem Beharrungsvermögen von Marie-Claude Genoud fast alle Dossiers bis 31. Dezember 2014 geprüft werden; es blieb noch die Frage des Verfassens der Entscheide, die vom chronisch überlasteten Personal der Gerichtsschreiberei übernommen werden musste.

Im Vivisbachbezirk beschäftigt die öffentliche Berufsbeistandschaft zwei Berufsbeiständinnen, Caroline Meyer zu 60 % und Pascale Baudin Andrey zu 40 %, und eine Sekretärin-Rezeptionistin, Carine Scheuner zu 50 %. Da die Gemeinden des Vivisbachbezirks beschlossen hatten, zunächst auf private Beistände zu setzen, musste man zahlreiche neue Beistände suchen, damit die neuen Mandate betreut werden konnten.

Am 31. Dezember 2014 hatten wir:

- > 2 Berufsbeiständinnen (insgesamt 45 Fälle);
- > 67 private Beistände (insgesamt 226 Fälle).

Der Vivisbachbezirk ist der einzige Bezirk, in dem die Erwachsenenschutzfälle im Wesentlichen privaten Beiständen übertragen werden. Zahlreiche neue Beistände haben schnell ihre Grenzen gezeigt, indem sie entweder nicht auf unsere Nachfrage nach den gewünschten Informationen antworteten oder plötzlich erklärten, dass sie ihre Tätigkeit ab sofort niederlegen würden. All diese Arbeit für die Suche von Beiständen, für die Anleitung, die Begleitung, die Aufsicht braucht viel Energie und bildet eine zusätzliche Belastung, namentlich für die Friedensrichterin. Dazu kommt die Sorge, ob die getroffenen Massnahmen auch richtig begleitet werden.

Wir weisen an dieser Stelle ebenfalls darauf hin, dass uns das Jugendamt Sorgen macht, weil es chronisch überlastet ist und die Mandate, die wir ihm beim Kinderschutz übertragen, nicht mehr nach unserem Sinn erfüllen kann, so dass sich die Frage nach der Haftung des Staates stellt.

Mit diesem Bericht geben wir Ihnen die verlangten Statistiken ab; im Vergleich zum Vorjahr weisen wir darauf hin, dass die Zahl der erledigten Dossiers während des Jahres in der Grössenordnung von 19 % und diejenigen der getroffenen Entscheide um 59 % zugenommen hat.

5.1.7.3. Ausbildung

14. Februar: «Neues Kindes- und Erwachsenenschutzrecht, erste Erfahrungen», Weiterbildung, Universität Freiburg (S. Périsset Gantner, G. Gobet und S. Barbey);

2. Juni: «Gemeinsame elterliche Sorge», Institut de droit comparé, Lausanne (S. Périsset Gantner und S. Barbey);

2. und 3. September: Studientagung «Der Kinder- und Erwachsenenschutz im vollen Wandel – praktische Erfahrungen der vergangenen 20 Monate», Biel (S. Barbey).

5.1.7.4. Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Änderungen bei der Informatik usw.)

Im Dezember hat der Grosse Rat die beiden neuen beisitzenden Richterinnen, die auf Vermögensverwaltung spezialisiert sind, ernannt; das wird uns helfen, die beträchtliche Arbeit bei der Betreuung der Fälle auf diesem Gebiet zu bewältigen. Zudem hoffen wir, dass die Aufstockung der Stelle der Gerichtsschreiberin von 80 % auf 100 % ab 2015 dazu führen wird, dass unsere Arbeit nicht immer in letzter Minute erledigt wird.

5.2. Partie statistique /Statistischer Teil

5.2.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik

Justices de paix Friedensgerichte	Dossiers enregistrés durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / <i>Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (vom 01.01. bis 31.12.)</i>	Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / <i>Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (vom 01.01. bis 31.12.)</i>	Affaires pendantes au 01.01.2014 / <i>Am 01.01.2014 hängige Angelegenheiten</i>	Décisions prises durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / <i>Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (vom 01.01. bis 31.12.)</i>
Sarine / Saane	2637	2586	3623	7220
Singine / Sense	749	680	969	1548
Gruyère / Greyerz	1426	1349	1621	3849
Lac / See	750	784	1212	1451
Glâne / Glane	484	461	824	1659
Broye / Broye	980	984	1042	2007
Veveyse / Vivisbach	450	463	532	1223
Total	7476	7307	9823	18957

5.2.2. Protection des adultes / Erwachsenenschutz

Mesures de protection / Erwachsenenschutzmassnahmen	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
1. Actes nécessitant le consentement de l'autorité de protection de l'adulte (art. 416, 417 CC) / <i>Geschäfte, die die Zustimmung der Erwachsenenschutzbehörde erfordern (Art. 416, 417 ZGB)</i>	59	18	102	16	14	27	22	258
2. Mesures provisionnelles (art. 445 CC) / <i>Vorsorgliche Massnahmen (Art. 445 ZGB)</i>	22	0	31	1	4	3	4	65
3. Approbation des rapports et/ou des comptes (art. 415 et 425 CC) / <i>Genehmigung der Rechnung und/oder der Berichte (Art. 415 und 425 ZGB)</i>	1860	555	1111	408	435	243	247	4859
4. Nomination, changement, libération et décharge du curateur (art. 400, 422, 423 et 425 al. 4 CC) / <i>Ernennung, Entlassung und Entlastung der Beiständin / des Beistandes (Art. 400, 422, 423 und 425 Abs. 4 ZGB)</i>	1229	341	1261	274	229	121	128	3583
5. Fixation des honoraires du curateur (art. 404 CC) / <i>Festlegung der Entschädigung der Beiständin / des Beistandes (Art. 404 ZGB)</i>	1462	18	846	391	405	244	213	3579
6. Décision sur le placement et la préservation des biens (art. 408 CC) / <i>Entscheide betreffend die Verwaltung der Vermögenswerte (Art. 408 ZGB)</i>	0	1	2	0	0	1	0	4

Placement à des fins d'assistance / Fürsorgerische Freiheitsentziehung	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
Décision sur recours de l'APEA (levée et maintien) (art. 3 al. 2 LPEA) / <i>Entscheide auf Antrag der Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde (Aufhebung und Vollstreckung) (Art. 3 Abs. 2 KESG)</i>	6	11	4	3	2	2	1	29

5.2.3. Protection des mineurs / Kindesschutz

Mesures de protection/ Kindesschutzmassnahmen	Sarine <i>Sarine</i>	Singine <i>Singine</i>	Gruyère <i>Gruyère</i>	Lac <i>Lac</i>	Glâne <i>Glâne</i>	Broye <i>Broye</i>	Veveyse <i>Veveyse</i>	Total
1. Fixation des relations personnelles avec un tiers (art. 274a CC) / <i>Festlegung des persönlichen Verkehrs mit Dritten (Art. 274a ZGB)</i>	0	0	1	0	0	0	0	1
2. Modification d'un jugement matrimonial concernant les mesures de protection de l'enfant (art. 315b al. 2 CC) / <i>Abänderung gerichtlicher Anordnungen über die Kindes- zuteilung und den Kindesschutz (Art. 315b Abs. 2 ZGB)</i>	13	7	12	4	2	7	7	52
3. Ratification d'une convention d'accueil (art. 316 CC) / <i>Genehmigung einer Vereinbarung über die Aufnahme eines Pflegekindes (Art. 316 ZGB)</i>	4	0	0	0	0	0	0	4
4. Actes nécessitant le consentement de l'autorité de protection de l'enfant (art. 416 et 417 CC) / <i>Geschäfte, die die Zustimmung der Kindesschutzbehörde erfordern (Art. 416 und 417 ZGB)</i>	10	2	16	1	2	5	9	45
5. Nomination, changement, libération et décharge du curateur (art. 400, 422, 423 et 425 al. 4 CC) / <i>Ernennung, Wechsel, Entlassung und Entlastung der Beiständin / des Beistandes (Art. 400, 422, 423 und 425 Abs. 4 ZGB)</i>	602	59	288	44	38	79	42	1152
6. Fixation des honoraires du curateur (art. 404 CC) / <i>Festlegung der Entschädigung der Beiständin / des Beistandes (Art. 404 ZGB)</i>	27	1	18	1	10	4	4	65
7. Approbation des rapports et des comptes (art. 415 et 425 CC) / <i>Genehmigung der Rechnung und der Berichte (Art. 415 und 425 ZGB)</i>	546	145	208	106	130	211	52	1398
8. Décision sur le placement et la préservation des biens (art. 318, 325 et 408 CC) / <i>Entscheide betreffend die Verwaltung der Vermögenswerte (Art. 318, 325 und 408 ZGB)</i>	1	0	1	0	1	3	3	9
9. Mesures provisionnelles (art. 445 CC) / <i>Vorsorgliche Massnahmen (Art. 445 ZGB)</i>	44	4	39	0	13	23	6	129

5.2.4. Activités judiciaires / Richterliche Tätigkeit

Juge de paix / Friedensrichter	Sarine <i>Saane</i>	Singine <i>Sense</i>	Grüyère <i>Greyerz</i>	Lac <i>See</i>	Glâne <i>Glâne</i>	Broye <i>Broye</i>	Veveyse <i>Vivisbach</i>	Total
1. Apposition de scellés (art. 24 LACC) / <i>Siegelungen (Art. 24 EGZGB)</i>	62	2	2	7	1	0	6	80
2. Prise d'inventaire conservatoire et en cas d'absence (art. 551 ss CC, 24 LACC et 546 ss CC, 23 LACC) / <i>Inventare als Sicherungsmassregel und bei Abwesenheit (Art. 551 ff. ZGB, 24 EGZGB und 546 ff. ZGB, 23 EGZGB)</i>	0	0	4	0	0	1	0	5
3. Bénéfice d'inventaire (art. 581 ss CC, 26 LACC) / <i>Öffentliches Inventar (Art. 581 ff. ZGB, 26 EGZGB)</i>	6	1	1	0	0	1	0	9
4. Décision sur revendication dans la prise d'inventaire (art. 490, 551 ss, 568 CC, 25 LACC) / <i>Anspruchentscheide im Verfahren der Inventaraufnahme (Art. 490, 551 ff., 568 ZGB, 25 EGZGB)</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
5. Ouverture de testaments (art. 557 CC, 18 LACC) / <i>Testamentseröffnungen (Art. 557 ZGB, 18 EGZGB)</i>	144	62	84	45	26	32	25	418
6. Approbation de certificats d'héritiers (art. 559 CC, 14 al. 1 LACC – clause générale) / <i>Genehmigung von Erbscheinigungen (Art. 559 ZGB, 14 Abs. 1 EGZGB - allgemeine Klausel)</i>	390	188	220	167	78	108	85	1236
7. Répudiation de la succession (art. 566 CC, 14 al. 1 LACC – clause générale) / <i>Ausschlagung einer Erbschaft (Art. 566 ZGB, 14 Abs. 1 EGZGB – allgemeine Klausel)</i>	106	19	44	22	17	48	35	291
8. Consignation d'un testament oral (art. 507 CC, 14 al. 2 let. a LACC) / <i>Entgegennahme eines mündlichen Testaments (Art. 507 ZGB, 14 Abs. 2 Bst. a EGZGB)</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
9. Dépôt de sûretés des absents (art. 546 CC, 14 al. 2 let b LACC) / <i>Sicherstellung bei Verschollenheit (Art. 546 ZGB, 14 Abs. 2 Bst. b EGZGB)</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
10. Sursis au partage et mesures conservatoires pour les héritiers d'un insolvable (art. 604 al. 2 et 3 CC, 14 al. 2 let c LACC) / <i>Verschiebung der Teilung und vorsorgliche Massregeln für zahlungsunfähige Erben (Art. 604 Abs. 2 und 3 ZGB, 14 Abs. 2 Bst. c EGZGB)</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
11. Administration des biens de la succession (art. 581 et 585 CC, 28 LACC) / <i>Verwaltung der Erbschaftssachen (Art. 581 und 585 ZGB, 28 EGZGB)</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
12. Envoi en possession provisoire (art. 556 al. 3 CC, 14 LACC – clause générale) / <i>provisorische Besitzanweisung (Art. 556 Abs. 3 ZGB, 14 EGZGB – allgemeine Klausel)</i>	0	1	1	0	0	0	0	2
13. Administration d'office de la succession (art. 554 CC, 14 al. 1 LACC – clause générale) / <i>Erbschaftsverwaltung (Art. 554 ZGB, 14 Abs. 1 EGZGB – allgemeine Klausel)</i>	7	9	2	5	0	17	3	43
14. Désignation d'un représentant de la communauté héréditaire (art. 602 al. 3 CC, 14 al. 1 LACC – clause générale) / <i>Bezeichnung eines Vertreters der Erbengemeinschaft (Art. 602 Abs. 3 ZGB, 14 Abs. 1 EGZGB – allgemeine Klausel)</i>	2	0	4	1	0	0	2	9
15. Etablissement de l'inventaire fiscal (LIFD, LICD) / <i>Aufnahme eines Steuerinventars (DBG, DSiG)</i>	663	268	336	217	150	170	107	1911
16. Mise à ban (art. 65 LACC, 258 CPC) / <i>Gerichtliches Verbot (Art. 65 EGZGB, 258 ZPO)</i>	55	4	20	7	7	19	4	116
17. Décision d'irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	43	1	28	26	0	107	42	247
18. Divers / <i>Verschiedenes</i>	165	3	344	73	25	407	98	1115

Juge de paix / Friedensrichter	Sarine <i>Sarine</i>	Singine <i>Singine</i>	Gruyère <i>Gruyère</i>	Lac <i>Lac</i>	Glâne <i>Glâne</i>	Broye <i>Broye</i>	Veveyse <i>Veveyse</i>	Total
19. Octroi/refus de l'assistance judiciaire et fixation de la liste de frais (art. 117 CPC) / <i>Anspruch/Abweisung der unentgeltlichen Rechtspflege und Festlegung der Kostenliste (Art. 117 ZPO)</i>	122	17	76	5	12	18	21	271
Justice de paix / Friedensgericht								
Divers / <i>Verschiedenes</i>	285	55	155	41	0	97	51	684

6. Tribunal pénal des mineurs

6.1. Partie générale

6.1.1. Personnel

6.1.1.1. Présidence

Conformément à l'art. 21 de la Loi sur la justice du 31 mai 2010 entrée en vigueur le 1er janvier 2011, M. Michel Lachat a, en 2014, succédé à Mme Sandrine Boillat Zaugg pour la présidence administrative du Tribunal des mineurs.

6.1.1.2. Greffiers

Les taux d'activité des greffiers n'ont pas changé en 2014. Ainsi, Mme Brigitte Magnin Touron, greffière de Mme Sandrine Boillat Zaugg, travaille à 80% et Mme Christine Bürgisser Gaiardo travaille à 70% pour M. Arthur Lehmann. M. Pierre-Laurent Dougoud travaille en qualité de greffier-chef à 50% et partage les tâches administratives du Tribunal des mineurs avec Mme Aline Sermet qui demeure greffière-chef à 50% et greffière à 50% pour M. Michel Lachat. Pour le reste de son temps de travail, M. Pierre-Laurent Dougoud est à disposition de M. Michel Lachat.

6.1.1.3. Stagiaires

Mmes Sandra Lepori et Angélique Rudaz ont terminé leur stage respectivement les 28 février 2014 et 31 mai 2014. Mme Sofia Amazzough a effectué son stage du 1er mars au 30 août 2014 et a été remplacée par Mme Hanh Tam Luu, qui a débuté le 1er septembre 2014. Enfin, Mme Mélanie Eggertswyler a effectué son stage du 1er juin au 30 novembre 2014 et a été remplacé par Mme Fanny Anthonioz, qui a commencé son stage le 1er décembre 2014.

6.1.1.4. Cheffes de bureau

Mme Eliane Laubscher a quitté (retraite) son poste de cheffe de bureau le 31 juillet 2014 et a été remplacée par Mme Françoise Magne (secrétaire au Tribunal des mineurs), dès le 1er août 2014. Ainsi, Mmes Monique Dorsaz et Françoise Magne se partagent le poste et travaillent chacune à 50%.

6.1.1.5. Intervenantes en protection de l'enfant

Mme Isabelle Vauthey demeure à 80%, Mme Corina Zurkinden à 50% et Mme Sibylle Clerc à 20%.

6.1.1.6. Secrétariat

Vu le changement de fonction de Mme Françoise Magne, son poste de secrétaire a été repris par Mme Géraldine Cudré-Mauroux, qui a commencé le 18 août 2014 à 60%. Mme Ursula Aeby demeure à 100%, Mme Marianne Marchon à 50% et Mme Monique Walther à 40%.

6.1.2. Composition du Tribunal des mineurs

6.1.2.1. Assesseurs

Mme Sylvie Gobet a été élue le 25 mars 2014 en qualité d'assesseuse suppléante. Elle a succédé à Mme Béatrice Ackermann qui avait démissionné le 31 janvier 2014.

6.1.3. Commentaires de la statistique

Rien à signaler, si ce n'est une baisse du nombre d'affaires et des mineurs dénoncés, fait plutôt réjouissant.

6.1.4. Remarques générales sur la Loi fédérale sur la procédure pénale applicable aux mineurs (PPMin)

Rien à signaler en l'état.

6. Jugendstrafgericht

6.1. Allgemeiner Teil

6.1.1. Personal

6.1.1.1. Präsidium

Gemäss Art. 21 des Justizgesetzes, welches seit dem 1. Januar 2011 in Kraft ist, führte Herr Michel Lachat im Jahre 2014 den Vorsitz des Jugendgerichts in administrativen Angelegenheiten, nachdem Frau Boillat Zaugg im Jahre 2013 das Jugendgericht präsiert hatte.

6.1.1.2. Gerichtsschreiber/-innen

Die Arbeitspensen von Frau Brigitte Magnin Touron und Frau Christine Bürgisser Gaiardo, Gerichtsschreiberinnen von Frau Sandrine Boillat Zaugg respektive Herrn Arthur Lehmann, betragen nach wie vor 80% respektive 70%.

Herr Pierre-Laurent Dougoud amtet als Chefgerichtsschreiber zu 50% und teilt sich die administrativen Angelegenheiten des Jugendgerichts mit Frau Aline Sermet, welche zu 50% als Chefgerichtsschreiberin und zu 50% als Gerichtsschreiberin von Herrn Michel Lachat arbeitet. Während seiner übrigen Arbeitszeit steht Herr Pierre-Laurent Dougoud Herrn Michel Lachat zur Verfügung.

6.1.1.3. Praktikant/-innen

Frau Sandra Lepori und Frau Angélique Rudaz haben ihr Praktikum am 28. Februar 2014 respektive am 31. Mai 2014 beendet. Frau Sofia Amazzough absolvierte ihr Praktikum vom 1. März bis 30. August 2014 und wurde von Frau Hanh Tam Luu ersetzt, welche ihr Praktikum am 1. September 2014 begann. Frau Mélanie Eggertswyler absolvierte ihr Praktikum vom 1. Juni bis 30. November 2014. An ihre Stelle trat am 1. Dezember 2014 Frau Fanny Anthonioz.

6.1.1.4. Bürochefinnen

Frau Eliane Laubscher, Bürochefin zu 50%, ging per 31. Juli 2014 in Pension. An ihre Stelle trat ab dem 1. August 2014 Frau Françoise Magne (ehemalige Sekretärin am Jugendgericht). Folglich teilen sich Frau Monique Dorsaz und Frau Françoise Magne mit je 50% die Stelle.

6.1.1.5. Fachpersonen für Kinderschutz

Das Arbeitspensum von Frau Isabelle Vauthey beträgt nach wie vor 80%, von Frau Corina Zurkinden 50% und von Frau Sibylle Clerc 20%.

6.1.1.6. Sekretariat

Frau Françoise Magne wurde von Frau Géraldine Cudré-Mauroux ersetzt, welche die 60% Stelle am 18. August 2014 antrat. Das Arbeitspensum von Frau Ursula Aeby beträgt nach wie vor 100%, von Frau Marianne Marchon 50% und von Frau Monique Walther 40%.

6.1.2. Zusammensetzung des Jugendgerichts

6.1.2.1. Beisitzer/-innen

Am 25. März 2014 wurde Frau Sylvie Gobet zur Ersatzbeisitzerin gewählt. Sie übernahm die Nachfolge von Frau Béatrice Ackermann, welche per 31. Januar 2014 demissioniert hatte.

6.1.3. Kommentare zur Statistik

Ausser der erfreulichen Tatsache, dass die Anzahl der Fälle und der verzeigten Minderjährigen abgenommen hat, sind keine besonderen Vorkommnisse zu verzeichnen.

6.1.4. Allgemeine Bemerkungen zur Jugendstrafprozessordnung (JStPO)

Es sind keine besonderen Vorkommnisse zu verzeichnen.

6.2. Partie statistique / Statistischer Teil

6.2.1. Dénonciations et plaintes / Anzeigen und Strafanträge

En 2014, le Tribunal pénal des mineurs a inscrit 1459 affaires au rôle (1733 en 2013) concernant 1044 enfants ou adolescents (1101 en 2013).

2014 wurden beim Jugendstrafgericht 1459 Angelegenheiten anhängig gemacht (2013: 1733), welche 1044 Kinder und Jugendliche betrafen (2013: 1101).

Répartition par âge et par sexe / Aufteilung nach Alter und Geschlecht	2013	2014
Enfants (10-15 ans révolus) / <i>Kinder (10-15 Jahre)</i>	373	263
Adolescents (15-18 ans révolus) / <i>Jugendliche (15-18 Jahre)</i>	1360	1196
Filles/ <i>Mädchen</i>	374	299
Garçons / <i>Knaben</i>	1359	1160
Répartition linguistique / Aufteilung nach Sprache		
Mineurs de langue allemande / <i>Minderjährige deutscher Sprache</i> , soit le 15.2% (15.5 % en 2013) / <i>d.h 15.2% (2013 : 15.5 %)</i>	269	222
Mineurs de langue française / <i>Minderjährige franz. Sprache</i> , soit le 84.8% (84.5 % en 2013) / <i>d.h 84.8% (2013 : 84.5 %)</i>	1464	1237
Répartition selon le domicile / Aufteilung nach Wohnsitz		
Fribourg-Ville / <i>Stadt Freiburg</i>	369	242
Sarine-Campagne / <i>Saane-Land</i>	364	289
Singine / <i>Sense</i>	136	123
Gruyère / <i>Greyerz</i>	260	281
Lac / <i>See</i>	112	87
Broye / <i>Broye</i>	119	133
Glâne / <i>Glane</i>	86	71
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	60	77
Autres cantons / <i>Andere Kantone</i>	184	117
Etrangers sans domicile fixe en Suisse / <i>Ausländische Personen ohne festen Wohnsitz in der Schweiz</i>	43	39
Total	1733	1459

6.2.2. Nombre de mineurs entendus par le Juge / Anzahl der vom Richter einvernommenen Minderjährigen

2013	2014
212	184

6.2.3. Mesures à titre provisionnel / Vorsorgliche Massnahmen

Détention provisoire / <i>Untersuchungshaft</i>	14	6
Observation / <i>Beobachtung</i>	9	5
Placement à titre provisionnel / <i>Vorsorgliche Unterbringung</i>	32	24
Autres mesures de protection à titre provisionnel / <i>Andere vorsorgliche Schutzmassnahmen</i>	12	12
	--	

6.2.4. Enquêtes / Strafuntersuchungen

Les enquêtes en cours au 1er janvier 2014 et celles ouvertes durant l'année, soit au total 1994 (2265 en 2013), ont connu le sort suivant:

Die Untersuchungen, die am 1. Januar 2014 hängig waren oder im Laufe des Jahres eröffnet worden sind, das heisst insgesamt 1994 (2013: 2265), nahmen folgenden Ausgang:

	2013	2014
Refus d'ouvrir l'action pénale / <i>Nichtanhandnahme</i>	--	--
Non-entrée en matière / <i>Nichtanhandnahme</i>	61	56
Non-lieu / <i>Einstellung</i>	--	--
Classement / <i>Einstellung</i>	125	108
Classement suite à une médiation / <i>Einstellung nach Mediation</i>	134	100
Classement suite à un retrait de plainte / <i>Klagerückzug</i>	159	139
Classement rendu à la place d'une exemption de peine (21 DPmin, 5 PPMin) <i>Einstellung anstatt einer Strafbefreiung</i>	34	24
Suspension / <i>Sistierung</i>	40	24
Dessaisissements / <i>Abtretungen</i>	130	103
Ordonnances pénales / <i>Strafbefehle</i>	998	1064
Renvois devant le Juge unique ou devant le Tribunal / <i>Überweisung an den Einzelrichter oder an das Gericht</i>	53	26

	2013	2014
Enquêtes en cours / <i>Hängige Untersuchungen</i>	532	350
Jugements devant le Juge unique ancienne procédure/devant le <i>Tribunal des mineurs</i>	--	--
Total	2265	1994

6.2.5. Affaires déléguées au Bureau de la Médiation (du 01.01.2014 au 31.12.2014) / An das Büro für Mediation übertragene Angelegenheiten (vom 01.01.2014 bis 31.12.2014)

Nombre d'affaires déléguées par les juges : 73 (96 en 2013), concernant 111 (125 en 2013) mineurs.
 Processus ayant conduit à un accord de médiation: 65 (79 en 2013), concernant 93 (117 en 2013) mineurs.
 Processus n'ayant pas abouti à un accord de médiation: 13 (15 en 2013), concernant 21 (22 en 2013) mineurs.
 Processus en cours au 31 décembre 2014: 34 (48 en 2013), concernant 49 (63 en 2013) mineurs.

Anzahl der von den Richtern übertragenen Angelegenheiten: 73 (2013: 96); davon betroffen: 125 (2013: 125) Minderjährige.

Verfahren, die zu einer Vereinbarung geführt haben: 65 (2013: 79) davon betroffen 93 (2013: 117) Minderjährige.

Verfahren, die zu keiner Vereinbarung geführt haben: 13 (2013: 15); davon betroffen: 22 (2013: 22) Minderjährige.

Per 31. Dezember 2013 hängige Verfahren: 34 (2013: 48); davon betroffen: 49 (2013: 63) Minderjährige.

6.2.6. Activité du Tribunal / Tätigkeit des Gerichts

Le Tribunal s'est réuni à 6 reprises en 2014 (9 en 2013) et 6 mineurs (8 en 2013) ont été jugés.
Das Gericht hat 2014 6 mal getagt (2013: 9) und dabei 6 Minderjährige abgeurteilt (2013: 8).

6.2.7. Infractions / Strafbare Handlungen

6.2.7.1. Code pénal / Strafgesetzbuch

	2013	2014
contre la vie et l'intégrité corporelle / gegen Leib und Leben		
Homicide par négligence / <i>Fahrlässige Tötung</i>	--	--
Complicité de meurtre / <i>Gehilfenschaft zu vorsätzlicher Tötung</i>	--	--
Infanticide / <i>Kindestötung</i>	--	--
Lésions corporelles simples (objet dangereux: 1) / <i>Einfache Körperverletzung (gefährlicher Gegenstand: 1)</i>	16	20
Lésions corporelles graves (tentative: ...)/ <i>Schwere Körperverletzung (Versuch: ...)</i>	--	--
Lésions corporelles par négligence / <i>Fahrlässige Körperverletzung</i>	--	1
Voies de fait / <i>Tätlichkeiten</i>	8	11
Mise en danger de la vie d'autrui / <i>Gefährdung des Lebens</i>	2	2
Omission de prêter secours / <i>Unterlassung der Nothilfe</i>	--	--
Fausse alerte / <i>Falscher Alarm</i>	--	--
Rixe / <i>Raufhandel</i>	6	8
Agression / <i>Angriff</i>	5	2
Remise de substances nocives / <i>Verabreichen Gesundheitsgefährdender Stoffe</i>	1	--

	2013	2014
contre le patrimoine / gegen das Vermögen		
Appropriation illégitime / <i>Unrechtmässige Aneignung</i>	3	7
Abus de confiance / <i>Veruntreuung</i>	3	--
Vol (simple: 43 ; en bande: 1 ; par métier: 1 ; au préjudice des proches: ... ; / <i>Diebstahl (einfacher: ...; bandenmässiger: ...; gewerbsmässiger: ...; zum Nachteil eines Angehörigen: ...)</i>)	41	45
Tentative de vol (simple: ... ; en bande: ... ; par métier: ... ;) / <i>Diebstahlversuch (einfacher: ...; bandenmässiger: ...; gewerbsmässiger: ...)</i>	17	11
Complicité de vol / <i>Gehilfenschaft zum Diebstahl</i>	4	--
Vol d'importance mineure / <i>Geringfügiger Diebstahl</i>	17	13
Brigandage (avec arme: ... ; en bande : ... / <i>Raub (bewaffneter: ... ; bandenmässiger: ...</i>	7	3
Dommages à la propriété / <i>Sachbeschädigung</i>	36	50
Escroquerie / <i>Betrug</i>	2	--
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur / <i>Betrügerischer Missbrauch einer Datenverarbeitungsanlage</i>	1	--
Filouterie d'auberge / <i>Zechprellerei</i>	--	--
Obtention frauduleuse d'une prestation / <i>Erschleichen einer Leistung</i>	1	3
Extorsion (avec violence ou menace d'un danger imminent : 1) / <i>Erpressung (mit Gewalt oder Bedrohung mit einer gegenwärtigen Gefahr: ...)</i>	1	2
Extorsion – tentative / <i>Erschleichen einer Leistung – Versuch</i>	1	--
Recel / <i>Hehlerei</i>	18	8
contre l'honneur et le domaine secret ou privé / gegen die Ehre und den Geheim- oder Privatbereich		
Diffamation / <i>Üble Nachrede</i>	--	2
Calomnie / <i>Verleumdung</i>	--	1
Injure / <i>Beschimpfung</i>	15	18
Utilisation abusive d'une installation de télécommunication / <i>Missbrauch einer Fernmeldeanlage</i>	1	1
Violation du domaine secret / <i>Verletzung des Geheimbereichs</i>	--	4
contre la liberté / gegen die Freiheit		
Menaces / <i>Drohung</i>	13	20
Contrainte (dont tentative : ...) / <i>Nötigung (Versuch : ...)</i>	7	3
Séquestration / <i>Freiheitsberaubung</i>	--	--
Violation de domicile (dont tentative : 1) / <i>Hausfriedensbruch (Versuch : ...)</i>	14	26

	2013	2014
contre l'intégrité sexuelle / gegen die sexuelle Integrität		
Actes d'ordre sexuel avec des enfants / <i>sexuelle Handlungen mit Kindern</i>	1	6
Actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance / <i>Schändung</i>	1	2
Contrainte sexuelle / <i>Sexuelle Nötigung</i>	2	2
Viol / <i>Vergewaltigung</i>	--	--
Exhibitionnisme / <i>Exhibitionismus</i>	--	--
Pornographie / <i>Pornographie</i>	--	8
Désagréments causés par la confrontation à un acte d'ordre sexuel / <i>Unzüchtige Belästigung</i>	--	1
Inceste / <i>Inzest</i>	--	--
créant un danger collectif / Gemeingefährliche Verbrechen und Vergehen		
Incendie intentionnel (dont tentative: ... ; complicité: ...) <i>Brandstiftung (Versuch : ... ; Gehilfenschaft : ...)</i>	--	2
Incendie par négligence / <i>Fahrlässige Verursachung einer Feuerbrunst</i>	2	3
Explosion / <i>Verursachung einer Explosion</i>	--	--
Emploi sans dessein délictueux ou par négligence / <i>Gefährdung ohne verbrecherische Absicht oder Fahrlässige Gefährdung</i>	--	--
Fausse monnaie, falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures / Fälschung von Geld, amtlichen Wertzeichen, amtlichen Zeichen, Mass und Gewicht		
Fabrication de fausse monnaie / <i>Geldfälschung</i>	--	--
Mise en circulation de fausse monnaie / <i>In Umlaufsetzen falschen Geldes</i>	1	1
Imitation de billets de banque sans dessein de faux <i>Nachmachen von Banknoten ohne Fälschungsabsicht</i>	--	--
Faux dans les titres / Urkundenfälschung		
Faux dans les titres / <i>Urkundenfälschung</i>	1	2
Faux dans les certificats / <i>Fälschung von Ausweisen</i>	9	8
contre les communications et la paix publiques / gegen den öffentlichen Verkehr und Frieden		
Entrave à la circulation publique / <i>Störung des öffentlichen Verkehrs</i>	5	--
Entrave au service des chemins de fer / <i>Störung des Eisenbahnverkehrs</i>	2	--

	2013	2014
Entrave aux services d'intérêt général / <i>Störung von Betrieben, die der Allgemeinheit dienen</i>	--	--
Actes préparatoires délictueux / <i>Strafbare Vorbereitungshandlungen</i>	--	--
Emeute / <i>Aufruhr</i>	--	--
Atteinte à la liberté de croyance et des cultes / <i>Störung der Glaubens- und Kultusfreiheit</i>	--	--
Discrimination raciale / <i>Rassendiskriminierung</i>	--	--
Atteinte à la paix des morts / <i>Störung des Totenfriedens</i>	--	--
contre l'autorité publique / gegen die öffentliche Gewalt		
Violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires / <i>Gewalt oder Drohung gegen Behörden und Beamte</i>	13	8
Opposition aux actes de l'autorité / <i>Hinderung einer Amtshandlung</i>	22	23
Insoumission à une décision de l'autorité / <i>Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen</i>	--	--
Soustraction d'objets mis sous main de l'autorité / <i>Bruch amtlicher Beschlagnahme</i>	--	--
contre l'administration de la justice / gegen die Rechtspflege		
Dénonciation calomnieuse / <i>Falsche Anschuldigung</i>	--	--
Induction de la justice en erreur / <i>Irreführung der Rechtspflege</i>	4	2
Entrave à l'action pénale / <i>Begünstigung</i>	--	--
Faux témoignage / <i>Falsches Zeugnis</i>	--	--
Faire évader des détenus / <i>Befreiung von Gefangenen</i>	--	--
6.2.7.2. Autres lois fédérales / Andere Bundesgesetze		
sur les stupéfiants / Betäubungsmittel		
Crimes et délits: 77 ; Contraventions : 278 ; Cas bénins: 5 / <i>Verbrechen und Vergehen: ...; Übertretungen: ...; Leichter Fall: ...</i>	274	360
sur la circulation routière / Strassenverkehr		
Vol d'usage (dont tentative: ...) / <i>Entwendung zum Gebrauch (Versuch: ...)</i>	38	20
Conduite sans permis / <i>Fahren ohne Führerausweis</i>	43	37
Conduite en état d'incapacité / <i>Fahren in fahruntfähigem Zustand</i>	16	14
Violation des devoirs en cas d'accident / <i>Pflichtwidriges Verhalten bei Unfall</i>	20	4
Contraventions diverses / <i>Verschiedene Übertretungen</i>	166	199

	2013	2014
sur les étrangers / <i>Ausländerinnen und Ausländer</i>	12	8
sur les armes / <i>Waffen</i>	30	26
sur le transport des voyageurs / <i>Gesetz über die Personenbeförderung</i>	221	177
sur la police des chemins de fer / <i>Eisenbahnpolizei</i>	2	1
sur la navigation intérieure / <i>Binnenschifffahrt</i>	6	3
sur la protection des animaux / <i>Tierschutz</i>	--	1
sur la protection de l'environnement / <i>Umweltschutzgesetz</i>	3	--
sur la protection des eaux / <i>Gewässerschutzgesetz</i>	--	--
sur les épizooties / <i>Tierseuchengesetz</i>	--	--
Lois cantonales / kantonale Gesetze		
sur les établissements publics et la danse / <i>öffentliche Gaststätten und Tanz</i>	2	1
sur la pêche et la chasse / <i>Fischerei und Jagd</i>	--	--
d'application du CP / <i>EGStGB</i>	44	42
d'application du CC / <i>EGZGB</i>	--	--
sur les appareils et les salons de jeu / <i>Spielapparate und Spielsalons</i>	--	--
autres lois cantonales / <i>andere kantonale Gesetze</i>	20	16

6.2.8. Décisions rendues par le Juge des mineurs et par le Tribunal / Durch den Jugendrichter und das Gericht gefällte Entscheide

6.2.8.1. Jugements / Urteile

Mesures de protection / Schutzmassnahmen

Surveillance / <i>Aufsicht</i>	1	--
Assistance personnelle / <i>Persönliche Betreuung</i>	--	1
Maintien de l'assistance personnelle / <i>Beibehaltung der persönlichen Betreuung</i>	--	--
Placement familial / <i>Unterbringung in einer geeigneten Familie</i>	--	--
Placement dans un établissement d'éducation ouvert / <i>Unterbringung in einer offenen Einrichtung</i>	4	--
Placement dans un établissement d'éducation fermé / <i>Unterbringung in einer geschlossenen Einrichtung</i>	1	1
Maintien dans une maison d'éducation <i>Beibehaltung in einem Erziehungsheim</i>	--	--
Changement de mesure / <i>Änderung der Massnahme</i>	--	--
Traitement ambulatoire / <i>Ambulante Behandlung</i>	3	1
Accompagnement / <i>Begleitung</i>	1	1

	2013	2014
Peines / Strafen		
Réprimande / <i>Verweis</i>	--	--
Réprimande avec délai d'épreuve / <i>Bedingter Verweis</i>	--	--
Prestation personnelle (travail) / <i>Persönliche Leistung (Arbeit)</i>	2	2
Prestation personnelle avec sursis / <i>Bedingte persönliche Leistung</i>	--	--
Prestation personnelle avec sursis partiel / <i>Teilweise bedingte persönliche Leistung</i>	--	--
Amende avec sursis / <i>Bedingte Busse</i>	--	--
Amende avec sursis partiel / <i>Teilweise bedingte Busse</i>	--	--
Amende sans sursis / <i>Unbedingte Busse</i>	--	--
Privation de liberté avec sursis / <i>Bedingter Freiheitsentzug</i>	1	--
Privation de liberté avec sursis partiel / <i>Teilweise bedingter Freiheitsentzug</i>	2	1
Privation de liberté sans sursis / <i>Unbedingter Freiheitsentzug</i>	2	--
Prestation personnelle (cours d'éducation routière) / <i>Persönliche Leistung (Verkehrserziehungskurs)</i>	--	--
Prestation personnelle (cours sur la drogue) / <i>Persönliche Leistung (Präventionskurs)</i>	--	--
Cumuls / Verbindung		
Peine + peine / <i>Strafe + Strafe</i>	--	--
Peine + mesure de protection / <i>Strafe + Schutzmassnahme</i>	3	1
Mesure + mesure / <i>Massnahme + Massnahme</i>	--	--
Exemption de peine / Strafbefreiung	--	--
Acquittement / Freispruch	29	13
Décisions administratives et d'exécution / Administrativ- und Ausführungsentscheide		
Inscription au casier judiciaire / <i>Eintragung ins Strafregister</i>	39	30
Radiation du casier judiciaire / <i>Löschung im Strafregister</i>	2	--
Révocation du sursis / <i>Widerruf des bedingten Strafvollzugs</i>	5	3
Renonciation à révoquer le sursis / <i>Verzicht auf Widerruf des bedingten Strafvollzugs</i>	1	1
Prolongation du délai d'épreuve / <i>Verlängerung der Probezeit</i>	--	--
Refus de radiation du casier judiciaire / <i>Verweigerung der Löschung im Strafregister</i>	--	--
Libération conditionnelle accordée / <i>Bedingte Freilassung gewährt</i>	--	--
Libération conditionnelle refusée ou révoquée / <i>Bedingte Freilassung verweigert oder widerrufen</i>	2	3
Fin de mesure / <i>Beendigung der Massnahme</i>	17	19
Fin d'accompagnement / <i>Beendigung der Begleitung</i>	8	9

	2013	2014
Conversions / Umwandlungen		
Conversion d'amende en privation de liberté / <i>Umwandlung der Busse in Freiheitsentzug</i>	9	4
Conversion prestation personnelle en amende / <i>Umwandlung der persönlichen Leistung in Busse</i>	12	7
Conversion prestation personnelle en privation de liberté / <i>Umwandlung der persönlichen Leistung in Freiheitsentzug</i>	--	1
Demande conversion privation de liberté en prestation perso / <i>Gesuch Umwandlung des Freiheitsentzuges in persönlicher Leistung</i>	2	1
Demande conversion amende en prestation personnelle / <i>Gesuch um Umwandlung der Busse in persönliche Leistung</i>	4	1
6.2.8.2. Ordonnances pénales / Strafbefehle		
Mesures de protection / Schutzmassnahmen		
Surveillance / <i>Aufsicht</i>	--	1
Assistance personnelle / <i>Persönliche Betreuung</i>	7	11
Maintien de l'assistance personnelle / <i>Beibehaltung der Persönlichen Betreuung</i>	--	--
Maintien en maison d'éducation	--	--
Changement de mesure / <i>Massnahmenwechsel</i>	--	1
Traitement ambulatoire / <i>Ambulante Behandlung</i>	--	3
Accompagnement / <i>Begleitung</i>	6	3
Peines / Strafen		
Réprimande / <i>Verweis</i>	260	235
Amende avec sursis / <i>Bedingte Busse</i>	9	11
Amende avec sursis partiel / <i>Teilweise bedingte Busse</i>	5	0
Amende sans sursis / <i>Unbedingte Busse</i>	203	226
Prestation personnelle (travail) / <i>Persönliche Leistung (Arbeit)</i>	150	152
Prestation personnelle avec sursis / <i>Bedingte persönliche Leistung</i>	6	13
Prestation personnelle avec sursis partiel / <i>Teilweise bedingte persönliche Leistung</i>	4	24
Prestation personnelle (cours d'éducation routière) / <i>Persönliche Leistung (Verkehrserziehungskurs)</i>	27	17
Prestation personnelle (cours sur la drogue) / <i>Persönliche Leistung (Präventionskurs)</i>	63	60
Prestation personnelle (rendez-vous en bibliothèque) / <i>Persönliche Leistung</i>	11	15
Privation de liberté avec sursis / <i>Bedingter Freiheitsentzug</i>	5	5
Privation de liberté avec sursis partiel / <i>Teilweise bedingter Freiheitsentzug</i>	13	6
Privation de liberté sans sursis / <i>Unbedingter Freiheitsentzug</i>	15	10

	2013	2014
Cumuls / Verbindung		
Peine + peine / <i>Strafe + Strafe</i>	9	7
Peine + mesure de protection / <i>Strafe + Schutzmassnahme</i>	6	20
Mesure + mesure / <i>Massnahme + Massnahme</i>	1	--
6.2.8.3. Cours d'éducation routière / Verkehrserziehungskurse		
Ordonnés par la police et contrôlés par le Juge / <i>Von der Polizei angeordnet und vom Richter überwacht</i>	17	8

7. Commissions et autres autorités / Kommissionen und andere Behörden

7.1. Préfectures

7.1.1. Partie générale

7.1.1.1. Préfecture de la Sarine

7.1.1.1.1. Personnel et organisation

Le nombre de collaborateurs affecté au secteur pénal n'a pas évolué par rapport aux années précédentes ; outre le Lieutenant de Préfet secondé par une secrétaire à 60 %, il y a deux collaborateurs à plein temps épaulés par une personne placée par le Service public de l'emploi (100 %).

7.1.1.1.2. Statistiques et généralités

Le volume des affaires pénales reste stable d'année en année, même si l'on enregistre une légère augmentation par rapport à l'année 2013. Concernant le nombre et le détail des affaires traitées, nous renvoyons au tableau annexé.

Plaintes

Durant l'année 2014, les affaires transmises par le Ministère public en vue d'une tentative de conciliation (délits poursuivables sur plaintes uniquement) ont été au nombre de 307 ; sur ce dernier chiffre, 202 affaires (66.2 %) ont été liquidées par une convention, voire par un retrait de plainte pur et simple. Comme par le passé, les infractions les plus souvent invoquées dans le cadre des diverses plaintes étaient essentiellement les suivantes : voies de fait, lésions corporelles simples, menaces, injures, abus de téléphone, atteintes à l'honneur, vols à l'étalage et violation d'une obligation d'entretien.

Si le nombre des affaires transmises par le Ministère public est notablement plus bas que l'année précédente, il sied de relever que leurs difficultés sur le plan humain compensent largement cette diminution, plusieurs dossiers présentant une charge importante sur le plan émotionnel. Dans ce contexte, notamment dans les litiges intrafamiliaux et dans les affaires à connotation sexuelle, les plaignants – dans la très grande majorité des cas, il s'agit de femmes – sont entendus dans une salle séparée afin d'éviter une confrontation avec la partie prévenue.

Dénonciations

Le nombre total de 8'305 ordonnances pénales (OP) se décompose de la manière suivante :

- > 1'798 OP ordinaires ;
- > 5'574 OP pour violation d'une mise à ban ;
- > 435 OP sanctionnant des stationnements illicites sur le domaine privé des CFF ;
- > 404 OP en matière d'accident de la circulation ;
- > 94 OP de classement prononcées après opposition à une première ordonnance pénale.

La majorité des OP ordinaires concerne le domaine de la circulation routière. Les autres affaires relèvent essentiellement de la loi sur les établissements publics, la loi scolaire, la loi sur le contrôle des habitants et la loi sur la prostitution. En matière de violation des obligations scolaires, le nombre de dénonciations reste important et demande parfois l'ouverture d'une enquête au vu des arguments avancés par les parents pour justifier telle ou telle absence (motifs d'ordre médical notamment).

En matière de circulation routière, plusieurs enquêtes pour excès de vitesse ont nécessité la délivrance de commissions rogatoires à l'étranger ; ces demandes d'entraide judiciaire allongent singulièrement la procédure.

En matière de mise à ban, la barre des 5'000 affaires a à nouveau été largement franchie et il y a une augmentation croissante des dénonciations, ce qui entraîne un important travail administratif de vérification et de recherche.

Sur l'ensemble de ces affaires, 42 dossiers (0.50 %) ont été transmis au Juge de police en vue d'un débat contradictoire à la suite de l'opposition de la personne condamnée.

7.1.1.1.3. Divers

Le 9 octobre 2014, une délégation du Tribunal cantonal a inspecté le secteur pénal de la Préfecture.

7.1.1.2. Préfecture de la Singine

7.1.1.2.1. Personnel et organisation

La responsabilité principale en matière de plaintes et dénonciations pénales incombait jusqu'à fin mars 2014 à Urs Stampfli, lieutenant de préfet. Au 1er avril 2014, Madame Hagi Göksu, lieutenant de préfet, succédait à Monsieur Stampfli et assumait la responsabilité principale précitée. La gestion administrative des plaintes et dénonciations pénales enregistrées en continu est assurée de façon autonome par l'adjointe administrative, Mme Karin Peissard, ainsi que par Mme Lydia Jeckelmann, employée administrative.

7.1.1.2.2. Statistiques et généralités

Toutes les affaires pénales sont enregistrées dès leur réception. L'évaluation des cas enregistrés figurant ci-après vous donne une idée de la distinction entre les diverses infractions, le nombre des enregistrements ainsi que le statut du dossier. Il en ressort que le nombre des enregistrements a légèrement augmenté par rapport à l'année précédente. Ceci concerne essentiellement les rubriques "2 LCR - Vitesse" et "5 Non-paiement d'amendes d'ordre".

Code statistique	Nature du délit
1	Accident de la circulation
2	LCR - Vitesse
3	Infractions LCR (interdiction de parage, dépassement, surcharge, conduite en état d'ébriété, etc.)
4	Infractions à l'OTR
5	Non-paiement d'amendes d'ordre
6	Infractions chemins alpestres et forestiers / cueillette de champignons / contravention à la protection des espèces
7	Police des constructions
8	Plainte pénale / audience de conciliation fructueuse ou retrait de la plainte pénale
9	Plainte pénale / échec de l'audience de conciliation, transmission du dossier au Ministère public
10	Placement à des fins d'assistance PAFA / envoi chez un médecin ordonné par le préfet aux fins d'élucidation
11	Enregistrement sans suites (personne en difficulté, accident de travail, conflit familial, informations émanant de la police)
12	A l'attention du Ministère public ou de la Chambre pénale des mineurs en raison de la compétence
13	Police du feu
14	Divers sans attribution
15	Violation de la scolarité obligatoire
16	Esclandre dans une auberge / non-respect des heures d'ouverture / service de boissons sans autorisation
17	Audition de conciliation fixée / cas toujours en suspens au 31.12
18	Ordonnance de classement / de non-entrée en matière
19	Médiation
20	Ordonnances de suspension / auteur inconnu

Statistique 2014

Code	Enregistrements	Montant total des amendes	Total des émoluments	Total des coûts de la préfecture
1	97	26'500.00	6'930.00	1'848.00
2	354	154'220.00	15'640.00	3'434.00
3	226	27'820.00	5'340.00	1'944.00
4	8	1'500.00	40.00	12.00
5	312	30'660.00	6'740.00	2'768.00
6	25	2'460.00	100.00	48.00
7	0	-	-	-
8	24	-	-	-
9	12	-	-	-
10	2	-	-	-
11	5	-	-	-
12	9	-	-	-
13	0	-	-	-
14	4	-	-	-
15	1	80.00	20.00	-
16	1	200.00	40.00	13.00
17	5	-	-	-
18	8	-	-	-
19	2	-	-	-
20	5	600.00	80.00	13.00
Total	1'100	244'040.00	41'754.00	12'052.25

Nombre de dossiers sous statut "ouvert" 0
 Nombre de dossiers sous statut "en cours de traitement" 5
 Nombre de dossiers sous statut "régulé" 1'095

Les codes 10 et 11 ne sont pas pris en considération dans la statistique annuelle officielle qui est également adressée au Conseil de la magistrature, car il ne s'agit pas là d'audiences de conciliation, ni d'ordonnances et de décisions pénales, ni de transmissions du cas au juge compétent.

Plaintes pénales

La lieutenant de préfet Sarah Hagi Göksu est responsable de l'exécution des séances de conciliation prévues par la loi. Le nombre de plaintes pénales a de nouveau diminué quelque peu par rapport à l'année antérieure, autrement dit de 48 à 41. Il y a toujours lieu de constater que les tentatives de conciliation deviennent manifestement plus difficiles et plus longues. Sur demande du/de la prévenu/-e, la présence d'un représentant légal est également autorisée lors des auditions.

Dénonciations pénales

En comparaison de l'année précédente, le nombre de dénonciations enregistrées a légèrement augmenté, soit 100 dénonciations de plus. Au total, 1'046 ordonnances pénales ont été prononcées. Dont 14 ont fait l'objet d'une contestation par voie d'opposition.

Autre constat qui perdure, toujours plus nombreuses sont les personnes à demander un paiement par tranches. Le cas échéant, le montant minimum de la tranche mensuelle est fixé à 50.00 Fr.

L'encaissement des amendes prononcées a lieu exclusivement par l'intermédiaire du Service des finances du canton de Fribourg. Après une tentative d'encaissement restée vaine, l'ordonnance pénale est transformée en peine et transmise pour exécution contrainte au Service de l'application des sanctions pénales et des prisons (114 au total en 2014). Rares sont les demandes de réduction de peine ou de conversion de l'amende en travail d'intérêt général directement adressées chez nous.

7.1.1.2.3. Divers

Un grand merci est adressé ici à tous les services impliqués dans la collaboration, qui fut agréable et excellente.

7.1.1.3. Préfecture de la Gruyère

7.1.1.3.1. Personnel et organisation

La responsabilité en matière de dénonciations pénales incombe au Préfet. Le Lieutenant de préfet est responsable du domaine des plaintes. La gestion administrative des plaintes et des dénonciations pénales enregistrées est assurée de manière autonome par le personnel en charge de ces secteurs.

7.1.1.3.2. Statistiques et généralités

Plaintes

Les plaintes reçues en préfecture et devant être transmises d'office au Ministère public le sont dès leur réception. Sauf problème particulier, les parties citées à comparaître sont convoquées en audience dans un délai d'un mois dès réception de la plainte.

Les infractions les plus souvent invoquées dans le cadre des plaintes sont essentiellement les suivantes : menaces, injures, voies de fait, diffamation, lésions corporelles simples, utilisation abusive d'une installation de télécommunication, dommage à la propriété, vols, violation d'une obligation d'entretien, violation de domicile.

Selon la pratique de la préfecture, les avocats sont admis en séance de conciliation.

Il est constaté une diminution du nombre de plaintes ces deux dernières années.

Comparatif	2013	2014
Tentatives de conciliation	110	68
> ayant abouti	52	39
> ayant échoué, transmises au Ministère public	39	29
> en suspens	19	14

Dénonciations pénales

La majorité des dénonciations concernent des infractions liées à la loi sur la circulation routière (LCR) et à des violations de mise à ban. Le Préfet ordonne des mesures d'enquête surtout en matière d'aménagement du territoire et de la loi scolaire. Les procédures concernant les violations de mise à ban soulèvent de nombreuses contestations et entraînent un travail administratif important. L'Etat n'est pas gagnant au vu du montant de l'amende. Les infractions à la loi sur les établissements publics sont en augmentation ainsi que les demandes de paiement par acomptes.

Comparatif	2013	2014
Ordonnances pénales	2092	2279
> définitives	2035	2214
> frappées d'opposition	57	65
> ordonnance de classement	132	100

Sur l'ensemble des affaires, le nombre de dossiers transmis au Juge de police en vue d'un débat contradictoire, suite à une opposition, reste minime.

Les affaires classées concernent essentiellement des dénonciations liées aux violations de mise à ban, pour lesquelles l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié, ou qu'il y a eu, ultérieurement, un retrait de la dénonciation.

Un seul cas de conversion d'amende en travail d'intérêt général (TIG) a été enregistré en 2014.

Le nombre de dossiers transmis au Service de l'application des sanctions pénales et des prisons (SASPP), en vue de l'exécution de la peine privative de liberté de substitution, en application de l'art. 106 al. 2 CP, a légèrement augmenté (2013/140 – 2014/166).

7.1.1.4. Préfecture du Lac

7.1.1.4.1. Personnel et organisation

Les affaires pénales sont traitées par le lieutenant de préfet Reto Hauser. Pour les plaintes pénales ou les séances de conciliation, le travail administratif (procès-verbaux, correspondance) est assumé par la collaboratrice juridique et, s'agissant des ordonnances pénales, par le secrétariat.

7.1.1.4.2. Statistiques et généralités

Plaintes

Les plaintes pénales sont traitées par le lieutenant de préfet Reto Hauser, qui mène également les audiences de conciliation.

Le nombre des plaintes qui ont entraîné la fixation d'une séance de conciliation a régressé par rapport à l'année précédente (-10). Le nombre de conciliations qui ont été menées à bien a cependant augmenté en comparaison de l'année antérieure. Sur les 14 cas transmis au Ministère public pour suite du traitement, il ne s'agit pas forcément de dossiers dans lesquels la conciliation a échoué (mais dans la statistique, ils figurent tous sous le statut d'échec). Dans 4 de ces affaires, une suspension a été convenue à l'occasion de la séance de conciliation. Et comme le préfet n'est pas informé de la suite de la procédure après avoir transmis le dossier au Ministère public, nous ne savons pas si la conciliation a finalement abouti ou échoué dans ces cas.

A la fin de l'année, 2 cas étaient encore pendants, étant précisé que dans l'un d'entre eux, deux plaintes ont été réunies (donc 3 plaintes au total). Les défenseurs des parties ont demandé une suspension de la procédure pour tenter de trouver un accord extra-judiciaire.

En règle générale, les parties sont convoquées immédiatement pour une séance de conciliation, mais au plus tard dans le délai d'un mois à dater de la réception de la plainte.

Les plaintes déposées à la préfecture sont transmises sans retard au Ministère public.

Dans la majorité des cas, les parties ne sont pas assistées par des avocats lors des séances de conciliation. Il y a lieu de constater qu'en présence d'avocats, une conciliation est plutôt difficile à obtenir car, en l'occurrence, la question du règlement des frais revêt une plus grande importance. Comme les audiences de conciliation visent avant tout une explication entre les parties adverses, les représentants de celles-ci sont - le cas échéant - priés de faire preuve de retenue; ceci est généralement bien compris par les avocats, en particulier lorsque l'autre partie comparait sans représentant.

Tableau comparatif des plaintes	2013	2014
Conciliations qui ont abouti	24	28
Transmises au Ministère public	24	14
Dossiers en suspens	6	2

Plaintes et ordonnances pénales

En comparaison de l'exercice antérieur, le nombre des ordonnances pénales a diminué (-274 soit -9.6 % pour s'établir maintenant à 2586 ordonnances). Le nombre des oppositions formulées contre des ordonnances pénales a augmenté en chiffres absolus (+11) ainsi que proportionnellement (1,82 % contre 1,26 % en 2013, 1,32 % en 2012 et 1,80 % en 2011).

Les dénonciations pour absences sans excuses à l'école obligatoire ont reculé de moitié par rapport à 2013: en 2014, il y avait encore 7 dénonciations contre 14 en 2013, 16 en 2012 et 17 en 2011. Ainsi avons-nous à nouveau atteint, à peu de chose près, la situation de l'année 2010 (5 dénonciations).

Durant l'année sous rapport, 1 demande (l'année précédente 1 aussi) de transformation d'une amende en travaux d'intérêt général a été transmise au Service de l'application des sanctions pénales et des prisons.

392 dossiers (année précédente 181) ont été adressés au service précité en raison d'amendes impayées. 138 ont été inscrites dans le système RIPOL.

Tableau comparatif des ordonnances	2011	2012	2013	2014
Ordonnances pénales				
Définitives	2071	2531	2824	2539
Oppositions	38	34	36	47

7.1.1.5. Préfecture de la Glâne

7.1.1.5.1. Personnel et organisation

Grâce à un personnel stable, motivé et compétent, la préfecture répond aux nombreuses sollicitations et attentes de la population qui va souvent bien au-delà des tâches usuelles d'une préfecture.

Elle joue également parfaitement son rôle d'ambassadeur de l'Etat dans les régions et donne ainsi une image positive de l'administration.

Une des forces de notre préfecture est que chaque employé est capable d'assumer l'ensemble des tâches principales ; ce qui permet d'assurer un travail de qualité avec célérité.

7.1.1.5.2. Statistiques et généralités

L'année 2014 a connu une diminution du volume des affaires en matière pénale avec une réduction globale de 14% des cas. Les affaires transmises par le Ministère public ont été moins nombreuses ramenant les tentatives de conciliation de 56 en 2013 à 42 pour 2014. Les dénonciations ont aussi été moins importantes passant de 381 à 329 cas.

Plaintes

Madame Sarah Devaud, Lieutenante de préfet, s'occupe en principe des plaintes et des séances de conciliation y relatives. Le nombre de plaintes enregistrées s'est réduit de 25% par rapport à 2013 et les tentatives de conciliation ont abouti ou échoué dans la même proportion. A noter que 4 plaintes ont été retirées avant la séance de conciliation.

En principe, les parties citées à comparaître sont convoquées en audience dans un délai d'un mois, dès réception de la plainte. Nous avons rencontré quelques difficultés avec les citations à comparaître adressées aux personnes dénoncées dans deux affaires. Les personnes changeaient constamment d'adresse. Après l'envoi au troisième domicile pour une des deux personnes, et le courrier nous ayant été retourné faute d'avoir été retiré, la police a dû être mandatée mais cela a également été un échec, la personne étant à nouveau partie et nous avons, pour la deuxième fois, retourné le dossier au Ministère public.

Dénonciations

La réduction des affaires est à imputer aux dénonciations moins nombreuses en matière de mise à ban, les cas passant de 84 en 2013 à 31 en 2014. Les dénonciations liées à des accidents de la circulation ont augmenté (+14) et les dénonciations en matière de vitesse se sont réduites (-17). Les autres types de dénonciations sont stables (contrôle des habitants, loi scolaire, etc.). A relever que 3 ordonnances pénales ont été prononcées suite à la violation de la LATeC et que, sur un total de 329 ordonnances pénales, seules 2 ont fait l'objet d'une opposition.

7.1.1.5.3. Divers

L'année 2014 s'est déroulée à satisfaction de l'équipe de la préfecture. Il n'y a pas de retard à signaler et les affaires sont traitées dans les délais, ce dont nous nous réjouissons.

Cette organisation répond parfaitement aux besoins.

7.1.1.6. Préfecture de la Broye

7.1.1.6.1. Personnel et organisation

Sous la responsabilité du Préfet Christophe Chardonnens, la Préfecture de la Broye emploie cinq personnes (4,5 EPT) ainsi qu'une apprentie et une stagiaire MPC. Le volet pénal est essentiellement l'apanage du préfet, du lieutenant de préfet et d'une secrétaire.

7.1.1.6.2. Statistiques et généralités

La Préfecture de la Broye enregistre une augmentation de son activité juridictionnelle en matière pénale. Il est toutefois réjouissant de constater l'efficacité d'une justice simple et rapide, la plupart des plaintes et dénonciations transmises à la préfecture étant traitées de manière définitive.

Plaintes

Le nombre de plaintes transmises au préfet pour conciliation est en nette diminution (- 30 %), tout comme le nombre de cas dans lesquels il a été possible de concilier les parties (34 %).

Dénonciations

Quand bien même le nombre de dénonciations est en légère augmentation (+ 8,9 %), il est proche des chiffres enregistrés en 2011 et 2012. Il convient de relever que la majeure partie de ces dénonciations porte sur des infractions LCR, tout en soulignant le peu de situations dans lesquelles l'ordonnance rendue est frappée d'opposition (0,7 %).

7.1.1.6.3. Divers

Il convient de relever la qualité de la collaboration avec le Ministère public, ce tant dans le traitement des plaintes que dans le contrôle préalable des ordonnances de classement.

7.1.1.7. Préfecture de la Veveyse

7.1.1.7.1. Personnel et organisation

Pas de changement au niveau des collaborateurs de la Préfecture de la Veveyse, amenés à traiter de problèmes relatifs au pénal.

C'est toujours le préfet qui tient les séances de conciliation. S'il doit se récuser, ou s'il a un empêchement majeur, c'est le lieutenant de préfet qui endosse cette responsabilité.

Tant le préfet que son lieutenant supervisent les ordonnances pénales, rédigées, en principe, par des collaboratrices rompues à cette tâche.

Le préfet signe toutes les ordonnances pénales.

7.1.1.7.2. Statistiques et généralités

Le tableau des statistiques montre que les chiffres de 2014 sont à la baisse par rapport à ceux de l'année précédente. Nous nous expliquons difficilement ce recul, d'autant que le district voit sa population augmenter régulièrement. Peut-être y a-t-il, du côté de la Police cantonale, une baisse de régime, une baisse des effectifs, ou alors une volonté de concentrer son action sur d'autres objets majeurs, en fonction de l'actualité (vols, vols par effraction, etc) ou des affaires les plus fréquentes.

L'entente et la collaboration avec l'ensemble des services concernés, du Ministère public aux tribunaux de première instance, en passant par la Police cantonale ou la Justice de paix, sont excellentes.

Plaintes

Le nombre de plaintes pénales est inférieur à celui de l'année précédente.

La seule explication plausible que nous voyons est que, en amont du dépôt de plainte pénale, il y a discussion entre les parties et, peut-être, arrangement à l'amiable. Et c'est tant mieux, surtout si on considère que les raisons qui motivent un dépôt de plainte pénale sont, une fois sur deux pour le moins futiles.

A réception par la Préfecture de la plainte pénale, celle-ci est systématiquement transmise au Ministère public.

Tableau comparatif	2013	2014
Plaintes		
Tentatives de conciliation	60	45
ayant abouti	29	17
ayant échoué, transmises au juge compétent	23	25
en suspens + citées	6	2
transmises d'office au juge compétent	2	1

Dénonciations

Des 509 dénonciations (608 en 2013), celles relatives aux infractions à la loi sur la circulation routière (LCR) représentent évidemment la plus grande partie.

Suivent, dans l'ordre, les dénonciations pour violation de mise à ban (33), violation des mesures de signalisation (9). Nous pourrions ensuite mentionner les ceintures de sécurité (4), les tests antipollution (1), l'utilisation d'un téléphone sans dispositif « mains libres » pendant la course (3), la fermeture tardive des établissements publics (5), les travaux entrepris sans autorisation, non-conformes ou en violation des plans ou du permis de construire (12), le défaut de vignette autoroutière (3).

Le nombre de dénonciations pour absences scolaires illégitimes est, en 2014, de 13 (18 en 2013). C'est mieux, mais c'est encore trop. Il faut bien admettre que certains parents ne se soucient guère de l'école et des obligations qui en découlent.

Ensuite de l'envoi de l'ordonnance pénale, l'encaissement, quant à lui, reste toujours assez aléatoire. Le nombre de dossiers d'ordonnances pénales impayées transmises au Service de l'application des sanctions pénales pour l'exécution de la peine privative de liberté par substitution est toujours important : 86 en 2014, 109 en 2013.

Tableau comparatif	2013	2014
Ordonnances pénales	608	509
Définitives	591	488
frappées d'opposition	17	16
transmises d'office au juge compétent	0	5

7.1.1.7.3. Divers

Vous trouverez, en annexe, le tableau des statistiques 2014 en matière pénale. Je vous en souhaite bonne réception et me tiens, le cas échéant, à votre entière disposition pour fournir les compléments d'information qui vous feraient défaut.

7.1. Oberämter

7.1.1. Allgemeiner Teil

7.1.1.1. Oberamt des Saanebezirks

7.1.1.1.1. Personal und Organisation

Die Zahl der Mitarbeitenden, die dem Strafsektor zugeteilt sind, ist im Vergleich mit den Vorjahren gleich geblieben; nebst dem Vizeoberamtmann, der von einer Sekretärin zu 60 % unterstützt wird, gibt es zwei Vollzeitmitarbeiter und eine Person, die vom Amt für den Arbeitsmarkt platziert wurde (100 %).

7.1.1.1.2. Statistiken und Allgemeines

Die Menge der Straffälle bleibt seit Jahren stabil, wenn man auch gegenüber dem Jahr 2013 eine leichte Zunahme feststellt. Für die Zahl und die Einzelheiten der behandelten Fälle verweisen wir auf die beiliegende Tabelle.

Klagen

Während des Jahres 2014 wurden 307 Fälle von der Staatsanwaltschaft für einen Schlichtungsversuch (nur Antragsdelikte) überwiesen; davon wurden 202 Fälle (66,2 %) mit einer Vereinbarung oder ganz einfach mit einem Rückzug der Klage erledigt. Wie früher wird am häufigsten wegen folgender Straftaten geklagt: Tötlichkeiten, einfache Körperverletzungen, Drohungen, Beschimpfungen, Telefonmissbrauch, Ehrverletzungen, Ladendiebstähle und Verletzung einer Unterhaltspflicht.

Zwar ist die Zahl der Fälle, die von der Staatsanwaltschaft überwiesen wurden, spürbar geringer als im vergangenen Jahr, man muss aber darauf hinweisen, dass ihr Schwierigkeitsgrad auf menschlicher Ebene diese Verminderung bei weitem wettmacht, da mehrere Fälle auf emotionaler Ebene eine bedeutende Belastung darstellen. Vor diesem Hintergrund werden die Klägerinnen – in der grossen Mehrheit der Fälle sind das Frauen – namentlich bei Streitigkeiten in der Familie und Fällen mit sexueller Konnotation in einem separaten Zimmer angehört, um eine Konfrontation mit der beklagten Partei zu vermeiden.

Verzeigungen

Die Gesamtzahl von 8305 Strafbefehlen (StB) lässt sich wie folgt aufgliedern:

- > 1798 ordentliche StB;
- > 5574 StB für Verletzung eines richterlichen Verbots;
- > 435 StB für unerlaubtes Parkieren auf dem Privatgrund der SBB;
- > 404 StB wegen Verkehrsunfällen;
- > 94 StB zur Einstellung des Verfahrens nach Einsprache gegen einen ersten Strafbefehl.

Die Mehrheit der ordentlichen Strafbefehle betrifft den Strassenverkehr. Die übrigen Fälle fallen im Wesentlichen unter das Gesetz über die öffentlichen Gaststätten, das Schulgesetz, das Gesetz über die Einwohnerkontrolle und das Gesetz über die Prostitution. Bei der Verletzung der Schulpflichten bleibt die Zahl der Verzeigungen hoch; angesichts der von den Eltern vorgebrachten Argumente, um diese oder jene Absenz zu begründen (namentlich medizinische Gründe), muss manchmal eine Untersuchung eröffnet werden.

Beim Strassenverkehr brauchte es für mehrere Untersuchungen wegen Geschwindigkeitsüberschreitung die Ausstellung von Rechtshilfe im Ausland; diese Gesuche um Rechtshilfe verlängern das Verfahren ganz besonders.

Bei den richterlichen Verboten wurde die Schwelle von 5000 Fällen erneut bei weitem überschritten, und die Verzeigungen nehmen immer mehr zu, was eine bedeutende administrative Arbeit zur Prüfung und Nachforschung zur Folge hat.

Von all diesen Fällen wurden 42 Dossiers (0,50 %) dem Polizeirichter zu einem Streitgespräch überwiesen, nachdem die verurteilte Person Einsprache erhoben hatte.

7.1.1.1.3. Verschiedenes

Am 9. Oktober 2014 inspizierte eine Delegation des Kantonsgerichts den Strafsektor des Oberamts.

7.1.1.2. Oberamt des Sensebezirks

7.1.1.2.1. Personal und Organisation

Die Hauptverantwortlichkeit im Bereich der Strafanträge und Strafanzeigen lag bis Ende März 2014 beim Vize-Oberamtmann Urs Stampfli. Per 01. April 2014 trat Frau Vize-Oberamtfrau Sarah Hagi Göksu die Nachfolge von Herr Stampfli an und übernahm die oben genannte Hauptverantwortlichkeit. Die Sachbearbeitung der laufend eingehenden Strafanträgen und Strafanzeigen erfolgt selbstständig durch die Verwaltungsadjunktin Frau Karin Peissard sowie durch die Verwaltungsangestellte Frau Lydia Jeckelmann.

7.1.1.2.2. Statistiken und Allgemeines

Sämtliche Angelegenheiten bezüglich Strafsachen werden bei Eingang registriert. Die nachfolgende Auswertung der Registrierungen gibt Ihnen Auskunft über die Unterscheidung nach verschiedenen Vergehen, die Anzahl der Registrierungen sowie den Dossierstatus. Daraus ist ersichtlich, dass die Anzahl Registrierungen zum Vorjahr leicht angestiegen ist. Dies betrifft hauptsächlich die Rubriken „2 SVG-Geschwindigkeit“ und „5 Nichtbezahlen der Ordnungsbussen“.

Statistikcode	Art des Vergehens
1	Verkehrsunfall
2	SVG-Geschwindigkeit
3	SVG-Uebertretungen (Parkverbot, Ueberholen, Ueberladen, FIAZ etc.)
4	ARV-Uebertretungen
5	Nichtbezahlen von Ordnungsbussen
6	Übertretungen Alp- und Forstwege / Sammeln von Pilzen / Verstoss gegen Artenschutz
7	Baupolizei
8	Strafklage / Erfolgreiche Versöhnungsverhandlung oder Rückzug der Strafklage
9	Strafklage / Versöhnungsverhandlung nicht erfolgreich, weiterleiten an Staatsanwaltschaft
10	Fürsorgerische Unterbringung FU / Zuweisung an Arzt durch Oberamt für Abklärung
11	Registrierung ohne Folgen (Person in Schwierigkeiten, Arbeitsunfall, Familienstreit, Polizeiinfos)
12	An Staatsanwaltschaft oder Jugendstrafkammer infolge Zuständigkeit
13	Feuerpolizei
14	Diverses ohne Zuordnung
15	Verletzung der Schulpflicht
16	Wirtshausskandal / Ueberwirten / Getränkeausschank ohne Bewilligung
17	Angesetzte Versöhnungsverhandlung / Per 31.12 noch hängig
18	Einstellungsverfügung / Nichtanhandnahmeentschied
19	Mediation
20	Sistierungsverfügungen / Täterschaft Unbekannt

Statistik 2014

Code	Registrierungen	Total Bussenbetrag	Total Gebühren	Total Kosten Oberamt
1	97	26'500.00	6'930.00	1'848.00
2	354	154'220.00	15'640.00	3'434.00
3	226	27'820.00	5'340.00	1'944.00
4	8	1'500.00	40.00	12.00
5	312	30'660.00	6'740.00	2'768.00
6	25	2'460.00	100.00	48.00
7	0	-	-	-
8	24	-	-	-
9	12	-	-	-
10	2	-	-	-
11	5	-	-	-
12	9	-	-	-
13	0	-	-	-
14	4	-	-	-
15	1	80.00	20.00	-
16	1	200.00	40.00	13.00
17	5	-	-	-
18	8	-	-	-
19	2	-	-	-
20	5	600.00	80.00	13.00
Total	1'100	244'040.00	41'754.00	12'052.25

Anzahl Dossier mit Status "Offen" 0
 Anzahl Dossier mit Status "In Bearbeitung" 5
 Anzahl Dossier mit Status "Erledigt" 1'095

Statistikcode 10 und 11 werden in der offiziellen Jahresstatistik, welche ebenfalls dem Justizrat zugestellt wird, nicht berücksichtigt, da es sich hierbei nicht um Schlichtungsverhandlungen, Strafbefehle resp. Strafscheide oder Überweisungen an den zuständigen Richter handelt.

Strafanträge

Frau Vize-Oberamtfrau Sarah Hagi Göksu ist Verantwortliche für die Durchführung der gesetzlich vorgeschriebenen Versöhnungsverhandlungen. Die Anzahl der Strafklagen ist gegenüber dem Vorjahr wieder etwas gesunken, d. h. von 48 auf 41. Es muss weiterhin festgestellt werden, dass die Schlichtungsversuche zusehends schwieriger und aufwändiger werden. Auf Verlangen des/der Beklagten wird ebenfalls eine Rechtsvertretung zur Verhandlung zugelassen.

Strafanzeigen

Die eingegangenen Strafanzeigen haben im Vergleich zum Vorjahr leicht zugenommen, d. h. eine Zunahme von 100 Anzeigen. Insgesamt wurden 1'046 Strafbefehle ausgestellt. Davon wurden 14 mittels Einsprache angefochten.

Es wird auch weiterhin festgestellt, dass immer mehr Personen eine Ratenzahlung beantragen. In diesen Fällen ist der Minimalbetrag pro Monatsrate auf Fr. 50.00 festgelegt.

Das Inkasso der ausgesprochenen Bussen erfolgt ausschliesslich durch den Finanzdienst des Kantons Freiburg. Nach einem erfolglosen Inkassoversuch wird der Strafbefehl in Haft umgewandelt und zur Vollstreckung an das Amt für Straf- und Massnahmenvollzug übermittelt (2014 Total 114). Nur selten werden direkt bei uns Anträge um Bussenreduktionen oder um Umwandlung der Busse in gemeinnützige Arbeit eingereicht.

7.1.1.2.3. Verschiedenes

Ein grosser Dank geht wiederum an alle involvierten Ämter für die angenehme und hervorragende Zusammenarbeit.

7.1.1.3. Oberamt des Greyerzbezirks

7.1.1.3.1. Personal und Organisation

Der Oberamtmann ist verantwortlich für Strafanzeigen. Der Vizeoberamtmann ist verantwortlich für Klagen. Die Verwaltung der eingegangenen Klagen und Strafanzeigen wird vom Personal, das für diese Sektoren zuständig ist, selbständig sichergestellt.

7.1.1.3.2. Statistiken und Allgemeines

Klagen

Die Klagen, die beim Oberamt entgegengenommen werden und von Amtes wegen der Staatsanwaltschaft übermittelt werden müssen, werden sofort nach der Entgegennahme weitergeleitet. Falls es kein besonderes Problem gibt, werden die vorgeladenen Parteien innert einem Monat nach Entgegennahme der Klage zu einer Sitzung einberufen.

Bei Klagen werden im Wesentlichen folgende Straftaten am häufigsten geltend gemacht: Drohung, Beschimpfung, Tötlichkeit, üble Nachrede, einfache Körperverletzung, Missbrauch einer Fernmeldeanlage, Sachbeschädigung, Diebstahl, Sachbeschädigung, Verletzung einer Unterhaltspflicht, Hausfriedensbruch.

Gemäss der Praxis des Oberamts haben die Anwälte Zutritt zu den Schlichtungsverhandlungen.

In den vergangenen zwei Jahren konnte eine Abnahme der Zahl der Klagen festgestellt werden.

Vergleich	2013	2014
Schlichtungsversuche	110	68
> erfolgreich	52	39
> gescheitert, an die Staatsanwaltschaft weitergeleitet	29	39
> hängig	19	14

Strafanzeigen

Die Mehrheit der Anzeigen betreffen Widerhandlungen gegen das Strassenverkehrsgesetz (SVG) und Verletzungen von richterlichen Verboten. Der Oberamtmann ordnet vor allem bei der Raumplanung und dem Schulgesetz die Untersuchungsmassnahmen an. Die Verfahren wegen Verletzung eines richterlichen Verbots werden häufig angefochten und haben eine bedeutende administrative Arbeit zur Folge. Der Staat verdient angesichts des Betrags der Busse nichts. Die Widerhandlungen gegen das Gesetz über die öffentlichen Gaststätten und die Gesuche um Ratenzahlungen nehmen zu.

Vergleich	2013	2014
Strafbefehle	2279	2092
> endgültig	2035	2214
> mit Einsprache belegt	57	65
> Einstellungsverfügungen	132	100

Die Zahl der Fälle, die dem Polizeirichter nach einer Einsprache zu einem Streitgespräch übermittelt werden, bleibt äusserst klein.

Die eingestellten Verfahren betreffen im Wesentlichen Verzeigungen im Zusammenhang mit Übertretungen von richterlichen Verboten, bei denen der Täter nicht identifiziert werden konnte oder die Strafanzeige später zurückgezogen wurde.

In einem einzigen Fall wurde 2014 eine Busse in gemeinnützige Arbeit (GA) umgewandelt.

Die Zahl der Fälle, die dem Amt für Straf- und Massnahmenvollzug und Gefängnisse (ASMVG) zum Vollzug einer Ersatzfreiheitsstrafe in Anwendung von Artikel 106 Abs. 2 StGB überwiesen wurden nahm leicht zu (2013/140 – 2014/166).

7.1.1.4. Oberamt des Seebezirks

7.1.1.4.1. Personal und Organisation

Die Strafsachen werden vom Vizeoberamtmann Reto Hauser behandelt. Bei den Strafklagen bzw. Versöhnungsverhandlungen wird die Administration (Protokolle, Korrespondenz) von der juristischen Mitarbeiterin geführt, bei den Strafbefehlen vom Sekretariat.

7.1.1.4.2. Statistiken und Allgemeines

Klagen

Die Strafklagen werden von Vize-Oberamtmann Reto Hauser behandelt, welcher auch die Versöhnungsverhandlungen durchführt.

Die Anzahl Klagen, die die Ansetzung einer Versöhnungsverhandlung zur Folge hatten, ist gegenüber dem Vorjahr rückläufig (- 10). Die Anzahl der Versöhnungen, die erfolgreich abgeschlossen werden konnten, ist gegenüber dem Vorjahr jedoch gestiegen. Bei den 14 Fällen, die der Staatsanwaltschaft zur weiteren Behandlung übermittelt worden sind, handelt es sich nicht zwingend um Fälle, in denen die Versöhnung gescheitert ist (in der Statistik sind sie alle als gescheitert ausgewiesen). In 4 von diesen Fällen ist anlässlich der Versöhnungsverhandlung nämlich eine Sistierung vereinbart worden. Und da das Oberamt nach Übersendung der Dossiers an die Staatsanwaltschaft nicht über den weiteren Verlauf des Verfahrens orientiert worden ist, ist uns nicht bekannt, ob die Versöhnung in diesen Fällen letztlich erfolgreich oder gescheitert war.

Am Jahresende waren 2 Fälle hängig, wobei in einem dieser beiden Fälle zwei Klagen vereint worden sind (insgesamt also 3 Klagen). Die Verteidiger der Parteien ersuchten um eine Suspendierung des Verfahrens, da eine aussergerichtliche Einigung angestrebt werde.

In der Regel werden die Parteien sofort, aber spätestens innerhalb Monatsfrist ab Eingang der Klage zur Versöhnungsverhandlung vorgeladen.

Beim Oberamt eingereichte Klagen werden ohne Verzug der Staatsanwaltschaft weitergeleitet.

In den meisten Fällen werden die Parteien bei Versöhnungsverhandlungen nicht von Rechtsanwälten begleitet. Es muss festgestellt werden, dass bei der Mitwirkung von Rechtsanwälten eine Versöhnung eher schwierig zu erreichen ist, da in diesem Falle die Frage der Kostenregelung eine zusätzliche Bedeutung erhält. Da bei der Versöhnungsverhandlung vor allem eine Aussprache der Kontrahenten angestrebt wird, werden Parteienvertreter gegebenenfalls gebeten, sich zurückzuhalten; dies wird in der Regel von den Rechtsanwälten auch mit Verständnis nachvollzogen, insbesondere wenn die andere Partei ohne Rechtsanwalt zugegen ist.

Vergleichstabelle Klagen	2013	2014
Versöhnungen gelungen	24	28
der Staatsanwaltschaft weitergeleitet	24	14
hängige Dossiers	6	2

Anzeigen bzw. Strafbefehle

Gegenüber dem Vorjahr hat die Anzahl Strafbefehle abgenommen (-274 oder -9.6 % auf nun 2586 Strafbefehle). Die Anzahl Einsprachen gegen die Strafbefehle hat sowohl in absoluten Zahlen (+11) wie auch anteilmässig (1,82 % gegenüber 1,26 % im 2013, 1,32 % im 2012 und 1,80 % im 2011) zugenommen.

Die Anzeigen wegen unentschuldigter Absenzen vom obligatorischen Schulunterricht sind gegenüber dem Jahr 2013 um die Hälfte zurückgegangen: Im 2014 waren es noch 7 Anzeigen gegenüber 14 Anzeigen im Jahre 2013, 16 Anzeigen im Jahr 2012 und 17 Anzeigen im Jahre 2011. Damit ist wieder ungefähr der Stand des Jahres 2010 (5 Anzeigen) erreicht.

Im Berichtsjahr ist dem Amt für Straf- und Massnahmenvollzug und Gefängnisse 1 Gesuch (Vorjahr 1) zur Umwandlung einer Busse in gemeinnützige Arbeit zugestellt worden.

392 Dossiers (Vorjahr 181) mussten dem Amt für Straf- und Massnahmenvollzug und Gefängnisse wegen nichtbezahlter Busse zugestellt werden. 138 wurden im RIPOL ausgeschrieben.

Vergleichstabelle Strafbefehle	2011	2012	2013	2014
Strafbefehle				
definitive	2071	2531	2824	2539
Einsprachen	38	34	36	47

7.1.1.5. Oberamt des Glanebezirks

7.1.1.5.1. Personal und Organisation

Dank einem stabilen, motivieren und kompetenten Personal entspricht das Oberamt den zahlreichen Anliegen und Erwartungen der Bevölkerung; diese gehen oft über die üblichen Aufgaben eines Oberamts hinaus.

Es erfüllt auch seine Rolle als Botschafter des Staates in den Regionen perfekt und gibt so ein positives Bild von der Verwaltung.

Eine der Stärken unseres Oberamtes liegt darin, dass alle Angestellten alle Hauptaufgaben erfüllen können; dadurch kann eine qualitativ hochstehende Arbeit in kurzer Zeit sichergestellt werden.

7.1.1.5.2. Statistiken und Allgemeines

2014 ist der Umfang der Strafsachen insgesamt um 14 % zurückgegangen. Die Fälle, die von der Staatsanwaltschaft überwiesen wurden, waren weniger zahlreich, so dass die Schlichtungsversuche von 56 im Jahr 2013 auf 42 im Jahr 2014 zurückgingen. Die Zahl der Verzeigungen nahm ebenfalls von 381 auf 329 Fälle ab.

Klagen

Sarah Devaud, Vizeoberamtfräule, kümmert sich grundsätzlich um die Klagen und die dazugehörigen Schlichtungssitzungen. Die Zahl der eingegangenen Klagen ging gegenüber 2013 um 25 % zurück, und die Zahl der erfolgreichen und der gescheiterten Schlichtungsversuche bewegten sich in derselben Grössenordnung. Es sei darauf hingewiesen, dass 4 Klagen vor der Schlichtungssitzung zurückgezogen wurden.

Grundsätzlich werden die vorgeladenen Parteien innert einem Monat nach Entgegennahme der Klage zu einer Sitzung einberufen. Wir trafen auf einige Schwierigkeiten mit den Vorladungen an Personen, die in zwei Angelegenheiten verzeigt wurden. Die Personen wechselten ständig die Adresse. Nach dem Versand an die dritte Adresse einer der beiden Personen und nachdem die Vorladung zurückgeschickt wurde, weil sie nicht abgeholt wurde, musste die Polizei beauftragt werden, aber auch sie hatte keinen Erfolg, da die Person erneut abgereist war, und wir mussten den Fall zum zweiten Mal der Staatsanwaltschaft zurücksenden.

Verzeigungen

Die Abnahme der Zahl der Fälle geht auf das Konto des Rückgangs der Verzeigungen gegen richterliche Verbote; diese Fälle gingen von 84 im Jahr 2013 auf 31 im Jahr 2014 zurück. Die Zahl der Verzeigungen im Zusammenhang mit Verkehrsunfällen nahmen zu (+14), und diejenige der Verzeigungen wegen Geschwindigkeit ging zurück (-17). Die anderen Arten von Verzeigungen bleiben stabil (Einwohnerkontrolle, Schulgesetz usw.). Es sei darauf hingewiesen, dass 3 Strafbefehle wegen Widerhandlung gegen das RPBG verhängt wurden, und dass nur gegen 2 von insgesamt 329 Strafbefehlen Einsprache erhoben wurde.

7.1.1.5.3. Verschiedenes

Das Jahr 2014 verlief zur Zufriedenheit des Teams des Oberamts. Es muss keine Verspätung gemeldet werden, und die Angelegenheiten werden fristgerecht behandelt, worüber wir froh sind.

Diese Organisation entspricht vollkommen den Bedürfnissen.

7.1.1.6. Oberamt des Broyebezirks

7.1.1.6.1. Personal und Organisation

Das Oberamt des Broyebezirks beschäftigt unter der Verantwortung von Oberamtmann Christophe Chardonnens fünf Personen (4,5 VZÄ) sowie eine Lernende und eine KBM-Praktikantin. Für Fälle aus dem Strafrecht sind im Wesentlichen der Oberamtmann, der Vizeoberamtmann und eine Sekretärin zuständig.

7.1.1.6.2. Statistiken und Allgemeines

Das Oberamt des Broyebezirks verzeichnet eine Zunahme seiner richterlichen Tätigkeit im Strafrecht. Es ist aber erfreulich, dass man feststellen kann, wie wirksam die einfache und schnelle Justiz ist, denn die Mehrheit der Klagen und Verzeigungen, die dem Oberamt überwiesen werden, werden endgültig behandelt.

Klagen

Die Zahl der Klagen, die dem Oberamtmann zur Schlichtung überwiesen wurden, nahm deutlich ab (-30 %), in zahlreichen Fällen konnten die Parteien eine Schlichtung finden (34 %).

Verzeigungen

Obwohl die Zahl der Verzeigungen leicht zunahm (+ 8,9 %), liegt sie nahe bei den Zahlen, die 2011 und 2012 verzeichnet wurden. Man muss darauf hinweisen, dass der grösste Teil dieser Verzeigungen wegen Übertretungen des SVG eingereicht wird, wobei man unterstreichen muss, dass gegen den Strafbefehl in den wenigsten Fällen Einsprache erhoben wird (0,7 %).

7.1.1.6.3. Verschiedenes

Man muss noch die gute Qualität der Zusammenarbeit mit der Staatsanwaltschaft bei der Behandlung der Klagen und bei der Vorkontrolle der Einstellungsverfügungen erwähnen.

7.1.1.7. Oberamt des Vivisbachbezirks

7.1.1.7.1. Personal und Organisation

Bei den Mitarbeitern des Oberamts des Vivisbachbezirks, welche die Probleme aus dem Strafrecht behandeln müssen, gab es keine Änderung.

Der Oberamtmann leitet immer noch die Schlichtungssitzungen. Wenn er in den Ausstand treten muss oder wenn ein wichtiger Verhinderungsgrund vorliegt, übernimmt der Vizeoberamtmann diese Verantwortung.

Sowohl der Oberamtmann als auch der Vizeoberamtmann überwachen die Strafbefehle; diese werden grundsätzlich von Mitarbeiterinnen verfasst, die mit dieser Aufgabe vertraut sind.

Der Oberamtmann unterzeichnet alle Strafbefehle.

7.1.1.7.2. Statistiken und Allgemeines

Die Statistiktabelle zeigt, dass die Zahlen gegenüber denjenigen des Vorjahres zurückgingen. Wir haben Mühe, uns diesen Rückgang zu erklären, umso mehr als die Bevölkerung im Bezirk regelmässig wächst. Vielleicht lässt bei der Kantonspolizei der Betrieb nach, sinkt der Personalbestand oder besteht die Absicht, die Tätigkeit je nach Aktualität auf wichtigere Ziele (Diebstähle, Einbrüche usw.) oder häufiger vorkommende Fälle zu konzentrieren.

Das Einvernehmen und die Zusammenarbeit mit den betreffenden Dienststellen, von der Staatsanwaltschaft über die Kantonspolizei bis zu den erstinstanzlichen Gerichten, sind ausgezeichnet.

Klagen

Die Zahl der Strafklagen liegt unter derjenigen des Vorjahres.

Die einzige plausible Erklärung, die wir sehen, ist, dass vor dem Einreichen der Strafklage Diskussionen zwischen den Parteien stattfinden und es vielleicht zu einer einvernehmlichen Lösung kommt. Das ist umso besser, als die Gründe, die zum Einreichen einer Strafklage führen, in einem von zwei Fällen belanglos sind.

Nachdem das Oberamt die Strafklage entgegengenommen hat, überweist es sie systematisch an die Staatsanwaltschaft.

Vergleichende Tabelle

Klagen

	2013	2014
Schlichtungsversuche	60	45
erfolgreich	29	17
gescheitert, an die Staatsanwaltschaft weitergeleitet	23	25
hängig + vorgeladen	6	2
von Amtes wegen dem zuständigen Richter überwiesen	2	1

Verzeigungen

Von den 509 Verzeigungen (2013: 608) machen diejenigen wegen Widerhandlungen gegen Strassenverkehrsgesetz (SVG) natürlich den grössten Teil aus.

In der Rangfolge kommen dann die Übertretungen eines richterlichen Verbots (33), Übertretung von Signalisationsmassnahmen (9). Wir könnten dann die Sicherheitsgurten (4), die Abgaswartung (1), Benützung eines Telefons ohne Freihandeinrichtung während des Fahrens (3), verspätete Schliessung von öffentlichen Gaststätten (5), Arbeiten, die ohne Bewilligung unternommen werden, vorschriftswidrig sind oder die Pläne oder die Baubewilligung verletzen (12), fehlende Autobahnvignette (3) nennen.

2014 beträgt die Zahl der Verzeigungen wegen unrechtmässiger Absenzen in der Schule 13 (18 im Jahr 2013). Das ist eine Verbesserung, aber es sind noch zu viele. Man muss zugeben, dass sich gewisse Eltern kaum um die Schule und die damit verbundenen Pflichten sorgen.

Nach der Zustellung des Strafbefehls hängt es immer mehr oder weniger vom Zufall ab, ob die Bussen und Gebühren einkassiert werden können. Die Zahl der Fälle, in denen Strafbefehle nicht bezahlt wurden und die dem Amt für Straf- und Massnahmenvollzug und Gefängnisse für den Vollzug der an die Stelle der Busse tretenden Freiheitsstrafe überwiesen werden, wird immer grösser: 2014: 86; 2013: 109

Vergleichende Tabelle	2013	2014
Strafbefehle	608	509
endgültig	591	488
mit Einsprache belegt	17	16
von Amtes wegen dem zuständigen Richter überwiesen	0	5

7.1.1.7.3. Verschiedenes

Sie finden in der Beilage die Tabelle mit den Statistiken des Strafrechts 2014. Ich stehe Ihnen gern zur Verfügung für zusätzliche Informationen.

7.1.2. Partie statistique / Statistischer Teil

Activité judiciaire des préfets /Richterliche Tätigkeit der Oberamt männer

	Sarine Sarine	Singine Senne	Gnyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveysse Vivisbach	Total
Plaintes et dénonciations / Strafanträge und Strafanzeigen								
1. Tentatives de conciliation / Schlichtungsversuche	307	41	82	44	42	47	44	607
ayant abouti / <i>erfolgreich</i>	202	24	39	28	18	16	17	344
ayant échoué, transmises au juge compétent / <i>gescheitert, dem zuständigen Richter übermittelt</i>	105	12	29	14	18	23	25	226
en suspens / <i>hängig</i>	0	5	14	2	6	8	2	37
2. Transmises d'office au juge compétent / von Amtes wegen dem zuständigen Richter übermittelt	57	9	50	0	6	20	1* 5**	148
3. Ordonnances pénales / Strafbefehle	8305	1046	2279	2586	329	958	504	16007
définitive / <i>endgültige</i>	8263	1032	2214	2539	327	951	488	15814
Frappées d'opposition, dossiers transmis au juge / <i>Einsprache erhoben, Akten dem Richter Übermittelt</i>	42	14	65	47	2	7	16	193
Total	8669	1096	2411	2630	377	1025	554	16762

*Plaintes

**Ordonnances pénales

7.2. Commission de recours de l'Université / Rekurskommission der Universität

7.2.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2013	2014
Affaires pendantes au 1er janvier <i>Am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	8	12
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	17	17
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	12	20
Décision de la Commission / <i>Kommissionsentscheide</i>	7	10
Prononcé présidentiel / <i>Präsidentialverfügung</i>	5	10
Par un autre moyen / <i>auf andere Weise</i>	--	--
Affaires pendantes au 31 décembre <i>Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	13	9

7.2.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / *behandelte Rechtsgebiete*

Examens et travaux écrits / <i>Examen und schriftliche Arbeiten</i>	5	6
Admission aux études et changement d'études / <i>Zulassung zum Studium und Studienwechsel</i>	4	10
Autres / <i>andere</i>	2	3
Prolongation d'un stage pratique / <i>Verlängerung eines Praktikums</i>	--	--
Blâme / <i>Verweis</i>	1	1

Sort réservé aux affaires / *Erledigungsweise*

Décisions de la Commission / <i>Kommissionsentscheide</i>		
Admission / <i>Gutheissung</i>	1	1
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	1	1
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / <i>Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz</i>	--	1
Irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	1	1
Rejet / <i>Abweisung</i>	4	6
Rejet dans la mesure où recevable / <i>Abweisung soweit Eintreten</i>	--	--
Admission dans la mesure où recevable / <i>Gutheissung soweit Eintreten</i>	--	--
Prononcés présidentiels / <i>Präsidentialverfügungen</i>		
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	2	2
Retrait / <i>Rückzug</i>	2	5
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	1	1
Rejet dans la mesure où recevable / <i>Abweisung soweit Eintreten</i>	--	--
Transmission à l'autorité compétente / <i>Weiterleitung an zuständige Behörde</i>	--	2

7.2.3. Recours au Tribunal cantonal / Beschwerden an das Kantonsgerichts

	2013	2014
Pendants au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängig</i>	--	3
Recours introduits / <i>eingereichte Beschwerden</i>	4	--
Jugements notifiés / <i>zugestellte Entscheide</i>	3	1
Pendants au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i>	1	2
Admission / <i>Gutheissung</i>	1	1
Rejet / <i>Abweisung</i>	1	--
Irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	1	--
Retrait / <i>Rückzug</i>	--	--
Transmission à l'autorité compétente / <i>Weiterleitung an zuständige Behörde</i>	--	--

7.2.4. Commentaires / Kommentare

7.2.4.1. *Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik*

Kein Kommentar / Aucun commentaire.

7.2.4.2. *Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammenstellung, Kommentare)*

<i>Président / président:</i>	Dr. Markus Julmy (deutsche Fälle)
<i>Stellvertreter des Präsidenten / président-suppléant:</i>	Michel Wuilleret (affaires en français)
<i>Professorenschaft / professorat:</i>	Barbara Hallensleben, Beisitzerin / <i>assesseur</i> Michel Heinzmann, Beisitzer / <i>assesseur</i> Michael Nollert, Ersatzbeisitzer / <i>assesseur suppléant</i> Eric Davoine, Ersatzbeisitzer / <i>assesseur suppléant</i>
<i>Wissenschaftliche Mitarbeiter / Collaborateurs scientifiques:</i>	Stefan Kölbener, Beisitzer / <i>assesseur</i> Marius Osterfeld, Beisitzer / <i>assesseur</i> Chad Jorgenson, Ersatzbeisitzer / <i>assesseur suppléant</i> Sébastien Schief, Ersatzbeisitzer / <i>assesseur suppléant</i>
<i>Studierende / Etudiants:</i>	Lucas Bächtold, Beisitzer / <i>assesseur</i> François Meier, Beisitzer / <i>assesseur</i> Baptiste Favet, Ersatzbeisitzer / <i>assesseur suppléant</i> Fabien Truffer, Ersatzbeisitzer / <i>assesseur suppléant</i>
<i>Juristische Sekretärin / secrétaire juridique:</i>	Cornelia Moser
<i>Stellvertreterin der jur. Sekretärin / suppléante de la secrétaire juridique:</i>	---

7.3. Commission de recours en matière d'améliorations foncières / Rekurskommission für Bodenverbesserungen

7.3.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2013	2014
Affaires pendantes au 1er janvier <i>Am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	0	0
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	0	3
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	0	2
Décision de la Commission / <i>Kommissionsentscheide</i>	0	2
Prononcé présidentiel / <i>Präsidialverfügung</i>	0	0
Par un autre moyen / <i>auf andere Weise</i>	0	0
Affaires pendantes au 31 décembre <i>Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	0	1

7.3.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / *behandelte Rechtsgebiete*

Améliorations foncières agricoles / <i>landwirtschaftliche Bodenverbesserungen</i>	0	1
Remaniement parcellaire forestier / <i>Waldzusammenlegungen</i>	0	0
Terrains à bâtir / <i>Baulandumlegungen</i>	0	1

Sort réservé aux affaires / *Erledigungsweise*

Décisions de la Commission / <i>Kommissionsentscheide</i>		
Admission / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / <i>Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz</i>	0	0
Irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	0	0
Rejet / <i>Abweisung</i>	0	0
Retrait de recours / <i>Rückzug</i>	0	2
Prononcés présidentiels / <i>Präsidialverfügungen</i>		
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	0	0
Retrait / <i>Rückzug</i>	0	0
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	0	0
Rejet dans la mesure où recevable / <i>Abweisung soweit Eintreten</i>	0	0
Transmission à l'autorité compétente / <i>Weiterleitung an zuständige Behörde</i>	0	0
Admission / <i>Zulassung</i>	0	0
Rejet / <i>Abweisung</i>	0	0
Retrait de recours / <i>Rückzug</i>	0	0

7.3.3. Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

	2013	2014
Pendants au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängig</i>	0	0
Recours introduits / <i>eingereichte Beschwerden</i>	0	0
Jugements notifiés / <i>zugestellte Entscheide</i>	0	0
Pendants au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i>	0	0

7.3.4. Commentaires / Kommentare

7.3.4.1. *Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik*

Néant. / *Keine.*

7.3.4.2. *Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammenstellung, Kommentare)*

Comme par le passé, la Commission siège en deux chambres séparées suivant la langue de la procédure. Selon la langue de celle-ci, la chambre est présidée par Monsieur Jacques Menoud, président, pour la langue française, et par Monsieur Thomas Meyer, vice-président, pour la langue allemande. Le secrétariat est dédoublé suivant le même principe.

Die Rekurskommission tagt in zwei verschiedenen Kammern, je nach der Prozesssprache. Je nach Prozesssprache wird die Kommission vom Präsidenten, Herrn Jacques Menoud, oder vom Vizepräsidenten, Herrn Thomas Meyer, präsiert. Die Kommission verfügt über zwei Sekretariate, je eines für die beiden Sprachgruppen.

Composition pour l'année 2014 / Zusammensetzung im Jahr 2014

Président / *Präsident:* Jacques Menoud

Vice-président / *Vizepräsident:* Thomas Meyer

Assesseurs / *Beisitzer/-innen:*

- Baertschi Félix
- Chassot Yvan
- Emery Nicolas
- Genoud Jacques
- Hirsiger René
- Mabillard Sylvie
- Rhême Joseph
- Schaller Dominique

Secrétaire / *Sekretär:* Grandjean Yann

Secrétaires suppléantes /
Stellvertretende Sekretärinnen: Riedo Maria, Menoud Tatiana

7.4. Commission de recours en matière de nouvelles mensurations parcellaires / Rekurskommission für neue Parzellarvermessungen

7.4.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik	2013	2014
Affaires pendantes au 1er janvier <i>Am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	00	00
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	00	00
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	00	00
Décision de la Commission / <i>Kommissionsentscheide</i>	00	00
Prononcé présidentiel / <i>Präsidialverfügung</i>	00	00
Par un autre moyen / <i>auf andere Weise</i>	00	00
Affaires pendantes au 31 décembre <i>Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	00	00
7.4.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten		
Matières traitées / <i>behandelte Rechtsgebiete</i>		
Abornement / <i>Vermarkung</i>	00	00
Mensuration officielle / <i>amtliche Vermessung</i>	00	00
Sort réservé aux affaires / <i>Erledigungsweise</i>		
Décisions de la Commission / <i>Kommissionsentscheide</i>		
Admission / <i>Gutheissung</i>	00	00
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	00	00
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / <i>Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz</i>	00	00
Irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	00	00
Rejet / <i>Abweisung</i>	00	00
Prononcés présidentiels / <i>Präsidialverfügungen</i>		
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	00	00
Retrait / <i>Rückzug</i>	00	00
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	00	00
Rejet dans la mesure où recevable / <i>Abweisung soweit Eintreten</i>	00	00
Transmission à l'autorité compétente / <i>Weiterleitung an zuständige Behörde</i>	00	00
Admission / <i>Zulassung</i>	00	00
Rejet / <i>Abweisung</i>	00	00
Retrait de recours / <i>Rückzug</i>	00	00

7.4.3. Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht	2013	2014
Pendants au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängig</i>	00	00
Recours introduits / <i>eingereichte Beschwerden</i>	00	00
Jugements notifiés / <i>zugestellte Entscheide</i>	00	00
Pendants au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i>	00	00

7.4.4. Commentaires / Kommentare

7.4.4.1. *Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik*

Aucun commentaire / *kein Kommentar.*

7.4.4.2. *Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammenstellung, Kommentare)*

Aucun commentaire / *kein Kommentar.*

7.5. Commission d'expropriation / Enteignungskommission

7.5.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik	2013	2014
Affaires pendantes au 1er janvier <i>Am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	7	10
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	9	18
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	6	20
Décision de la Commission / <i>Kommissionsentscheide</i>	0	2
Prononcé présidentiel / <i>Präsidentialverfügung</i>	1	12
Par un autre moyen / <i>auf andere Weise</i>	5	6
Affaires pendantes au 31 décembre <i>Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	10	8
7.5.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten		
Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise		
Décisions de la Commission / <i>Kommissionsentscheide</i>		
Admission / <i>Gutheissung</i>	0	2
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / <i>Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz</i>	0	0
Irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	0	0
Rejet / <i>Abweisung</i>	0	0
Prononcés présidentiels / <i>Präsidentialverfügungen</i>		
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	1	12
Retrait / <i>Rückzug</i>	1	3
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	1	0
Rejet dans la mesure où recevable / <i>Abweisung soweit Eintreten</i>	0	0
Transmission à l'autorité compétente / <i>Weiterleitung an zuständige Behörde</i>	0	0
Admission / <i>Zulassung</i>	0	0
Rejet / <i>Abweisung</i>	0	0
Retrait de recours / <i>Rückzug</i>	0	0
Conciliation / <i>Versöhnung</i>	3	3
7.5.3. Recours au Tribunal cantonal / Beschwerden an das Kantonsgerichts		
Pendants au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängig</i>	0	0
Recours introduits / <i>eingereichte Beschwerden</i>	0	1
Jugements notifiés / <i>zugestellte Entscheide</i>	1	0
Pendants au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i>	0	1

7.5.4. Commentaires / Kommentare

7.5.4.1. *Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik*

Des 8 causes actuellement pendantes devant la Commission, 3 sont des procédures suspendues d'ententes entre parties le temps nécessaires à la révision du PAL ou à la recherche d'une solution transactionnelle.

3 autres causes ont été suspendues par le Président, d'entente avec les parties, ce, jusqu'à droit connu sur des recours pendants au TC qui pourraient rendre sans objet les procédures d'expropriation.

Quant aux 2 autres causes pendantes, l'échange des écritures est en cours.

12 demandes d'indemnité pour expropriation matérielle ensuite de nuisances sonores potentielles, ont été déclarées irrecevables, aucun des demandeurs n'ayant complété son mémoire de demande dans le délai qui lui avait été imparti.

2 décisions ont été rendues par la Commission. La première décision, rendue en matière d'expropriation formelle, a fait l'objet d'un recours. La seconde décision, rejetant une demande d'indemnité pour expropriation matérielle, est devenue définitive et exécutoire faute de recours.

La conciliation a été tentée avec succès dans 3 dossiers.

3 requêtes d'indemnité pour expropriation matérielle, déposées préventivement pour respecter le délai légal de 30 jours ont été retirées par leur auteur

Von den zurzeit bei der Kommission hängigen acht Verfahren sind deren drei mit dem Einverständnis der Parteien bis zum Abschluss der Revision der Ortsplanung oder der Vergleichsverhandlungen suspendiert.

Weitere drei Verfahren wurden vom Präsidenten mit dem Einverständnis der Parteien suspendiert, da der jeweilige Beschwerdeentscheid des Kantonsgerichtes noch aussteht und das Enteignungsverfahren mit diesem Entscheid hinfällig werden könnte.

Die zwei anderen Verfahren befinden sich im Stadium des Schriftenwechsels.

Auf zwölf Entschädigungsgesuche basierend auf materieller Enteignung infolge potentieller Lärmimmissionen wurde nicht eingetreten, weil die Kläger ihre Gesuche innert der ihnen dafür gesetzten Frist nicht ergänzten.

Die Kommission hat zwei Verfahren mit einem Entscheid erledigt. Der eine betraf einen Fall von formeller Enteignung und wurde mit Beschwerde angefochten, der andere wies ein Gesuch um materielle Enteignung ab und erwuchs in Rechtskraft.

In drei Fällen führte der Versöhnungsversuch zum Erfolg.

Drei Entschädigungsgesuche wegen materieller Enteignung, welche zur Wahrung der gesetzlichen Frist von 30 Tagen vorsorglich eingereicht worden waren, wurden vom Gesuchsteller wieder zurückgezogen.

7.5.4.2. *Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammenstellung, Kommentare)*

La composition de la Commission d'expropriation a subi un seul changement en 2014 avec le remplacement d'un assesseur atteint par la limite d'âge.

2014 hat ein Beisitzer die Alterslimite erreicht und es wurde ein Nachfolger eingesetzt. Abgesehen von diesem Wechsel hat die Zusammensetzung der Kommission keine Änderung erfahren.

7.5.4.3. *Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammenstellung, Kommentare)*

Aucun commentaire / *kein Kommentar.*

7.6. Autorité de surveillance du registre foncier / Aufsichtsbehörde über das Grundbuch

7.6.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2013	2014
Affaires pendantes au 1er janvier <i>Am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	1	3
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	9	5
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	6	6
Décision de l'Autorité / <i>Entscheid der Behörde</i>	6	5
Prononcé présidentiel / <i>Präsidialverfügung</i>	0	1
Par un autre moyen / <i>auf andere Weise</i>	0	0
Affaires pendantes au 31 décembre <i>Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	4	2

7.6.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete

Pouvoir de contrôle du conservateur / <i>Kontrollbefugnis des Grundbuchverwalters</i>	2	2
Assujettissement à la LDFR / <i>Unterstellung unter das BGGB</i>	0	0
Registre des créanciers / <i>Gläubigerregister</i>	0	0
Extinction du droit inscrit / <i>Untergang des eingetragenen Rechts</i>	0	0
Novation / <i>Neuerung</i>	0	0
Forme authentique – désignation des immeubles / <i>öffentl. Beurkundung-Grundstücksbeschreibung</i>	1	3
Servitude / <i>Dienstbarkeit</i>	2	2
Registre des servitudes / <i>Servitutenregister</i>	0	0

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise

Décisions de l'Autorité / <i>Entscheide der Behörde</i>		
Admission / <i>Gutheissung</i>	2	1
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / <i>Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz</i>	0	0
Irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	0	0
Rejet / <i>Abweisung</i>	3	4
Prononcés présidentiels / <i>Präsidialverfügungen</i>		
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	0	0
Retrait / <i>Rückzug</i>	0	1
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	1	0

7.6.3. Recours à la Cour d'appel du Tribunal cantonal / Beschwerden an den Appellationshof des Kantonsgerichts

	2013	2014
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	0	1
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	1	2
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	0	2
Admission / Gutheissung	0	1
Rejet / Abweisung	0	1
Irrecevabilité / Nichteintreten	0	0
Retrait / Rückzug	0	0
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an zuständige Behörde	0	0
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	1	1

7.6.4. Commentaires / Kommentare

7.6.4.1. *Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik*

L'Autorité a liquidé les affaires courantes et traité les questions juridiques. Elle a visité tous les bureaux et procédé à des contrôles par sondages. L'Autorité a été saisie de 5 recours (9 en 2013). Elle a rendu 6 décisions: 1 recours a été admis, 4 recours ont été rejetés et 1 recours a été rayé du rôle, suite à un retrait. Deux dossiers ont fait l'objet de recours au Tribunal cantonal, dont un a été rejeté, l'autre étant encore pendant; deux affaires sont reportées en 2015.

Die Behörde hat die laufenden Geschäfte erledigt und die sich stellenden juristischen Fragen behandelt. Sie hat alle Grundbuchämter besucht und Stichkontrollen vorgenommen. Bei der Behörde wurden 5 Beschwerden anhängig gemacht (9 im Jahr 2013). Es wurden 6 Entscheide gefällt: 1 Gutheissung, 4 Abweisungen und 1 Abschreibungsbeschluss. Zwei Fälle waren Gegenstand einer Beschwerde an das Kantonsgericht. Die eine Beschwerde wurde abgewiesen, die andere ist noch hängig. Zwei Fälle wurden in das Jahr 2015 übertragen.

7.6.4.2. *Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammensetzung, Kommentare)*

En 2014, l'Autorité de surveillance du registre foncier a été présidée par Mme Bettina Hürlimann-Kaup, professeure à l'Université de Fribourg. M. Pierre-Henri Gapany, avocat, et Mme Catherine Overney, Juge au Tribunal cantonal, ont siégé comme membres. Mme Alexandra Rumo-Jungo, professeure à l'Université, M. Jérôme Delabays, Juge cantonal, et M. Ludovic-Jean Egger, notaire, ont fonctionné comme membres suppléants.

La fonction de secrétaire de l'Autorité a été exercée par Mme Séverine Zehnder, greffière auprès du Tribunal cantonal.

2014 wurde die Aufsichtsbehörde über das Grundbuch präsiert von Frau Bettina Hürlimann-Kaup, Professorin an der Universität Freiburg. Als Mitglieder gehörten der Behörde an Herr Pierre-Henri Gapany, Anwalt und Vizepräsident der Aufsichtsbehörde, sowie Frau Catherine Overney, Richterin am Kantonsgericht. Frau Alexandra Rumo-Jungo, Professorin an der Universität Freiburg, Herr Jérôme Delabays, Kantonsrichter, sowie Herr Ludovic-Jean Egger, Notar, gehörten der Behörde als Ersatzmitglieder an.

Das Sekretariat der Behörde wurde von Frau Séverine Zehnder, Gerichtsschreiberin am Kantonsgericht, geführt.

7.7. Tribunal arbitral en matière d'assurance maladie et accidents / Schiedsgericht in Sachen Kranken- und Unfallversicherung

7.7.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik	2013	2014
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	1	0
pendantes au 1er janvier / am 1. Januar hängig	6	0
nouvelles affaires / neue Angelegenheiten	0	0
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	4	0
par arrêt de cour / durch Gerichtshofentscheid	4	0
par décision présidentielle / durch Präsidialverfügung	0	0
par arrêt présidentiel / durch Präsidialentscheid	0	0
Pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	3	0
7.7.2. Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht		
Pendant au 1er janvier / am 1. Januar hängig	0	0
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	0	0
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	0	0
Pendant au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	0	0
7.7.3. Mode de liquidation / Erledigungsart		
Assurance-maladie / Krankenversicherung		
admission / Gutheissung	0	0
admission partielle / teilweise Gutheissung	0	0
rejet / Abweisung	1	0
irrecevabilité / Nichteintreten	0	0
retrait / Rückzug	0	0
nouvelle décision / neuer Entscheid	0	0
accord / Einigung	0	0
Transaction / ratification	3	0
Assurance-accident / Unfallversicherung		
admission / Gutheissung	0	0
admission partielle / teilweise Gutheissung	0	0
rejet / Abweisung	0	0
irrecevabilité / Nichteintreten	0	0
retrait / Rückzug	0	0
nouvelle décision / neuer Entscheid	0	0
accord / Einigung	0	0

7.7.4. Commentaires / Kommentare

Le Tribunal arbitral n'a pas connu d'entrée durant l'année 2014. Une convention a permis de liquider un dossier. Ainsi, au 31 décembre 2014, demeure seule pendante une double affaire délicate de polypragmasie qui devrait pouvoir être jugée au cours du printemps 2015, sur la base de l'excellent travail du Greffier ad hoc Benoît Ducry qui est ici vivement remercié pour son implication dans ce dossier.

Das Schiedsgericht hatte im Jahr 2014 keinen Neueingang zu verzeichnen. Eine Angelegenheit konnte mit einer Vereinbarung erledigt werden. Per 31. Dezember 2014 blieb somit nur noch ein heikles Doppelverfahren betreffend Polypragasmie offen, in dem im Laufe des Frühlings 2015 ein Urteil gefällt werden sollte, dies auf der Grundlage der ausgezeichneten Arbeit des Gerichtsschreibers ad hoc Benoît Ducry, dem für seinen Einsatz in dieser Angelegenheit herzlichst gedankt wird.

7.8. Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail / Schlichtungskommission für Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben

7.8.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik	2013	2014
Affaires pendantes au 1er janvier <i>Am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	00	00
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	00	02
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	00	02
Décision de la Commission / <i>Kommissionsentscheide</i>	00	01
Prononcé présidentiel / <i>Präsidialverfügung</i>	00	00
Par un autre moyen / <i>auf andere Weise</i>	00	01
Affaires pendantes au 31 décembre <i>Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	00	00
7.8.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten		
Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise		
<i>Décisions de la Commission / Kommissionsentscheide</i>		
Admission / <i>Gutheissung</i>	00	00
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	00	01
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / <i>Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz</i>	00	00
Irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	00	00
Rejet / <i>Abweisung</i>	00	00
Retrait de recours / <i>Rückzug</i>	00	00
<i>Prononcés présidentiels / Präsidialverfügungen</i>		
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	00	00
Retrait / <i>Rückzug</i>	00	00
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	00	00
Rejet dans la mesure où recevable / <i>Abweisung soweit Eintreten</i>	00	00
Transmission à l'autorité compétente / <i>Weiterleitung an zuständige Behörde</i>	00	00
Admission / <i>Zulassung</i>	00	00
Rejet / <i>Abweisung</i>	00	00
Retrait de recours / <i>Rückzug</i>	00	00
Conciliation / <i>Versöhnung</i>	00	01

7.8.3. Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht **2013** **2014**

Pendants au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängig</i>	00	00
Recours introduits / <i>eingereichte Beschwerden</i>	00	00
Jugements notifiés / <i>zugestellte Entscheide</i>	00	00
Pendants au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i>	00	00

7.8.4. Commentaires / Kommentare

7.8.4.1. *Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik*

Deux causes ont été introduites en 2014 devant la commission. La première a abouti à une transaction judiciaire. La deuxième a donné lieu à une proposition de jugement, puis une autorisation de procéder a été délivrée aux parties.

Zwei Fälle wurden im 2014 der Kommission unterbreitet. Der Erste Fall wurde mit einem Vergleich abgeschlossen. Im Zweiten Fall wurde ein Urteilsvorschlag den Parteien unterbreitet, sowie eine Klagebewilligung ausgehändigt.

7.8.4.2. *Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammenstellung, Kommentare)*

Aucun changement n'est intervenu dans la composition de la commission.

Es gab keine Veränderung in der Zusammensetzung der Kommission.

7.9. Commission de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif de la Sarine / Schlichtungskommission für Missbräuche im Mietwesen des Saanebezirks

7.9.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2013	2014
Affaires pendantes au 1er janvier <i>Am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	115	88
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	424	379
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	405	416
Affaires pendantes au 31 décembre <i>Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	134	97

7.9.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete

Loyer initial / <i>Anfangsmietzins</i>	20	25
Augmentation de loyer / <i>Mietzinserhöhung</i>	81	92
Baisse de loyer / <i>Mietzinssenkung</i>	49	61
Frais accessoires / <i>Nebenkosten</i>	46	23
Résiliation ordinaire / <i>ordentliche Vertragskündigung</i>	74	85
Résiliation extraordinaire / <i>ausserordentliche Vertragskündigung</i>	8	3
Prolongation de bail / <i>Erstreckung Mietverhältnis</i>	6	5
Créance de paiement / <i>Forderung auf Zahlung</i>	19	20
Défaut / <i>Mietzinshinterlegung</i>	14	9
Autres raisons / <i>andere Gründe</i>	88	93

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise

Décision de constatation de la Commission / <i>Feststellungsverfügungen der Kommission</i>		
Irrecevabilité, retrait de recours / <i>Nichteintreten, Rückzug</i>	125	71
Transmission au Tribunal arbitral / <i>Weiterleitung ans Schiedsgericht</i>	23	16
Autres raisons / <i>andere Gründe</i>	0	0

7.9.3. Commentaires / Kommentare

7.9.3.1. *Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik*

En 2014, la Commission a traité 416 dossiers (contre 405 dossiers en 2013), en 24 séances par la Présidente et 8 séances par les vice-Présidents, pour un taux moyen de conciliation de 78%.

Ce fléchissement du taux s'explique notamment par le fait que de plus en plus souvent, les parties défenderesses ne se présentent pas à l'audience, notamment dans les actions en paiement.

Les résiliations de bail et les contestations du bail initial restent les motifs les plus nombreux.

Les requêtes de baisse de loyer continuent d'augmenter malgré un taux fédéral unique fixé à 2% depuis septembre 2012.

2014 behandelte die Kommission 416 Dossiers (gegenüber 405 Dossiers im Jahr 2013) in 24 Sitzungen unter der Leitung der Präsidentin und 8 Sitzungen, die von den Vizepräsidenten geleitet wurden; der mittlere Schlichtungsgrad betrug 78 %.

Dieser Rückgang des Schlichtungsgrads lässt sich namentlich damit erklären, dass die beklagten Parteien, insbesondere bei Forderungsklagen, oft nicht zur Sitzung erscheinen.

Die Kündigung des Mietverhältnisses und die Anfechtung des Anfangsmietzinses bilden die häufigsten Gründe.

Die Gesuche um Mietzinssenkungen nehmen weiter zu, obwohl seit September 2012 ein Einheitssatz des Bundes von 2 % festgelegt ist.

7.9.3.2. *Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammenstellung, Kommentare)*

Pas de remarque particulière.

Keine besondere Bemerkung.

7.10. Commission de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif de la Singine et du Lac / Schlichtungskommission für Missbräuche im Mietwesen des Sense- und Seebezirks

7.10.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2013	2014
Affaires pendantes au 1er janvier <i>Am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	10	11
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	121	105
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	120	98
Affaires pendantes au 31 décembre <i>Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	11	18

7.10.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete

Loyer initial / <i>Anfangsmietzins</i>	1	1
Augmentation de loyer / <i>Mietzinserhöhung</i>	9	2
Baisse de loyer / <i>Mietzinssenkung</i>	16	11
Frais accessoires / <i>Nebenkosten</i>	27	7
Résiliation ordinaire / <i>ordentliche Vertragskündigung</i>	18	24
Résiliation extraordinaire / <i>ausserordentliche Vertragskündigung</i>	3	4
Prolongation de bail / <i>Erstreckung Mietverhältnis</i>	8	7
Créance de paiement / <i>Forderung auf Zahlung</i>	7	23
Défaut / <i>Mietzinshinterlegung</i>	7	1
Autres raisons / <i>andere Gründe</i>	24	18

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise

Décision de constatation de la Commission / <i>Feststellungsverfügungen der Kommission</i>		
Irrecevabilité, retrait de recours / <i>Nichteintreten, Rückzug</i>	0	0
Transmission au Tribunal arbitral / <i>Weiterleitung ans Schiedsgericht</i>	0	0
Autres raisons / <i>andere Gründe</i>	0	0

7.10.3. Commentaires / Kommentare

7.10.3.1. *Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik*

Allgemein:

Das Jahr 2014 war durch keine aussergewöhnlichen Ereignisse oder Einflüsse geprägt. Entsprechend konnte die Arbeit in einem geregelten Rahmen erledigt werden.

Arbeitsumfang:

Mit 105 Gesuchen war 2014 ein durchaus durchschnittliches Jahr. Die Spannweite liegt zwischen 80 und 130 Gesuchen.

De manière générale:

Aucun événement ni influence extraordinaire n'ont marqué l'année 2014. En conséquence, le travail a été achevé dans un cadre réglementé.

Volume de travail:

Avec 105 demandes, 2014 fut tout simplement une année dans la moyenne. La fourchette se situe entre 80 et 130 demandes.

7.10.3.2. *Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammenstellung, Kommentare)*

Besetzung der Kommission / Composition de la Commission:

Präsident / Président

Marius Schneuwly, Buchenweg 25, 3185 Schmitten

Vize-Präsident / Vice-président

Sarah Reitze, Rue de Zaehringen 13, 1700 Freiburg (neu seit 01. Juni 2014)

Beisitzer/-innen Mietervertreter/-innen / Assesseurs/-es représentant les locataires

- > Susanne Heiniger, Rainstrasse 56, 3185 Schmitten
- > Christoph Bertschy, Riedlistrasse 26, 3186 Düringen (Austritt am 31.12.2014)
- > Beatrix Vogl Ott, Bkündenweg 21, 3286 Muntelier
- > Neue Mietervertreterin ab 01.01.2015 Gabriella Weber Morf

Beisitzer/-innen Vermietervertreter/-innen / Assesseurs/-es représentant les bailleurs

- > Hanspeter Bellorini, Geuer 22, 1715 Alterswil
- > Marianne Isler, Buchenweg 11, 1718 Rechthalten
- > Edgar Jenny, Brugerstrasse 30, 3186 Düringen

Sekretariat / Secrétariat

Romana Stulz, Hauptstrasse 124, 1715 Alterswil

Der Teamgeist der Kommission ist ausgezeichnet und die fachliche Kompetenz hervorragend.

L'esprit d'équipe de la commission est excellent et la compétence technique et sociale extraordinaire.

Aussichten auf 2015

Wir erwarten wiederum ein durchschnittliches Jahr, da die äusseren Einflüsse wie Referenzzinssatz und Gesetzgebung stabil bleiben dürften.

Perspectives 2015

Nous nous attendons à nouveau à une année moyenne, car les influences extérieures ainsi que le taux d'intérêt de référence et la législation devraient rester stables.

7.11. Commission de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse / Schlichtungskommission für Missbräuche im Mietwesen des Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirks

7.11.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2013	2014
Affaires pendantes au 1er janvier <i>Am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	87	89
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	372	356
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	370	333
Affaires pendantes au 31 décembre <i>Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	89	112

7.11.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete

Loyer initial / <i>Anfangsmietzins</i>	11	11
Augmentation de loyer / <i>Mietzinserhöhung</i>	59	39
Baisse de loyer / <i>Mietzinssenkung</i>	80	54
Frais accessoires / <i>Nebenkosten</i>	43	23
Résiliation ordinaire / <i>ordentliche Vertragskündigung</i>	84	55
Résiliation extraordinaire / <i>ausserordentliche Vertragskündigung</i>	4	21
Prolongation de bail / <i>Erstreckung Mietverhältnis</i>	14	20
Créance de paiement / <i>Forderung auf Zahlung</i>	21	34
Défaut / <i>Mietzinshinterlegung</i>	29	55
Autres raisons / <i>andere Gründe</i>	25	21

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise

Décision de constatation de la Commission / <i>Feststellungsverfügungen der Kommission</i>		
Irrecevabilité, retrait de recours / <i>Nichteintreten, Rückzug</i>	29	24
Transmission au Tribunal arbitral / <i>Weiterleitung ans Schiedsgericht</i>	3	4
Autres raisons / <i>andere Gründe</i>	00	00

7.11.3. Commentaires / Kommentare

7.11.3.1. *Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik*

Au regard des chiffres présentés ci-dessus, on constate une légère baisse du nombre de requêtes en conciliation introduites en 2014 par rapport à 2013. Quant au nombre de dossiers encore pendants au 31 décembre, il est plus important que l'an dernier. Une des raisons en est que plusieurs parties ont sollicité en fin d'année des suspensions de procédure en vue de trouver un éventuel accord extrajudiciaire dans le cadre de leur litige.

Concernant le détail des affaires liquidées, on peut constater une baisse du nombre des résiliations ordinaires de bail. Par contre, les résiliations extraordinaires ont occupé notre commission de manière plus importante qu'en 2013. Le nombre de demande de baisse de loyer a également diminué. Cela s'explique par le fait que le taux hypothécaire de référence est passé de 2.25% à 2% en septembre 2013 et que nous avons alors fait face à cette période à de nombreuses requêtes de baisse.

Aus den hiervor dargelegten Zahlen ist ersichtlich, dass die Zahl der im Jahr 2014 eingereichten Angelegenheiten im Vergleich zu 2013 leicht zurückgegangen ist. Die Zahl der am 31. Dezember hängigen Dossiers ist höher ausgefallen als im Vorjahr. Einer der Gründe dafür ist, dass per Ende Jahr mehrere Parteien eine Sisiterung der Verfahren beantragt haben, um in ihrer Streitsache aussergerichtlich eine Einigung zu finden.

Bei den erledigten Angelegenheiten stellt man einen Rückgang bei den ordentlichen Vertragskündigungen fest. Hingegen war unsere Kommission in diesem Jahr mehr mit ausserordentlichen Vertragskündigungen beschäftigt als im Jahr 2013. Die Anträge für Mietzinssenkungen sind ebenfalls zurückgegangen. Dies lässt sich durch den Referenzzinssatz erklären, der im September 2013 von 2.25% auf 2% gesunken ist. Dadurch waren wir in dieser Periode mit zahlreichen Anträgen für Mietzinssenkungen konfrontiert.

7.11.3.2. *Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammenstellung, Kommentare)*

En 2014, Madame Séverine Zehnder a été nommée remplaçante ad interim de Monsieur le Vice-Président Christoph Rohrer qui a quitté son poste au 28 février 2014. Madame Zehnder a ensuite été confirmée dans la fonction de Vice-Présidente. La transition s'est très bien déroulée. Madame Zehnder s'est très vite adaptée à son poste. Elle est très consciencieuse et est appréciée des assesseurs. Madame Zehnder remplace le président lorsque celui-ci est en vacances ou lorsqu'il se récuse.

Comme indiqué les années précédentes, on constate que les membres de la commission de conciliation, qui sont demeurés identiques en 2014, s'entendent très bien et ont très souvent la même appréciation juridique des dossiers. Il est ainsi très rare qu'en audience les assesseurs fassent valoir des conclusions contraires.

Comme exposé à plusieurs reprises, il serait des plus judicieux que le nombre des assesseurs soit augmenté afin d'éviter des impossibilités de siéger en raison de l'absence de l'un d'eux. De surcroît, avoir un nombre plus important d'assesseurs n'a aucune incidence sur le plan financier.

2014 wurde Frau Séverine Zehnder als Interimsvertretung für den Stellvertretenden Präsidenten Christoph Rohrer ernannt, der per 28. Februar 2014 aus seinem Amt zurückgetreten ist. Frau Zehnder wurde anschliessend im Amt als Vizepräsidentin bestätigt. Der Übergang ist gut verlaufen. Frau Zehnder hat sich sehr schnell eingearbeitet. Sie ist sehr pflichtbewusst und wird von den Beisitzer/-innen geschätzt. Frau Zehnder stellt die Stellvertretung des Präsidenten bei Urlaubsabwesenheit oder Ausstand sicher.

Die Mitglieder der Schlichtungskommission, bei denen es 2014 keine Änderungen gegeben hat, verstehen sich wie bis anhin sehr gut. Ihre juristische Beurteilung der Dossiers stimmt sehr oft überein. Die Beisitzer/-innen machen deshalb an Verhandlungen nur sehr selten gegenteilige Schlussfolgerungen geltend.

Wie bereits mehrmals erwähnt, wäre es angebracht, die Zahl der Beisitzer/-innen zu erhöhen, um zu vermeiden, dass bei Abwesenheit eines der beiden Beisitzer, Sitzungen nicht abgehalten werden können. Ausserdem hätte die Erhöhung der Beisitzerzahl keine finanziellen Auswirkungen.

Nous avons l'honneur, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, de vous assurer de notre haute considération.

Genehmigen Sie, sehr geehrter Herr Präsident, sehr geehrte Damen und Herren Grossrätinnen und Grossräte, den Ausdruck unserer vorzüglichen Hochachtung.

Fribourg, le 20 avril 2015 / *Freiburg, 20. April 2015*

La Secrétaire-juriste / *die juristische Sekretärin:*

Le Président /*der Präsident:*

Christine Keller

Jérôme Delabays

Annexe / Beilage

—
Tribunal cantonal / Kantonsgericht

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Rapport pour l'exercice 2014 / Bericht für das Jahr 2014

—
Au Conseil d'Etat / An den Staatsrat

—
Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les Conseillers d'Etats,

Nous avons l'honneur, en notre qualité d'autorité cantonale de surveillance, de vous adresser, conformément à l'ordonnance relative à la haute surveillance en matière de poursuites et faillites du 22 novembre 2006, notre rapport en matière de poursuite pour dettes et faillite.

*Sehr geehrter Herr Präsident,
Sehr geehrte Damen Staatsrätinnen und Herren Staatsräte,*

Wir haben die Ehre, Ihnen gemäss der Verordnung betreffend die Oberaufsicht über Schuldbetreibung und Konkurs vom 22. November 2006 in unserer Eigenschaft als kantonale Aufsichtsbehörde unseren Bericht über die Tätigkeit der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer zu unterbreiten.

1. Administration des offices / Geschäftsführung der einzelnen Ämter

1.1. Offices des poursuites / Betreibungsämter

La gestion des sept offices de poursuites du canton a été examinée par deux juges cantonaux délégués.

De manière générale, les offices des poursuites n'ont pas de retard malgré l'augmentation constante du nombre des poursuites (+ 5.2 % par rapport à 2013 et + 21.4 % par rapport à 2010). Il y a peu de plaintes par rapport au nombre de poursuites enregistrées en raison de l'excellente qualité du travail effectué par les offices. En effet, la plupart des collaborateurs ont suivi ou suivent une formation particulière à l'exécution forcée.

Le projet fédéral e-LP qui vise à mettre en place l'infrastructure technique et organisationnelle permettant l'informatisation totale des échanges entre les créanciers et les offices des poursuites et des faillites suit son cours. Le logiciel Themis est utilisé par le canton de Fribourg. Ce traitement électronique des réquisitions de poursuites permet, en l'état, de faire face à l'importante charge de travail des offices.

La révision des comptes de tous les offices des poursuites par l'inspectorat des finances a eu lieu cette année.

117'675 poursuites ont été introduites en 2014 (2013: 111'838; 2012: 103'996; 2011: 103'569; 2010: 96'925; 2009: 98'058).

Le tableau ci-dessous donne des indications sur la charge de travail.

Die Geschäftsführung der sieben Betreibungsämter wurde von je zwei delegierten Kantonsrichtern geprüft.

Die Betreibungsämter sind allgemein nicht im Rückstand, dies trotz der konstanten Zunahme der Betreibungen (+ 5.2 % gegenüber 2013 und + 21.4 % gegenüber 2010). Es wurden gemessen an der Zahl eingetragener Betreibungen nur wenige Beschwerden eingereicht, was auf die ausgezeichnete Arbeitsqualität der Ämter zurückzuführen ist. In der Tat haben die meisten Mitarbeitenden im Bereich der Zwangsvollstreckung eine besondere Ausbildung befolgt oder befolgen eine solche.

Das eidgenössische Projekt eSchKG, das die Schaffung der technischen und organisatorischen Infrastruktur für den vollelektronischen Austausch zwischen Gläubigern und Betreibungs- und Konkursämtern bezweckt, ist weiterhin im Gange. Der Kanton Freiburg wendet die Betreibungssoftware Themis an. Diese elektronische Bearbeitung der Betreibungsbegehren ermöglicht es gegenwärtig, die grosse Arbeitslast der Ämter zu bewältigen.

Die letzte Buchhaltungsrevision in allen Betreibungsämtern führte das Finanzinspektorat in diesem Jahr aus.

Im Jahr 2014 wurden 117'675 Betreibungen eingeleitet (2013: 111'838; 2012: 103'996; 2011: 103'569; 2010: 96'925; 2009: 98'058).

Über die Entwicklung der Geschäftslast gibt die nachfolgende Zusammenstellung Auskunft.

Les poursuites se répartissent ainsi / Die Betreibungen teilen sich wie folgt auf:

2014	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
Commandements de payer Zahlungsbefehle	48'812	10'731	19'507	11'427	9'035	12'201	5'962	117'675
Réquisitions de continuer la poursuite Begehren um Fortsetzung der Betreibung	41'261	8'348	16'701	8'410	7'481	10'548	4'662	97'411
Réquisitions de vente Verwertungsbegehren	588	271	5'691	210	181	158	106	7'205
Ventes mobilières Verwertungen von beweglichen Sachen	56	6	1	4	0	7	0	74
Ventes immobilières Verwertungen von Liegenschaften	1	1	2	5	3	3	1	16
Réalisations forcées chez des agriculteurs Zwangsverwertungen bei Landwirten	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	90'718	19'357	41'902	20'056	16'700	22'917	10'731	222'381

1.1.1. Office des poursuites de la Sarine / Betreibungsamt Saane

L'Office des poursuites de la Sarine a été inspecté le 22 septembre 2014. La gestion de cet office n'appelle pas d'observations particulières. Le nombre des poursuites enregistrées frôle les 50'000 (+ 4.2 % par rapport à 2013 et + 11.8 % par rapport à 2010).

L'inspection des finances a procédé à un contrôle de l'Office du 17 au 20 mars 2014; il n'a pas fait l'objet de remarques particulières.

Das Betreibungsamt der Saane wurde am 22. September 2014 inspiziert. Es sind keine besonderen Vorkommnisse zu verzeichnen. Die Zahl der eingetragenen Betreibungen erreicht nahezu 50'000 (+ 4.2 % gegenüber 2013 und + 11.8 % gegenüber 2010).

Das Finanzinspektorat inspizierte das Betriebsamt der Saane vom 17. bis 20. März 2014; es sind keine besonderen Bemerkungen gemacht worden.

1.1.2. Office des poursuites de la Singine / *Betriebsamt Sense*

L'Office des poursuites de la Singine a été inspecté le 16 octobre 2014; sa gestion n'appelle pas d'observations particulières. Le dernier contrôle de l'inspection des finances a été effectué du 28 au 30 avril 2014; il n'a pas fait l'objet de remarques particulières.

Das Betriebsamt der Sense wurde am 16. Oktober 2014 inspiziert; es sind keine besonderen Vorkommnisse zu verzeichnen. Die letzte Kontrolle des Finanzinspektorats erfolgte vom 28. bis 30. April 2014; es sind keine besonderen Bemerkungen gemacht worden.

1.1.3. Office des poursuites de la Gruyère / *Betriebsamt Greyerz*

L'Office des poursuites de la Gruyère a été inspecté le 2 octobre 2014 ; sa gestion n'appelle pas d'observations particulières. Le dernier contrôle de l'inspection des finances a été effectué le 2 avril 2014.

Das Betriebsamt Greyerz wurde am 2. Oktober 2014 inspiziert; es sind keine besonderen Vorkommnisse zu verzeichnen. Die letzte Kontrolle des Finanzinspektorats erfolgte am 2. April 2014.

1.1.4. Office des poursuites du Lac / *Betriebsamt See*

L'Office des poursuites du Lac a été inspecté le 4 novembre 2014; sa gestion n'appelle pas d'observations particulières. Le dernier contrôle de l'inspection des finances a été effectué du 26 au 27 mai 2014; il n'a pas fait l'objet de remarques particulières.

Die Inspektion des Betriebsamtes See erfolgte am 4. November 2014; es sind keine besonderen Vorkommnisse zu verzeichnen. Die letzte Kontrolle des Finanzinspektorats erfolgte vom 26. bis 27. Mai 2014; es sind keine besonderen Bemerkungen gemacht worden.

1.1.5. Office des poursuites de la Broye / *Betriebsamt Broye*

L'Office des poursuites de la Broye a été inspecté le 25 septembre 2014; sa gestion n'appelle pas d'observations particulières. Le dernier contrôle de l'inspection des finances a été effectué du 3 au 4 juin 2014; il n'a pas fait l'objet de remarques particulières.

Das Betriebsamt Broye wurde am 25. September 2014 inspiziert; es sind keine besonderen Vorkommnisse zu verzeichnen. Die letzte Kontrolle des Finanzinspektorats erfolgte vom 3. bis 4. Juni 2014; es sind keine besonderen Bemerkungen gemacht worden.

1.1.6. Office des poursuites de la Glâne / *Betriebsamt Glane*

L'Office des poursuites de la Glâne a été inspecté le 5 novembre 2014 ; sa gestion n'appelle pas d'observations particulières. Le dernier contrôle de l'inspection des finances a été effectué du 20 au 22 mai 2014; il n'a pas fait l'objet de remarques particulières.

Das Betriebsamt Glane wurde am 5. November 2014 inspiziert; es sind keine besonderen Vorkommnisse zu verzeichnen. Die letzte Kontrolle des Finanzinspektorats erfolgte vom 20. bis 22. Mai 2014; es sind keine besonderen Bemerkungen gemacht worden.

1.1.7. Office des poursuites de la Veveyse / *Betriebsamt Vivisbach*

L'Office des poursuites de la Veveyse a été inspecté le 5 novembre 2014 ; sa gestion n'appelle pas d'observations particulières. Le dernier contrôle de l'inspection des finances a été effectué du 2 au 3 juin 2014; il n'a pas fait l'objet de remarques particulières.

Das Betreibungsamt Vivisbach wurde am 5. November 2014 inspiziert; es sind keine besonderen Vorkommnisse zu verzeichnen. Die letzte Kontrolle des Finanzinspektorats erfolgte vom 2. bis 3. Juni 2014; es sind keine besondern Bemerkungen gemacht worden.

1.2. Office cantonal des faillites / Kantonales Konkursamt

L'Office cantonal des faillites a été inspecté le 22 septembre 2014. La gestion de cet office n'appelle pas d'observations particulières. Le dernier contrôle de l'inspection des finances a été effectué du 6 au 10 octobre 2014; il n'a pas fait l'objet de remarques particulières.

Le nombre de nouvelles faillites a nettement augmenté en 2014 puisqu'il atteint 524 contre 453 en 2013. Cette augmentation de 70 dossiers (+ 15.7 %) s'explique par le nombre de successions répudiées qui a littéralement explosé en 2014, passant d'environ 135-140 ces dernières années à 220 en 2014, ce qui représente 42 % des faillites.

La gestion du dossier de la faillite Ilford Imaging Switzerland a été confiée à une administration spéciale le 31 janvier 2014 ce qui a permis de stabiliser la marche de l'office.

Das Kantonale Konkursamt wurde am 22. September 2014 inspiziert. Es sind keine besonderen Vorkommnisse zu verzeichnen. Die letzte Kontrolle des Finanzinspektorats erfolgte vom 6. bis 10. Oktober 2014; es sind keine besondern Bemerkungen gemacht worden.

Die Zahl der neuen Konkurse ist mit 524 Konkursen im Jahr 2014 gegenüber 453 Konkursen 2013 deutlich gestiegen. Diese Zunahme um 70 Dossiers (+ 15.7 %) erklärt sich mit der Anzahl ausgeschlagener Erbschaften, die 2014 regelrecht explodiert ist. Sie ging von ca. 135-140 Fällen in den letzten Jahren auf 220 Fälle im Jahr 2014 über, was 42 % der gesamten Konkurse ausmacht.

Die Führung des Dossiers des Konkurses Ilford Imaging Switzerland wurde am 31. Januar 2014 einer ausseramtlichen Konkursverwaltung anvertraut, was den Geschäftsgang des Konkursamts stabilisieren konnte.

Les indications suivantes donnent un aperçu de la charge de travail de l'Office et des modes de liquidation.

Über die Entwicklung der Geschäftslast und die Art der Erledigung geben nachfolgende Zusammenstellungen Auskunft:

524 faillites ont été prononcées en 2014 (2013: 453; 2012: 438; 2011: 464; 2010: 428; 2009: 375).

546 faillites ont été liquidées en 2014 (399 en 2013).

47 faillites antérieures à l'année 2014 ne sont pas liquidées.

2014 wurden 524 Konkurse eröffnet (2013: 453; 2012: 438; 2011: 464; 2010: 428; 2009: 375).

546 Konkurse wurden im Jahre 2014 abgeschlossen (399 im Jahre 2013).

47 vor 2014 eröffnete Konkursverfahren sind noch nicht abgeschlossen.

Arrondissements / Bezirke	2014	2013
Sarine / Saane	258	212
Singine / Sense	40	27
Gruyère / Greyerz	85	78
Lac / See	41	40
Glâne / Glane	31	33
Broye / Broye	45	41
Veveyse / Vivisbach	24	22
Total	524	453

Procédure suivie / Verfahren:

Ouvertures de faillite / Konkurseröffnungen	2014	2013
Procédure sommaire / Summarisches Verfahren	277	224
Annulation / Aufhebung	11	30
Révocation / Widerruf	0	0
Suspension faute d'actif / Einstellung mangels Aktiven	236	199
Total	524	453

Liquidations de faillite / Konkursverfahren	2014	2013
Procédure ordinaire / Ordentliches Verfahren	1	1
Procédure sommaire / Summarisches Verfahren	288	221
Suspension ultérieure faute d'actif / Spätere Einstellung mangels Aktiven	254	175
Révocation / Widerruf	3	2
Total	546	399

Total des pertes résultant des procédures ordinaires et sommaires / *Gesamtbetrag der Verluste in den ordentlichen und summarischen Verfahren:*

2014	Frs	145'502'662.27	2013	Frs	39'510'057.00
2012	Frs	47'213'668.20	2011	Frs	134'966'369.00
2010	Frs	40'621'892.00	2009	Frs	62'704'519.00
2008	Frs	55'544'352.00	2007	Frs	58'378'597.10

2. Activité de l'autorité cantonale de surveillance / Tätigkeit der kantonalen Aufsichtsbehörde

En 2014, 163 affaires ont été enregistrées (2013: 145; 2012: 182; 2011: 145; 2010: 202; 2009: 215; 2008: 230).

La Chambre a rendu 160 décisions en 2014 (2013: 152; 2012: 183; 2011: 141; 2010: 204; 2009: 223; 2008: 239).
 2014 wurden 163 Verfahren eingetragen (2013: 145; 2012: 182; 2011: 145; 2010: 202; 2009: 215; 2008: 230).

Die Kammer hat im Jahre 2014 160 Entscheide gefällt (2013: 152; 2012: 183; 2011: 141; 2010: 204; 2009: 223; 2008: 239).

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2014	2013
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	3	10
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	163	145
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	160	152
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	6	3

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2014	2013
Admis / Gutheissung	108	90
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	1	1
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	1
Rejet / Abweisung	32	34
Irrecevables / Nichteintreten	9	17
Sans objet / Gegenstandslos	8	8
Retrait / Rückzug	1	0
Rayés du rôle / Abschreibung	0	0
AJ (avec avocat) octroyée / URP (mit Anwalt) gewährt	0	1
AJ (avec avocat) refusée / URP (mit Anwalt) verweigert	0	0
AJ (sans avocat) octroyée / URP (ohne Anwalt) gewährt	0	0
AJ (sans avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	0	0
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	0	0
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	0	0
Transaction / Vergleich	0	0
Désignation / Bezeichnung	0	0
Divers / Verschiedenes	0	0
Total	160	152

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2014	2013
Plaintes / <i>Beschwerden</i>	44	53
Restitution de délai / <i>Wiederherstellung der Frist</i>	3	4
Réalisation de parts de communauté / <i>Verwertung von Anteilen an Gemeinschaftsvermögen</i>	0	3
Demande de nouvelle estimation / <i>Gesuch um neue Schätzung (9 ORFI/VZG)</i>	0	0
Prolongation du délai de liquidation de la faillite / <i>Fristverlängerung zur Durchführung des Konkursverfahrens</i>	104	75
Nullité / <i>Nichtigkeit (173² LP/SchKG)</i>	0	0
Récusation / <i>Ausstand</i>	0	0
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	0	1
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	6	15
Rémunération de l'administration de la faillite / <i>Vergütung für die Konkursverwaltung</i>	3	0
Séquestre / <i>Arrest</i>	0	1
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	0
Total	160	152

Durée de la procédure / Dauer des Verfahrens		
	2014	2013
1 à 15 jours / <i>1 bis 15 Tage</i>	113	97
15 jours à 1 mois / <i>15 Tage bis 1 Monat</i>	12	16
1 à 2 mois / <i>1 bis 2 Monate</i>	19	25
Plus de 2 mois / <i>mehr als 2 Monate</i>	16	14
Total	160	152

Provenance / Herkunft		
	2014	2013
Sarine / <i>Saane</i>	14	17
Singine / <i>Sense</i>	5	7
Gruyère / <i>Greyerz</i>	4	9
Lac / <i>See</i>	5	7
Glâne / <i>Glane</i>	0	0
Broye / <i>Broye</i>	5	8
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	6	6
Office cantonal des faillites / <i>Kantonales Konkursamt</i>	110	80
Autres / <i>Andere</i>	11	18
Total	160	152

**3. Mesures disciplinaires contre des préposés et employés /
Disziplinar massnahmen gegen Beamte und Angestellte**

Aucune enquête disciplinaire n'a été ouverte en 2014 par l'autorité de surveillance.

Im Jahre 2014 wurden bei der Aufsichtsbehörde keine Disziplinarverfahren eingeleitet.

4. Instructions et directives / Weisungen und Richtlinien

Les directives sont publiées sur le site internet du Pouvoir judiciaire (<http://www.fr.ch/pj>). Elles ont fait l'objet d'une mise à jour en 2013. Aucune nouvelle directive n'a été émise en 2014 par l'autorité de surveillance.

Il n'y a pas eu de difficultés particulières dans l'application de la loi.

Die Richtlinien sind auf der Internetseite der Gerichtsbehörden veröffentlicht (<http://www.fr.ch/pj>). Sie sind 2013 auf den neusten Stand gebracht worden. 2014 wurde von der Aufsichtsbehörde keine neue Richtlinie erlassen.

Bei der Durchführung des Gesetzes sind keine besonderen Schwierigkeiten zu Tage getreten.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les Conseillers d'Etats, à l'assurance de notre haute considération.

Genehmigen Sie, sehr geehrter Herr Präsident, sehr geehrte Damen Staatsrätinnen und Herren Staatsräte, den Ausdruck unserer vorzüglichen Hochachtung.

Fribourg, le 23 février 2015

Freiburg, den 23. Februar 2015

Le Greffier / Der Gerichtsschreiber

La Présidente / Die Präsidentin

Conseil de la magistrature CM

Justizrat JR

Place Notre-Dame 8, CH-1701 Fribourg

T +41 26 305 90 20, F +41 26 305 90 23, cm@fr.ch

www.fr.ch/cmagg

–

© Avril 2015/April 2015

–

Imprimé sur papier 100% recyclé
gedruckt auf 100% Recyclingpapier